

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN GESTION DES PETITES ET MOYENNES ORGANISATIONS

par
DANIEL HÉBERT

L'ANALYSE AU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN DE L'INTERVENTION
CULTURELLE DES MUNICIPALITÉS PAR TERRITOIRES, PAR
CATÉGORIES DE POPULATION ET AU PLAN RÉGIONAL

6 JANVIER 1997



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

RÉSUMÉ

La réalisation de cette recherche sur *l'intervention culturelle des municipalités* s'inscrit en cohérence avec l'adoption, en 1992, de la première politique culturelle du gouvernement du Québec et de la Planification stratégique du secteur des arts et de la culture menée à terme par le Conseil régional de la culture, en 1993. Les municipalités et les MRC y furent pointées en tant que partenaires essentiels à l'évolution du secteur des arts et de la culture.

Ne disposant d'aucune documentation exhaustive sur la participation des municipalités dans le secteur artistique et culturel, nous avons donc entrepris, en collaboration avec plusieurs partenaires (MRC, municipalités, entreprises privées, CRC, UQAC), une vaste étude sur l'intervention des 59 municipalités du Saguenay – Lac-Saint-Jean. Nous avons dressé un diagnostic de l'intervention culturelle autour des dimensions suivantes: l'environnement général des municipalités; le financement culturel municipal; les infrastructures, les équipements, les sites et espaces culturels; les communications et la mise en marché; les partenaires des municipalités; l'évaluation, la planification et la consultation; la structure de l'intervention culturelle municipale.

Au départ, nous avons formulé six grandes hypothèses concernant le portrait et la problématique d'intervention culturelle des municipalités:

1. Dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean, une très grande proportion des dépenses culturelles municipales s'effectue dans les principales villes et sont concentrées principalement dans les ressources humaines des services municipaux et les équipements culturels locaux.
2. Les municipalités investissent davantage dans les services directs aux citoyens dans les domaines des bibliothèques, du patrimoine et de la diffusion culturelle. Elles n'ont pas tendance à investir dans la création et la production artistique locale.
3. Les équipements et les infrastructures culturelles municipales, figurent parmi leurs priorités et elles comptent y investir au cours des prochaines années.
4. Les municipalités ont une approche peu structurée des communications et de la mise en marché de leurs activités et services. Elles orientent leur intervention au plan local avec un minimum de ressources.
5. Dans le cadre d'une intervention efficiente de l'action culturelle, il y a lieu d'établir des ententes supra-locales pour les objets suivants de l'intervention des municipalités: les infrastructures, les équipements, les sites et espaces

patrimoniaux; les communications et la mise en marché des produits culturels; le financement de l'intervention culturelle municipale.

6. La très grande majorité des municipalités locales du Saguenay–Lac-Saint-Jean n'ont pas réalisé de constat de leur intervention culturelle. Elles ont orienté leur action à partir d'une mission locale du loisir et par conséquent n'ont pas défini leur mission culturelle locale.

Comme base à l'établissement de notre cadre d'analyse et de la méthode d'investigation, nous avons utilisé le rapport d'une étude publiée en 1993 par la chaire de Gestion des arts de l'École des hautes études commerciales de Montréal: **«L'intervention culturelle des municipalités québécoises»**. Inspirés par cette étude, nous avons tout de même distingué dans notre enquête l'intervention culturelle directe des municipalités de leur intervention indirecte, soit celle paramunicipale. Aussi, au cours de cette recherche, nous avons précisé la définition de certaines dimensions utilisées comme paramètres dans l'analyse de nos données.

La cueillette des informations a été effectuée à l'aide d'un questionnaire principal d'enquête, d'un second questionnaire concernant spécifiquement l'intervention paramunicipale, d'un recensement culturel préliminaire à valider et/ou à compléter, ainsi que d'une grille des équipements culturels utilisés par les municipalités. Une entrevue a ensuite été réalisée sur place avec chacun des responsables des municipalités afin de contrôler et de valider, à l'aide des documents pertinents, les informations fournies.

L'analyse des données s'est effectuée sur une base individuelle (pour chaque municipalité), pour ensuite être portée sur des ensembles de municipalités par territoire (les MRC), par catégories (selon leur taille démographique) et, finalement, sur une base régionale. Ainsi, toutes les dimensions de notre cadre d'analyse furent traitées de façon similaire et, pour chacune d'elle, nous avons dressé un certain nombre de constats.

Dans les deux premières parties de notre mémoire, nous présentons l'historique de l'intervention culturelle des municipalités, la problématique de l'enquête et la méthodologie utilisée. Nous dressons ensuite la synthèse des principaux constats relevés au cours de notre analyse et nous concluons sur la nécessité d'inscrire l'intervention culturelle locale dans une perspective d'intervention régionale et nationale afin d'harmoniser les politiques des instances centrales avec celles des municipalités et des MRC.

Ce projet de recherche a été déposé en décembre 1993 pour se compléter à la fin du printemps 1995. Certains ajustements techniques ont repoussé notre dépôt final en janvier 1997.

REMERCIEMENTS

Au cours de l'année 1993-1994, j'ai sensibilisé les directions des services des loisirs, les coordonnateurs des schémas d'aménagement des MRC, les élus municipaux et les préfets des quatre MRC de la région pour qu'ils s'engagent dans la réalisation d'une recherche sur l'intervention culturelle des 59 municipalités du Saguenay – Lac-Saint-Jean.

Ayant constitué un large consensus autour de ce projet, j'ai associé divers partenaires pour concrétiser la réalisation de cette recherche et sa publication. C'est ainsi que nous retrouvons les MRC du Fjord-du-Saguenay, de Lac-Saint-Jean-Est et de Maria-Chapdelaine, les municipalités de Saint-Félicien, Saint-André, La Doré, Sainte-Hedwidge, Chambord et Saint-Prime.

Il aurait été impensable de mener à terme ce travail sans la collaboration du Conseil régional de la culture et la supervision dont j'ai pu bénéficier dans le cadre des études supérieures entreprises à la maîtrise en «Gestion des petites et moyennes organisations» au département des sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Enthousiasmé par les résultats et l'excellente collaboration des responsables municipaux lors de notre cueillette de données, j'ai cru pertinent et opportun de pousser la réflexion jusqu'à la problématique de la régionalisation et de la décentralisation gouvernementale tentant de placer en harmonie et en perspective l'intervention culturelle aux échelons municipal, régional et national.

Enfin, je souhaite souligner la précieuse collaboration de Monsieur Raynald Harvey, qui a contribué au succès de nos travaux à titre d'agent de recherche, ainsi que le rôle de monsieur Marc-Urbain Proulx à titre de superviseur de ce travail de recherche.

Daniel Hébert
Étudiant
Maîtrise en Gestion des PMO

TABLE DES MATIERES

Introduction	12
I. Historique de l'intervention culturelle municipale	17
1.1 Au Québec	18
1.2 Chronologie de l'intervention culturelle municipale au Saguenay – Lac-Saint-Jean	21
II. Problématique de l'enquête et méthodologie employée	27
2.1 Problématique de l'intervention culturelle et artistique locale	28
2.2 Les objectifs et hypothèses de recherche	35
2.3 Le cadre d'analyse	38
2.4 La méthodologie	53
III. Analyse des dimensions de l'intervention culturelle municipale (par territoires et catégories)	64
3.1 Le contexte global de l'intervention culturelle municipale	65
3.2 Le financement de l'intervention culturelle municipale	87

3.3	Équipements / infrastructures / sites / espaces culturels et mesures patrimoniales	131
3.4	Communication et mise en marché	145
3.5	Les partenaires de l'intervention culturelle municipale	150
3.6	Évaluation - planification - consultation	161
3.7	Structure, encadrement, services culturels et ressources humaines	165
3.8	Constats généraux et caractéristiques de l'intervention culturelle au Saguenay—Lac-Saint-Jean	171
IV.	Conclusion	179
	Bibliographie	199
	Document annexe	
Annexe 1:	Portraits-synthèse de l'intervention culturelle 1994 (59 municipalités)	
Annexe 2:	Liste des sigles ou acronymes	
Annexe 3:	Recensement culturel 1994 (59 municipalités)	
Annexe 4:	Dépenses culturelles per capita (59 municipalités)	
Annexe 5:	Liste des municipalités par MRC	

LISTE DES TABLEAUX

Carte: municipalités ayant connu une baisse de population entre 1986-1991	67
Carte: municipalités ayant connu une hausse de population entre 1986-1991	67
2.1. Activité économique totale du secteur culturel, Québec 1978-1988 à 1990-1991	29
2.1.1. Dépenses en dollars courants des diverses administrations publiques au titre de la culture, Québec 1978-1988 à 1990-1991	30
2.1.2. Répartition des dépenses des diverses administrations publiques au titre de la culture selon le domaine d'activité, Québec 1990-1991	31
2.4.1. Les municipalités et les MRC	54
2.4.2. Catégories de municipalités selon la taille démographique	57
3.1.3. Évolution de la population régionale 1986-1991	77
3.1.4. Activité culturelle par territoire (1994)	80
3.1.5. Évolution de la population selon les catégories de municipalités 1986-1991	81

3.1.6.	Données socio-économiques par catégories de municipalités	84
3.1.7.	Activité culturelle par catégorie de municipalités (1994)	86
3.2.1.	Dépenses et revenus culturels des 59 municipalités du Saguenay – Lac-Saint-Jean, 1991-1993	91
3.2.2.	Dépenses et investissements culturels totaux des municipalités de la région entre 1991 et 1993	93
3.2.3.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC du Fjord-du-Saguenay, 1991-1993	97
3.2.4.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est, 1991-1993	100
3.2.5.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC du Domaine-du-Roy, 1991-1993	102
3.2.6.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC de Maria-Chapdelaine, 1991-1993	104
3.2.7.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 1, 1991-1993	107
3.2.8.	Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 1	108
3.2.9.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 2, 1991-1993	110
3.2.10.	Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 2	111
3.2.11.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 3, 1991-1993	113
3.2.12.	Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 3	114
3.2.13.	Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 4, 1991-1993	116
3.2.14.	Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 4	117

3.2.15. Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 5, 1991-1993	119
3.2.16. Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 5	120
3.2.17. Dépenses totales pour des services offerts à l'ensemble des citoyens, 1991-1993	123
3.2.18. Répartition du soutien financier offert aux organismes et aux individus par domaines et disciplines, 1991 à 1993	125
3.3.1. Équipements utilisés aux fins de l'intervention culturelle des municipalités	132
3.3.2. Immobilisations culturelles dans les municipalités de la région, 1991-1993	135
3.3.3. Municipalités ayant un plan pour combler les besoins en équipements / infrastructures	138
3.3.4. Municipalités ayant un plan pour combler des besoins en équipements / infrastructures culturels d'ici 5 ans, en dollars \$	139
3.3.5. Part des municipalités dans les immobilisations culturelles projetées au cours des cinq prochaines années	140
3.3.6. Mesures de protection / conservation / mise en valeur prises par les municipalités en matière de patrimoine	142
3.4.1. Initiatives / outils / stratégies de communication et de mise en marché utilisés par les municipalités	146
3.4.2. Clientèles visées par les initiatives mises en place par les municipalités	148

3.5.1.	Partenaires de l'intervention culturelle des municipalités de la région, 1991-1993	151
3.5.2.	Objets des ententes formelles entre municipalités et partenaires au cours des 3 dernières années	154
3.5.3.	«Classez par ordre de priorité (de 1, le plus important, à 9, le moins important) les éléments que votre municipalité souhaiterait inclure dans d'éventuelles ententes avec les gouvernements supérieurs.»	156
3.5.4.	«Parmi les éléments suivants, lesquels devraient faire l'objet d'ententes à un niveau supramunicipal (intermunicipal, MRC ou régional) afin de rendre l'intervention culturelle de votre municipalité plus efficace	157
3.6.1	Outils utilisés par les municipalités pour planifier leur intervention culturelle	162
3.6.2	Besoins à combler et projets pour y arriver	163
3.7.1	Organigramme type de l'intervention culturelle municipale au Saguenay – Lac-Saint-Jean	166

INTRODUCTION

L'adoption pour le gouvernement du Québec de la première politique culturelle québécoise a suscité la réalisation de la planification stratégique culturelle du Saguenay–Lac-Saint-Jean. En 1993, au terme de ce processus, la constitution d'un large partenariat dédié au soutien des arts et de la culture dans notre région est apparu comme une des avenues de solution les plus prometteuses pour résoudre la problématique du développement de ce secteur dans notre région.

La planification stratégique culturelle régionale comprenait plusieurs orientations, stratégies et priorités sur les rôles des principaux partenaires du secteur des arts et de la culture. En regard des municipalités et des MRC on suggérait fortement la réalisation d'un portrait de l'intervention culturelle des municipalités au plan local, supra-local et régional. Ce constat est au coeur de la réalisation de ce mémoire sur l'intervention culturelle des municipalités du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Il est vrai que cette approche empruntait résolument les sillons tracés par la première «politique culturelle québécoise» («Notre culture, notre avenir») adoptée l'année précédente. Cependant, ce que la planification stratégique culturelle régionale soulevait de neuf, c'est que le rôle des municipalités locales dans le

développement culturel est fort probablement plus grand dans les régions périphériques, étant donné que la présence des paliers supérieurs de gouvernement y est proportionnellement moins importante que dans les grands centres. De là un motif supplémentaire pour tenter d'arrimer de mieux en mieux les efforts du monde municipal à l'ensemble des actions faites en faveur du milieu des arts et de la culture.

Interpellés par le gouvernement du Québec, les responsables de l'intervention culturelle des municipalités éprouvaient des hésitations à répondre immédiatement à cette invitation au partenariat vu l'absence d'informations leur permettant de situer, dans son réel contexte, leur intervention au titre de la culture et, également, de la comparer avec ce qui est fait dans les municipalités de mêmes catégories.

C'est ainsi que nous avons entrepris de réaliser une analyse de l'intervention culturelle des municipalités de la région. Ce projet a rapidement trouvé preneur auprès des responsables municipaux de l'intervention culturelle, si bien que 57 municipalités sur les 59 existantes y ont souscrit sans délais.

L'intervention culturelle des municipalités québécoises

Une étude réalisée en 1992-1993 par la chaire de gestion des arts de l'école des Hautes études commerciales de Montréal pour le compte du Regroupement québécois du loisir municipal et intitulée *l'intervention culturelle des municipalités*

québécoises nous a servi de point de départ afin de bâtir un cadre d'analyse répondant aux réalités particulières de notre région. L'exemple de la méthodologie employée pour cette enquête et les résultats obtenus nous ont aidés à préciser les objectifs particuliers que nous voulions atteindre et cibler les outils et moyens qui nous permettraient d'y arriver.

L'intervention culturelle municipale au Saguenay–Lac-Saint-Jean

En préambule au cadre de cette recherche (partie I), nous avons cru intéressant de dresser un bref historique de l'intervention culturelle municipale, permettant de mettre en perspective historique toute la question de l'intervention des municipalités au titre de la culture, en examinant d'abord l'évolution de cette intervention à l'échelle du Québec et, en second lieu, dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

La partie II de ce mémoire, *Problématique de l'enquête et méthodologie* employée, explique les objectifs poursuivis et les hypothèses de travail, le cadre à l'intérieur duquel s'est effectuée notre étude, les paramètres considérés ainsi que la méthodologie empruntée pour réaliser le tout.

La partie III, *Analyse des dimensions de l'intervention culturelle municipale*, livre les informations recueillies sur les dimensions de l'intervention des municipalités en matière d'arts et de culture et permet de dégager certains constats. Notre analyse s'est effectuée en fonction de trois types de regroupements de municipa-

lités: régionalement, par territoires des MRC et selon cinq (5) catégories établies en fonction de la taille démographique des municipalités.

Compte tenu de l'ampleur des résultats obtenus lors de notre enquête, nous avons effectué certains choix dans la présentation de l'analyse des dimensions observées. Nous traitons spécifiquement du financement de l'intervention culturelle municipale, les infrastructures / sites / espaces culturels et mesures patrimoniales, les communications et la mise en marché et les partenaires de l'intervention culturelle municipale. Cependant, nous avons regroupé certaines des dimensions suivantes telles: la mission, les objectifs, la structure organisationnelle et les ressources humaines d'une part, l'évaluation des besoins, la consultation et la planification culturelle d'autre part.

Ces choix se sont avérés nécessaires dans le cadre de la rédaction de ce mémoire. Toutefois, les données recueillies pour ces dimensions demeurent disponibles.

En guise de conclusion, nous complétons cette recherche par un retour sur nos hypothèses initiales et notre principale question de recherche quant à l'harmonisation de l'intervention culturelle locale, supra-locale et nationale dans un contexte de décentralisation et de régionalisation. Finalement, nous livrons les résultats de l'appréciation de cette vaste enquête auprès des municipalités du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

I

HISTORIQUE DE L'INTERVENTION CULTURELLE MUNICIPALE

1.1. Au Québec

Les municipalités locales relèvent de la compétence exclusive du gouvernement du Québec. Le régime municipal fut instauré en 1840, le code municipal régissant les municipalités de moins de 2 000 habitants alors que la loi sur les cités et villes, promulguée en 1903, constitue le principal cadre de référence légale pour celles plus importantes.

Certaines dispositions de cette loi ouvrent aux municipalités des champs de compétence leur accordant la latitude nécessaire pour intervenir auprès du secteur des arts et de la culture. Citons, entre autres, les articles, 28, 414, 415, 460 et 471.¹

«Au cours de la première moitié du siècle, le clergé et la paroisse sont les principales assises de l'organisation municipale d'activités culturelles.»² Les OTJ (Offices des terrains de jeux) paroissiaux et municipaux ainsi que l'organisation

¹ *L'intervention culturelle des municipalités québécoises*, p. 33-34.

² *Idem*, p. 34.

d'activités culturelles et d'éducation populaire sont les canaux privilégiés de cette intervention. Mais la modernisation de la société québécoise, dans la période de l'après-guerre, se caractérise par une laïcisation des institutions publiques et la diminution concomitante de la présence sociale du clergé, retrait sanctionné par la loi sur les Fabriques de 1967. Ce ressac laisse donc le champ des loisirs et de la culture libre, donnant du même coup aux autorités municipales l'occasion d'y intervenir.

Appuyées par l'entrée en scène de l'État au tournant de 1960 (création du Conseil des arts du Canada en 1957, du ministère des Affaires culturelles du Québec en 1961), les municipalités ne se contentent plus d'appuyer les associations et les organismes volontaires sur leur territoire mais prennent elles-mêmes en charge l'organisation des loisirs et du loisir culturel. C'est ainsi que l'on voit se structurer assez rapidement les services municipaux de loisirs: en 1972, 75 % des municipalités québécoises de plus de 5 000 habitants en ont créé un à l'intérieur de leur structure organisationnelle.

Conscient du retard existant au niveau des équipements culturels, le ministère des Affaires culturelles favorise l'implantation ou le développement des bibliothèques municipales. Leur nombre passe de 58 en 1960 à 323 en 1973. Les services et les programmes offerts par les municipalités se diversifient et les dépenses municipales afférees aux loisirs et à la culture font plus que tripler entre 1971 et 1980.

Les années 1980 donnent lieu à un mouvement de régionalisation des activités du ministère des Affaires culturelles et au phénomène dit de la «municipalisation des loisirs» engendré par l'application de la politique québécoise du loisir en 1979. Alors que cette politique prévoit diverses stratégies de développement du loisir culturel, qui se traduisent par l'application de programmes d'aide, la régionalisation du MAC accentue le partenariat avec les municipalités dont les ententes sectorielles deviennent le véhicule privilégié. Les effets combinés de ces deux facteurs sur l'intervention culturelle municipale sont spectaculaires, particulièrement en ce qui concerne les projets en matière de patrimoine et les activités d'animation culturelle.

Cette intensification de l'implication des municipalités coïncide avec une hausse notable de la participation culturelle des Québécois¹ et du nombre d'organismes actifs dans les divers milieux. Ce contexte amène les municipalités à mieux structurer leur intervention (création de Commission ou de Comité des loisirs, de corporations paramunicipales), à encadrer et à planifier davantage leurs actions (à l'aide de politiques et de plans d'intervention), à se doter d'équipements immobiliers plus adéquats et à favoriser une certaine prise en charge par le milieu. La culture devient ainsi une véritable fonction urbaine.

Dans sa politique culturelle adoptée en 1992, le gouvernement du Québec invite les municipalités à jouer un plus grand rôle au sein d'un partenariat public

¹ *Les comportements des Québécois en matière d'activités culturelles de loisirs*

dédié au développement des arts et de la culture en leur proposant des ententes globales, plutôt que sectorielles. Cette politique culturelle comporte également certaines «dispositions modificatives» affectant notamment la Loi sur les cités et villes et le code municipal du Québec.¹ Elles ont pour but de «...permettre à toute municipalité d'établir et de maintenir des bibliothèques publiques, des maisons de la culture, des musées publics, des centres d'expositions, des centres d'interprétation du patrimoine et des salles de spectacles.»²

1.2. Chronologie de l'intervention culturelle municipale au Saguenay – Lac-Saint-Jean

Il n'existe présentement aucun document dans la bibliographie permettant un survol complet de la question de l'intervention publique au Saguenay – Lac-Saint-Jean, dont celle municipale, auprès du secteur des arts et de la culture. Les données colligées par le biais de la présente enquête ne nous permettent pas de synthétiser un véritable historique de l'intervention culturelle des municipalités de la région. Seules quelques villes ont compilé une chronologie de leur intervention, tandis que la majorité n'a pu fournir que quelques grands repères pour situer dans le temps l'évolution de leur implication auprès du secteur des arts et de la culture.

Nous devons donc nous contenter d'un bref essai de synthèse de l'intervention culturelle municipale dans notre région qui ne saurait prétendre être plus

¹ *Projet de loi 52: Loi sur le ministère de la Culture*, pp. 10-15

² *Idem*, p.2.

qu'une esquisse des grandes tendances caractérisant cette intervention au cours des plus récentes décennies. Cette esquisse se veut donc une simple mise en contexte afin de situer dans une perspective historique les résultats de notre enquête livrés dans les chapitres subséquents.

1.2.1 La structure de l'intervention et les services offerts

D'une façon générale, on constate que l'évolution de l'intervention culturelle des municipalités de la région colle assez fidèlement aux tendances observées sur le plan national, telles que décrites dans les pages précédentes.

Entre 1967 et 1977, l'ensemble des villes comprenant plus de 5000 habitants dans la région se dotent d'un service des loisirs. Dans la majorité des cas, l'embauche d'un animateur culturel se fait dans les quelques années suivant la création du service. Ainsi, en 1979, six villes ont à leur emploi un animateur culturel: Saint-Félicien et Roberval ont profité de l'existence d'un programme au MLCP pour renforcer leur personnel au Service des loisirs.

Dans le courant des années 1980 et 1990, douze municipalités de moins de 5000 habitants créent leur propre service ou commission des loisirs. Dans ces cas, la structure de loisir mise en place se résume généralement à un employé (embauché sur une base annuelle ou saisonnière) qui cumule les mandats d'intervention au niveau du loisir, de la culture, du secteur socio-communautaire et, dans de plus rares cas, du développement touristique.

La structuration des services des loisirs et l'embauche d'animateurs culturels sont un indice certain de l'expansion de l'intervention en matière de loisirs et de culture dans ces villes. Cette expansion répond à une demande croissante pour des services culturels de la part des populations.

Avec les informations dont nous disposons actuellement, il est difficile de préciser chronologiquement l'évolution de l'offre des différents types de services culturels par les villes et les municipalités de la région. On peut cependant noter une diversification progressive de la programmation culturelle municipale, commençant d'abord par les villes les plus peuplées (Chicoutimi-Jonquière-Alma), au tournant des années 1970, suivies de La Baie, Roberval, Saint-Félicien, Mistassini et Dolbeau au cours de la décennie 1980. Une partie des municipalités ayant entre 2500 et 5000 habitants font de même au tournant des années 1990. Les plus petites municipalités, sauf exception, se limitent à dispenser le service de la bibliothèque.

1.2.2. Les équipements culturels

La bibliothèque est sans conteste le premier grand secteur d'intervention des municipalités de la région. Au cours des décennies 1960 et 1970, les villes de la région prennent le relais des bibliothèques paroissiales, possédant «... en général peu d'ouvrages favorisant le développement intellectuel»¹, en municipalisant le

¹ *Histoire du Saguenay – Lac-Saint-Jean*, p. 544.

service. En 1971, la création de la Bibliothèque centrale de prêts du Saguenay – Lac-Saint-Jean déclenche un mouvement d'implantation d'un réseau de bibliothèques qui couvrira la quasi-totalité des municipalités de moins de 5000 habitants dès 1977.

Profitant des sommes disponibles par le biais de divers programmes d'aide aux équipements et dans la foulée des sommets et biennales de la Conférence socio-économique 02, les villes et les municipalités accentuent et diversifient leurs investissements dans les équipements culturels au cours de la décennie 1980 et de la première moitié des années 1990. C'est ainsi que l'on voit apparaître les foyers culturels dans le réseau de la BCP. Les petites municipalités s'impliquent aussi intensivement dans le développement d'équipements culturels, ayant souvent une vocation touristique, mais gérés par des corporations autonomes: musée Louis-Hémon à Péribonka; Centre d'interprétation de la Métabetchouan à Desbiens; moulin des Pionniers à La Doré; Vieux-moulin à Sainte-Jeanne-d'Arc (gestion municipale dans ce cas-ci); écomusée de la Vieille fromagerie Perron à Saint-Prime ainsi que le musée de Lac-à-la-Croix.

De leur côté, les villes se lancent dans des plans de développement plus audacieux: la Pulperie et le site du Vieux-port à Chicoutimi; le foyer culturel et la place du 150e à La Baie; l'aménagement de la Place Nikitoutagan à Jonquière et l'agrandissement du CNE; de nouvelles bibliothèques à Alma, Chicoutimi, Saint-Félicien, Roberval et Dolbeau; la salle le 4e mur à Saint-Félicien. Elles créent également des corporations paramunicipales afin de gérer des équipements ayant

en tout ou en partie une vocation culturelle: la Société de gestion du Vieux-port; la Société de gestion de la Pulperie; la Corporation du Complexe touristique de la Dam-en-terre; la Corporation de la bibliothèque et la Corporation du musée du Fjord à La Baie ainsi que la Corporation du Centre historique et aquatique de Roberval.

1.2.3. Perspectives de l'intervention culturelle des municipalités de la région

Le 14 juin 1992, l'entrée en vigueur de la première politique culturelle du gouvernement du Québec vient recalibrer les règles régissant jusqu'alors le partage des responsabilités en matière d'intervention publique au titre de la culture. Le gouvernement y fait explicitement mention de son désir de voir les municipalités jouer à ses côtés un rôle de partenaire privilégié voué au développement des arts et de la culture.

Québec propose de sceller ce partenariat par le biais d'ententes de développement culturel avec les municipalités qui se seront dotées d'une politique culturelle, ou encore, d'objectifs ou de plans d'action en la matière. **«Les ententes pourront porter sur l'ensemble des objets d'intérêt commun: les immobilisations, le patrimoine, l'acquisition de biens culturels, la sensibilisation, la promotion des arts et de la culture et la diffusion d'activités cul-**

turelles, ou sur d'autres objets qui seraient jugés pertinents par les deux parties.»¹ Le ministère de la Culture et des Communications du Québec, de concert avec le milieu municipal, a conçu à cette fin un programme qui devrait être mis en vigueur incessamment.

Comme nous l'avons démontré précédemment, cette proposition de partenariat survient à un moment où la tendance est à la responsabilisation des pouvoirs locaux alors que la demande de la population envers la pratique culturelle se fait plus pressante. Ce contexte incite les municipalités à évaluer sérieusement leur intervention actuelle et à réfléchir sur ses perspectives d'avenir. C'est ainsi que quelques villes de la région ont initié une démarche visant à se doter d'une politique culturelle et ce, à court terme.

¹ *La politique culturelle du Québec: notre culture, notre avenir*; p. 135.

II

PROBLÉMATIQUE DE L'ENQUÊTE ET MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE

2.1 Problématique de l'intervention culturelle et artistique locale

Depuis une dizaine d'années, il y a eu des changements fondamentaux dans la pratique artistique et culturelle au Québec, ainsi que dans les régions du Québec. L'activité économique totale du secteur s'est accrue au cours de ces années et se compare désormais avantageusement à la plupart des autres secteurs d'activités du Québec.

Par exemple, le Bureau de la statistique du Québec (BSQ) indique qu'en 1988, le nombre d'employés du secteur culturel québécois était au moins de 34 517 personnes alors que ceux des secteurs de la forêt et des mines et carrières étaient respectivement de 16 000 et 21 000 personnes.

Le BSQ évaluait pour l'année 1989 l'activité économique totale du secteur culturel québécois à près de 4,7 milliards de dollars. Le tableau ci-joint (tableau A) nous montre l'évaluation de l'activité économique en précisant les recettes autonomes des entreprises, des organismes culturels et des artistes; les dépenses des administrations publiques fédérales, provinciales et locales; la commandite privée des entreprises québécoises.

Tableau 2.1

Activité économique totale du secteur culturel, Québec, 1987-1988 à 1990-1991								
	1987-88		1988-89		1989-90		1990-91	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Total	3 012 379	100,00	4 392 76	100,00	4 669 469	100,00	4 118 718	100,00
Recettes autonomes ¹	1 587 280 ²	52,69	2 785 000	63,40	2 994 355	64,13	2 358 483 ²	57,26
Dépenses des administrations publiques	1 416 499	47,02	1 598 768	36,40	1 665 114	35,66	1 749 735	42,48
Commandites privées ³	8 900	0,29	9 000	0,20	10 000	0,21	10 500	0,25
Dépenses par habitant	456,84	100,00	661,48	100,00	697,12	100,00	608,46	100,00
Recettes autonomes ¹	240,77 ²	52,70	419,38	63,40	447,04	64,13	348,42 ²	57,26
Dépenses des administrations publiques	214,86	47,03	240,75	36,40	248,59	35,66	258,50	42,48
Commandites privées ³	1,21	0,26	1,35	0,20	1,49	0,21	1,54	0,25

1. Année civile.

2. Ne comprenant pas les recettes autonomes du secteur des équidiers et des hobbies.

3. Il s'agit d'estimations.

2.1.1 Les dépenses des administrations publiques au Québec

Parmi ces sources de financement, les dépenses des administrations publiques se sont élevées, au cours de l'année financière 1990-91, à 1,7 milliards de dollars. Le partage des dépenses au Québec en 1990-91 entre les différentes administrations publiques s'établit de la façon suivante: le gouvernement du Canada, 877,5 millions de dollars (50,2%), le gouvernement du Québec, 600,4 millions (34,4%) et les administrations locales (villes, municipalités, MRC, régions intermunicipales, les communautés urbaines) avec 271,9 millions de dollars (15,5%).

Le tableau suivant illustre l'évolution des dépenses en dollars courants des diverses administrations publiques au chapitre de la culture.

Tableau 2.1.1

Dépenses en dollars courants des diverses administrations publiques au titre de la culture, Québec 1987-1988 à 1990-1991								
	1987-88		1988-89		1989-90		1990-91	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Dépenses totales	1 416 499r	100,00	1 598 768	100,00	1 665 114	100,00	1 749 735	100,00
Admin. fédérale	775 919r	54,8	866 941r	54,2	897 226r	53,9	877 510	50,2
Admin. québécoise	474 862r	33,5	509 147r	31,8	552 682r	33,2	600 380	34,34
Admin. locales ¹	165 718	11,7	222 680	13,9	215 206	12,9	271 845	15,5
Dépenses par habitant	214,86	100,00	240,75	100,00	248,59	100,00	258,50	100,00
Admin. fédérale	117,70	54,8	130,55	54,2	133,95	53,9	129,64	50,2
Admin. québécoise	72,02	33,5	76,67	31,8	82,51	33,2	88,70	34,3
Admin. locales ¹	25,14	11,7	33,53	13,9	32,13	12,9	40,16	15,5

1. Année civiles 1987 à 1990

Sources: Bureau de la statistique du Québec, Enquête sur les dépenses des administrations provinciales au titre de la culture.
Statistique Canada, *Dépenses publiques au titre de la culture au Canada* (87-206).

La situation en région diffère sensiblement de ce portrait national, les municipalités y étant beaucoup plus présentes, proportionnellement. Cela s'explique par la concentration des investissements des gouvernements centraux dans les institutions nationales situées dans les grands centres urbains du Québec.

Les dépenses des administrations publiques par domaine d'activité

Dans le cadre de sa publication sur les indicateurs culturels, le Bureau de la statistique du Québec a établi les dépenses des administrations publiques selon les domaines de l'activité culturelle. Ceci est l'objet du prochain tableau:

Tableau 2.1.2

Répartition des dépenses des diverses administrations publiques au titre de la culture selon le domaine d'activité, Québec 1990-1991				
Domaine culturel	Fédérale	Québécoise %	Locales	Totales 000 \$
Bibliothèques	7,1	46,2	46,7	358 057
Musées	42,3	49,1	8,6	117 275
Archives publiques	44,7	55,3	-	12 649
Patrimoine	77,1	22,8	0,1	131 170
Enseignement des arts	0,5	99,5	-	17 943
Littérature	56,0	44,0	-	21 637
Arts de la scène	27,5	72,4	0,1	75 577
Arts visuels	23,6	76,4	-	13 530
Cinéma et vidéo	84,1	15,9	-	171 547
Radiodiffusion et télévision	84,0	16,0	-	561 583
Enregistrement sonore	59,5	40,5	-	3 746
Multiculturalisme	14,8	85,2	-	4 739
Activités multidisciplinaires	69,4	30,6	-	58,470
Langue française ¹	-	100,0	-	63 991
Autres	0,1	31,4	68,5	137,821
TOTAL	50,5	33,9	15,6	1 749 735

1. Les données sur la langue française ne comprennent pas les dépenses du ministère de l'Éducation au chapitre de la langue française.

Sources: Statistique Canada; *Dépenses publiques au titre de la culture* (87-206).
Bureau de la statistique du Québec, *Enquête sur les dépenses des administrations provinciales au titre de la culture*.

Parmi ces données, il faut réaliser qu'une portion très importante de ces investissements publics ne dépasse pas les limites de Montréal et de Québec. Les administrations publiques provinciale et fédérale ont concentré leurs institutions culturelles nationales dans les deux principaux centres urbains québécois. (cf.: *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*, Samson-Bélair / Deloitte & Touche).

Ces données nous démontrent aussi que les municipalités ont traditionnellement investi dans le domaine des bibliothèques et que les informations financières sur l'investissement des municipalités sont incomplètes et peut être sous-évaluées pour celles localisées dans les régions du Québec.

2.1.2 Des données régionales

La région du Saguenay – Lac-Saint-Jean compte en tout 59 municipalités sur son territoire. Soit 19 dans la MRC du Fjord, 16 dans la MRC Lac-Saint-Jean-Est, 11 dans la MRC Domaine-du-Roy et 13 dans la MRC Maria-Chapdelaine.

Les seules données régionales sur les administrations locales datent de 1987, au moment où le Conseil régional de la culture publiait le document: «La culture, ça compte». Cette étude nous révélait l'impact économique direct et indirect de l'activité culturelle régionale. Elle nous indiquait également que les administrations municipales investissaient annuellement environ 7,5 millions de dollars dans le secteur culturel. Cette somme représentait 25% du budget total que les municipalités accordaient à l'ensemble du secteur loisir.

Les données financières des municipalités n'étant pas compilées d'une manière systématique, on ne pouvait dresser un portrait précis pour la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Nous savons cependant que les pourcentages des investissements publics par les différents paliers de gouvernement, établis au plan national, ne correspondent pas à la réalité vécue au Saguenay – Lac-Saint-Jean.

La raison est que les investissements des gouvernements fédéral et provincial sont concentrés, pour une forte proportion, dans les grands centres, notamment pour y financer les institutions culturelles nationales.

On peut supposer que l'apport des municipalités dans le panorama des dépenses publiques reliées à la culture dans les régions périphériques est supérieur au 16 % affiché au plan national. La part relative de la contribution municipale aurait donc une incidence tout à fait cruciale pour le développement des arts et de la culture dans les régions du Québec.

2.1.3. Les connaissances actuelles sur l'intervention culturelle des municipalités

Dans le cadre de nos recherches préliminaires, nous avons parcouru plusieurs documents et études qui traitent de l'objet de cette recherche ou de sujets convergeants vers cette même problématique. En outre, plusieurs études sur les pratiques culturelles au Québec réalisées respectivement par messieurs Gilles Pronovost et Max D'Amours du Laboratoire de recherche sur les politiques et la pratique de temps libre, du département des sciences du loisir de l'UQTR démontrent qu'il y aurait des changements importants au sein de l'opinion publique: les priorités auraient évolué en ce qui concerne les investissements municipaux, du moins dans les villes où il y a eu ces enquêtes sur les pratiques culturelles des québécois.

Récemment, deux autres recherches, dont l'une réalisée par le Conseil régional de la culture du Saguenay – Lac-Saint-Jean «Le diagnostic culturel régional» et la seconde par la chaire de gestion des arts des HEC pour le compte du Regroupement du loisir municipal québécois sur «l'intervention culturelle municipale» nous ont fourni une riche documentation sur les thématiques de notre projet de recherche à savoir: la structure culturelle municipale, les ressources humaines et financières de certaines municipalités, les investissements mobiliers effectués par les municipalités, les programmes et services qu'elles peuvent offrir à leurs citoyens, la façon dont elles abordent la promotion et la communication et les relations qu'elles entretiennent avec les partenaires du secteur culturel.

Malgré l'importance et le dynamisme de l'intervention culturelle des municipalités du Saguenay – Lac-Saint-Jean, nous avons constaté l'absence de données et d'informations permettant de dresser un portrait local, supralocal (échelon MRC) ou régional de cette implication municipale.

Cette absence de diagnostics complets et de politiques claires est de nature à désavantager les municipalités qui voudront éventuellement harmoniser leur action avec les grands axes de la politique culturelle du gouvernement du Québec dans le but de conclure avec le ministère de la Culture et des Communications des ententes de développement culturel. Cette lacune peut aussi se révéler un obstacle au moment où les municipalités voudront arrimer leur intervention avec les grandes orientations de la planification stratégique régionale. Finalement, dans un contexte de décentralisation appréhendée, les municipalités locales ou

supra-locales pourront difficilement cerner le type de compétences culturelles qu'il leur serait souhaitable de rapatrier sans avoir au préalable, réalisé une topographie juste de l'ensemble de leur territoire.

Cette problématique concernant l'intervention culturelle des municipalités locales nous a amené à poser la question de recherche suivante: dans un contexte d'intervention culturelle locale importante et en présence d'une politique nationale vigoureuse, comment les municipalités, les MRC et la région peuvent-elles harmoniser leur intervention avec celle de la politique du développement régional?

2.2 Les objectifs et les hypothèses de recherche

Ce projet de recherche consiste à faire le constat de l'intervention culturelle de chacune des 59 municipalités locales de la région et d'en effectuer l'analyse à l'échelon local, supra-local et régional.

2.2.1. Les objectifs

La réalisation de cette recherche permettra d'atteindre les objectifs suivants:

- Cerner précisément les dimensions de l'intervention culturelle locale telles les caractéristiques géo-démographiques pouvant restreindre ou favoriser leur intervention, le financement de l'intervention culturelle municipale, leur participation dans les infrastructures, les équipements, les sites et espaces culturels, leurs activités de communication et de promotion, leurs partenaires locaux,

2.2.2. Les hypothèses de recherche

Dans le but d'orienter la démarche de l'enquête et de délimiter le champ d'investigation, nous avons formulé les hypothèses suivantes:

1. Dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean, une très grande proportion des dépenses culturelles municipales s'effectue dans les principales villes et sont concentrées principalement dans les ressources humaines des services municipaux et les équipements culturels locaux.
2. Les municipalités investissent davantage dans les services directs aux citoyens dans les domaines des bibliothèques, du patrimoine et de la diffusion culturelle. Elles n'ont pas tendance à investir dans la création et la production artistique locale.
3. Les équipements et les infrastructures culturelles municipales, figurent parmi leurs priorités et elles comptent y investir au cours des prochaines années.
4. Les municipalités ont une approche peu structurée des communications et de la mise en marché de leurs activités et services. Elles orientent leur intervention au plan local avec un minimum de ressources.
5. Dans le cadre d'une intervention efficiente de l'action culturelle, il y a lieu d'établir des ententes supra-locales pour les objets suivants de l'intervention des municipalités: les infrastructures, les équipements, les sites et espaces

patrimoniales; les communications et la mise en marché des produits culturels; le financement de l'intervention culturelle municipale.

6. La très grande majorité des municipalités locales du Saguenay – Lac-Saint-Jean n'ont pas réalisé le constat de leur intervention culturelle. Elles ont orienté leur action à partir d'une mission locale du loisir et par conséquent n'ont pas défini leur mission culturelle locale.

2.3. Le cadre d'analyse

Afin d'établir le cadre général d'analyse de cette enquête, nous nous sommes largement inspirés d'un rapport d'étude publié en 1993 par la Chaire de gestion des arts de l'École des hautes études commerciales de Montréal à partir d'un mandat qui lui avait été confié par le Regroupement québécois du loisir municipal: «L'intervention culturelle des municipalités québécoises». Cette étude portait sur un échantillonnage de 40 municipalités (en fait, 34 ont répondu à l'enquête) réparties sur l'ensemble du Québec et visait sensiblement les mêmes objectifs que la nôtre.

Avant de déterminer la façon de recueillir les informations pertinentes pour vérifier objectivement nos hypothèses de base, nous avons dû définir le concept même d'intervention culturelle municipale et identifier les dimensions qui serviraient de paramètres d'analyse de celle-ci.

2.3.1. Le concept d'intervention culturelle municipale

Quiconque nourrit l'ambition de tracer un portrait de l'intervention culturelle municipale doit préalablement circonscrire le champ couvert à l'aide d'une définition. Celle que nous avons retenue s'inspire évidemment de la définition ayant servi de cadre à l'enquête sur «L'intervention culturelle des municipalités québécoises». Cependant, elle en diffère sensiblement dans la mesure où nous avons distingué l'intervention directe des municipalités de celle «parallèle» des sociétés mixtes ou corporations paramunicipales. Ces structures ont une existence légale autonome et, par définition, leur intervention est, située à côté (selon l'étymologie même du préfixe [para]) de celle de la municipalité. Même si cette autonomie n'est pas toujours perçue clairement par tous, il n'en demeure pas moins que ces corporations ou sociétés mettent en jeu une participation ou un apport extra-municipal trop significatifs, à notre avis, pour être fondues au sein de l'intervention culturelle de la municipalité.

Notre propre définition de l'intervention culturelle municipale est donc la suivante:

«L'intervention culturelle municipale est constituée par l'ensemble des structures, politiques, programmes, actions et services et moyens mis en place et/ou pris en charge par la municipalité à l'égard des secteurs artistiques et culturels. Ces secteurs comprennent les disciplines et les domaines suivants: musique, danse, théâtre, diffusion, arts visuels, métiers d'art, patrimoine et muséologie, cinéma-vidéo et bibliothèques.»

Cette définition exclut donc à priori l'intervention paramunicipale, soit celle parallèle à l'action directe de la municipalité:

«L'intervention culturelle paramunicipale est constituée par l'ensemble des structures, politiques, programmes, actions et services et moyens mis en place et pris en charge par une ou des corporations ou sociétés paramunicipales à l'égard des secteurs artistiques et culturels. Ces sociétés ou corporations paramunicipales sont des structures qui, tout en étant dotées d'une personnalité juridique propre, relèvent néanmoins, et d'une façon plus ou moins directive, du conseil municipal ou d'une commission municipale dont les activités concernent en tout ou en partie les disciplines et les domaines suivants: musique; danse; théâtre; diffusion; arts visuels; métiers d'art; patrimoine et muséologie; cinéma-vidéo et bibliothèque».

Pour vulgariser ces définitions et bien faire comprendre leur portée pratique, prenons l'exemple suivant: l'action de créer ou de soutenir de quelque façon que ce soit une société ou une corporation paramunicipale active sur le plan culturel consiste en une intervention culturelle (telles la Société de gestion de la Pulperie ou encore la Corporation Gestion Arpidôme) de la part des municipalités concernées (Chicoutimi et Dolbeau). Cependant, l'activité propre de ces deux entités constitue, elle, une intervention culturelle paramunicipale.

Comme le lecteur pourra le constater dans les portraits-synthèse; si notre étude a porté prioritairement sur l'intervention culturelle municipale, nous avons

tout de même jugé pertinent de faire état, en parallèle, de l'intervention paramunicipale.

2.3.2 Les dimensions de l'intervention culturelle municipale

Dans le but de cerner de façon exhaustive l'intervention culturelle des municipalités, il nous est apparu essentiel d'identifier une à une les dimensions en fonction desquels elle s'applique.

1. Le contexte global (l'environnement)

Définir les principaux facteurs de l'environnement interne et externe avec lesquels la municipalité doit composer au moment d'élaborer et de réaliser ses interventions. Préciser les éléments qui cadrent la municipalité sur les plans géographique et démographique ainsi que les facteurs économiques, politico-administratifs et culturels pouvant restreindre ou favoriser son intervention.

2. L'intervention financière culturelle municipale

Recueillir et mettre en perspective les données financières relatives aux dépenses courantes, aux immobilisations et aux revenus culturels des municipalités.

Les dépenses culturelles brutes (courantes) correspondent aux dépenses administratives encourues aux fins de l'intervention culturelle municipale. On y retrouve les dépenses affectées aux ressources humaines et services culturels municipaux, le fonctionnement des équipements, l'aide aux organismes et indi-

vidus ainsi que le support financier aux communications et la mise en marché des arts et de la culture. Le rapport des dépenses culturelles brutes avec les dépenses totales des municipalités nous indique le pourcentage des dépenses culturelles brutes pour la municipalité.

Les dépenses d'immobilisations coïncident aux investissements extraordinaires effectués par les municipalités pour réaménager ou bâtir de nouvelles infrastructures culturelles.

Les dépenses totales des municipalités en intervention culturelle locale correspondent aux dépenses courantes brutes additionnées aux dépenses d'immobilisations au cours des périodes analysées.

Les revenus culturels municipaux concordent aux recettes recueillies par les municipalités pour la location de locaux, la billetterie de spectacles, l'inscription à des activités, location de services et tous genres de revenus correspondant à des services techniques municipaux à des fins culturels.

Les dépenses culturelles nettes correspondent à la différence entre les dépenses culturelles courantes brutes et les revenus culturels de la municipalité. Le rapport des dépenses culturelles nettes avec les dépenses totales des municipalités nous donne le pourcentage des dépenses culturelles nettes pour la municipalité.

Le pourcentage des dépenses culturelles nettes est une donnée intéressante pour comparer les dépenses réelles des municipalités ou des catégories de municipalités. En effet, la fluctuation des revenus autonomes d'une municipalité à une autre fait en sorte que les dépenses culturelles nettes sont davantage utiles pour établir des données comparables que les dépenses culturelles brutes.

Les dépenses culturelles brutes et nettes par habitant s'établissent par leur rapport avec le nombre d'habitants de la municipalité. Cet exercice permet de déterminer des points de repères essentiels et simplifiés pour mieux jauger l'intensité respective des interventions culturelles entre des municipalités de taille par trop différentes.

Les dépenses culturelles nettes par habitant demeurent un des indicateurs les plus objectifs pour mettre en perspective l'intervention financière des municipalités ou de groupes de municipalités selon leur taille. Elles indiquent le coût réel par habitant se rapprochant le plus des dépenses directes en provenance des revenus de taxes des municipalités. En éliminant les revenus culturels autonomes fort différents d'une municipalité à une autre, on se rapproche d'un indice avantageusement comparable.

Ces moyennes de dépenses par habitant doivent cependant être considérées avec précaution et ce, pour deux raisons:

1. Certains types d'activités culturelles génèrent un chiffre d'affaires important,

donc de gros revenus (c'est le cas des mégaproductions *La Fabuleuse histoire d'un Royaume* et *Le tour du monde de Jos Maquillon à La Baie*) et des investissements considérables. Le dollar investi dans ce genre d'intervention diffère de celui consacré à la prestation d'un service dont on sait qu'il ne pourra jamais être rentable.

2. Dans les plus petites municipalités, les propriétés privées des citoyens constituent une forte proportion de l'assiette foncière, alors que, dans les plus grandes agglomérations, les industries et les différents commerces élargissent l'assiette des revenus municipaux.

C'est donc dire que les dépenses culturelles brutes par habitant affichées à La Baie ne signifie pas que chaque baieriverain contribue pour une proportion équivalente au financement culturel lorsque vient le temps d'acquitter son dû en taxes municipales. Il s'agit plutôt d'une distribution de l'investissement municipal global par tête de pipe.

3. Les infrastructures, les équipements, les sites et espaces culturels

D'abord, il s'agissait de recenser les infrastructures culturelles des municipalités, en distinguer la propriété physique et le type d'activités pratiquées: bibliothèques, centres communautaires, centres ou salles d'expositions, salles de spectacles ou théâtres, centres culturels, places ou sites, locaux divers.

Afin de mesurer les investissements en immobilisation des municipalités au cours de la période de recherche, nous avons relevé tous les travaux de construction en distinguant la participation financière des municipalités de celles des gouvernements supérieurs.

Pour connaître leur mode d'intervention dans le domaine du patrimoine physique, c'est-à-dire les sites et espaces culturels, nous avons identifié les diverses activités réalisées par les municipalités: inventaire des sites et espaces culturels, évaluation patrimoniale des sites, citation ou classement des sites, la réglementation municipale adoptée, les mesures concrètes de restauration et d'interprétation, les activités d'animation et la publication de documents d'information patrimoniale.

4. Communication et mise en marché

Cette dimension comprend les stratégies, les moyens, les outils et les ressources qu'utilisent les municipalités pour informer et promouvoir leurs propres services, leurs programmes culturels et les activités des organismes culturels de leur territoire auprès des clientèles et des citoyens. Afin de cerner l'intervention des municipalités à ce chapitre, nous avons d'abord recherché celles ayant mis en place des stratégies en cette matière, puis vérifié quelles étaient les outils utilisés pour les appliquer: plan de communication, plan de mise en marché, étude de marché, cueillette des besoins et des outils tels que l'affichage, la signalisation des documents informatifs, la publicité dans les médias, les communiqués de presse et les relations avec la presse. Pour mesurer leur degré de développement, nous

avons cherché à connaître leur investissement dans cette dimension et leur approche selon les diverses clientèles: l'ensemble des citoyens, des segments de la population municipale, la population d'autres municipalités et la clientèle touristique.

5. Les partenaires des municipalités

Pour déterminer les partenaires des municipalités, nous avons recensé toutes les organisations, gouvernements et institutions ayant des rapports avec ces dernières: Gouvernement canadien, Gouvernement du Québec, les MRC, autres municipalités, les Cégeps et l'Université, les commissions scolaires, les entreprises privées, les CRSBP, les organismes culturels et les autres partenaires.

Pour cerner l'implication des partenaires, nous avons relevé les principaux objets sur lesquels porte ce partenariat: le financement pour des organismes ou des services culturels, le financement pour les équipements et les infrastructures, l'utilisation d'équipements et d'infrastructures, l'élaboration de projets et autres éléments d'entente.

Cette procédure nous permet de connaître le type de relation existant entre la municipalité et leurs partenaires. Elle ne permet pas de mesurer le degré de partenariat établi et d'effectuer des parallèles entre ceux-ci. L'établissement de données précises à ce chapitre exigerait une recherche particulière sur la base d'informations quantifiables.

Dans le but de mesurer le partenariat souhaité par les municipalités avec les gouvernements supérieurs, il s'agissait d'identifier sur quelle base elles souhaitent établir des ententes: infrastructure et équipement, financement des organismes, formation perfectionnement, sites et espaces culturels, sensibilisation et animation, création production, diffusion culturelle, communication et information, mise en marché.

6. Structure et organisation de l'intervention culturelle municipale

Pour déterminer l'organigramme de l'intervention culturelle de la municipalité en identifiant les structures politiques ou non politiques impliquées, nous avons vérifié leur mode organisationnel: structure politique locale mandatée par le conseil municipal pour superviser l'intervention culturelle (commission, comité ou autres); l'unité administrative chargée d'effectuer cette intervention (service des loisirs, régie, corporation paramunicipale, etc.), ainsi que les services municipaux connexes intervenant au niveau culturel. Ainsi, le conseil municipal peut déléguer la responsabilité de superviser, d'administrer ou de réaliser en tout ou en partie son intervention culturelle à:

- **une commission ou un comité politique:** des structures émanant directement du conseil et assumant en son nom des pouvoirs spécifiques (ex.: commission ou comité permanent du conseil);
- **une corporation paramunicipale ou un comité non-politique:** structure distincte de celle de la corporation municipale qui est mandatée pour prendre

en charge, en tout ou en partie, l'intervention culturelle de la municipalité sans pour autant détenir par délégation des pouvoirs politiques (ex.: une société de gestion, un comité culturel ou un comité ad hoc chargé par la municipalité d'organiser un événement ponctuel). Notons que le comité de bibliothèque est traité à part même s'il appartient techniquement à cette catégorie. La raison en est que ces comités sont présents partout, ou presque, de façon conventionnelle dans le réseau du Centre régional de services aux bibliothèques publiques.

- **une unité administrative:** structure ayant reçu du conseil le mandat d'administrer et de pourvoir en tout ou en partie les services culturels de la municipalité (ex.: service des loisirs ou régie culturelle);
- **les services connexes:** les autres unités administratives présentes au sein de l'organigramme municipal intervenant de façon ponctuelle au plan culturel (ex.: conseil municipal [directement]; le service d'urbanisme; la sécurité publique, etc.);
- **employés et bénévoles:** les ressources humaines rémunérées affectées en tout ou en partie à l'intervention culturelle de la municipalité et les ressources humaines bénévoles impliquées dans des interventions culturelles de la municipalité.

7. La mission, les objectifs et les politiques de service

Pour déterminer les éléments à partir desquels s'oriente l'intervention culturelle de la municipalité au niveau de la mission et des objectifs d'intervention, mais également en ce qui concerne les diverses politiques mises en place pour répondre aux besoins des citoyens, nous avons utilisé les indicateurs identifiés par les auteurs de l'étude sur l'intervention culturelle des municipalités et ceux identifiés dans le cadre d'une vingtaine de politiques culturelles adoptées par des municipalités du Québec.

La mission constitue en quelque sorte le chapiteau sous lequel les interventions de nature culturelle peuvent être exécutées. Elle est composée des orientations invoquées par la municipalité pour motiver son implication dans un secteur donné et comprend notamment: l'amélioration de la qualité de vie, le rôle qu'entend jouer la municipalité, le soutien à la vitalité culturelle, le développement de services culturels aux citoyens et au milieu, l'accessibilité aux produits culturels et artistiques pour les citoyens, l'implication de partenaires et le développement des arts et de la culture.

Les objectifs généraux sont les finalités poursuivies de façon explicite par la municipalité au cours de son intervention dans le secteur concerné. Elle compte réaliser certaines activités parmi les suivantes: améliorer les infrastructures et les équipements, répondre aux besoins des citoyens, accroître la participation des citoyens à la vie culturelle, développer le partenariat avec les autres secteurs, encourager la prise en charge du milieu, consolider l'identité ou le sentiment d'ap-

partenance locale, favoriser le développement de la création/production artistique et promouvoir les activités artistiques et culturelles sur le territoire.

Les politiques d'accréditation sont des outils administratifs servant à discriminer parmi les organismes culturels présents sur le territoire ceux avec lesquels les municipalités désirent établir des liens particuliers. Il s'agit généralement d'identifier ceux qui pourront bénéficier de services ou de soutien de leur part.

Voici les services auxquels les différentes accréditations municipales donnent habituellement droit: le soutien financier, l'utilisation des équipements, l'utilisation de ressources techniques, l'utilisation des conseillers professionnels et techniques, l'information auprès des clientèles et la promotion des activités des organisations.

La détermination des indicateurs de la mission et des objectifs inclus dans une politique culturelle aurait pu faire l'objet d'une recherche plus approfondie auprès de divers auteurs ayant traité ces sujets. Nous nous sommes volontairement restreint à des éléments déjà identifiés dans des politiques culturelles adoptées par des municipalités du Québec.

8. Les ressources humaines

Il s'agit de dénombrer les effectifs affectés à l'intervention culturelle et déterminer leur statut (personnel à temps plein; temps partiel; les saisonniers et les occasionnels). À la suite de ce recensement d'effectifs, il y a eu catégorisation de l'emploi occupé (cadre, technicien, soutien, etc.) et le service dans lequel ces

employés travaillent. Enfin, nous avons quantifié également l'ampleur du travail effectué bénévolement par le nombre de bénévoles inscrits et identifiés par les responsables municipaux. L'utilisation de la convention collective des employés municipaux a servi de référence de base pour uniformiser le statut et la catégorie des ressources humaines.

Pour les postes de travail rémunérés par la municipalité qui étaient reliés, en tout ou en partie, à son intervention culturelle, nous les avons comptabilisés en équivalent de temps plein sur une année. Cependant, nous ne pouvons procéder de cette façon pour les postes occasionnels qui sont, par définition, impossibles à convertir en équivalent de temps plein. Après avoir déterminé la nature des postes existants et établi leur nombre en équivalent de temps plein, nous les avons ensuite classés en fonction de quatre (4) catégories d'emplois: les cadres, les professionnels, les techniciens et le personnel de soutien.

9. Les programmes et les services culturels

Nous avons identifié les programmes et les services dispensés directement par le personnel de la municipalité ou encore par des bénévoles dûment mandatés dans les domaines et disciplines du champ culturel qui sont offerts à l'ensemble des citoyens, aux organismes ou aux artistes. Ces programmes et services peuvent être de l'animation artistique ou culturelle (ateliers, activités estivales pour jeunes, etc.) ; une programmation de spectacles, d'événements ou d'expositions (fêtes, festivals, ciné-club, etc.); la préservation, l'interprétation ou la mise en valeur patrimoniale; les services financiers, professionnels et logistiques (subventions, services-conseil, etc.).

10. La planification et l'évaluation de l'intervention culturelle locale

Pour connaître leurs exercices de planification et d'évaluation, nous avons vérifié d'une part, leurs mécanismes de planification tels la réalisation d'un plan directeur, d'un plan d'action, d'un échéancier de réalisation, de sondages, etc. et d'autre part, leurs outils d'évaluation tels l'achalandage des activités, le sondage auprès de la population, la rétroaction des usagers, la rétroaction des organismes, les commentaires du personnel et autres moyens spécifiques locaux.

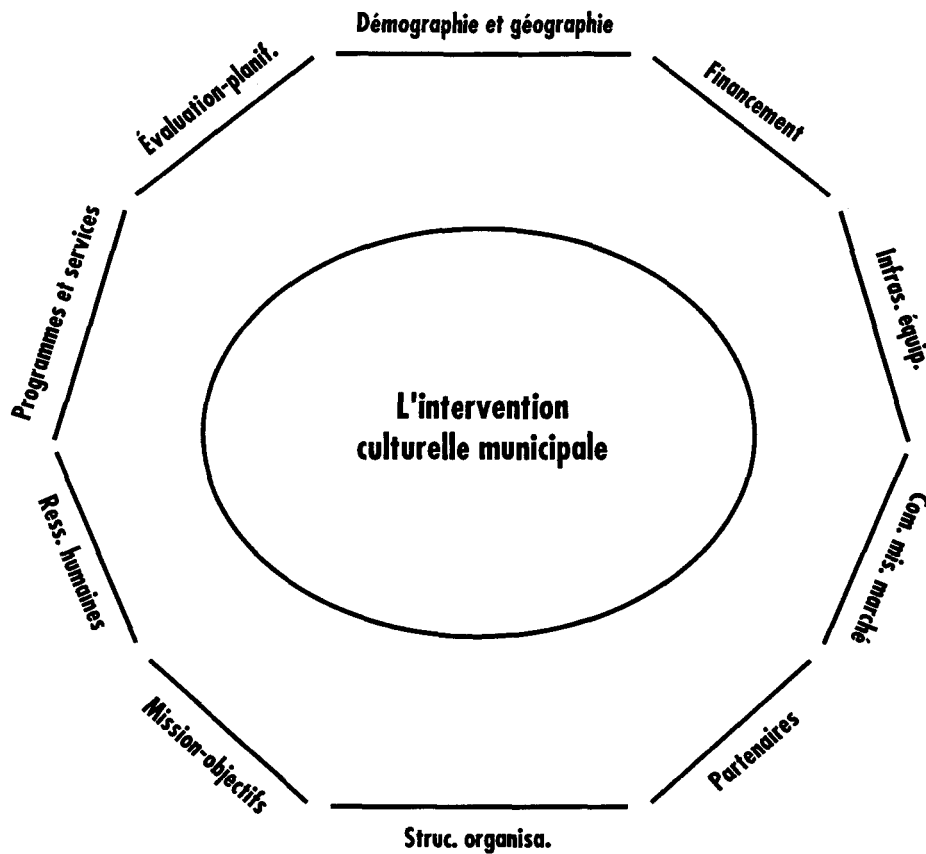
11. Historique de l'intervention culturelle municipale

Tel qu'indiqué précédemment, il n'y a pas de chronologie historique de l'intervention culturelle des municipalités du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Nous avons donc compilé par municipalités les informations historiques existantes concernant la création d'un service ou d'un organisme ou la mise en place d'un équipement culturel déterminant pour la communauté.

12. Recensement culturel

Le recensement culturel visait à compléter le portrait de l'intervention culturelle des municipalités en identifiant tous les organismes, institutions, associations, regroupements, entreprises qui oeuvrent sur leur territoire. Cet inventaire permet d'identifier l'organisme ou le service culturel, son mode de gestion, le domaine artistique d'intervention, la discipline artistique et son immobilisation. Le recensement est davantage un outil pour les municipalités et les organismes du milieu qu'un instrument d'analyse.

L'intervention culturelle municipale : les dimensions



2.4 La méthodologie

2.4.1 Le terrain

Tel qu'indiqué, le portrait et l'analyse de l'intervention culturelle des municipalités visent l'ensemble du territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Dans un premier temps, nous avons interrogé des représentants des 59 municipalités et dressé un portrait synthèse de chacune d'elles correspondant aux dimensions de notre cadre d'analyse. Par extension, nous avons observé cette intervention

municipale par territoires des MRC, par catégories de populations et au plan régional.

Tableau 2.4 Les municipalités et les MRC

Territoires - MRC: nombre de municipalités et population (1994)

Nb de municipalités	Pop. MRC/	Pop. régionale
Saguenay–Lac-St-Jean	59	100 %
MRC du Fjord-du-Saguenay	20	60.8 %
MRC de Lac-St-Jean-Est	16	18.3 %
MRC de Domaine-du-Roy	10	11.2 %
MRC de Maria-Chapdelaine	13	9.8 %

La MRC du Fjord-du-Saguenay:

Bégin

Canton-Tremblay

Chicoutimi

Ferland-Boileau

Jonquière

L'Anse-St-Jean

La Baie

Lac-Kénogami

Larouche

Laterrière

Petit-Saguenay
Rivière-Éternité
Saint-Ambroise
Saint-Charles-de-Bourget
Saint-David-de-Falardeau
Saint-Félix-d'Otis
Saint-Fulgence
Saint-Honoré
Sainte-Rose-du-Nord
Shipshaw

La MRC de Lac-Saint-Jean-Est:

Alma
Delisle
Desbiens
Hébertville
Hébertville-Station
L'Ascension-de-Notre-Seigneur
Labrecque
Lac-à-la-Croix
Lamarche
Métabetchouan
Saint-Bruno
Saint-Gédéon

Saint-Henri-de-Taillon

Saint-Ludger-de-Milot

Saint-Nazaire

Sainte-Monique

La MRC de Domaine-du-Roy:

Chambord

La Doré

Lac-Bouchette

Roberval

Saint-André-du-Lac-Saint-Jean

Saint-Félicien

Saint-François-de-Sales

Saint-Méthode

Saint-Prime

Sainte-Hedwidge

La MRC de Maria-Chapdelaine:

Albanel

Dolbeau

Girardville

Mistassini

Normandin

Notre-Dame-de-Lorette

Péribonka
 Saint-Augustin
 Saint-Edmond
 Saint-Eugène
 Saint-Stanislas
 Saint-Thomas-Didyme
 Sainte-Jeanne-d'Arc

L'aspect démographique jouant un rôle prépondérant dans l'intervention culturelle locale, nous avons cherché à connaître l'analyse de nos résultats d'enquête en fonction de catégories de municipalités selon leur taille démographique.

Catégories de municipalités (selon leur taille démographique)

Tableau 2.4.2 Catégories de municipalités selon la taille démographique

Catégories: nombre de municipalités et population (1994)

	Nombre de municipalités	Pop. catégories/ pop. régionales
Catégorie 1	22	5.3 %
Catégorie 2	19	10.8 %
Catégorie 3	10	12.4 %
Catégorie 4	4	12.7 %
Catégorie 5	4	58.9 %

1) Entre 0-999 habitants

22 municipalités:

Bégin

Ferland et Boileau

Lac-à-la-Croix

Lamarche

Notre-Dame-de-Lorette

Péribonka, Petit-Saguenay

Rivière-Éternité

Saint-André-du-Lac-Saint-Jean

Saint-Augustin

Saint-Charles-de-Bourget

Saint-Edmond, Saint-Eugène

Saint-Félix-d'Otis

Saint-François-de-Sales

Saint-Henri-de-Taillon

Saint-Ludger-de-Milot

Saint-Stanislas

Saint-Thomas-Didyme

Sainte-Hedwidge

Sainte-Monique

Sainte-Rose-du-Nord.

2) Entre 1000 et 2499 habitants

19 municipalités:

Albanel

Chambord

Desbiens

Girardville

Hébertville

Hébertville-Station

L'Anse-Saint-Jean

L'Ascension-de-Notre-Seigneur

La Doré, Labrecque

Lac-Bouchette

Lac-Kénogami

Larouche

Saint-David-de-Falardeau

Saint-Fulgence

Saint-Gédéon

Saint-Méthode

Saint-Nazaire

Sainte-Jeanne-d'Arc.

3) Entre 2500 et 4999 habitants

10 municipalités:

Canton-Tremblay

Delisle

Laterrière

Métabetchouan

Normandin

Saint-Ambroise

Saint-Bruno

Saint-Honoré

Saint-Prime

Shipshaw.

4) Entre 5000 et 14 999 habitants

4 municipalités:

Dolbeau

Mistassini

Roberval

Saint-Félicien.

5) 15 000 habitants et plus

4 municipalités:

Alma

La Baie

Chicoutimi

Jonquière.

2.4.2 La cueillette des données

La recherche des données relatives à l'étude fut précédée d'une enquête exploratoire de la bibliographie disponible sur le sujet et dont la liste se retrouve en annexe.

Les informations pertinentes à l'analyse de l'intervention culturelle des municipalités ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire principal d'enquête et d'entrevues concernant l'intervention culturelle spécifiquement municipale; d'un second questionnaire concernant spécifiquement l'intervention paramunicipale; d'un recensement culturel préliminaire à valider et/ou à compléter ainsi qu'une grille des équipements culturels utilisés dans le cadre de l'intervention culturelle de chacune des municipalités.

Ces documents ont été expédiés au responsable de l'intervention culturelle de chacune des 59 municipalités locales de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean pour qu'ils soient complétés. Une entrevue a ensuite été réalisée sur place

avec chacun de ces responsables afin de contrôler et valider, à l'aide des documents pertinents, les informations qu'ils avaient inscrites dans le questionnaire principal ainsi que dans les autres documents fournis. Le nom de chacun des répondants est inscrit à l'en-tête du portrait synthèse de chaque municipalité (voir document annexe). Cette tournée de rencontres s'est effectuée entre le 27 septembre et le 23 novembre 1994. Les compléments d'informations furent recueillis entre le 1er décembre 1994 et le 15 janvier 1995. Du 15 janvier au 1er février 1995, un portrait-synthèse résumant les informations glanées au cours de l'enquête a été transmis à chacun des responsables rencontrés pour validation. Du 15 mars au 1er avril, une ultime vérification de la version définitive de ces portraits-synthèses a été effectuée auprès des répondants.

Certaines informations concernant la fiche signalétique des municipalités (superficie, date de création de la corporation municipale) furent tirées du *Répertoire des municipalités du Québec 1994* du ministère des Affaires municipales. Le recensement culturel municipal préliminaire fut quant à lui établi à partir du *Répertoire culturel 1994-1995 du Saguenay – Lac-Saint-Jean – Chibougamau-Chapais*, publié en 1994 par le Conseil régional de la culture du Saguenay – Lac-Saint-Jean – Chibougamau-Chapais. Finalement, les renseignements concernant la fondation des bibliothèques dans les municipalités de moins de 5000 habitants furent colligés dans le *Rapport annuel 1993-1994 du Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP)*.

2.4.3 Le traitement des données

La saisie des données amassées fut effectuée entre le 1^{er} décembre 1994 et le 1^{er} février 1995. Les données furent compilées et traitées à l'aide du logiciel FileMaker Pro, version 2.1.V2

L'analyse des données a été effectuée sur une base individuelle d'abord, ce qui a amené la confection des portraits-synthèses de chacune des municipalités.

Il demeure que la question des données financières peut donner lieu à diverses interprétations. Les résultats que nous obtenons, diffèrent sensiblement de ceux inscrits aux fins des activités culturelles dans les rapports financiers annuels des municipalités. C'est que certaines dépenses culturelles, en particulier celles relatives à la rémunération d'employés municipaux dont la tâche n'est qu'en partie reliée à la culture ou relatives à des équipements ayant des utilisations multiples ne sont pas toutes comptabilisées au sein des postes budgétaires reliés à la culture.

III

ANALYSE DES DIMENSIONS DE L'INTERVENTION CULTURELLE MUNICIPALE (par territoires et catégories)

Cette partie contient l'analyse des dimensions formant l'ensemble du panorama de l'intervention culturelle municipale dans la région: le contexte global (l'environnement interne et externe des municipalités); le financement de l'intervention culturelle municipale; les infrastructures, sites, espaces culturels et mesures patrimoniales; les communications et la mise en marché; les partenaires de l'intervention culturelle municipale; les dimensions concernant l'évaluation des besoins, la consultation des intervenants et la planification; enfin l'analyse de la structure organisationnelle, des ressources humaines, des objectifs et de la mission culturelle locale.

Rappelons que nous avons effectué certains choix en regroupant certaines dimensions afin de correspondre aux objectifs de cette recherche et à la vérification de nos hypothèses.

3.1 Le contexte global

L'analyse de ces facteurs permet de déterminer les éléments de l'environnement qui sont soit susceptibles de favoriser une intervention culturelle plus

élaborée de la municipalité (facteurs expansifs), ou, au contraire, susceptibles de la restreindre (facteurs restrictifs).

Étant donné que ces facteurs sont généralement tributaires de tendances lourdes qui transcendent largement les limites des municipalités, procédons d'abord par une analyse fondée sur une base régionale, pour ensuite relever les manifestations particulières de ces facteurs sur une base territoriale (MRC) et en fonction de nos cinq (5) catégories de municipalités.

3.1.1 Le contexte régional

Démographie

La population totale de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean a augmenté de 0,32% entre 1986 et 1991, tandis que son poids face à l'ensemble de la population québécoise régressait, passant de 4,5 à 4,3%.

Cette quasi-stagnation démographique est attribuable à un faible taux de natalité et à l'émigration des jeunes, particulièrement du groupe des 15 à 24 ans. Ces deux facteurs provoquent un vieillissement marqué de la population. Le groupe des 65 ans et plus est la cohorte ayant connu la plus forte augmentation entre 1971 et 1991 dans la région.

La tendance à l'urbanisation de la population régionale, constatée depuis plusieurs années, entraîne la dévitalisation et la déstructuration des collectivités

Au cours des dernières décennies, on a constaté un rehaussement général du niveau de scolarité de la population régionale cependant que la proportion des diplômés universitaires est restée en-dessous de la moyenne québécoise.

Facteurs expansifs

- Le phénomène d'urbanisation permet à certaines municipalités de réunir une masse critique d'habitants propice à une diversification de l'intervention culturelle.
- Une proportion croissante de la population régionale se retrouve dans les groupes d'âge disposant traditionnellement de plus de temps libre.
- Le rehaussement de la scolarité est un élément favorable à la participation culturelle (cf.: «*Les comportements des Québécois en matière d'activités culturelles de loisirs*»).

Facteurs restrictifs

- La quasi-stagnation démographique régionale et la décroissance démo-

Sources

Les données statistiques de ce sous-chapitre sont principalement tirées de:

Quelques caractéristiques socio-économiques de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean; SQDM, 1994.

Atlas de l'évolution démographique des municipalités locales et des municipalités régionales de comté au Québec, 1951-1991; UMRCQ, 1994.

Planification stratégique régionale: analyses et perspectives sectorielles; CRCQ, 1994.

Profil démographique, profil socio-économique, profil des hospitalisations de courte durée; RRSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean, 1993

graphique des municipalités rurales militent en faveur du statu quo en ce qui concerne l'offre de services municipaux.

- La perte potentielle de dynamisme et l'absence de relève dans les collectivités aux prises avec le vieillissement de leur population et l'exode de leurs jeunes.

Économie

Les crises économiques de 1982 et 1990 ont été les déclencheurs d'un processus de mutation économique qui a frappé durement la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean. «La mondialisation des marchés, la concurrence asiatique, celle des pays de l'Est, l'éclatement des frontières commerciales Est-Ouest (barrières inter-provinciales) et Nord-Sud (ALÉNA) et l'imposition de nouvelles normes environnementales ont changé les règles du jeu.»¹

Réagissant à un bouleversement structurel de l'économie mondiale, les grandes entreprises régnant sur l'économie régionale ont troqué les projets de construction de nouvelles usines au profit d'une pénible rationalisation de leurs effectifs. Cette situation a engendré un climat de morosité générale aggravée par un chômage endémique. Ce contexte a néanmoins contraint les régionaux à faire

¹ *Donnons-nous les moyens de construire notre avenir; Planification stratégique régionale, CRCD, 1995, p.10.*

le constat suivant: le sort de la reprise économique dépend plus que jamais de leurs propres efforts.

C'est ainsi que les crises économiques successives et la restructuration industrielle ont eu pour effet de promouvoir la notion d'entrepreneuriat. De plus en plus de gens ont dû se résoudre à créer leur propre emploi. Ce fait de société a pu contribuer en partie à l'accroissement de l'offre locale de produits et services culturels.

Le phénomène de tertiarisation de l'économie régionale s'est irrémédiablement poursuivi tout au long de ces périodes de turbulences. Le boom récent de l'industrie touristique en est une des manifestations les plus spectaculaires. Plusieurs produits de nature culturelle ayant un potentiel attractif auprès de la clientèle touristique ont ainsi été développés.

Entre 1986 et 1991, la croissance du revenu moyen des ménages de la région a suivi celle de la moyenne québécoise, soit 32 %. Notons toutefois que la région comptait, en 1990, proportionnellement moins de ménages à faible revenu que l'ensemble du Québec.

Facteurs expansifs

- Le regain de l'initiative et de l'esprit d'entreprise a pu contribuer à accroître l'activité culturelle au cours des récentes années.

- La présence notable de ménages disposant d'une part de revenu disponible pour la consommation de produits de divertissement est un élément favorable à la participation culturelle (cf.: «*Les comportements des Québécois en matière d'activités culturelles de loisirs*»).

Facteurs restrictifs

- La mise au rancart de projets de construction d'usine de la part des grandes entreprises, la stagnation des revenus fonciers ainsi que l'incertitude face à la reprise économique ont pu freiner le développement de nouveaux services et dissuader certaines municipalités voulant se doter d'équipements ou d'infrastructures culturelles.

Contexte politico-administratif

L'adoption d'une première politique culturelle québécoise en juin 1992 et la création concomitante du Conseil des arts et des lettres du Québec sont les signes annonciateurs d'un recalibrage des responsabilités en ce qui a trait à l'intervention publique au titre de la culture au Québec. Dans ce document, le gouvernement interpelle directement les municipalités afin qu'elles deviennent les partenaires privilégiés de son action visant à développer le secteur des arts et de la culture. Du même souffle, Québec leur propose de conclure des ententes globales de développement. C'est dans cette perspective que le ministère de la Culture et des Communications a conçu un programme visant à sceller administrativement un tel partenariat.

Le transfert de la gestion des programmes d'aide à la création et à la production artistiques au Conseil des arts et des lettres du Québec a créé un climat d'incertitude. La première année d'activité de cette structure a résulté en un recul global du soutien public accordé aux artistes et aux organismes à l'extérieur des grands centres. Sa préférence affichée envers l'excellence artistique évaluée à l'aune de critères nationaux a soulevé les régions du Québec qui exigent une gestion de programmes compatibles avec leurs réalités particulières.

Voilà autant d'indices nous permettant de pressentir un réel déplacement des responsabilités en matière d'intervention culturelle de la part des administrations publiques vers la base, soit en direction des municipalités locales. Si on ajoute à cela le fait que le gouvernement canadien sabre depuis déjà plusieurs années dans les budgets du Conseil des arts du Canada et des autres institutions culturelles fédérales, on peut prévoir que la présence des gouvernements supérieurs dans les régions périphériques, dont nous sommes, se fera de plus en plus discrète.

Obérés (accablés de dettes) par leurs visées interventionnistes, les gouvernements supérieurs ont en quelque sorte été contraints de remettre à l'ordre du jour de l'agenda politique la question de la décentralisation. C'est ainsi qu'en 1992, les municipalités se sont vu confier de nouvelles responsabilités lors de l'adoption de la loi 145 (mieux connue sous le nom de Réforme Ryan). Deux programmes de compensations financières ont été instaurés afin de permettre aux municipalités de conjuguer avec ces nouveaux mandats, dont un de nature transitoire qui s'est terminé en 1994.

D'une façon générale, le monde municipal réclame encore plus de transferts de pouvoirs: la Commission Bélanger-Campeau (1990); le Forum sur la décentralisation (1992) et la Commission sur l'avenir du Québec (1995) furent autant de tribunes pour ces revendications. Entre autres demandes, il y a celle des MRC du Québec qui voudraient exercer des compétences en matière de gestion des équipements à vocation supralocale, de «gestion des programmes de développement culturel (sic)»¹ ainsi que dans le domaine des musées.

Alertés par l'endettement collectif astronomique, les contribuables de la région, tout comme ceux de l'ensemble du pays, maintiennent depuis quelques années une surveillance constante face aux dépenses de leurs élus. Chaque projet de règlement d'emprunt peut soulever la grogne des citoyens alors que les surplus budgétaires municipaux semblent en voie de devenir la norme.

Facteurs expansifs

- L'offre de partenariat contenue dans la politique culturelle du Québec et l'instauration par le ministère de la Culture et des Communications d'un programme destiné aux municipalités.
- Les démarches entreprises par certaines villes de la région pour se doter d'une politique culturelle.

¹ *Vers un partenariat entre le Gouvernement, les municipalités et les MRC, UMRCQ, 1994, p.43.*

- La volonté du monde municipal de récupérer certains des pouvoirs gouvernementaux en matière de patrimoine et de culture pourrait éventuellement accroître la gamme des interventions actuelles.

Facteurs restrictifs

- La pression populaire contre les investissements publics rend de plus en plus difficile l'adoption de règlements d'emprunt pour réaliser des projets dépassant le cadre des services de base traditionnellement offerts par les municipalités. Ainsi, dans la région, quelques projets de règlements d'emprunt pour des foyers culturels (aménagement de la bibliothèque) ont été retirés suite à une opposition farouche des contribuables: à Saint-Augustin [1992] et à Saint-David-de-Falardeau [1994]. Dans ce dernier cas, le Conseil municipal a pu réaliser le réaménagement de sa bibliothèque en puisant à même le budget des dépenses courantes de la municipalité.
- La crise budgétaire des gouvernements supérieurs et le risque de transfert de responsabilités, sans celui des ressources financières permettant de les exercer, pourraient contraindre les municipalités à limiter leur éventail de services offerts.

Environnement culturel

Sans tomber dans le jeu des comparaisons, il est de notoriété nationale que la région possède un secteur des arts et de la culture particulièrement dynamique.

Bon nombre d'artistes et d'organismes, pour des raisons diverses, se tournent vers leur municipalité afin d'obtenir différents types de services et de soutien.

De façon empirique, on sait que l'offre en produits et services culturels s'est accrue dans la région au cours des cinq dernières années (cf.: Planification stratégique culturelle régionale, Conseil régional de la culture). Plusieurs raisons expliquent de façon satisfaisante cet accroissement. D'abord, il y a la pression exercée par l'augmentation de la participation culturelle constatée. La crise de l'emploi et le développement de l'esprit d'entreprise ont également contribué à ce phénomène. Le mouvement inéluctable vers une tertiarisation de l'économie a, certes, pu jouer. Il reste que la structuration d'un produit touristique typique et de plus en plus spécifique à notre identité régionale a eu sa large part dans ce renforcement de l'offre de produits et de services culturels.

Cependant, le départ incessant d'artistes et de professionnels de la culture vers les grands centres produit un effet inverse.

Même si les preuves d'une augmentation de la participation culturelle des Québécois et des Québécoises entre 1981 et 1989 ne sont pas étayées par des données régionalisées, rien ne laisse présager que les gens de la région ont échappé à cette tendance nationale.

Facteurs expansifs

- La présence relativement importante d'artistes et d'organismes culturels et artistiques sur le territoire des municipalités, particulièrement dans les villes de plus de 5 000 habitants.
- L'accroissement de la participation et de l'offre culturelles exerce une pression en faveur du développement de l'intervention des municipalités auprès du secteur des arts et de la culture.

Facteurs restrictifs

- La marginalisation de l'importance sociale et économique du secteur des arts et de la culture rend plus difficiles à justifier les interventions municipales dans ce domaine.

3.1.2. Les particularités de l'environnement par territoire-MRC

Pour les fins de la présente enquête, nous nous sommes limités à analyser l'environnement particulier dans chacune des MRC à partir de leurs caractéristiques démographiques, socio-économiques ainsi que de l'activité culturelle sur le territoire évaluée en fonction du nombre d'éléments culturels recensés lors de notre enquête dans chacune des municipalités de la région: ces éléments comprennent les organismes; associations; institutions; biens culturels; événements; lieux de diffusion et programmes de formation culturelle. Les facteurs liés à l'économie et au contexte politico-administratif agissant à peu près de la même façon dans chacune des MRC, nous ne les avons pas considérés ici.

MRC du Fjord-du-Saguenay

Vingt municipalités sont réparties sur le territoire de cette MRC, dont celles de Chicoutimi - Jonquière - La Baie formant une conurbation totalisant 141 600 personnes, soit 82 % de la population totale de cette MRC et 50 % de la population régionale. Cette MRC est la seule de la région à avoir connu un accroissement de sa population entre 1986 et 1991 (+1.15 %). Cet accroissement a beaucoup bénéficié aux municipalités sises en périphérie immédiate de la conurbation, soit Lac-Kénogami, Saint-Honoré, Laterrière et Canton Tremblay.

La population de cette MRC est à la fois la plus scolarisée de la région et celle dont le revenu moyen est le plus élevé. On y remarque cependant la plus forte concentration de ménages à faible revenu de tout le Saguenay – Lac-Saint-Jean.

Tableau 3.1.3.

Évolution de la population régionale 1986-1991	
Saguenay–Lac-Saint-Jean	+ 0.32 %
MRC du Fjord-du-Saguenay	+ 1.15 %
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	- 0.20 %
MRC de Domaine-du-Roy	- 0.67 %
MRC de Maria-Chapdelaine	- 2.60 %

Source: Statistiques Canada, Recensement 1991

Selon le recensement effectué lors de notre enquête, 59.9 % (392) des éléments culturels dénombrés dans la région se concentraient sur le territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay en 1994.

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

La population de cette MRC est répartie dans seize (16) municipalités, dont Alma qui en compte près de 50 % du total. Hormis Métabetchouan, seules les municipalités sises en périphérie immédiate d'Alma ont connu un accroissement démographique, soit Saint-Bruno, Saint-Gédéon et Delisle.

Entre 1986 et 1991, la MRC a connu une progression du revenu moyen de ses habitants supérieure à celle enregistrée dans toute la région.

Notre enquête indique que l'on retrouvait 18.63% (122) des éléments culturels du Saguenay – Lac-Saint-Jean sur le territoire de cette MRC en 1994.

MRC du Domaine-du-Roy

La population de cette MRC a connu une diminution de 0.67 % de sa population entre 1986 et 1991. Les deux tiers de ses habitants se concentrent dans les villes de Roberval et de Saint-Félicien.

Entre 1986 et 1991, ses habitants ont connu une progression de leur revenu moyen supérieure à celle enregistrée dans toute la région. Cette MRC abritait 12.37 % des éléments culturels recensés en 1994 dans la région, soit un total de 81.

MRC de Maria-Chapdelaine

Cette MRC a connu une baisse significative de sa population entre 1986 et 1991, soit - 2.6 %. Dolbeau, la ville la plus peuplée, a à elle seule subi un recul de 4.36 %.

Cette MRC compte sept (7) des 22 municipalités de moins de 1000 habitants de la région.

La population de la MRC de Maria-Chapdelaine est à la fois la moins scolarisée de la région et celle dont le revenu moyen est le moins élevé.

Soixante (60) éléments culturels ont été recensés sur son territoire, soit 9.16 % du total régional.

Tableau 3.1.4.

Activité culturelle par territoire (1994)			
	Éléments culturels recensés	% face au total régional	Pop. MRC / pop. régionale
Saguenay–Lac-Saint-Jean	656	100 %	100 %
MRC du Fjord-du-Saguenay	392	59.85 %	60.8 %
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	122	18.63 %	18.3 %
MRC de Domaine-du-Roy	81	12.37 %	11.2 %
MRC de Maria-Chapdelaine	60	9.16 %	9.8 %

3.1.3. Les particularités de l'environnement par catégories de municipalités

Pour qualifier l'environnement spécifique à chacune des catégories de municipalités, nous nous sommes intéressés à leur évolution démographique, à leur dynamisme culturel mesuré par le nombre d'éléments culturels recensés et à deux indices socio-économiques révélateurs des comportements culturels: le taux de faible scolarité et le revenu moyen des personnes.

Les données démographiques fournies par les recensements 1986 et 1991 de Statistiques Canada sont l'unique source disponible pouvant nous permettre de caractériser de façon particulière les catégories de municipalités établies pour les fins de notre étude. Ces données restent tout à fait pertinentes puisque rien ne laisse présager que les tendances démographiques enregistrées entre 1986 et 1991 se sont dramatiquement renversées depuis.

Tableau 3.1.5.

Évolution de la population selon les catégories de municipalités 1986-1991				
Catégories	Municipalités	En hausse	En baisse	Variation moyenne d'habitants
1 (0-999)	22	2	20	- 4.86 %
2 (1000 à 2499)	19	6	13	- 1.75 %
3 (2500 à 4999)	10	7	3	+ 2.93 %
4 (5000 à 10 000)	4	3	1	- 1.02 %
5 (15 000 et plus)	4	2	2	+ 0.70 %

Source: Statistiques Canada, Recensement 1991

Notons qu'une des premières interrogations du questionnaire principal d'enquête portait sur l'évolution de la population de la municipalité du répondant au cours des trois dernières années (1991-1993). Il nous a malheureusement été impossible d'utiliser les réponses obtenues puisque celles-ci sont basées sur des sources par trop variées: décrets du ministère des Affaires municipales; Statistiques Canada (recensement 1991); liste électorale municipale; perception empirique du répondant.

Signalons tout de même que 69.5 % des réponses obtenues pour cette question correspondent à l'évolution de la population 1991-1994 telle qu'en témoignent les décrets de population ministériels, alors que 30,5 % n'y collent pas. De plus, seulement deux répondants sur 59 ont indiqué une tendance à l'augmentation ou à la diminution de la population de sa municipalité contraire à celle fournie par le recensement 1991 (pour la période allant de 1986 à 1991). Parmi les répondants, sept (7) ont indiqué que la population de leur municipalité s'était stabilisée entre

1991 et 1994 alors que les recensements de Statistiques Canada avaient diagnostiqué une décroissance de 5 % ou plus pour la période allant de 1986 à 1991.

Catégorie 1 (entre 0 et 999 habitants)

C'est dans cette catégorie que l'on retrouve plus du tiers des municipalités de la région, en tout 22. Ces municipalités se trouvent, sauf de rares exceptions, relativement éloignées des principaux centres urbains. Elles sont les plus touchées par le phénomène de décroissance démographique: seulement deux d'entre elles ont vu leur nombre d'habitants s'accroître entre 1986 et 1991. Globalement, les populations de ces municipalités ont diminué en moyenne de 4.86 % durant cette période.

Les municipalités de cette catégorie affichent les plus basses moyennes de revenus de la région et le plus haut taux moyen de faible scolarité. Ces résultats combinés tendent à indiquer une propension plutôt faible à la participation culturelle chez la population concernée.

Les municipalités de cette catégorie regroupaient 53 éléments culturels en 1994, soit 8.08 % du total régional.

Catégorie 2 (entre 1000 et 2499 habitants)

Les municipalités de cette catégorie sont également frappées par le phénomène de décroissance démographique. Des dix-neuf (19) municipalités de

ce groupe, treize (13) ont connu un abaissement de leur nombre d'habitants entre 1986 et 1991. La moyenne de variation de population dans cette catégorie s'établit à -1.75 % et ce, malgré que Lac-Kénogami ait connu une hausse vertigineuse de 31.61 % de sa population totale (sans cette municipalité, la baisse moyenne de la catégorie double à 3,41 %).

On retrouve dans cette catégorie le deuxième plus bas taux de revenus moyens par personne de la région. Les habitants affichent également le deuxième plus haut taux de faible scolarité. Ces résultats combinés tendent à indiquer une propension plutôt faible à la participation culturelle chez la population concernée.

Les municipalités de cette catégorie comptaient 65 éléments culturels en 1994, soit 9.91 % du total régional.

Catégorie 3 (entre 2500 et 4999 habitants)

Les dix (10) municipalités de cette catégorie sont majoritairement situées en banlieue des plus grandes agglomérations de la région. Ce sont elles qui ont proportionnellement le plus bénéficié du mouvement d'urbanisation constaté entre 1986 à 1991. Sept (7) ont vu leur population croître durant cette période. Parmi les trois dont le nombre d'habitants a décru, deux sont parmi les plus éloignées des centres urbains, soit Normandin et Saint-Ambroise. La moyenne de variation de la population pour l'ensemble de cette catégorie s'élève à +2.93 %.

On y dénote la deuxième plus haute moyenne de revenus moyens par personne de la région et le second plus bas taux moyen de faible scolarité. Ces résultats combinés tendent à indiquer une propension relativement forte à la participation culturelle chez la population concernée.

Les municipalités de cette catégorie cumulaient 71 éléments culturels en 1994, soit 10.82 % du total régional.

Tableau 3.1.6.

Données socio-économiques par catégorie de municipalités		
	Moyenne des revenus moyens	Moyenne des taux de faible scolarité
Catégorie 1	18 530 \$	30.0 %
Catégorie 2	19 432 \$	25.3 %
Catégorie 3	21 496 \$	19.5 %
Catégorie 4	20 425 \$	21.8 %
Catégorie 5	22 994 \$	16.9 %

Source: Statistiques Canada, Recensement 1991

Catégorie 4 (entre 5000 et 14 999 habitants)

Les quatre villes de cette catégorie sont les principales agglomérations du secteur ouest du Lac-Saint-Jean: Roberval, Saint-Félicien, Mistassini et Dolbeau. Les trois premières ont toutes connu une augmentation de population au cours de la période allant de 1986 à 1991, tandis que Dolbeau subissait une baisse de 4.36 %. Cette diminution significative opposée aux hausses modestes des autres villes

a résulté en une variation de population moyenne négative dans cette catégorie: - 1.02 %.

La moyenne des revenus moyens par personne et le taux moyen de faible scolarité dans cette catégorie se situent tous les deux au milieu du peloton des résultats pour l'ensemble des catégories de municipalités. Ces résultats combinés tendent à indiquer une propension moyenne à la participation culturelle. Les municipalités de cette catégorie totalisaient 77 éléments culturels en 1994, soit 11.74 % de la somme régionale.

Catégorie 5 (plus de 15 000 habitants)

Cette catégorie regroupe les trois villes formant la conurbation du Haut-Saguenay, soit La Baie, Chicoutimi et Jonquière, ainsi qu'Alma. Ensemble, elles abritent 58.9 % de la population régionale. De 1986 à 1991, Chicoutimi et La Baie ont accru leur population, tandis qu'Alma et Jonquière subissaient le phénomène inverse. La variation de la population moyenne de cette catégorie est +1.17 % durant cette période.

Cette catégorie affiche la plus haute moyenne de revenus moyens par personne de la région tout comme le plus bas taux moyen de faible scolarité. Ces résultats combinés tendent à indiquer une propension relativement forte à la participation culturelle chez la population concernée, la plus forte parmi l'ensemble régional.

Les municipalités de cette catégorie regroupaient la majorité des éléments culturels recensés dans la région en 1994, soit 59.85 %.

Tableau 3.1.7.

Activité culturelle par catégorie de municipalité (1994)			
	Éléments culturels recensés	% face au total régional	Pop. catégories / pop. régionales
Catégorie 1	53	8.08 %	5.3 %
Catégorie 2	65	9.91 %	10.8 %
Catégorie 3	71	10.82 %	12.4 %
Catégorie 4	77	11.74 %	12.7 %
Catégorie 5	390	59.45 %	58.9 %

Constats

Cette description succincte mais relativement exhaustive du contexte dans lequel a pris place l'intervention culturelle municipale sert à mettre en relief les données obtenues au cours de l'enquête. Cette démarche est essentielle pour éviter les effets pernicioeux de la vision corridor lors de l'analyse des données et pour permettre d'oxygéner la réflexion prospective.

Les particularités de l'environnement des territoires-MRC et des catégories de municipalités constituent évidemment les clés pour comprendre le potentiel et les limites de l'intervention culturelle des municipalités et pour mieux apprécier l'analyse comparative par groupe qui en est faite.

Cependant, les éléments de l'environnement, en particulier les indicateurs des conditions socio-économiques des populations, ne doivent pas être perçus comme des déterminismes absolus. Ils ne sont jamais plus que les témoins de situations contraignantes ou facilitantes, des indicateurs ou des révélateurs de tendances.

3.2. Le financement de l'intervention culturelle municipale

La question du financement des interventions municipales à l'égard du secteur des arts et de la culture est certes l'un des enjeux les plus importants. L'ampleur des sommes allouées est à la fois un indice révélant le niveau de qualité des services offerts et l'importance qu'accorde la municipalité à la culture parmi l'ensemble des champs d'activités dans lesquels elle s'implique. L'analyse portant sur cette dimension doit également nous permettre de savoir, avec le plus de précision possible, comment se répartit cette intervention en fonction des différents domaines et disciplines des arts et de la culture. Globalement, il serait possible, à la suite de cette démarche d'enquête, de chiffrer avec beaucoup d'exactitude l'intervention culturelle totale des 59 municipalités du Saguenay—Lac-Saint-Jean de manière à relativiser régionalement les données nationales au titre de la culture.

Dans le prochain chapitre, nous établissons le bilan des projets d'investissements résultant en la construction ou le réaménagement d'équipements ou d'infrastructures culturels dans la région au cours des trois dernières années. Il s'agit là

de dépenses ponctuelles et extraordinaires nécessitant, en principe, le recours aux règlements d'emprunts et qui sont comptabilisées dans le fonds des immobilisations des municipalités. Il était impossible de repérer avec précision les frais annuels de financement pour ces emprunts, c'est pourquoi nous avons calculé les sommes totales investies. Nous reprenons plus loin dans ce chapitre ces données afin de broser un tableau d'ensemble de l'intervention financière des municipalités au titre de la culture.

Cependant, nous nous intéressons ici plus particulièrement aux dépenses courantes engagées par les municipalités pour réaliser leur intervention culturelle, celles comptabilisées dans le fonds d'administration, excluant les frais de financement des immobilisations culturelles.

Pour les besoins de notre étude, nous nous sommes concentrés sur les trois derniers exercices financiers complétés au moment de l'enquête, soit 1991, 1992, 1993. Les données étalées sur une telle période de temps sont suffisantes pour permettre une analyse évolutive du financement culturel des municipalités sans pour autant compromettre l'exactitude des chiffres recueillis, comme cela aurait pu être le cas en voulant remonter cinq (5) ans en arrière, et sans que le fardeau imposé aux répondants soit exagéré, en regard des autres dimensions faisant l'objet d'interrogations dans le questionnaire principal.

Afin d'établir le portrait complet du financement de l'intervention culturelle des municipalités, il a été nécessaire de procéder en utilisant des paramètres bien pré-

structures culturels ainsi que les sommes mobilisées pour l'information, la promotion et la mise en marché des produits et services culturels.

Il faut considérer avec précaution les résultats obtenus, car il a été impossible pour les répondants de redistribuer à 100 % leurs dépenses culturelles dans chacun des postes: ainsi, en 1993, 71.1 % des quelque 9 millions et demi dépensés par les municipalités au niveau de la culture a pu effectivement être réparti. L'utilité des pourcentages présentés réside uniquement dans leur capacité à révéler des ordres de grandeur.

Il en va de même pour la répartition des dépenses des différents services offerts à l'ensemble des citoyens ainsi que celles relatives au soutien financier accordé aux organismes et artistes dans les différents domaines et disciplines. La comptabilité municipale ne faisant évidemment pas toutes les distinctions requises entre ces domaines et disciplines, il a été difficile, sinon impossible pour certains répondants de procéder à une telle répartition de leurs dépenses culturelles. C'est pourquoi les données afférentes ne sont traitées que régionalement et, de surcroît, à la toute fin de ce chapitre.

Mais avant tout, nous analysons les dépenses et revenus culturels ainsi que leur répartition par postes budgétaires au plan régional, afin d'en tirer les grandes lignes, puis nous en faisons ressortir les faits saillants par territoires-MRC et catégories de municipalités.

3.2.1. L'intervention financière municipale au titre de la culture au Saguenay – Lac-Saint-Jean

Le tableau 3.2.1. présente la compilation de l'ensemble des données financières relatives à l'intervention culturelle courante des 59 municipalités de la région. Ce qui exclut les frais de financement relatifs aux emprunts inscrits aux fonds des immobilisations municipales dont il sera question plus loin.

Tableau 3.2.1.

Dépenses et revenus culturels des 59 municipalités du Saguenay – Lac-Saint-Jean, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	252 598 914 \$	266 199 966 \$	276 106 441 \$
Dépenses culturelles brutes	9 391 175 \$	9 880 551 \$	9 564 443 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	32,14 \$	34,74 \$	33,63 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	3,7 %	3,7 %	3,5 %
Revenus culturels totaux	1 753 498 \$	2 118 829 \$	2 330 492 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	18,7 %	21,4 %	24,4 %
Dépenses culturelles nettes	7 637 677 \$	7 761 722 \$	7 233 951 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	26,14 \$	27,29 \$	25,43 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	3,0 %	2,9 %	2,6 %
Dépenses en salaires	2 741 088 \$	2 819 960 \$	2 787 844 \$
Masse salariale globale/ dépenses culturelles brutes	29,2 %	28,5 %	29,2 %
Soutien financier aux organismes et individus	1 457 368 \$	1 641 660 \$	1 745 297 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	15,5 %	16,6 %	18,3 %
Dépenses en équipements et infrastructures	1 938 776 \$	2 012 649 \$	2 053 328 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	20,7 %	20,4 %	21,5 %
Dépenses pour information et promotion	224 291 \$	199 592 \$	201 588 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	2,4 %	2,0 %	2,1 %

Les dépenses totales des municipalités de la région ont augmenté au cours de la période couverte par notre enquête de 9.3 %, passant de quelque 252.5 millions à 276 millions de dollars. Cette augmentation peut être en partie reliée à la mise en application de la loi 145, dite réforme Ryan, qui a refilé aux municipalités des responsabilités additionnelles (palliées il est vrai par des mesures transitoires et d'autres récurrentes).

Les dépenses totales encourues par les municipalités de la région aux fins de la culture ont fluctué au cours de la période étudiée: elles s'élevaient, en 1993, à 9 564 443 \$, une augmentation de 1.9 % par rapport à 1991, mais en baisse de 3.3 % par rapport à 1992.

Le recul de quelque 320 000 dollars des dépenses culturelles municipales entre 1992 et 1993 est principalement attribuable à une diminution de 244 000 \$ à La Baie et, dans une moindre mesure, à un retour à la normale après les dépenses extraordinaires (au sens propre du terme) engendrées par les festivités entourant les anniversaires de fondation des villes de Chicoutimi et de Mistassini.

Le ratio des dépenses culturelles brutes par habitant atteignait 33.63 \$ en 1993 (calculé en fonction des décrets de population du ministère des Affaires municipales). Il serait hasardeux de tenter une analyse évolutive des moyennes par habitant tout au long de la période puisqu'un changement de méthode de calcul des populations est intervenu en 1993 au moment où les données du recensement de 1991 devenaient disponibles.

Fait à retenir, le pourcentage des dépenses culturelles face à l'ensemble des dépenses municipales a chuté de 3.7 % en 1991, à 3.5 % en 1993. Le paradoxe entre l'augmentation absolue des dépenses culturelles et la diminution de leur importance face aux budgets municipaux s'explique par une croissance de 9.3 % de ces derniers, tel que mentionnée à la page précédente.

Tableau 3.2.2.

Dépenses et investissements culturels totaux des municipalités de la région entre 1991 et 1993	
Dépenses culturelles (fonds d'administration)	28 836 169 \$
Investissements culturels (fonds des immobilisations)	5 740 916 \$
Total	34 577 085 \$
Total (moins les contributions gouvernementales aux immobilisations)	31 438 297 \$
Moyenne annuelle	10 479 432 \$
Total des dépenses et investissements nets (moins les revenus culturels et les contributions gouvernementales aux immobilisations)	25 235 478 \$
Moyenne annuelle	8 411 826 \$

Si on ajoute aux 9 564 443 \$ en dépenses culturelles engagées par les municipalités de la région, en 1993, les 867 312 \$ correspondant à la moyenne annuelle des immobilisations culturelles durant la période 1991-1993, on obtient un ratio de dépenses culturelles par habitant de 36.68 \$ pour l'ensemble des municipalités de la région en 1993.

En ce qui concerne les revenus totaux attribuables à l'intervention culturelle des municipalités, on note, entre 1991 et 1993, une hausse significative de 32.9 %. À elle seule, Ville de La Baie est responsable de 62.4 % de l'ensemble de ces revenus culturels municipaux, et de 80 % de la hausse sus-mentionnée. Ces revenus sont en majeure partie le fruit des activités de production et de diffusion des spectacles de «La Fabuleuse histoire d'un Royaume», dont le service des loisirs est maître d'œuvre.

Le fait que le bilan culturel d'une seule ville dans un poste particulier puisse affecter aussi significativement celui de toute une région en dit long sur le poids des principales agglomérations dans l'effort financier culturel global des municipalités. Cet aspect est traité plus longuement au point 3.2.4. concernant les catégories de municipalités.

Le pourcentage des revenus culturels des municipalités en fonction des dépenses culturelles totales, indique un niveau d'autofinancement de l'intervention culturelle de 24.4 % en 1993, en hausse de plus de 5.7 % par rapport à 1991. Cet accroissement des revenus combiné à une faible augmentation des dépenses culturelles brutes ont résulté en une baisse absolue de 5.8 % des dépenses culturelles nettes en trois ans. Le pourcentage des dépenses culturelles nettes face aux dépenses totales des municipalités a, quant à lui, subi un recul de 0.4 %, passant de 3 % à 2.6 %.

Les divers types de dépenses culturelles

En procédant à la répartition des dépenses culturelles totales en fonction des quatre différents types de postes identifiés, on constate que la masse salariale des employés affectés à l'intervention culturelle représentait la plus grosse dépense durant chacune des années couvertes. Soulignons que le 29.2 % des dépenses culturelles qui a été consacré à la masse salariale en 1993, représente en fait 41.1 % de l'ensemble des dépenses culturelles qui ont pu être effectivement réparties dans les différents postes. Il est donc probable que la proportion réelle des dépenses culturelles reliées à la masse salariale se situe quelque part entre ces deux intervalles.

Même si elles viennent au 3e rang, les sommes consenties au soutien financier des organismes et des individus demeurent impressionnantes: 1 745 297 \$ en 1993, et ce sans pondération face au total. En plus, dans plusieurs municipalités et villes, il a été difficile, voire impossible, de relever l'ensemble du soutien financier accordé sur une base ponctuelle (les subventions extraordinaires ou spéciales et non-récurrentes). Pour y arriver, la seule façon aurait été de fouiller dans les minutes des différents Conseils municipaux.

Le soutien financier que les villes octroient à leurs organismes paramunicipaux représente la part du lion, soit 67 % du total, ce qui laisse 570 000 \$ à partager entre les autres organismes et artistes du milieu.

Il est également intéressant de noter que le soutien financier aux organismes s'est globalement accru de 19.8 %, durant la période étudiée. Ce résultat peut être attribué à l'accroissement des services paramunicipaux (entre autres la création de la Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi) ainsi qu'à l'expansion prise par certains événements et organismes culturels (ce qui a nécessité un soutien plus important).

L'évolution constatée des dépenses de «fonctionnement» (entretien, chauffage et électricité) des équipements et infrastructures, on parle de quelque 115 000 \$ de plus, est compatible avec le fait que plusieurs projets d'acquisition ont été réalisés au cours de la période couverte par l'enquête.

Finalement, les dépenses encourues par les municipalités pour informer, promouvoir et mettre en marché les produits et services culturels viennent bon dernier, atteignant en moyenne 2.1 % des dépenses culturelles totales des municipalités. Ces dépenses ont même subi une diminution, en terme absolu, de près de 23 000 \$ (10 %) entre 1991 et 1993.

3.2.2. Le financement de l'intervention culturelle municipale par territoires-MRC

Le principal intérêt de l'analyse de cette dimension en fonction des territoires-MRC est de repérer les convergences et les divergences qui existent face aux données régionales, et d'en déterminer les causes probables.

MRC du-Fjord-du-Saguenay

- Les vingt (20) municipalités de cette MRC qui rassemblent 60.8 % de la population régionale totalisaient, en 1993, 74.5 % des dépenses culturelles municipales. Cette proportion culminait à 74.9 % en 1992. Ce résultat est attribuable au poids énorme de l'intervention culturelle dans les villes de Jonquière, Chicoutimi et La Baie.

Tableau 3.2.3.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC du-Fjord-du-Saguenay, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	171 662 470 \$	179 242 805 \$	185 098 741 \$
Dépenses culturelles brutes	7 061 332 \$	7 402 282 \$	7 127 415 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	40.10 \$	42.84 \$	41.25 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	4.1 %	4.1 %	3.9 %
Revenus culturels totaux	1 325 707 \$	1 600 919 \$	1 853 834 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	18.8 %	21.6 %	26.0 %
Dépenses culturelles nettes	5 735 625 \$	5 801 363 \$	5 273 581 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	32.57 \$	33.58 \$	30.52 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	3.3 %	3.2 %	2.9 %
Dépenses en salaires	2 019 679 \$	2 054 316 \$	1 970 915 \$
Masse salariale globale/ dépenses culturelles brutes	28.6 %	27.8 %	27.7 %
Soutien financier aux organismes et individus	1 058 192 \$	1 171 030 \$	1 341 562 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	15.0 %	15.8 %	18.8 %
Dépenses en équipements et infrastructures	1 417 594 \$	1 458 828 \$	1 514 739 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	20.1 %	19.7 %	21.3 %
Dépenses pour information et promotion	183 490 \$	159 253 \$	156 602 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	2.6 %	2.2 %	2.2 %

- La MRC du-Fjord-du-Saguenay dépasse constamment les moyennes affichées régionalement au plan des dépenses culturelles totales par habitant, du pourcentage des dépenses totales que les municipalités accordent à leur intervention culturelle, du pourcentage des revenus culturels sur les dépenses ainsi que des moyennes par habitant et le pourcentage sur les dépenses totales de la municipalité dans le cas des dépenses culturelles nettes.
- On note une diminution 275 000 dollars des dépenses culturelles totales entre 1992 et 1993 de la part des municipalités de cette MRC, phénomène attribuable bien sûr à la situation vécue à La Baie et Chicoutimi. De leur côté, les revenus culturels ont grimpé de 500 000 \$. C'est donc dire que la situation dans cette MRC est en grande partie responsable des tendances affichées régionalement.
- La répartition et l'évolution (hausse ou baisse) des dépenses culturelles par postes colle assez fidèlement à celle constatée pour l'ensemble des municipalités du Saguenay – Lac-Saint-Jean.
- Les dépenses relatives au soutien financier octroyé aux organismes et aux artistes s'est accru de presque 300 000 \$ en trois (3) ans, ou encore de 26.8 %. Sur cette somme, 250 000 \$ sont reliés à l'accroissement du soutien offert par la ville de Chicoutimi à ses sociétés paramunicipales (création de la Société de gestion de la zone portuaire).

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

- Les seize (16) municipalités qui forment cette MRC abritent 18.3 % de la population régionale et cumulent 13.1 % des dépenses culturelles municipales de la région.
- Les dépenses culturelles brutes et nettes ont connu une évolution à la hausse entre 1991 et 1993, alors que les résultats régionaux ont plutôt fluctué.
- Les moyennes de dépenses culturelles brutes ou nettes par habitant de même que le pourcentage de ce type de dépenses face aux dépenses totales des municipalités se situent en deçà des résultats affichés régionalement.

Tableau 3.2.4.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	41 923 681 \$	45 236 080 \$	47 914 175 \$
Dépenses culturelles brutes	1 176 485 \$	1 222 323 \$	1 251 941 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	21.94 \$	23.53 \$	24.10 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	2.8 %	2.7 %	2.6 %
Revenus culturels totaux	297 295 \$	314 158 \$	320 043 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	25.31 %	25.7 %	25.6 %
Dépenses culturelles nettes	879 190 \$	908 165 \$	931 898 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	16.39 \$	17.48 \$	17.94 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	2.1 %	2.0 %	1.9 %
Dépenses en salaires	385 180 \$	403 396 \$	423 770 \$
Masse salariale globale/ dépenses culturelles brutes	32.7 %	33.0 %	33.9 %
Soutien financier aux organismes et individus	164 516 \$	160 549 \$	161 520 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	14.0 %	13.1 %	12.9 %
Dépenses en équipements et infrastructures	249 262 \$	255 090 \$	250 454 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	21.2 %	20.9 %	20.0 %
Dépenses pour information et promotion	33 325 \$	29 225 \$	32 225 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	2.8 %	2.4 %	2.6 %

- Les dépenses reliées à la masse salariale se sont accrues de 10 %. Le pourcentage de ce type de dépenses y est supérieur de presque 5 % à celui de l'ensemble de la région. Dans le cas des salaires, la présence de la ville d'Alma, qui consacre presque 40 % de ses dépenses culturelles à la masse salariale est décisive. On peut également supposer que la structuration particulièrement forte du secteur des loisirs dans cette MRC peut être respon-

sable d'une certaine professionnalisation de l'intervention culturelle (douze municipalités sur seize ont payé des salaires au cours de la période étudiée).

- Les dépenses au titre du soutien financier offert aux organismes et individus ont connu une légère baisse au cours de la période étudiée, comparative-ment à la hausse constatée au plan régional.

MRC du Domaine-du-Roy

- Les dix (10) municipalités de cette MRC qui représentent 11.2 % de la population totale de la région, mais totalisent 8.6 % des dépenses culturelles municipales.
- Les dépenses culturelles brutes et nettes, de même que les revenus culturels ont été stables à la hausse, entre 1991 et 1993, un peu à l'image des variations au plan régional.
- L'année 1992 a donné lieu à des sommets inégalés, que ce soit au chapitre des dépenses brutes, nettes ou des revenus culturels.

Tableau 3.2.5.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC du Domaine-du-Roy, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	22 740 067 \$	24 134 062 \$	24 772 723 \$
Dépenses culturelles brutes	800 416 \$	871 991 \$	819 784 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	24.03 \$	27.47 \$	25.82 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	3.5 %	3.6 %	3.3 %
Revenus culturels totaux	100 533 \$	126 288 \$	117 766 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	12.6 %	14.5 %	14.4 %
Dépenses culturelles nettes	699 883 \$	745 703 \$	701 818 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	21.01 \$	23.49 \$	22.10 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	3.1 %	3.1 %	2.8 %
Dépenses en salaires	271 193 \$	292 289 \$	313 607 \$
Masse salariale globale/ dépenses culturelles brutes	33.9 %	33.5 %	38.3 %
Soutien financier aux organismes et individus	78 540 \$	119 148 \$	75 602 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	9.8 %	13.7 %	9.2 %
Dépenses en équipements et infrastructures	234 227 \$	230 587 \$	238 717 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	29.3 %	26.4 %	29.1 %
Dépenses pour information et promotion	5 526 \$	9 164 \$	10 811 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	0.7 %	1.1 %	1.3 %

- Les moyennes des dépenses culturelles par habitant de même que le pourcentage des revenus culturels face aux dépenses brutes (en fait le niveau d'autofinancement) sont tous en deçà des résultats affichés régionalement.
- De 1991 à 1993, le pourcentage des dépenses culturelles nettes face à l'ensemble des dépenses des municipalités se situe au-dessus de celui pour la région tout entière.

- Les dépenses relatives aux salaires et aux équipements / infrastructures face aux dépenses culturelles brutes surpassaient les moyennes régionales, alors que celles concernant le soutien financier et l'information / mise en marché se situaient en-dessous.
- Les dépenses totales en salaires ont fait un bond de 15.6 % entre 1991 et 1993 dans cette MRC.

MRC de Maria-Chapdelaine

- Les treize (13) municipalités de cette MRC représentant 9.8 % de la population régionale cumulaient ensemble 3.8 % de toutes les dépenses culturelles municipales faites dans la région en 1993.
- Toutes les moyennes de dépenses par habitant ainsi que les pourcentages de dépenses et de revenus se situent sous les résultats régionaux.
- Les dépenses culturelles brutes et nettes ainsi que les revenus culturels ont tous été stables à la hausse.
- Les pourcentages des dépenses culturelles brutes allouées au soutien financier sont tous très élevés, beaucoup plus en fait que ceux affichés régionalement (45.6 % contre 18.3 % en 1993). Remarquons que les parties attribuables à la culture parmi les enveloppes financières accordées par la ville de Dolbeau à la Corporation Gestion Arpidôme (services des loisirs), les

Dix jours Western (spectacles professionnels), le Centre Astro (interprétation) et le Festival de l'Environnement (expositions en arts visuels) totalisent quelque 162 000 sur les 166 000 dollars attribués dans cette MRC en 1993. En 1992, les subventions de la ville de Mistassini à la Corporation du 100e anniversaire expliquent le sommet de 190 888 \$ atteint alors.

Tableau 3.2.6.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la MRC de Maria-Chapdelaine, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	16 272 696 \$	17 587 019 \$	18 320 802 \$
Dépenses culturelles brutes	352 942 \$	383 955 \$	365 303 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	12.08 \$	13.73 \$	13.07 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	2.2 %	2.2 %	2.0 %
Revenus culturels totaux	29 963 \$	77 464 \$	38 649 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	8.5 %	20.2 %	10.6 %
Dépenses culturelles nettes	322 979 \$	306 491 \$	326 654 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	11.05 \$	10.96 \$	11.68 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	2.0 %	1.7 %	1.8 %
Dépenses en salaires	65 036 \$	69 959 \$	79 552 \$
Masse salariale globale/dépenses culturelles brutes	18.4 %	18.2 %	21.8 %
Soutien financier aux organismes et individus	156 120 \$	190 888 \$	166 613 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	44.2 %	49.7 %	45.6 %
Dépenses en équipements et infrastructures	37 693 \$	68 144 \$	49 418 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	10.7 %	17.8 %	13.5 %
Dépenses pour information et promotion	1 950 \$	1 950 \$	1 950 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	0.6 %	0.5 %	0.5 %

- Les pourcentages reliés aux autres postes sont tous, logiquement, inférieurs à ceux affichés régionalement.
- Les dépenses reliées aux équipements et aux salaires ont grimpé respectivement de 31 % et de 22.3 % en trois ans.

3.2.4. Le financement de l'intervention culturelle municipale par catégorie de municipalités

Un peu à la manière de ce qui a été fait pour les territoires-MRC, l'intérêt principal de l'analyse par catégorie de municipalités réside dans les écarts significatifs ou les ressemblances frappantes avec les moyennes régionales.

Mais en plus, nous avons établi le budget-type 1993 de l'intervention culturelle d'une municipalité dans chacune des catégories analysées. Il s'agit en quelque sorte du portrait-robot financier de l'intervention culturelle pour chacune des catégories de municipalités.

Catégorie 1

Le portrait financier dans cette catégorie de municipalités dénote une intervention culturelle peu élaborée, peu professionnalisée et peu diversifiée. Cependant, on y perçoit une tendance à la hausse des budgets consacrés à la culture.

- Les dépenses totales des municipalités de cette catégorie ont cru de 27,3 % durant la période étudiée. Il est fort probable que cette hausse soit due en grande partie aux transferts de responsabilités consécutifs à la réforme Ryan (loi 145). On sait que certaines de ces responsabilités, dont l'entretien des routes vicinales, ont imposé un fardeau relativement important pour les municipalités sises en périphérie des plus grandes agglomérations de la région.
- Les municipalités de cette catégorie ont vu leurs dépenses culturelles brutes augmenter de 21.3 % entre 1991 et 1993, alors que les dépenses globales des municipalités ont augmenté de seulement 1.9 % dans la région durant cette période. Cette hausse se vérifie dans les dépenses culturelles nettes ainsi que dans l'ensemble des quatre postes budgétaires décortiqués, soit les salaires, le soutien financier, les équipements et infrastructures, l'information, la promotion et la mise en marché.
- Une partie (plus ou moins 25 %) de l'accroissement des dépenses culturelles peut être attribuée à la hausse concomitante des cotisations à la CRSBP qui sont passées de 1.61 \$ / habitant en 1991 à 2 \$ / habitant en 1993. Les subventions à la CRSBP représentaient à peu près 25 % de l'ensemble des dépenses culturelles des municipalités de cette catégorie en 1993.

Tableau 3.2.7.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 1, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	6 700 733 \$	7 368 960 \$	8 526 548 \$
Dépenses culturelles brutes	95 854 \$	105 561 \$	116 271 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	5.98 \$	6.94 \$	7.64 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	1.4 %	1.4 %	1.4 %
Revenus culturels totaux	0 \$	1 440 \$	2 078 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	0 %	1.4 %	1.8 %
Dépenses culturelles nettes	95 854 \$	104 121 \$	114 193 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	5.98 \$	6.85 \$	7.51 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	1.4 %	1.4 %	1.3 %
Dépenses en salaires	9 188 \$	10 968 \$	12 308 \$
Masse salariale globale/ dépenses culturelles brutes	9.6 %	10.4 %	10.6 %
Soutien financier aux organismes et individus	9 325 \$	11 825 \$	10 725 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	9.7 %	11.2 %	9.2 %
Dépenses en équipements et infrastructures	29 853 \$	36 078 \$	38 324 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	31.1 %	34.2 %	33.0 %
Dépenses pour information et promotion	6 065 \$	1 036 \$	1 074 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/ dépenses culturelles brutes	6.3 %	1.0 %	0.9 %

- Les revenus culturels sont extrêmement marginaux dans cette catégorie (ceux comptabilisés sont le fait de programmes d'emploi fédéraux). Les revenus potentiels à la bibliothèque (inscriptions / retards) restent confinés à la petite caisse.
- L'ensemble des indicateurs (moyennes par habitant et pourcentage face aux dépenses) sont inférieurs à ceux affichés régionalement.

- Seulement 53.7 % des dépenses culturelles dans cette catégorie de municipalités ont pu être répartis par les répondants dans les quatre postes budgétaires existants. Cela s'explique par le fait d'une comptabilité relativement peu formelle, du peu de spécialisation de l'intervention de nature culturelle.

Tableau 3.2.8.

Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 1	
Dépenses culturelles brutes	5 285 \$
Revenus culturels	95 \$
Masse salariale	560 \$
Soutien financier	487 \$
Dépenses en équipement	1 738 \$
Dépenses pour information, promotion et mise en marché	49 \$

Catégorie 2

Le portrait financier dans cette catégorie de municipalités dénote une intervention culturelle peu élaborée, peu professionnalisée et peu diversifiée. Cependant, on y perçoit une tendance à la hausse des budgets consacrés à la culture.

- Les dépenses totales des municipalités de cette catégorie se sont accrues de 24.3 % durant la période étudiée. Tout comme c'est le cas pour la catégorie

précédente, on voit que le transfert de responsabilités (loi 145) a eu un effet particulièrement important sur les petites municipalités, entre autres celles dites rurales.

- Durant la période étudiée, les dépenses culturelles ont augmenté de 11.6 %. Cependant, après une hausse importante de ces dépenses en 1992, on a noté un fléchissement l'année suivante: est-ce que les municipalités de cette catégorie ont coupé dans les services de deuxième ligne pour faire face aux effets négatifs de la loi 145?
- L'ensemble des moyennes et pourcentages de dépenses et de revenus dans cette catégorie sont inférieurs à la moyenne régionale.
- Les revenus culturels sont marginaux, représentant seulement 4.4 % des dépenses culturelles brutes.

Tableau 3.2.9.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 2, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	13 700 279 \$	15 277 358 \$	17 026 861 \$
Dépenses culturelles brutes	254 015 \$	299 215 \$	283 562 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	7.94 \$	9.78 \$	9.27 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	1.9 %	2.0 %	1.7 %
Revenus culturels totaux	16 511 \$	19 214 \$	12 358 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	6.5 %	6.4 %	4.4 %
Dépenses culturelles nettes	237 504 \$	280 001 \$	271 204 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	7.42 \$	9.15 \$	8.87 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	1.7 %	1.8 %	1.6 %
Dépenses en salaires	36 206 \$	38 073 \$	38 812 \$
Masse salariale globale/dépenses culturelles brutes	14.3 %	12.7 %	13.7 %
Soutien financier aux organismes et individus	31 785 \$	53 284 \$	44 050 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	12.5 %	17.8 %	15.5 %
Dépenses en équipements et infrastructures	93 660 \$	125 977 \$	89 295 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	36.9 %	42.1 %	31.5 %
Dépenses pour information et promotion	1 750 \$	1 750 \$	1 750 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	0.7 %	0.6 %	0.6 %

- Seul le poste des dépenses reliées aux équipements et infrastructures est supérieur à la moyenne régionale. Cela semble être relié à la présence de foyers culturels dans plusieurs municipalités de cette catégorie (ces foyers occupent en principe une plus grande superficie qu'une bibliothèque «normale», entraînant donc des frais plus importants) et à l'utilisation culturelle d'autres types d'équipements (Centre communautaires, sites patrimoniaux, etc.).

- Il est à noter que seulement 61.3 % des dépenses culturelles dans cette catégorie de municipalités a pu être réparti par les répondants dans les quatre postes budgétaires existants. Cela s'explique par le fait d'une intervention peu spécialisée (peu de services formels).

Tableau 3.2.10.

Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 2	
Dépenses culturelles brutes	14 924 \$
Revenus culturels	650 \$
Masse salariale	2 043 \$
Soutien financier	2 318 \$
Dépenses en équipement	4 700 \$
Dépenses pour information, promotion et mise en marché	92 \$

Catégorie 3

Le portrait financier dans cette catégorie de municipalités dénote une diversification naissante de l'intervention culturelle ainsi qu'une semi-professionnalisation (un demi-poste affecté à la culture en moyenne par municipalité). On perçoit ici aussi une tendance à la hausse des budgets consacrés à la culture.

- Les dépenses totales des municipalités de cette catégorie ont grimpé de 14.4 % durant la période étudiée. Soit que les effets de la réforme Ryan ont été moins importants pour les municipalités de cette catégorie, soit que celles-ci ont pu absorber plus facilement les nouvelles factures à l'intérieur d'un budget plus diversifié (notamment en réduisant certains services de deuxième ligne).
- Dans un tel cas, il semble que ce ne soit pas la culture qui a écopé puisque les dépenses culturelles brutes ont progressé de 11.5 % dans les municipalités de cette catégorie entre 1991 et 1993
- Les revenus culturels totaux ont connu une impressionnante augmentation de 138 %. Les performances des villes de Saint-Ambroise et de Laterrière en sont la cause. Ces revenus sont surtout le fait de subventions du MCC (circuit patrimonial), programmes d'emplois et de recettes à la suite d'événements de diffusion.

Tableau 3.2.11.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 3, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	17 936 909 \$	18 681 839 \$	20 513 360 \$
Dépenses culturelles brutes	406 827 \$	447 529 \$	453 748 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	11.39 \$	12.73 \$	12.91 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	2.3 %	2.4 %	2.2 %
Revenus culturels totaux	39 035 \$	68 624 \$	92 992 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	9.6 %	15.3 %	20.5 %
Dépenses culturelles nettes	367 792 \$	378 905 \$	360 756 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	10.30 \$	10.78 \$	10.27 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	2.1 %	2.1 %	1.8 %
Dépenses en salaires	121 122 \$	128 311 \$	138 396 \$
Masse salariale globale/dépenses culturelles brutes	29.8 %	28.7 %	30.5 %
Soutien financier aux organismes et individus	85 258 \$	93 273 \$	74 747 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	21.0 %	20.8 %	16.5 %
Dépenses en équipements et infrastructures	70 991 \$	83 519 \$	87 242 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	17.5 %	18.7 %	19.2 %
Dépenses pour information et promotion	7 925 \$	10 410 \$	10 020 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	1.8 %	2.3 %	2.2 %

- Les dépenses reliées aux salaires ainsi qu'aux équipements et infrastructures ont augmenté respectivement de 14.3 % et 22.9 % entre 1991 et 1993.
- L'ensemble des moyennes et des pourcentages de dépenses et de revenus sont inférieurs à la moyenne régionale.

- Le soutien financier offert aux organismes et artistes a cependant décru de 12.3 % au cours de la période étudiée.
- 68.4 % des dépenses culturelles globales dans cette catégorie ont pu être réparties, ce qui est une progression par rapport aux deux premières catégories, et indique une certaine spécialisation de l'intervention culturelle (postes budgétaires bien identifiés ou repérables au sein de la comptabilité municipale).

Tableau 3.2.12.

Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 3	
Dépenses culturelles brutes	45 375 \$
Revenus culturels	9 229 \$
Masse salariale	13 840 \$
Soutien financier	7 475 \$
Dépenses en équipement	8 724 \$
Dépenses pour information, promotion et mise en marché	1 002 \$

Catégorie 4

Le bilan financier dans cette catégorie traduit une professionnalisation certaine (plus de deux postes affectés à la culture en moyenne par municipalité) de l'intervention culturelle ainsi qu'une tendance à la spécialisation. Cependant, les dépenses culturelles ont plafonné au cours de la période étudiée.

- Les dépenses totales des municipalités de cette catégorie se sont accrues de 7.8 % entre 1991 et 1993, ce qui est sous la moyenne régionale (9.3 %).
- Les dépenses et les revenus culturels ont connu une fluctuation très importante en 1992, principalement due à un accroissement de l'implication à Roberval ainsi qu'aux activités du centenaire de Mistassini. Ainsi, les revenus culturels ont grimpé de 17.9 %, ou encore de 70 000 \$, en partie suite à la remise par la Corporation du centenaire de Mistassini des surplus engendrés par l'événement à la ville. La hausse comparable des dépenses est également attribuable à la subvention versée initialement par la ville de Mistassini à cette Corporation.
- Les moyennes et les pourcentages de dépenses culturelles sont en général inférieurs à ceux régionaux, tout en s'en rapprochant sensiblement. De son côté, le pourcentage des revenus culturels face aux dépenses culturelles brutes reste bien en deçà de la moyenne régionale.

Tableau 3.2.13.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 4, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	28 613 455 \$	30 547 953 \$	30 837 921 \$
Dépenses culturelles brutes	938 650 \$	1 009 307 \$	948 675 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	24.83 \$	28.04 \$	26.36 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	3.3 %	3.3 %	3.1 %
Revenus culturels totaux	107 293 \$	177 972 \$	126 493 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	11.4 %	17.6 %	13.3 %
Dépenses culturelles nettes	831 357 \$	831 335 \$	822 182 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	21.99 \$	23.10 \$	22.84 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	2.9 %	2.7 %	2.7 %
Dépenses en salaires	293 816 \$	316 832 \$	336 397 \$
Masse salariale globale/ dépenses culturelles brutes	31.3 %	31.2 %	35.5 %
Soutien financier aux organismes et individus	212 475 \$	254 236 \$	219 390 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	22.6 %	25.2 %	23.1 %
Dépenses en équipements et infrastructures	231 767 \$	240 423 \$	229 288 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	24.7 %	23.8 %	24.2 %
Dépenses pour information et promotion	5 776 \$	9 414 \$	11 061 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/ dépenses culturelles brutes	0.6 %	0.9 %	1.2 %

- Les pourcentages de dépenses reliées aux salaires, au soutien financier et aux équipements sont tous supérieurs à ceux affichés régionalement. Malgré le fait qu'elles aient plus que doublé, les dépenses pour l'information, la promotion et la mise en marché sont demeurées bien en-dessous du pourcentage régional.

- Les dépenses pour les salaires ont progressé de 14.5 % entre 1991 et 1993.
- 84 % des dépenses culturelles globales dans cette catégorie ont pu être réparties. Cela s'explique par le fait que l'intervention culturelle est spécialisée et professionnalisée, d'où une comptabilité plus spécifique.

Tableau 3.2.14.

Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 4	
Dépenses culturelles brutes	237 169 \$
Revenus culturels	31 623 \$
Masse salariale	84 099 \$
Soutien financier	54 847 \$
Dépenses en équipement	57 322 \$
Dépenses pour information, promotion et mise en marché	2 765 \$

Catégorie 5

Les quatre (4) municipalités de cette catégorie qui rassemblent 58.9 % de la population régionale sont responsables de 81.2 % de l'ensemble des dépenses municipales faites au titre de la culture au Saguenay – Lac-Saint-Jean. Leur poids disproportionné a pour effet de distordre à la hausse le bilan financier régional de l'intervention culturelle. L'intervention culturelle dans cette catégorie témoigne d'un haut niveau de spécialisation et de professionnalisation.

- Les municipalités de cette catégorie sont celles dont les dépenses totales ont le moins augmenté, avec 7.3 % entre 1991 et 1993.
- Les dépenses culturelles brutes et nettes ont fluctué, culminant en 1992 et redescendant l'année suivante. Globalement, de 1991 à 1993, elles ont augmenté de 0.9 % alors que les dépenses nettes ont déboulé de 7.2 % sous l'effet combiné de la hausse des revenus à La Baie et de la baisse des dépenses à La Baie et Chicoutimi.
- L'ensemble des moyennes et des pourcentages de dépenses et de revenus sont supérieurs à ceux affichés régionalement.

Tableau 3.2.15.

Dépenses et revenus culturels des municipalités de la catégorie 5, 1991-1993 (Fonds d'administration)			
	1991	1992	1993
Dépenses totales des municipalités	185 647 538 \$	194 323 856 \$	199 201 751 \$
Dépenses culturelles brutes	7 695 829 \$	8 018 939 \$	7 762 187 \$
Moyenne des dépenses culturelles brutes par habitant	45.08 \$	47.87 \$	46.34 \$
% des dépenses culturelles brutes/dépenses totales des municipalités	4.2 %	4.1 %	3.9 %
Revenus culturels totaux	1 590 695 \$	1 851 579 \$	2 096 571 \$
% des revenus culturels totaux/dépenses culturelles brutes	20.7 %	23.1 %	27.0 %
Dépenses culturelles nettes	6 105 170 \$	6 167 360 \$	5 665 616 \$
Moyenne des dépenses culturelles nettes par habitant	35.77 \$	36.82 \$	33.82 \$
% des dépenses culturelles nettes/dépenses totales des municipalités	3.3 %	3.2 %	2.8 %
Dépenses en salaires	2 280 756 \$	2 327 776 \$	2 261 931 \$
Masse salariale globale/ dépenses culturelles brutes	29.6 %	29.0 %	29.1 %
Soutien financier aux organismes et individus	1 118 525 \$	1 229 042 \$	1 396 385 \$
Soutien financier total/dépenses culturelles brutes	14.5 %	15.3 %	18.0 %
Dépenses en équipements et infrastructures	1 512 505 \$	1 526 652 \$	1 609 179 \$
Dépenses en équipements et infrastructures/dépenses culturelles brutes	19.7 %	19.0 %	20.7 %
Dépenses pour information et promotion	202 775 \$	176 982 \$	177 683 \$
Dépenses pour information, promotion, mise en marché/dépenses culturelles brutes	2.6 %	2.2 %	2.3 %

- La répartition des dépenses culturelles par postes se rapproche à peu de choses près à la moyenne régionale.
- Malgré les fluctuations des dépenses culturelles totales, les dépenses liées au soutien financier aux organismes et aux artistes a cru de 24.8 %. Telle qu'expliquée précédemment, la hausse du soutien accordé à des corpora-

tions paramunicipales actives culturellement est cependant en bonne partie responsable de cet état de fait.

- Les dépenses totales consacrées à l'information, la promotion et à la mise en marché ont diminué de 12.4 % entre 1991 et 1993.
- Plus des 70 % des dépenses culturelles totales ont pu être réparties dans l'un ou l'autre des quatre postes budgétaires. Cette situation est à la fois révélatrice d'une spécialisation et d'une professionnalisation de l'intervention culturelle dans ces villes, et de la difficulté à déterminer la nature de certaines interventions à l'intérieur de l'enveloppe globale du service des loisirs et aussi de la municipalité.

Tableau 3.2.16.

Budget-type 1993 d'une municipalité de la catégorie 5	
Dépenses culturelles brutes	1 940 547 \$
Revenus culturels	524 143 \$
Masse salariale	565 483 \$
Soutien financier	349 096 \$
Dépenses en équipement	402 294 \$
Dépenses pour information, promotion et mise en marché	44 420 \$

3.2.5. Répartition des dépenses culturelles municipales par domaines et disciplines

Un des principaux objectifs de cette étude était de déterminer dans quelle mesure et dans quelles proportions les municipalités s'investissaient dans les différents domaines et disciplines des arts et de la culture.

Lors de la pré-enquête, il est apparu qu'il était impossible pour les répondants d'évaluer, avec un minimum d'exactitude, le coût de leurs interventions par rapport aux différentes fonctions, soit la création-production, la formation, la diffusion, la commercialisation, etc.

Nous nous sommes donc limités à établir la répartition des dépenses municipales au titre de la culture selon les différents domaines et disciplines, d'abord dans le cas des services offerts à l'ensemble des citoyens et, ensuite, en ce qui concerne le soutien financier attribué aux organismes et artistes.

Services offerts à l'ensemble de la population

Les données contenues dans le tableau ci-dessous doivent être considérées avec certaines précautions. En effet, il a été extrêmement difficile pour les répondants à l'enquête de déterminer les dépenses engendrées par les services culturels offerts à l'ensemble des citoyens en fonction des différents domaines et disciplines.

D'abord, dans certains cas, il était presque impossible de discerner la part relative des services offerts aux citoyens de ceux destinés aux organismes et artistes: par exemple, un même équipement peut servir pour des ateliers (service à tous les citoyens) ou pour des réunions d'artistes (service aux organismes ou artistes). De même, comment répartir avec précision le salaire d'un animateur culturel entre les divers domaines et disciplines auxquels il touche dans l'exercice de sa tâche?

On comprend donc que les chiffres ci-dessous ne totalisent pas l'ensemble des dépenses effectuées réellement par les municipalités pour les services culturels offerts aux citoyens et qu'ils comportent une part aléatoire relativement importante.

Nous croyons cependant qu'ils restent utiles, à tout le moins dans leur capacité à révéler les proportions à l'intérieur desquelles se répartissent les dépenses culturelles pour les services aux citoyens dans les différents domaines et disciplines.

Tableau 3.2.17.

Dépenses totales pour des services offerts à l'ensemble des citoyens, 1991 à 1993		
Musique	937 394	4,8 %
Danse	665 422	3.4 %
Théâtre	462 120	2.4 %
Arts visuels	1 140 243	5.9 %
Métiers d'art	12 589	0.07 %
Diffusion	6 350 026	32.7 %
Patrimoine	1 429 500	7.4 %
Bibliothèque	8 390 994	43.2 %
Lettres et livres	0	0 %
Cinéma-vidéo	15 353	0.08 %
Total	19 403 641 \$	

Le tableau 3.2.17. présente donc le total des dépenses culturelles effectuées par l'ensemble des municipalités de la région pour les services offerts aux citoyens dans chaque domaine et discipline durant les trois années couvertes par l'enquête, soit 1991-1992-1993.

C'est sans surprise que nous découvrons que la bibliothèque accapare 43.2 % de l'ensemble de ces dépenses. Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, la bibliothèque reste le domaine d'intervention de prédilection des municipalités de la région, le service essentiel, le minimum vital à offrir à la population.

Notons que les dépenses pour le service de la bibliothèque pourraient bien approcher le 50 % des dépenses culturelles totales si ce n'était du fait que deux villes confient la gestion de leur bibliothèque à une corporation paramunicipale. Ainsi, les dépenses du service de la bibliothèque à La Baie et à Dolbeau sont comptabilisées dans le soutien financier aux organismes (soutien versé à ces corporations paramunicipales).

Les coûts reliés à la diffusion de spectacles et la tenue d'événements de diffusion viennent ensuite, à 32.7 % du total. Ce résultat s'explique du fait que plusieurs services des loisirs jouent le rôle de diffuseur de spectacles, organisent des événements ou animent des lieux de diffusion. L'exemple de La Baie, producteur et diffuseur de spectacles à grand déploiement est le plus probant à ce niveau.

La musique, le théâtre, la danse et les arts visuels, même s'ils représentent de prime abord des proportions relativement faibles parmi l'ensemble des dépenses attribuables à l'intervention culturelle des municipalités, totalisent tout de même 3 204 877 \$ en trois ans, soit une moyenne de 801 219 \$ par année. Ces coûts se répartissent entre l'organisation, l'animation, les ateliers de formation et les équipements afférents.

Le cinéma-vidéo (cinés-clubs), les métiers d'art et les lettres et livres se révèlent être des domaines d'intervention extrêmement marginaux pour les municipalités au plan financier.

Soutien financier offert aux organismes et artistes

Il est important de préciser que le tableau ci-dessous concerne spécifiquement le soutien financier, donc l'aide monétaire fournie par les municipalités aux organismes et aux artistes.

Étant donné que les sommes allouées aux organismes ou artistes, surtout celles importantes, font l'objet d'un contrôle plus serré de la part des municipalités, il a été relativement facile pour les répondants de repérer dans leur bilan financier les dépenses culturelles affectées à ce type de soutien. D'ailleurs, 94.9 % des toutes les dépenses attribuables au soutien financier, telles qu'inscrites en réponse à la question 3.6.9. du questionnaire d'enquête principal, a ainsi pu être réparti selon les divers domaines et disciplines des arts et de la culture.

Tableau 3.2.18

Répartition du soutien financier offert aux organismes et aux individus par domaines et disciplines, 1991 à 1993		
Musique	262 779	5.7 %
Danse	4 830	0.1 %
Théâtre	27 175	0.6 %
Arts visuels	162 500	3.5 %
Métiers d'art	18 500	0.4 %
Diffusion	1 110 547	24.1 %
Patrimoine	1 924 961	41.9 %
Bibliothèque	1 013 000	22.0 %
Lettres et livres	21 000	0.6 %
Cinéma-vidéo	54 327	1.2 %
Total	4 599 639	94.9 %

Le domaine du patrimoine vient bon premier pour les dépenses effectuées dans cette catégorie de services. Il s'est développé, au fil des années, des affinités particulières entre les municipalités et ce domaine d'intervention. D'abord, peut-être parce qu'un programme leur est spécifiquement destiné en cette matière au ministère de la Culture et des Communications du Québec. Ensuite, sûrement, parce que l'intervention en patrimoine conserve un aspect foncier, qu'elle soulève des enjeux relatifs à l'urbanisme et que ces équipements ont généralement des vocations touristiques importantes. Il faut noter que le soutien accordé à la Société de gestion de la Pulperie par la ville de Chicoutimi compte pour près de 45% du soutien total des municipalités de la région.

Les organismes de diffusion sont les deuxièmes plus importants bénéficiaires du soutien financier municipal. On a vu, au point précédent, que plusieurs municipalités ou villes gèrent elles-mêmes des activités ou des événements de diffusion. À défaut d'une intervention directe, les villes et municipalités appuient assez volontairement les organismes qui prennent en charge ce type de service au sein de leurs milieux respectifs.

Le soutien financier offert aux corporations paramunicipales gérant les bibliothèques de La Baie et de Dolbeau compte pour 22 % du total.

Les organismes en musique (écoles de musique surtout) et ceux en arts visuels (événements et centres d'artistes) se partagent 9.2 % du soutien financier municipal, ce qui totalise 425 279 \$ au cours des trois années couvertes par notre enquête, soit une moyenne annuelle de 141 760 \$.

L'analyse croisée des deux tableaux précédents corroborent notre seconde hypothèse de recherche où l'on affirmait «que les municipalités investissent davantage dans les services directes aux citoyens dans les domaines des bibliothèques, du patrimoine et de la diffusion culturelle. Elles n'ont pas tendance à investir dans la création et la production artistique».

Tel qu'indiqué dans le tableau 3.2.17, les municipalités dirigent 83 % de leur dépenses directs vers des services aux citoyens dans les domaines des bibliothèques, du patrimoine et de la diffusion. Elles reproduisent cette tendance dans le cadre de leur intervention auprès des organismes et des artistes (tableau 3.2.18) en consacrant 88% de leur intervention financière auprès du milieu dans les mêmes domaines que ceux mentionnés précédemment. Globalement, les municipalités consacrent entre 7 et 9 % de leur intervention financière directe vers les autres domaines culturels et artistiques. Cela confirme que le soutien direct à la création et la production artistique est plutôt marginal.

3.2.6 Constats

Le bilan financier de l'intervention culturelle des municipalités de la région démontre de façon éclatante le poids disproportionné des huit (8) villes de plus de 5000 habitants de la région en cette matière: alors qu'elles comptaient en 1993 71.6 % de la population totale de la région, elle totalisaient 91.1 % de toutes les dépenses municipales relatives à la culture au Saguenay – Lac-Saint-Jean.

La MRC du Fjord-du-Saguenay démontre encore ici le fait qu'elle offre un climat particulièrement favorable à l'intervention culturelle, monopolisant 75 % des dépenses culturelles municipales, alors qu'elle compte 60.8% de la population régionale. En plus de la conurbation formée par Jonquière, Chicoutimi, La Baie, la présence de plusieurs municipalités péri-urbaines en croissance ajoute au dynamisme particulier de ce secteur. En fait, ce que l'on appelle la région métropolitaine de recensement Chicoutimi-Jonquière (ces deux villes, La Baie plus neuf banlieues) constitue un ferment culturel extrêmement important, même lorsque considéré à l'échelle nationale.

S'il est vrai que dans l'ensemble, les dépenses culturelles brutes des municipalités ont quasiment stagné durant la période étudiée (+1.8 %), une analyse du comportement individuel de chaque municipalité nous permet de relativiser ce constat de façon importante. Ainsi, 50 % des municipalités ont vu leurs dépenses culturelles brutes augmenter de façon constante, de 1991 à 1993, alors que 14 % ont connu des fluctuations à la hausse. Seulement trois (3) municipalités ont connu une baisse de leur effort culturel au cours des trois années étudiées.

Environ le tiers des municipalités de la région (19/59) ont atteint un sommet dans leurs dépenses culturelles en 1992, pour ensuite diminuer en 1993. Il serait intéressant de vérifier si cette tendance s'accroît dans les années à venir car, dans ce cas, il pourrait bien s'agir d'un effet de la réforme Ryan qui a pu contraindre certaines municipalités à couper dans des services de deuxième ou de troisième ligne afin de faire face aux nouvelles responsabilités décentralisées.

D'ailleurs, le fait que la part relative des dépenses culturelles face aux dépenses totales des municipalités ait régressé dans toutes les catégories (sauf la catégorie 1), est certes une conséquence patente de la loi 145 qui a accru globalement les responsabilités municipales.

Cela nous amène à souligner le fait que les municipalités de moins de 5000 habitants, même si elles comptent pour une proportion marginale des dépenses et des revenus culturels totaux (- de 9 %), n'en ont pas moins accru en moyenne leur investissement au titre de la culture à l'intérieur d'un contexte socio-économique plutôt restrictif au plan budgétaire (crise économique, exode-vieillessement de la population et, évidemment, la loi 145). Comme il a été démontré précédemment dans ce chapitre, cette hausse n'est qu'en modeste partie attribuable à l'accroissement des «frais fixes» (cotisations au CRSBP) à la bibliothèque.

Les exemples de La Baie et de Chicoutimi révèlent jusqu'à quel point des événements ponctuels, voire extraordinaires, peuvent avoir un impact, parfois éphémère, à d'autres moments durable, sur l'intensité de l'investissement culturel des municipalités. Les performances accrues aux guichets de La Fabuleuse ont contribué de manière décisive à une hausse substantielle de 32.9 % des revenus culturels dans l'ensemble des municipalités de la région. Si on considère les dépenses en immobilisations elles aussi comme étant des «événements ponctuels», on ajoute plus ou moins 850 000 \$ à l'effort culturel municipal, soit un peu moins de 10% du total des dépenses inscrites au fonds d'administration.

Conformément à notre première hypothèse, la très grande proportion des dépenses culturelles municipales s'effectue dans les principales villes et concentrée principalement dans les ressources humaines des services municipaux et les équipements culturels locaux. Il n'en demeure pas moins, que la proportion des salaires face à l'ensemble des dépenses culturelles déclinent proportionnellement avec la taille des municipalités, alors que les dépenses en équipement recueillent la part du lion dans les municipalités de moins de 2500 habitants.

Lorsque l'on considère les seules dépenses courantes, l'écart apparaît très mince entre les dépenses dues au soutien financier aux organismes et aux individus, et celles reliées aux équipements et infrastructures culturels. Cependant, si on met dans la balance les quelques 850 000 \$ «immobilisés» annuellement, la différence entre les deux postes se révèle beaucoup plus nettement. De plus, 67% des dollars octroyés aux organismes culturels ou aux artistes reste dans le giron immédiat des municipalités, soit dans les budgets des sociétés paramunicipales. Si on exclut les subsides consentis au paramunicipal, on s'aperçoit qu'en 1993, seulement 8.4 % des dépenses culturelles municipales (parmi toutes celles «repérables») étaient effectivement consacrées au soutien financier destiné au milieu des arts et de la culture.

Les municipalités investissent au moins cinq fois plus dans les services culturels directs offerts aux citoyens que dans le soutien aux organismes et artistes.

3.3. Équipements / infrastructures / sites / espaces culturels et mesures patrimoniales

Cette dimension englobe tout l'aspect des équipements, des infrastructures, des sites et des espaces utilisés par les municipalités à des fins culturelles. Elle inclut également l'intervention municipale à l'égard des biens patrimoniaux.

Pour recueillir les données pertinentes à l'analyse de cette dimension, nous avons fourni à chacun des répondants une grille sur laquelle il devait inscrire le nom des différents équipements et infrastructures utilisés par sa municipalité, le type d'utilisation qui en était fait ainsi que le propriétaire dudit équipement.

Le questionnaire principal nous a permis d'identifier les projets d'acquisitions d'équipements qui se sont réalisés au cours des trois années couvertes par notre étude. Nous avons également sondé les répondants sur les projets visant à combler les besoins des municipalités au niveau des équipements et des infrastructures, au cours des années à venir.

Nous avons finalement cherché à connaître avec précision les mesures de protection, conservation ou de mise en valeur prises par les municipalités dans le domaine du patrimoine.

3.3.1. Infrastructures et équipements culturels existants

Le tableau 3.3.1. expose la liste des infrastructures, équipements et espaces

culturels utilisés lors d'interventions culturelles de la municipalité. Ce qui signifie que nous avons considéré uniquement les éléments que les municipalités possédaient ou utilisaient en tout ou en partie à des fins culturelles. Ces éléments peuvent donc être la propriété de la municipalité ou de tout autre partenaire. Précisons également que le fait d'être propriétaire d'un équipement, d'une infrastructure, d'un site ou d'un espace culturel a été considéré comme étant, en soi, une intervention de la part de la municipalité concernée.

Selon notre définition, les équipements, les infrastructures ou les espaces culturels existants dans une municipalité mais n'étant ni la propriété de la municipalité, ni utilisés par elle à des fins culturelles ne sont pas inclus dans les chiffres ci-dessous.

Tableau 3.3.1.

Équipements utilisés aux fins de l'intervention culturelle des municipalités								
Type d'équipement	Biblio- thèques	Centres commu- nautaires	Locaux divers	Centres ou salles d'expo.	Places et sites	Salles de spectacles/ théâtres	Centres culturels	Total
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	17	0	14	5	0	2	0	38
MRC du Fjord-du-Saguenay	23	5	20	5	7	6	3	69
MRC Domaine-du-Roy	10	3	12	4	2	4	2	37
MRC Maria-Chapdelaine	13	4	6	1	3	3	0	30
1	22	3	1	0	2	1	0	29
2	19	2	7	5	4	0	0	37
3	11	4	13	2	1	2	1	34
4	4	2	13	2	1	5	2	29
5	7	1	18	6	4	7	2	45
Région (total)	63	12	52	15	12	15	5	174
Équipements qui sont de propriété municipale	(54)	(12)	(40)	(10)	(7)	(4)	(5)	(132)

On constate rapidement que la bibliothèque est évidemment le type d'équipements culturels le plus répandu. Seule une municipalité n'en possède pas alors que certaines en ont plus d'une (Shipshaw, Delisle, Jonquière, Chicoutimi).

Les locaux divers sont des espaces utilisés à des fins culturelles que l'on retrouve dans des bâtiments n'ayant pas a priori une vocation culturelle: c'est le cas des espaces utilisés dans les centres ou pavillons sportifs, les écoles, etc. Nous avons répertorié 52 emplacements de ce type concentrés dans 24 municipalités de la région.

Les autres types d'équipements et d'infrastructures sont présents à des fréquences comparables. Parmi les quinze (15) centres et salles d'expositions, six (6) sont reliés au concept de foyer culturel (bibliothèque avec salle polyvalente attenante pouvant servir à la diffusion en arts visuels).

Les centres ou salles communautaires servent fréquemment à des activités socioculturelles. Les douze (12) que nous avons recensés sont ceux utilisés pour des activités proprement culturelles, tels les ateliers de formation en danse ou encore la diffusion de spectacles.

Les municipalités de la région sont propriétaires de 75.9 % des équipements, infrastructures et espaces culturels qu'elles utilisent aux fins de leur intervention culturelle. Les salles de spectacles sont les équipements dont elles sont proportionnellement le moins souvent propriétaire. On sait que les salles majeures et

celles intermédiaires servant à la diffusion professionnelle se retrouvent toutes dans des institutions d'enseignement. Le milieu scolaire fournit également la majorité des espaces à propriété non-municipale dans le cas de la bibliothèque et des locaux divers.

3.3.2. Immobilisations culturelles 1991-1993

L'investissement dans un équipement culturel est un événement ponctuel visant à combler des besoins ressentis à moyen, voire à long terme. Les tendances concernant ces investissements se décèlent sur une période de plusieurs années et c'est pourquoi le tableau 3.3.2. présente les projets d'immobilisations culturelles initiés et/ou complétés par les municipalités de la région sur l'ensemble des trois années couvertes par notre enquête auprès des municipalités.

C'est également pourquoi nous traitons ici de la dimension financière de ces projets, et non pas au chapitre concernant le financement culturel: lors de notre enquête, nous avons veillé à distinguer les dépenses reliées au fonds d'administration des municipalités de celles imputées au fonds des immobilisations (donc ayant en principe fait l'objet d'un règlement d'emprunt).

Le tableau de la page suivante révèle deux aspects fondamentaux des projets d'immobilisations culturelles réalisés dans la région au cours des trois dernières années: le type d'équipement concerné ainsi que les intervenants impliqués dans leur financement.

*Notons que nous avons daté les projets d'immobilisations culturelles en fonction de l'année où ces dépenses apparaissent dans les rapports financiers des municipalités. Cette façon de procéder est essentielle pour standardiser l'ensemble des données de notre enquête mais elle peut avoir causé des distorsions avec les dates de réalisation effective de ces projets. Si dans les faits, le remboursement des emprunts se répartit en plusieurs versements annuels, nous avons concentré, pour des raisons pratiques, les dépenses d'immobilisations sur une même année.

Tableau 3.3.2.

Immobilisations culturelles dans les municipalités de la région, 1991-1993									
MRC / Catégories	Type de projet					Coûts en dollars \$			Pourcentage face au total régional
	Construction biblio / foyer culturel	Relocalisation biblio	Ébauche de projet	Sites et espaces culturels	Centres d'exposition	Investissements municipaux \$	Subventions partenaires \$	Investissements totaux \$	
MRC du Fjord-du-Saguenay	2	1	1	2	1	1 730 025	2 119 642	3 849 667	67.1 %
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	3	1	1	0	0	214 951	188 246	403 197	7 %
MRC Maria-Chapdelaine	1	1	2	0	0	160 994	76 900	237 894	4.1 %
MRC Domaine-du-Roy	3	1	0	0	0	469 158	754 000	1 250 158	21.8 %
1	2	3	1	0	0	251 568	145 010	396 769	6.9 %
2	3	1	0	2	0	299 568	481 410	780 978	13.6 %
3	3	0	3	0	0	1 184 801	797 268	1 982 069	34.5 %
4	1	0	0	0	0	311 000	574 500	885 500	15.4 %
5	0	0	0	0	1	555 000	1 140 600	1 695 600	29.5 %
Total pour la région	9	4	4	2	1	2 601 937	3 138 788	5 740 916	100 %

Il s'est donc investi 5 millions 740 916 \$ pour la construction, l'aménagement ou la relocalisation d'équipements, d'infrastructures, de sites ou d'espaces culturels entre 1991 et 1993 au Saguenay – Lac-Saint-Jean.

Ces dépenses d'immobilisations concernaient, au premier chef, la construction de bibliothèques dans le cadre de la troisième phase d'implantation des foyers culturels du Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). Ce projet, financé en partie par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, avait fait l'objet d'une acceptation lors du Sommet de la Conférence socio-économique régionale de 1991.

En plus des foyers culturels aménagés dans le cadre de ce projet, quatre relocalisations de bibliothèque ont été réalisées, supportées presque entièrement par les municipalités elles-mêmes. De plus, des dépenses avaient été engagées pour quatre projets qui n'avaient pas encore été réalisés complètement au moment de l'enquête (ébauches de projet).

Finalement, deux investissements majeurs, d'abord l'agrandissement du Centre national d'exposition à Jonquière et la construction du Centre d'interprétation des battures et de réhabilitation des oiseaux de Saint-Fulgence (à 25 % culturel) ont été complétés au cours de la période étudiée. Les deux ont fait l'objet d'un financement conjoint entre les trois paliers de gouvernement (fédéral, provincial et municipal). Un belvédère lié au Pont couvert a finalement été aménagé par la municipalité de L'Anse-Saint-Jean, entièrement aux frais d'Hydro-Québec dans le cadre d'un programme particulier de la société d'état.

Les municipalités ont endossé elles-mêmes 45.3 % des investissements totaux en matière d'immobilisations culturelles au cours de la période allant de 1991 à 1993. Sans qu'on puisse chiffrer avec précision la contribution des deux

paliers de gouvernement supérieurs, on sait qu'ils sont les principaux investisseurs non-municipaux à ce niveau. Ainsi, au seul titre de la construction de bibliothèques, on constate que le ministère de la Culture et des Communications a contribué pour 40.6 % (1 275 591 \$) des investissements non-municipaux dans l'ensemble des immobilisations culturelles au cours de la période étudiée. Il suffit d'ajouter à cela les 1 140 600 dollars investis par Québec et Ottawa pour l'agrandissement du Centre national d'exposition à Jonquière pour démontrer cette affirmation.

Les municipalités de la MRC du Fjord-du-Saguenay ont accaparé 67.1 % des dépenses en immobilisations culturelles et celles du Domaine-du-Roy, 21.8 %. Les deux autres MRC viennent assez loin derrière. Évidemment, les projets du CNE à Jonquière et de la bibliothèque à Roberval sont en grosse partie responsables de ce bilan.

Dans le cas des catégories de municipalités, on remarque que 60 % des municipalités ayant entre 2 500 et 5 000 habitants de la région ont soit ébauché, soit réalisé un projet d'immobilisations culturelles au cours de la période étudiée. Le projet de construction du Complexe culturel de Saint-Ambroise, évalué selon les chiffres de la municipalité à quelque 1.4 million, pèse lourd dans le score financier de cette catégorie.

3.3.3. Immobilisations culturelles projetées

Nous avons tenté de déterminer combien de municipalités avaient planifié de combler des besoins au niveau des équipements culturels. Chez celles qui l'avaient fait, nous avons voulu connaître les coûts et les échéanciers prévus pour la réalisation des projets ainsi que les domaines ou disciplines concernés.

Pour ce qui est des estimés des coûts d'immobilisations, nous nous sommes limités aux projets à court et moyen terme, soit ceux dont la réalisation est prévue au cours des cinq (5) prochaines années.

Tableau 3.3.3.

Municipalités ayant un plan pour combler des besoins en équipements/infrastructures				
	Nombre de municipalités ayant un plan	Échéancier de réalisation		
		1 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 10 ans
MRC du Fjord-du-Saguenay	6	10	2	2
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	5	4	1	1
MRC Maria-Chapdelaine	4	4	1	0
MRC Domaine-du-Roy	5	5	1	1
1	6	5	1	1
2	5	7	1	1
3	5	4	0	0
4	3	3	0	1
5	1	4	3	1
Total	20	23	5	4

Une vingtaine de municipalités de la région planifient de répondre à leurs besoins en équipements culturels au cours des dix (10) prochaines années, dont une majorité au cours des trois prochaines années.

L'estimé total des immobilisations prévues au cours des cinq prochaines années s'élève à 20 750 000 dollars (cf.: tableau 3.3.4.), ce qui est presque le quadruple des investissements effectivement réalisés entre 1991 à 1993.

Si tous ces projets se réalisent, il semble que ce sera la MRC du Fjord-du-Saguenay et les grandes villes de la région qui en bénéficieront le plus largement. Les investissements considérables projetés à Chicoutimi et Jonquière sont grandement responsables de cette situation.

Tableau 3.3.4.

Municipalités ayant un plan pour combler des besoins en équipements/infrastructures culturels d'ici 5 ans, en dollars \$											
MRC / Catégories	Ne sais pas	0	1 - 50 000	50 000 - 100 000	100 000 - 250 000	250 000 - 500 000	500 000 - 1 million	1 million - 2 millions	2 millions - 5 millions	+ 5 millions	Investissements totaux projetés d'ici 5 ans (\$)
MRC du Fjord-du-Saguenay	9	3	2	1	2	1	0	0	0	2	10 850 000 \$
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	10	3	0	0	0	2	0	0	1	0	4 250 000 \$
MRC Maria-Chapdelaine	7	3	1	0	1	0	0	1	0	0	1 200 000 \$
MRC Domaine-du-Roy	3	3	1	0	1	0	1	0	1	0	4 450 000 \$
1	13	6	2	0	0	1	0	0	0	0	425 000 \$
2	8	4	2	1	1	1	1	0	0	0	1 425 000 \$
3	6	2	0	0	2	1	0	0	0	0	725 000 \$
4	1	0	0	0	1	0	0	1	1	0	1 175 000 \$
5	1	0	0	0	0	0	0	0	1	2	17 000 000 \$
Total pour la région	29	12	4	1	4	3	1	1	2	2	20 750 000 \$

* Coût des projets estimé à partir de la médiane de l'intervalle, sauf pour les projets de plus de cinq millions de dollars qui sont estimés à cinq millions.

Des 20.7 millions d'investissements projetés au cours des cinq (5) prochaines années, les municipalités prévoient en supporter 61.6 % du total, ce qui constituerait une dépense globale de 12 775 000 \$. Si on compare ces prévisions au 45.3 % affiché entre 1991 et 1993, on constate au tableau 3.3.5. que les municipalités sur-évaluent leur pourcentage de participation à ces projets d'immobilisations.

Tableau 3.3.5.

Part des municipalités dans les immobilisations culturelles projetées* au cours des cinq prochaines années											
	Ne sais pas	0	1 - 50 000	50 000 - 100 000	100 000 - 250 000	250 000 - 500 000	500 000 - 1 million	1 million - 2 millions	2 millions - 5 millions	+ 5 millions	Investissements totaux projetés d'ici 5 ans (\$)
MRC du Fjord-du-Saguenay	9	3	4	1	1	0	0	1	2	0	7 350 000 \$
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	10	3	0	0	2	0	0	0	0	0	1 100 000 \$
MRC Maria-Chapdelaine	7	3	1	1	0	1	0	0	0	0	475 000 \$
MRC Domaine-du-Roy	3	3	1	1	1	0	1	0	1	0	3 850 000 \$
1	13	6	2	0	1	0	0	0	0	0	225 000 \$
2	8	4	4	0	2	0	0	0	0	0	450 000 \$
3	6	2	0	2	1	0	0	0	0	0	325 000 \$
4	1	0	0	1	0	1	0	0	1	0	3 925 000 \$
5	1	0	0	0	0	0	1	0	2	0	7 750 000 \$
Total pour la région	29	12	6	3	4	1	1	0	3	0	12 775 000 \$

* Coût des projets estimé à partir de la médiane de l'intervalle, sauf pour les projets de plus de cinq millions de dollars qui sont estimés à cinq millions.

Selon ce que l'on a vu jusqu'à maintenant de l'intervention culturelle des municipalités de la région, la bibliothèque apparaît, en toute logique, en tête de la liste des besoins auxquels veulent répondre les municipalités au plan des équipements. Plus du tiers des municipalités de la région prévoient intervenir à ce niveau.

Les disciplines reliées aux arts de la scène ainsi qu'à la diffusion viennent ensuite, par ordre de fréquence. Les arts visuels ainsi que le patrimoine ne faisaient, au moment de l'enquête, l'objet que de quatre projets d'immobilisations.

3.3.4. Mesures de protection, conservation et de mise en valeur du patrimoine prises par les municipalités de la région

Les initiatives de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine sont placées dans cette dimension puisqu'elles font référence, plus souvent qu'autrement, à des espaces, sites ou bâtiments patrimoniaux.

Même si, en théorie, les mesures prises à l'égard du patrimoine par la municipalité constituent un service que cette dernière offre à toute sa population, dans les faits, ces actions ne sont pas perçues comme tel, même par les responsables municipaux chargés de l'intervention culturelle municipale. À preuve, le nombre de répondants qui ont indiqué que leur municipalité dispensait des services de conservation ou de mise en valeur du patrimoine (question 3.2.11. du questionnaire principal) s'élève à seize (16), alors que 44 répondants ont spécifié que leur

municipalité avait pris «...des mesures de protection, conservation ou de mise en valeur...» (question 3.3.5.).

Tableau 3.3.6.

Mesures de protection / conservation / mise en valeur prises par les municipalités en matière de patrimoine												
MRC / Catégories	Inventaire	Évaluation	Citation - classement	Réglementation	Restauration	Interprétation	Animation	Publication (guides - ouvrages)	Autres	Aucune	Total	%
MRC du Fjord-du-Saguenay	11	7	3	10	4	5	0	6	2	6	48	58.8
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	3	4	0	2	0	1	0	2	2	10	14	15.4
MRC Maria-Chapdelaine	1	1	1	2	0	1	2	2	1	6	11	12.1
MRC Domaine-du-Roy	3	3	1	4	0	1	0	2	4	3	18	19.8
1	2	1	1	2	0	0	1	1	3	15	11	12.1
2	5	4	2	6	0	4	1	3	2	7	27	29.7
3	5	4	0	3	3	1	0	3	2	3	21	23.1
4	2	2	0	3	0	1	0	2	1	0	11	12.1
5	4	4	2	4	1	2	0	3	1	0	21	23.1
Total pour la région	18	15	5	18	4	8	2	12	9	25	91	100

Quoi qu'il en soit, le tableau 3.3.6. démontre clairement que la majorité des municipalités de la région (34 / 59) interviennent ou sont intervenues en matière de patrimoine. L'adoption de règlements et la réalisation d'inventaires sont des mesures qui ont été prises par près du tiers des municipalités de la région (18 / 59). Suivent l'évaluation du potentiel patrimonial de leur territoire ainsi que la publication d'ouvrages (généralement des guides d'interprétation), par respectivement quinze (15) et douze (12) municipalités.

Au niveau de la fréquence des mesures prises par catégories de municipalités, on doit noter l'implication relativement importante des petites municipalités

(- de 5 000 habitants), celles des catégories 1-2-3. Soulignons que certaines d'entre elles ont considéré leur participation au réseau patrimonial du 150e en 1988 comme étant une mesure patrimoniale.

3.3.5. Constats

Le premier constat découlant de l'analyse de cette dimension est évidemment l'omniprésence de la bibliothèque, équipement spécialisé par excellence de l'intervention culturelle des municipalités de la région.

Le deuxième constat est que les municipalités utilisent une grande proportion d'équipements spécialisés (bibliothèques, centres culturels, salles d'expositions, salles de spectacles, etc.) pour les fins de leur intervention culturelle, soit plus ou moins une centaine sur les 174 équipements recensés. Ce résultat est probablement supérieur à ce que tous auraient pu s'attendre initialement.

Les municipalités sont, et de loin, le principal intervenant pour ce qui est des équipements et des infrastructures culturels dans notre région: soit en tant que propriétaire ou de principal utilisateur. Ces mêmes municipalités investissent des sommes notables chaque année (plus ou moins 850 000 \$ en moyenne pour les trois années couvertes par notre étude) en immobilisations culturelles. Cependant, le partenariat des gouvernements supérieurs, qui représente 54.7 % des dépenses totales en immobilisations, semble être une condition sine qua non à cette participation.

Les petites municipalités, celles de moins de 5000 habitants, ont investi entre 1991 et 1993 beaucoup plus que leur poids relatif en terme de population. Ainsi, alors qu'elles représentaient 28.4 % de la population régionale, elles ont été responsables de 55 % des investissements culturels totaux. Cette performance est évidemment reliée directement à la troisième phase d'implantation des foyers culturels du CRSBP.

Il appert que la vague des investissements culturels dans la région en matière d'équipements et d'infrastructures ne soit pas sur le point de s'arrêter, ce qui confirme notre troisième hypothèse voulant que ce type d'investissement figure parmi les priorités de l'ensemble des municipalités.

Il y en a pour 20.8 millions de dépenses au fonds d'immobilisations projetées d'ici les cinq (5) prochaines années. Évidemment, la plupart de ces projets sont conditionnels à une participation des gouvernements supérieurs, ce qui constitue en soi, dans le contexte actuel, un facteur restrictif.

Dans cette optique, il est parfaitement logique que les responsables municipaux privilégient les équipements et les infrastructures parmi les objets prioritaires d'ententes éventuelles avec des partenaires gouvernementaux, régionaux ou supra-locaux.

3.4. Communication et mise en marché

Cette dimension est constituée des stratégies et des initiatives de communication et de mise en marché appliquées par les municipalités afin d'informer et de promouvoir à la fois leurs propres services, leurs programmes culturels ainsi que les activités des organismes et des individus actifs au plan artistique et culturel sur leur territoire.

Afin de cerner l'intervention des municipalités de la région à ce chapitre, nous avons d'abord recherché celles ayant mis en place des stratégies en cette matière, puis vérifié quels étaient les outils utilisés pour les appliquer. Nous avons ensuite identifié les clientèles visées par ces interventions.

3.4.1. Initiatives, stratégies et outils de communication / mise en marché

Le tableau 3.4.1. présente le nombre de municipalités ayant mis en application des mesures de communication / mise en marché ainsi que le type d'outils qu'elles ont utilisés pour ce faire.

Il est intéressant de constater que 50 municipalités sur les 59 que compte la région prennent effectivement de telles mesures. Soulignons qu'une question semblable (celle 3.2.11. du questionnaire principal), portant plus spécifiquement sur les services de promotion / information sur les activités culturelles offerts par les municipalités, avait donné un résultat assez semblable (45 municipalités), si on

considère que les initiatives de communication / mise en marché peuvent s'étendre au-delà des activités de promotion / information (ex.: plans de communication, cueillette de besoins).

Tableau 3.4.1.

Initiatives / outils / stratégies de communication et de mise en marché utilisés par les municipalités														
	Nombre de municipalités	Plan de communication	Plan de mise en marché	Études de marché	Cueillette des besoins	Affichage / signalisation	Relations publiques	Relations de presse	Documents informatifs	Publicité / médias électroniques	Publicité / médias écrits	Autres	Total	Moyenne d'outils utilisés par munic.
MRC du Fjord-du-Saguenay	15	2	0	0	1	4	0	5	14	6	5	2	39	(1.38)
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	15	0	0	0	0	3	0	2	15	1	1	0	22	(1.15)
MRC de Maria-Chapdelaine	12	0	0	0	1	1	0	1	11	0	1	0	15	(1.60)
MRC du Domaine-du-Roy	8	0	0	0	0	2	0	2	7	2	2	1	16	(1.95)
Catégorie 1	17	0	0	0	0	1	0	0	16	0	0	1	18	(0.82)
Catégorie 2	15	0	0	0	0	2	0	1	14	1	0	1	19	(1)
Catégorie 3	10	0	0	0	2	1	0	3	9	2	4	0	21	(2.1)
Catégorie 4	4	0	0	0	0	2	0	2	4	2	2	0	12	(3)
Catégorie 5	4	2	0	0	0	4	0	4	4	4	3	1	22	(5.5)
Total pour la région	50	2	0	0	2	10	0	10	47	9	9	3	92	(1.56)

Les documents informatifs ou promotionnels sont de loin l'instrument le plus utilisé par les municipalités. Ces documents en question sont le plus souvent le journal ou le bulletin municipal, ou, lorsqu'il y a un service des loisirs, la programmation d'activités.

Les autres types d'outils les plus prisés sont les relations publiques et les relations de presse (10 municipalités), puis, ex aequo, les annonces publicitaires dans les médias écrits ou électroniques (9 municipalités).

Les municipalités des catégories 3 à 5 mettent toutes en place des stratégies et des actions de communication et de mise en marché. La moyenne d'outils utilisés par municipalité pour réaliser ces actions croît avec la taille des municipalités. Ainsi, le ratio passe de 0.8 outil par municipalité dans la catégorie 1 à 5.5 outils par municipalité dans la catégorie 5.

Du côté des MRC, les écarts sont nettement moins marqués. Celle du Domaine-du-Roy atteint presque la moyenne de deux outils par municipalité alors que la MRC de Lac-Saint-Jean-Est se situe à 1.15. On remarque finalement que plus de 60 % des municipalités utilisant les annonces publicitaires dans les médias pour promouvoir et informer sur la culture, sont concentrées au Saguenay. Ce fait n'est probablement pas étranger avec une certaine concentration des médias dans ce secteur de la région.

3.4.2. Les clientèles cibles

Le tableau 3.7.2. ne révèle aucune surprise en ce qui a trait aux clientèles vers qui sont destinées les initiatives de communication et de mise en marché des municipalités.

Ces dernières cherchent, d'abord et avant tout, à rejoindre l'ensemble de leurs citoyens.

Tableau 3.4.2.

Clientèles visées par les initiatives mises en place par les municipalités					
	Ensemble des citoyens	Segments de clientèle	Pop. autres municipalités	Clientèle touristique	Autres
MRC du Fjord-du-Saguenay	14	3	2	5	1
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	15	0	2	3	0
MRC de Maria-Chapdelaine	12	0	1	2	0
MRC du Domaine-du-Roy	7	2	2	3	0
Catégorie 1	17	0	1	3	0
Catégorie 2	14	0	0	4	0
Catégorie 3	9	1	2	2	0
Catégorie 4	4	2	2	1	0
Catégorie 5	4	2	2	3	1
Total pour la région	48	5	7	13	1

La clientèle touristique est la deuxième plus sollicitée, 22 % des municipalités de la région s'y adressant. Relativement peu de municipalités (11.9 %) s'intéressent aux populations des municipalités avoisinantes pour promouvoir les activités de leurs organismes ou encore leurs propres services culturels. Surtout, on remarque que très peu (8.5 %) segmentent leur clientèle afin de cibler de façon pointue leurs actions de communication.

3.4.3. Constats

L'analyse de cette dimension nous a permis de vérifier notre quatrième hypothèse voulant que peu de municipalités de la région abordent la question des communications et de la mise en marché des services et des activités culturelles de façon spécifique, voire structurée. Elles orientent leur intervention au plan local et y investissent un minimum de ressources.

La planification des activités de communication et des stratégies de mise en marché fait défaut à peu près partout. Les municipalités semblent se cantonner dans des façons de faire artisanales, se contentant généralement d'utiliser, dans le cas de la culture, le canal habituel de leurs communications courantes: le journal ou le bulletin municipal. Les mesures de communication et de mise en marché permettant une approche plus particulière, voire spécifique, sont peu utilisées, sauf dans les plus grandes agglomérations.

Ainsi, moins de 20 % des municipalités ont recours à l'affichage et la signalisation, les relations de presse ou les annonces publicitaires dans les médias. Seulement deux villes effectuent la cueillette des besoins de leur clientèle au niveau des communications.

Il n'est donc pas surprenant de constater que les municipalités ciblent très rarement les destinataires de leurs actions de communication et de mise en marché, se contentant le plus souvent d'atteindre l'ensemble de leurs citoyens. De même, les populations des autres municipalités sont rarement visées alors que

plusieurs municipalités offrent des services pouvant potentiellement les intéresser, ou alors ont des organismes dont les activités seraient à même de susciter l'intérêt à l'extérieur des limites municipales.

Ici, comme c'est souvent le cas ailleurs, les outils et les stratégies mises en place par les municipalités augmentent en quantité et en diversité avec leur taille. Il semble encore ici exister une certaine masse critique correspondant au degré de spécialisation de l'intervention culturelle des municipalités à partir de laquelle le recours aux stratégies et aux outils de communication et de mise en marché se généralise et se diversifie, sans pour autant déboucher sur une approche très structurée ou véritablement spécifique à la culture.

3.5. Les partenaires de l'intervention culturelle municipale

L'implication des partenaires est une donnée essentielle de l'intervention culturelle des municipalités qui, faut-il le rappeler, sont au plan juridique les créatures du gouvernement du Québec à qui elles doivent, en définitive, leur latitude d'action dans le domaine de la culture.

Nous avons donc essayé d'identifier les différents types de partenaires ayant conclu des ententes formelles de collaboration avec les municipalités au cours des trois (3) dernières années.

Après avoir repéré ces partenaires, nous nous sommes penchés sur les objets du partenariat qu'ils tissaient avec les municipalités.

Une fois le panorama du partenariat existant complété, nous avons voulu connaître l'opinion des responsables municipaux sur les objets d'entente qu'ils considéreraient pertinents de conclure avec les gouvernements supérieurs ainsi qu'au niveau supra-municipal (inter-municipal, MRC ou régional).

3.5.1. Les partenaires des municipalités

Comme l'indiquent les données compilées dans le tableau de la page suivante, les municipalités de la région ont, en moyenne, scellé des ententes formelles avec deux partenaires concernant des interventions culturelles au cours des trois années couvertes par l'enquête (1991-1993).

Tableau 3.5.1

Partenaires de l'intervention culturelle des municipalités de la région, 1991-1993											
	Gouv. Canadien	Gouv. Québec	MRC/ municipalités	Cégeps/ universités	Commissions scolaires	Entreprises privées	CRSOP	Organismes culturels	Autres	Total	Moyenne par municipalité
MRC du Fjord-du-Saguenay	5	11	0	1	4	4	17	5	1	48	(2.1)
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	2	9	1	0	5	1	15	2	0	35	(2.4)
MRC de Maria-Chapdelaine	3	4	0	0	4	0	10	2	0	23	(2.2)
MRC du Domaine-du-Roy	0	4	0	1	4	0	8	1	0	18	(1.8)
Catégorie 1	2	6	0	0	4	0	22	0	1	35	(1.8)
Catégorie 2	3	7	0	0	4	2	19	2	0	37	(1.6)
Catégorie 3	2	8	1	0	3	1	8	2	0	25	(1.9)
Catégorie 4	0	3	0	1	2	0	0	2	0	8	(2.5)
Catégorie 5	3	4	0	1	4	2	1	4	0	19	(2)
Total pour la région	10	28	1	2	17	5	50	10	1	124	(2.1)

Parmi l'ensemble de ces partenaires, le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) occupe certes une place prépondérante. Un réseau de bibliothèques a été établi dans toutes les municipalités de moins de 5000 habitants, sauf à Normandin (qui possède sa bibliothèque autonome) ainsi qu'à Canton-Tremblay. La ville de Chicoutimi a également une entente avec le CRSBP pour dispenser le service de la bibliothèque dans le secteur de Rivière-du-Moulin. Les villes de plus de 5 000 habitants ont toutes, quant à elles, une bibliothèque autonome.

Les éléments du partenariat liant les 50 municipalités concernées avec le CRSBP sont les suivants: le CRSBP dépose une collection de biens culturels dans chaque municipalité; répond aux demandes spécifiques; offre des services de soutien; d'animation et d'information alors que la municipalité fournit les ressources humaines, financières et matérielles (locaux et autres) requises en plus d'acquitter une cotisation annuelle.

Le gouvernement du Québec apparaît ensuite dans la liste des partenaires les plus présents de l'intervention culturelle municipale. Parmi les créatures étatiques québécoises, le ministère de la Culture et des Communications occupe évidemment une place prépondérante grâce aux différents programmes qu'il offre aux municipalités, entre autres ceux concernant les bibliothèques publiques, les équipements et les projets en patrimoine cela, sans compter l'expertise professionnelle fournie ponctuellement par les agents de ce ministère.

C'est ainsi que seize (16) municipalités ont profité d'un des différents programmes de soutien financier pour l'acquisition ou la rénovation d'un équipement culturel. Treize (13) se sont prévaluées d'un soutien financier pour dispenser un service culturel ou supporter des organismes culturels, dont les sept (7) municipalités ayant une bibliothèque autonome (excluant La Baie et Dolbeau où les bibliothèques sont gérées par des corporations paramunicipales).

Le milieu scolaire, soit les commissions scolaires et les institutions d'enseignement supérieur, collabore en matière culturelle avec dix-neuf (19) municipalités. Ce partenariat concerne, dans la quasi-totalité des cas, l'utilisation d'équipements ou d'infrastructures (des locaux ou des salles de spectacles) pour les fins d'interventions culturelles municipales.

Le partenariat établi par dix (10) municipalités avec le gouvernement du Canada vise, à parts égales, le soutien financier pour des services culturels ainsi que pour l'acquisition ou la rénovation d'équipements culturels. Il s'agit surtout ici des programmes de développement de l'emploi ainsi que des subventions pour des projets d'immobilisations présentés lors du Sommet socio-économique de 1991.

Dix municipalités de la région ont indiqué avoir conclu avec des organismes culturels des ententes formelles de partenariat portant sur plusieurs éléments. Cela concerne autant le soutien financier pour leur fonctionnement ou pour les équipements, l'utilisation d'équipements ou de l'aide au niveau de l'information et de la promotion.

Cinq (5) municipalités de la région ont scellé un partenariat culturel avec des entreprises privées et seulement une l'a fait avec les autres municipalités ou MRC. Il est ici question de soutien aux organismes, d'utilisation d'équipements, de soutien financier pour les équipements ainsi que de l'aide à l'information et à la promotion.

Tableau 3.5.2.

Objets des ententes formelles entre municipalités et partenaires au cours des 3 dernières années									
	Gouv. Canada	Gouv. Québec	MRC/ municipalités	Cégeps/ universités	Commissions scolaires	Entreprises privées	CRSDP	Organismes culturels	Total
\$ pour organismes ou services culturels	6	13	1	1	1	2	48	7	78
\$ pour information/promotion	0	1	0	1	1	0	2	3	8
\$ pour équipements/infrastructures	6	16	0	1	0	1	3	3	29
Utilisation équipements/infrastructures	0	0	0	2	19	2	44	6	73
Élaboration de projets	1	2	0	0	0	0	2	3	8
Autres éléments d'entente	0	1	0	0	1	0	0	0	2

Le soutien financier pour des organismes ou des services culturels (78 fois) et l'utilisation d'équipements ou d'infrastructures (73 fois) sont de loin les éléments qui reviennent le plus fréquemment dans les ententes conclues entre les municipalités et leurs partenaires. Le soutien financier pour l'acquisition ou la rénovation d'équipements culturels vient ensuite (29 fois).

Le soutien pour l'information et la promotion ainsi que la collaboration pour l'élaboration de projets (8 fois chacun) sont les éléments le moins souvent inclus dans les ententes de partenariat culturel.

3.5.2. Les avenues potentielles du partenariat culturel

Compte tenu de la grande place attribuée au partenariat avec les municipalités dans la politique culturelle du gouvernement du Québec, compte tenu également d'un éventuel rebrassage de responsabilités dans l'optique d'une décentralisation réclamée par les régions et endossée par la nouvelle équipe gouvernementale, il nous est apparu important de nous attarder aux avenues potentielles de collaboration entre les municipalités et les autres échelons de gouvernements.

Dans un premier temps, nous avons cherché à connaître l'opinion des responsables de l'intervention culturelle de chacune des municipalités de la région concernant d'éventuelles ententes à conclure avec les gouvernements supérieurs. Nous voulions de façon délibérée savoir quels étaient les éléments sur lesquels devraient porter ces ententes en fonction d'une nécessité constatée sur le terrain par les responsables de l'intervention. Il ne s'agit donc pas de la position «politique» des élus municipaux sur ces questions qui pourrait, potentiellement, diverger de celles des fonctionnaires.

Il nous a semblé primordial d'établir une hiérarchie entre les éléments sur lesquels pourraient porter ces éventuelles ententes, afin de connaître les priorités municipales face à la proposition de partenariat contenue dans la politique culturelle du gouvernement du Québec. C'est ainsi que les répondants devaient classer par, ordre de priorité, de 1, le plus important, à 9, le moins important, les éléments d'ententes éventuelles.

Tableau 3.5.3.

«Classez par ordre de priorité (de 1 le plus important à 9 le moins important) les éléments que votre municipalité souhaiterait inclure dans d'éventuelles ententes avec les gouvernements supérieurs.»									
	Infrastructure équipement	Financement des organismes	Formation/ perfectionnement	Sites et espaces culturels	Sensibilisation/ animation	Création - production	Diffusion culturelle	Communication et information	Mise en marché
Préférence exprimée par l'ensemble des répondants	1	2	3	4	5	6	7	8	9
MRC du Fjord-du-Saguenay	1	2	3	5	4	5	7	8	9
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	1	2	4	3	6	5	7	8	9
MRC Maria-Chapdelaine	1	2	3	5	7	5	5	4	9
MRC Domaine-du-Roy	3	1	1	5	4	5	8	8	8
Catégorie 1	1	2	3	6	4	8	6	5	9
Catégorie 2	1	2	4	3	5	7	8	6	9
Catégorie 3	2	1	3	6	5	4	8	7	9
Catégorie 4	1	3	5	5	8	3	2	9	7
Catégorie 5	1	3	9	2	8	5	7	4	5
Nombre total de répondants par élément	51	50	48	47	48	48	47	47	46

L'aspect des équipements et des infrastructures reliés à la culture émerge très nettement en tant qu'objet premier de toute entente éventuelle de partenariat avec les gouvernements supérieurs.

Le second élément choisi par les répondants est le financement des organismes, suivi de la formation et du perfectionnement. Les aspects touchant les sites et les espaces culturels, la sensibilisation et l'animation, la création / production suivent dans l'ordre, mais par des marges assez minces.

La diffusion culturelle et la communication / information se classent 7e et 8e dans l'ordre de priorité défini par les répondants, encore là par des marges ser-

rées. Finalement, la question de la mise en marché arrive relativement loin derrière les autres éléments de choix.

Tableau 3.5.4.

«Parmi les éléments suivants, lesquels devraient faire l'objet d'ententes à un niveau supramunicipal (intermunicipal, MRC ou régional) afin de rendre l'intervention culturelle de votre municipalité plus efficace.»									
	Infrastructure équipement	Financement des organismes	Formation/ perfectionnement	Sites et espaces culturels	Sensibilisation/ animation	Création - production	Diffusion culturelle	Communication et information	Mise en marché
MRC du Fjord-du-Saguenay	7	5	7	5	5	5	5	5	6
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	9	4	7	3	4	6	4	5	2
MRC Maria-Chapdelaine	6	2	5	3	1	3	3	5	4
MRC Domaine-du-Roy	4	1	7	3	3	2	3	5	5
Catégorie 1	11	8	11	2	8	6	3	8	4
Catégorie 2	6	0	9	3	3	4	4	7	6
Catégorie 3	3	2	3	4	1	3	4	2	1
Catégorie 4	2	1	1	1	1	2	3	3	4
Catégorie 5	4	1	2	4	0	1	1	0	2
Total pour la région	26	12	26	14	13	16	15	20	17

Ententes supra-municipales (intermunicipales, par MRC ou régionales)

En dernier ressort, nous avons demandé aux répondants les éléments qui devraient faire l'objet d'ententes à un niveau supramunicipal afin de rendre l'intervention culturelle de leur municipalité plus efficace.

Il s'agissait donc de cerner les domaines qui seraient mieux servis par une approche plus large que celle confinée aux limites d'une municipalité locale. Nous

n'avons pas jugé pertinent d'établir une hiérarchie de priorité parmi ces éléments puisque de telles ententes pourront porter sur des éléments particuliers et différer selon les besoins de chaque municipalité impliquée.

À la lumière des résultats obtenus, près de la moitié des responsables consultés sont d'avis que les aspects de l'intervention culturelle municipale relatifs aux équipements / infrastructures et à la formation / perfectionnement seraient mieux servis par une approche supramunicipale. Le tiers des répondants considèrent que leurs initiatives de communication seraient mieux servies par de telles ententes. La mise en marché, la création / production, la diffusion culturelle, les sites et espaces culturels, la sensibilisation et l'animation, puis le financement des organismes suivent dans l'ordre. **Ces observations remettent en question certains éléments de notre cinquième hypothèse où l'on identifiait le financement comme objet prioritaire d'entente au plan supra-municipal, et l'absence de la formation - perfectionnement qui apparaît ici en priorité.**

3.5.3. Les territoires-MRC

L'analyse de cette dimension en fonction des territoires-MRC permet de dégager peu de particularités supralocales ou régionales.

Le nombre moyen de partenaires dans les municipalités des quatre MRC varie quelque peu, passant de 1.8 dans les MRC de Maria-Chapdelaine et du Domaine-du-Roy à 2.4 dans celle du Fjord-du-Saguenay.

Au niveau des priorités concernant les objets d'éventuelles ententes avec les gouvernements supérieurs, les MRC collent assez fidèlement à la hiérarchie de choix établie régionalement. La seule différence notable se situe dans la MRC du Domaine-du-Roy où les municipalités ont relégué la question des équipements / infrastructures au troisième rang, alors que cet élément est un premier choix très clair au plan régional et dans les trois autres MRC. Aucune raison apparente ne semble pouvoir expliquer ce résultat.

3.5.4. Les catégories de municipalités

On remarque que le nombre moyen de partenaires par municipalité augmente encore ici en fonction de la population, passant de 1.6 dans les municipalités de moins de 1 000 habitants à 4.8 dans les grandes villes de la région. Il est cependant intéressant de noter que la moyenne de la catégorie 3 est supérieure à celle de la catégorie 4. Le fait que le CRSBP n'intervienne pas en principe auprès des municipalités de plus de 5 000 habitants explique cette situation.

La hiérarchie de choix régionale concernant les objets d'éventuelles ententes avec des gouvernements supérieurs est assez bien respectée par les différentes catégories de municipalités. Exception notable cependant dans la catégorie 4, où l'on retrouve la diffusion culturelle et la création / production respectivement aux 2^e et 3^e rang, comparativement à leur 7^e et 6^e positions dans l'ensemble de la région. Autre particularité, les municipalités de la catégorie 5 refoulent la question de la formation / perfectionnement au 9^e rang (contre une 2^e place régionale) et la communication / information au 4^e (contre une 8^e position régionale).

3.5.5. Les constats

Le service de la bibliothèque et l'enjeu des équipements et des infrastructures culturels sont, et de loin, les deux principaux objets de partenariat entre les municipalités et des agents externes.

L'établissement d'un organisme régional appuyé à la fois par le gouvernement du Québec et les municipalités, a permis d'étendre le service de la bibliothèque dans la quasi-totalité des municipalités de moins de 5000 habitants de la région. L'exemple du CRSBP est particulièrement probant lorsqu'il est question d'entente supra-locale et de collaboration inter-municipale.

Mais si on fait exception du partenariat du CRSBP portant sur le soutien pour dispenser le service de bibliothèque et l'utilisation d'équipements, on se rend compte que les équipements et infrastructures (soutien financier pour l'acquisition ou la rénovation d'équipements et l'utilisation d'équipements) demeurent sans conteste les principaux objets d'ententes avec des partenaires: dans 58 cas, cet item a fait l'objet d'ententes formelles de partenariat, contre 30 pour le soutien financier pour des organismes ou des services culturels qui vient au deuxième rang.

Dans cette optique, il est parfaitement logique que les responsables municipaux privilégient les équipements et les infrastructures ainsi que le financement des organismes culturels en tant qu'objets prioritaires d'ententes éventuelles avec des partenaires gouvernementaux, régionaux ou supra-locaux.

3.6 Évaluation - planification - consultation

Cette dimension fait référence au contrôle que les municipalités exercent, en terme d'efficacité, sur leur intervention culturelle: quelles mesures sont prises afin de prévoir les actions les plus pertinentes à mener au titre de la culture; quelles procédures permettent de vérifier à quel point ces interventions atteignent leurs buts?

Pour y répondre, nous avons cerné les mécanismes mis en place par les municipalités afin de planifier leurs interventions et évaluer les besoins ainsi que le degré de satisfaction des clientèles visées par ces interventions.

Nous avons ensuite tenté d'identifier les différents besoins qui n'étaient pas comblés par l'intervention actuelle des municipalités et ce, de la propre opinion des responsables de cette même intervention. Nous avons finalement cherché à connaître les projets de développement culturel élaborés par les municipalités pour mieux les satisfaire.

3.6.1 Outils de planification et mécanismes d'évaluation

La planification et l'évaluation sont des fonctions de gestion essentielles pour quiconque veut s'assurer de réaliser une intervention efficace et efficiente. Sans être une garantie de résultats, l'utilisation d'outils de planification par les municipalités est un indice nous renseignant sur leur capacité et leur réelle volonté à atteindre leurs objectifs d'intervention.

Tableau 3.6.1

Outils utilisés par les municipalités pour planifier leur intervention culturelle					
	Plan directeur	Plan d'action annuel	Sondage	Autres	Aucun
MRC du Fjord-du-Saguenay	1	5	3	2	11
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	2	3	1	0	13
MRC de Maria-Chapdelaine	0	0	1	1	11
MRC du Domaine-du-Roy	1	1	0	2	6
Catégorie 1	0	0	0	1	20
Catégorie 2	1	3	1	1	14
Catégorie 3	1	2	3	0	6
Catégorie 4	0	1	0	2	1
Catégorie 5	2	3	1	1	0
Total pour la région	4	9	5	5	41

Le tableau de cette page nous démontre que 41 municipalités sur 59 dans la région n'ont pas mis en place d'instruments afin de planifier leur intervention culturelle. Parmi les dix-huit (18) qui le font, la moitié ont recours au plan d'action annuel. La réalisation de sondages et la confection d'un plan directeur sont privilégiés respectivement par cinq (5) et quatre (4) municipalités. Finalement, parmi les autres moyens utilisés par cinq (5) municipalités, nous retrouvons les rencontres avec les usagers ou les organismes, les «journées-sommet» et la rétroaction de la clientèle.

3.6.2 Besoins culturels à combler et projets pour les satisfaire

Après avoir planifié ses interventions et évalué ses effets auprès de leurs destinataires, il devient logique d'identifier les besoins qui restent à combler et les projets visant à les satisfaire.

C'est ainsi que nous avons voulu connaître l'opinion des responsables de l'intervention culturelle de chacune des municipalités de la région concernant les besoins culturels restant insatisfaits chez eux. Cette approche est quelque peu différente de celle de la question 3.2.14 du questionnaire principal alors qu'il était question des services culturels réclamés par la population, les organismes et les individus de la culture, soit les besoins exprimés par la clientèle.

Tableau 3.6.2

Besoins à combler et projets pour y arriver		
	Municipalités ayant identifié des besoins à combler	Municipalités ayant des projets pour les combler
MRC du Fjord-du-Saguenay	8	8
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	7	7
MRC de Maria-Chapdelaine	5	6
MRC du Domaine-du-Roy	4	4
Catégorie 1	3	5
Catégorie 2	8	7
Catégorie 3	5	5
Catégorie 4	4	4
Catégorie 5	4	4
Total pour la région	24	25
Nombre de municipalités ayant identifié soit un besoin soit un projet		29

Le tableau la page précédente met en parallèle non seulement ces besoins identifiés mais également les mesures qu'entendent prendre les municipalités afin des les satisfaire.

Ces données nous démontrent que 24 responsables (42%) de l'intervention culturelle municipale ont identifié des besoins culturels à combler dans leur milieu. Il est surprenant de constater que 25 municipalités ont élaboré des projets pour combler ces besoins. Cette anomalie s'explique probablement par le fait que certains répondants ont considéré comme étant réglés les besoins visés par des projets en cours de réalisation au moment de l'enquête.

Quoi qu'il en soit, on dénombre en tout 29 municipalités ayant soit confirmé l'existence d'un besoin chez elles ou encore fait état d'un projet pour le combler. Ce chiffre prouve donc l'étroite corrélation entre ces deux aspects du développement.

Parmi les 31 besoins identifiés (une même municipalité a pu identifier plus d'un besoin), ceux ayant trait aux équipements constituent la grande majorité, soit 25. L'agrandissement de la bibliothèque ou encore sa transformation en foyer culturel vient en tête de liste, dix (10) municipalités ayant fait mention de ce besoin.

Du côté des projets en marche, ceux concernant les équipements forment là aussi l'écrasante majorité, avec 33 projets sur 37. Les projets liés à la bibliothèque sont, logiquement, les plus nombreux (16).

3.6.3 Les constats

De différentes façons, les municipalités évaluent les besoins et le degré de satisfaction de leur clientèle. Par contre, elle n'ont pas tendance à mettre en place des processus élaborés et rigoureux de consultation ou de planification de leurs interventions. Les plus grandes agglomérations échappent à ce constat, planifiant généralement sur une base annuelle leurs interventions culturelles.

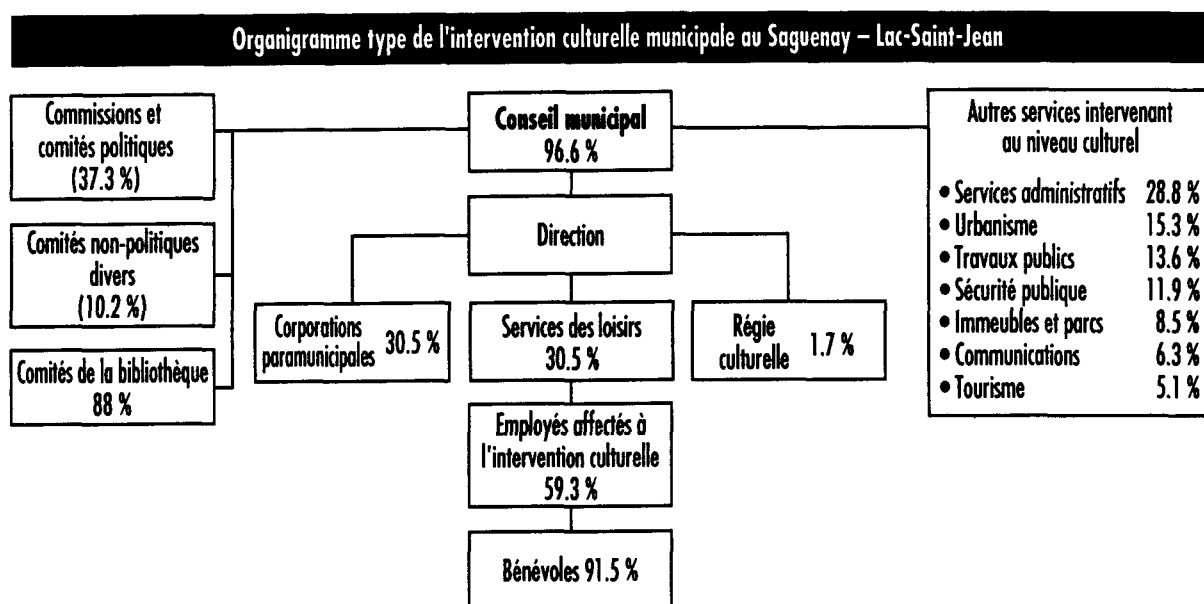
Plus de la moitié des responsables de l'intervention culturelle ont indiqué que leur municipalité avait identifié un ou plusieurs projets visant à répondre à un besoin, que ce soit en matière de services culturels ou d'équipements / infrastructures.

3.7 Structure, encadrement, services culturels et ressources humaines

Nous analysons ici les principaux constats se dégageant des dimensions, mission et objectifs de l'intervention culturelle municipale, la structure organisationnelle et leurs ressources humaines. Ces dimensions sont ainsi rassemblées puisqu'elles sont toutes liées de façon logique et quasiment «organique» à l'intérieur de ce que l'on a appelé l'« organigramme de l'intervention culturelle municipale ». Ainsi, de manière évidente, il apparaît que le niveau d'intensité de l'intervention culturelle dans chacune des municipalités de la région entraîne une adaptation concomitante de la structure d'intervention, la formalisation d'un cadre d'intervention plus ou moins rigoureux, l'offre de services plus ou moins variés ainsi

que le recours à des ressources humaines professionnelles pour réaliser ces interventions.

Tableau 3.7.1



3.7.1 Structure de l'intervention culturelle municipale

Ce tableau illustre la récurrence des diverses structures que l'on retrouve dans les organigrammes culturels des 59 municipalités de la région, nous permettant ainsi de constater la diversité des possibilités de structuration.

Il en ressort clairement que le conseil municipal, le comité de bibliothèque et le bénévolat sont les trois pivots sur lesquels repose l'essentiel de l'intervention culturelle de la quasi-totalité des municipalités de 5 000 habitants et moins.

Les organigrammes des municipalités sous la barre des 2 500 habitants sont relativement rudimentaires, présentant peu de structures spécialisées, hormis bien sûr le comité de bibliothèque. Quelques petites municipalités échappent à ce constat en raison d'un dynamisme culturel particulier ou de la présence d'un site patrimonial important qu'elles contribuent à mettre en valeur.

Les organigrammes culturels se diversifient et se spécialisent peu à peu dans les municipalités ayant entre 2500 et 5000 habitants, puis résolument dans les plus importantes agglomérations de la région.

3.7.2 Mission, objectifs et politiques de services

La mission, les objectifs et les politiques de services forment le cadre d'intervention, une sorte de grand chapiteau sous lequel les municipalités exécutent leur prestation culturelle.

Une corrélation évidente existe entre le degré de structuration de l'organigramme de l'intervention culturelle dans une municipalité donnée et la présence

d'un cadre d'intervention rigoureux. La présence d'un service de loisirs semble l'élément déclencheur à ce niveau.

Au moment de réaliser l'enquête, une seule des 59 municipalités de la région avait défini un cadre d'intervention exhaustif, mais aucune ne s'était définie une mission spécifique au domaine des arts et de la culture. Parmi les dix (10) municipalités s'étant dotées d'une mission d'intervention, toutes englobaient l'ensemble de l'activité du service des loisirs, et encadraient ainsi indistinctement le loisir, la culture et le secteur socio-communautaire. **Cette constatation vient conforter notre sixième hypothèse de recherche où l'on présumait que: «La très grande majorité des municipalités locales du Saguenay–Lac-Saint-Jean n'ont pas réalisé le constat de leur intervention culturelle. Elles ont orienté leur action à partir d'une mission locale de loisir et par conséquent n'ont pas défini leur mission culturelle locale».**

Cette même constatation s'applique dans le cas des objectifs généraux d'intervention, alors que seulement dix (10) municipalités s'étaient fixées des objectifs spécifiques, concernant principalement le service de la bibliothèque, le domaine du patrimoine ainsi que les fonctions d'information et de gestion culturelle.

Parmi les onze politiques existantes d'accréditation des organismes culturels, aucune n'établit de démarcation entre le professionnalisme et la pratique socio-culturelle ou amateur. C'est donc dire que les municipalités n'ont pas encore instauré, au niveau de leur philosophie d'intervention, une distinction formelle entre

l'appui donné à la prestation d'un service culturel pris en charge par le milieu et le soutien qui peut être octroyé au professionnalisme culturel au titre du développement économique et social de la municipalité.

Il faut toutefois mentionner qu'au moment d'écrire ces lignes, quatre municipalités de la région ont initié une démarche d'élaboration d'une politique culturelle. Ce mouvement va peut-être permettre de combler une lacune d'encadrement et de spécialisation diagnostiquée chez les villes ayant une intervention culturelle relativement élaborée. Quoi qu'il en soit, il demeure que la région a un retard important à combler puisqu'une étude réalisée en 1993 (à partir d'un échantillonnage d'une quarantaine de municipalités) tendait à démontrer que près de 20 % des municipalités de plus de 2000 habitants du Québec possédaient une politique culturelle.

3.7.3 Les services culturels et les ressources humaines affectées

L'intensité de l'intervention culturelle des municipalités se manifeste dans la quantité et aussi dans la qualité des services culturels qu'elles offrent à leurs citoyens et citoyennes. Il ressort clairement de notre enquête qu'il faut d'abord la présence d'une masse critique de citoyens avant de voir apparaître dans une municipalité donnée, une gamme diversifiée de services culturels. Ce niveau de diversification est évidemment en lien direct avec le degré de structuration et d'encadrement de cette même intervention.

Sans la présence de cette masse critique, l'intervention culturelle aura tendance à stagner, à moins de profiter de conditions particulièrement favorables ou d'un dynamisme local extraordinaire. La présence d'une structure tel le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) permet toutefois aux petites municipalités de contourner les contraintes inhérentes à la prestation de services culturels dans des milieux ne possédant pas cette masse critique de citoyens. Le secret de la formule réside dans la mise en commun des ressources locales et l'obtention d'un appui public afin de fournir l'encadrement professionnel requis ainsi que le soutien technique et matériel propice à la prestation d'un service de bibliothèque «décent» là où, autrement, on pourrait se retrouver en plein désert culturel. Il faut souligner que la bibliothèque est le seul ferment culturel dans une majorité de municipalités de la région, se révélant un lieu d'animation culturelle et occupant le créneau de la diffusion en arts visuels par le concept du foyer culturel.

Une proportion importante (41 %) des dépenses culturelles municipales sont consacrées à la rémunération du personnel chargé de dispenser les services culturels municipaux. Cette situation semble prévaloir nationalement, si on se réfère aux données contenues dans l'étude sur l'intervention culturelle des municipalités au Québec.

Le facteur démographique (masse critique de citoyens) joue un rôle déterminant sur le niveau de professionnalisme de l'intervention culturelle municipale. Seules huit villes de la région, les sept plus peuplées et Normandin, ont un ou plusieurs employés réguliers effectués au secteur des arts et de la culture.

Ailleurs, l'intervention est prise en charge principalement par des bénévoles ou des employés y consacrant une portion de tâche variable. La sur-représentation du bénévolat sur le personnel rémunéré cesse au niveau des villes comptant 50 000 habitants et plus.

3.8 Constats généraux et caractéristiques de l'intervention culturelle du Saguenay – Lac-Saint-Jean

En terminant ce troisième chapitre, il nous est apparu pertinent de dresser des constats généraux pour les diverses catégories de municipalités, par territoires des MRC et les principales caractéristiques régionales qui émergent des analyses et des observations formulées au cours de cette recherche sur l'intervention culturelle des municipalités du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

3.8.1 Les catégories de municipalités

Les municipalités des catégories 1 et 2, soit celles situées sous la barre des 2500 habitants, présentent une intervention culturelle peu structurée, encadrée, diversifiée ou professionnalisée, qui repose donc grandement sur le bénévolat. En général, ces municipalités baignent dans un environnement peu propice à un accroissement de leur implication culturelle actuelle. Néanmoins, un seuil quasi minimal de services culturels peut être atteint dans plusieurs de ces municipalités par le biais du réseau du CRSBP: bibliothèque; exposition en arts visuels et animation culturelle.

Fait intéressant à noter, les municipalités de la catégorie 1 sont les seules qui ont globalement accru la part relative de leurs dépenses culturelles face à leurs dépenses totales au cours de la période étudiée, même si cette part reste évidemment minime (1.4 %).

Il y a donc tout lieu de supposer que la volonté d'améliorer le niveau de services culturels est présente dans la majorité de ces milieux. Pour se matérialiser, cette volonté devra cependant être étayée par une mise en commun des ressources et renforcés d'un appui supra-local, voire national.

Le comportement culturel des municipalités de la catégorie 3 est une des belles surprises de cette enquête. D'une façon globale, l'environnement de ces municipalités est propice à une expansion de leur intervention culturelle: population à la hausse; revenus supérieurs à la moyenne régionale; une bonne activité culturelle; etc. Les dépenses culturelles brutes ont connu une augmentation continue au cours de la période étudiée dans cette catégorie et les investissements au chapitre des immobilisations culturelles ont été supérieurs à ceux des villes des catégories 4 et 5!

Certaines municipalités de la catégorie 3 présente déjà un niveau de diversification des services culturels tout à fait comparable à celui des villes. Cependant, l'intervention culturelle dans ces municipalités dénote un faible encadrement et un bas niveau de professionnalisation (peu de personnel rémunéré).

Presque toutes les villes des catégories 4 et 5 sont en voie de jeter les bases principales de leur intervention culturelle ou l'ont déjà fait: équipements culturels adéquats (bibliothèques réaménagés et infrastructures spécialisées); une certaine professionnalisation du service; offre de services culturels variés; soutien actif au milieu; projets de développement de services et/ou d'infrastructures (pour un total de 17 M de \$ au cours des cinq prochaines années). Le défi est de consolider les actions entreprises, de mener à terme les projets ébauchés et de rendre le plus efficace possible leur intervention auprès du milieu des arts et de la culture.

Dans le contexte actuel, la meilleure manière d'atteindre ce résultat semble de prendre les dispositions politiques et administratives requises pour mieux structurer, encadrer et diriger l'intervention à l'intérieur des paramètres tracés. Évidemment, l'élaboration d'une politique culturelle est l'occasion idéale pour faire le point sur l'intervention en cours, examiner les forces et les faiblesses existant dans le milieu local, identifier les objectifs de développement et créer entre les partenaires la synergie requise pour les atteindre. De plus, une politique culturelle est un instrument de sensibilisation, tant pour les citoyens-citoyennes que pour les politiciens locaux. Elle est finalement un intéressant outil de planification du développement des arts et de la culture permettant éventuellement d'associer formellement la démarche le ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Le soutien aux organismes et aux artistes, dont celui financier qui ne compte que pour 7 % de l'effort municipal actuel, semble une des avenues dont le potentiel n'a pas encore été exploité optimalement par les villes et les quelques municipi-

palités les plus dynamiques. En plus de militer en faveur du développement économique et social de la municipalité concernée et de la professionnalisation du secteur, l'appui à la prise en charge par le milieu de l'intervention culturelle a la vertu de créer un effet multiplicateur, d'être un vecteur d'initiatives et de participation, délestant les municipalités d'une partie du fardeau d'intervention.

3.8.2 Les territoires-MRC

Même si l'appartenance territoriale n'a pas en soi une incidence déterminante sur l'intervention culturelle des municipalités, la présence d'une structure supra-locale ou régionale est un outil à fort potentiel dans tous les cas nécessitant une mise en commun de ressources ou une cohésion d'action intermunicipale. Comme nous venons de le voir au point précédent, plusieurs dossiers concernant des interventions culturelles municipales font effectivement partie de ce groupe.

Il est intéressant de noter qu'au moins deux MRC au Québec possèdent leur propre politique culturelle. Les MRC du Granit et de Memphrémagog interviennent au niveau du patrimoine, des équipements, de la création - production - diffusion et des communications.

De par leur mandat relié à l'aménagement du territoire, les MRC sont les instances toutes désignées pour prendre en charge la planification des équipements culturels, en commençant évidemment par les infrastructures ayant une vocation régionale, ou supra-locale. Déjà, à l'occasion de la révision de leurs

schémas d'aménagement, les MRC ont décidé de porter une attention particulière aux potentiels culturel et patrimonial.

Les MRC mènent déjà des actions ponctuelles en octroyant des ressources à des organismes divers pour la réalisation de projet de nature artistique ou culturelle: cette étude en est un exemple probant. De façon indirecte, elles peuvent également appuyer des initiatives culturelles ou patrimoniales par le biais de la promotion touristique.

À l'occasion, les MRC peuvent également prendre en charge certains projets ou dossiers culturels. C'est ainsi que la MRC de Maria-Chapdelaine gère avec un comité de bénévoles la bibliothèque de Saint-Élizabeth-de-Proulx. L'implication la plus connue est certes celle relative à la problématique de la diffusion des arts de la scène qui avait fait surface lors du Sommet socio-économique de 1991. Les quatre (4) MRC ont assumé un leadership conjoint dans ce dossier et leur travail est en voie d'aboutir incessamment à la réalisation d'une planification régionale des équipements de diffusion professionnelle, une première en ce qui a trait à ce type de concertation au Saguenay–Lac-Saint-Jean et à Chibougamau-Chapais.

L'expertise culturelle accumulée à ce jour par les MRC peut être utilisée dans d'autres dossiers. Spontanément, la question du patrimoine émerge puisqu'elle fait référence à l'aménagement d'équipements ayant souvent une vocation régionale, et qu'elle a une forte connotation touristique, domaine où la plupart des MRC interviennent déjà. On sait que les plans de développement de sites ou d'at-

traits patrimoniaux sont souvent ralentis par le peu de moyens des milieux locaux concernés et que leur mise en marché souffre de la même contrainte. De plus, l'intervention patrimoniale correspond à une préoccupation déjà présente dans près de 60% des municipalités de la région.

Le territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay, par sa configuration urbaine et son historique propre, est un ferment culturel extraordinaire, dont l'importance est reconnue sur la scène nationale. Notre portrait y a révélé, avec éclat, une forte concentration de l'intervention des municipalités auprès du milieu des arts et de la culture.

Le secteur couvert par la région métropolitaine de recensement Chicoutimi - Jonquière (Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Lac-Kénogami, Laterrière, Canton-Tremblay, Saint-Honoré, Shipshaw, Saint-Fulgence, Larouche) qui regroupe plus ou moins 161 000 habitants, présente des caractéristiques démographiques se rapprochant de celles d'une ville comme Longueuil, par exemple. Elle rassemble donc une masse critique de population (si cruciale, on l'a plusieurs fois mentionné) qui fait appel à un niveau d'intervention culturelle plus avancée.

3.8.3 Les principales caractéristiques régionales

1. La taille démographique est le facteur le plus déterminant dans la structuration; l'encadrement; l'intensification; la diversification et la professionnalisation de l'intervention culturelle des municipalités de la région. En général, plus sa taille est grande, plus ces paramètres sont développés.

2. Au moment de réaliser l'enquête, aucune municipalité de la région ne possédait une mission d'intervention spécifique à la culture. Seulement dix municipalités avaient identifié une mission d'intervention globale, applicable à l'ensemble de l'intervention du service des loisirs (loisir, culturel et communautaire).
3. Pour effectuer l'essentiel de leur intervention culturelle, les municipalités de moins de 5000 habitants misent largement sur le bénévolat et s'appuient, pour une bonne part, sur les ressources professionnelles, techniques et matérielles offertes par le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP).
4. Le bilan financier de l'intervention culturelle des municipalités de la région démontre que les huit villes de plus de 5000 habitants, qui concentrent 71.6 % de la population régionale, sont responsables de 91.1 % des dépenses culturelles courantes.
5. Les municipalités envisagent d'investir 20,8 millions de dollars pour leurs équipements et infrastructures culturels au cours des cinq prochaines années en misant sur les conditions actuelles de partenariat avec les gouvernements supérieurs.
6. La bibliothèque, les domaines de la diffusion et du patrimoine accaparent 83.3 % des coûts des services culturels offerts par les municipalités à leurs

populations et 88 % du soutien financier municipal accordé aux organismes et individus.

7. Le ratio entre les coûts des services culturels dispensés à l'ensemble des citoyens-citoyennes et le soutien financier accordé aux organismes et aux professionnels du milieu (et ce, incluant les corporations paramunicipales) est de cinq pour un.
8. Les dépenses municipales encourues aux fins de l'information et de la promotion culturelles sont principalement le fait des villes de plus de 15 000 habitants. Cependant, ces dernières élaborent peu de stratégies pointues afin de rejoindre les clientèles spécifiques.
9. Les responsables municipaux optent prioritairement pour les équipements/infrastructures, le financement des organismes et la formation - perfectionnement comme éléments d'ententes de partenariat avec les gouvernements supérieurs. Pour ce qui est d'éventuelles ententes supra-locales ou régionales, les responsables municipaux privilégient le plus souvent les équipements / infrastructures, la formation - perfectionnement et les communications.
10. En général, les municipalités évaluent les besoins de la clientèle, identifient certains projets visant à les satisfaire mais n'ont pas tendance à mettre en place un processus élaboré de planification et de consultation.

IV

CONCLUSION

Dans cette dernière partie, nous examinons les résultats obtenus dans le cadre de notre enquête auprès des municipalités, la concordance de nos hypothèses avec les faits et les données recueillies et notre analyse sur l'harmonisation de l'intervention culturelle locale, régionale et nationale dans le cadre de la régionalisation et de la décentralisation du domaine des arts et de la culture. Enfin, nous complétons cette recherche par la divulgation des résultats sur l'appréciation de l'enquête effectuée auprès des professionnels des 59 municipalités.

4.1. Les résultats de l'enquête

Cette recherche nous a permis de prendre connaissance des études, des enquêtes et de la documentation concernant l'intervention culturelle des municipalités de la région et au Québec. À partir de cette expertise théorique et de notre propre connaissance du terrain, nous avons défini des concepts et des paramètres nous permettant d'encadrer notre démarche de recherche auprès des municipalités. La réalisation de nos outils de recherche comme le questionnaire principal d'enquête, le second questionnaire sur l'intervention paramunicipale, le recensement des organisations et des entreprises culturelles, notre grille des équipements culturels ainsi que notre procédure d'entrevues auprès des intervenants nous ont permis d'observer objectivement ce vaste champ de recherche.

Les résultats et les données recueillies dépassent largement les attentes escomptées avant la mise en oeuvre de ce chantier. Tel qu'indiqué précédemment, le regroupement de certains paramètres et une analyse synthèse de ceux-ci furent essentiels pour les fins de ce mémoire. Nous nous sommes concentrés

principalement sur le financement de l'intervention culturelle des municipalités, les équipements culturels municipaux, les communications et les stratégies de mise en marché déployées par les municipalités et les divers partenaires impliqués avec celles-ci. Sans laisser pour compte les autres paramètres de cette recherche, nous jugions fondamentale d'approfondir certains éléments pouvant servir davantage l'avenir du développement culturel et artistique de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean.

4.2. Nos hypothèses de recherche

Nous avons formulé six hypothèses de recherche. De façon générale, elles se sont avérées justes. L'enquête et l'analyse des résultats nous ont toutefois permis d'améliorer, d'une façon substantielle, nos connaissances sur les divers paramètres observés. Par exemple, en plus de vérifier notre première hypothèse, le bilan financier de l'intervention culturelle des municipalités démontre que les huit villes de plus de 5 000 habitants, qui concentrent 71,6% de la population régionale, sont responsables de 91,1% des dépenses culturelles courantes. Que les municipalités de moins de 5 000 habitants, sauf quelques exceptions, misent largement sur le bénévolat et s'appuient régulièrement sur les ressources professionnelles du Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). Ces observations objectives vont certainement orienter la réflexion des décideurs municipaux et régionaux sur les politiques culturelles locales. Sur les huit villes de plus de 5 000 habitants, lesquelles vont se doter de politique culturelle? Les MRC sont-elles disposées à s'engager dans la mise en place de politiques culturelles, comme c'est le cas dans certaines régions du Québec?

Par ailleurs, nous avons signifié, dans notre seconde hypothèse, que les municipalités investissent davantage dans les services directs aux citoyens tels les bibliothèques, le patrimoine et la diffusion culturelle. Malgré des difficultés pratiques de recueillir certaines données auprès des intervenants municipaux, nous avons pu établir que le ratio entre les services culturels offerts directement aux citoyens et le soutien financier accordé aux organismes et aux professionnels de la culture (incluant les corporations para-municipales) est de cinq pour un. En fait, ça signifie que les municipalités ont développé, au cours des années la diffusion culturelle dans les bibliothèques, les salles de spectacles, les salles d'expositions et les équipements multisectoriels pouvant servir à un ensemble de besoins. Sauf exception, les villes offrent peu de soutien financier direct aux associations ou organismes qui oeuvrent dans les fonctions de création et de production.

Les données sur le financement culturel municipal nous ont aussi permis de constater que les municipalités investissent 30 % de leur budget culturel dans les dépenses de salaires, 22 % dans les équipements et infrastructures culturels, 18 % à titre de soutien financier aux organismes et individus et un maigre 2 % dans les communications et la promotion des services et activités culturelles. Ces constatations nous démontrent assez clairement que les municipalités privilégient certains services à leur population. Dans le cadre de la planification stratégique régionale, la mise en marché des produits et services culturels ainsi que la reconnaissance des organismes professionnels figurent parmi les priorités du développement culturel régional. Est-ce que les municipalités vont s'inscrire dans ces nouvelles orientations régionales?

Globalement, on constate également que les municipalités investissent plus dans la culture au Saguenay–Lac-Saint-Jean que les gouvernements supérieurs. Cette observation est l'inverse des résultats constatés dans les grands centres où l'on retrouve les grandes institutions culturelles et artistiques nationales.

Dans notre troisième hypothèse, nous identifions les infrastructures et équipements culturels comme des priorités culturelles municipales. À notre questionnement sur les prévisions d'intervention à ce chapitre, les municipalités nous ont répondu qu'elles comptent investir environ vingt millions au cours des cinq prochaines années. Depuis 1993, plusieurs chantiers ont été réalisés sur le territoire: bibliothèque d'Alma, centre d'exposition de Jonquière, bibliothèque de Saint-Félicien, Centre d'interprétation de la Métabetchouan, Centre d'interprétation de la Fromagerie Perron, la Pulperie de Chicoutimi, la bibliothèque de Chicoutimi, le Centre d'interprétation de la ruralité et de l'agriculture et l'agrandissement du musée Amérindien. Le moratoire sur les équipements culturels imposé par le ministère de la Culture et des Communications en avril 1996, va certainement ralentir les projets d'équipements et d'infrastructures prévus, en outre, dans la diffusion des arts de la scène et des arts visuels.

Concernant les communications et la mise en marché de leurs activités et services, nous avons posé comme hypothèse que les municipalités ont une intervention peu structurée. Nous constatons que l'investissement des municipalités dans les communications tourne autour de 2% de leur budget et se retrouve principalement dans les quatre municipalités de plus de 15 000 habitants avec 89 % des dépenses de communication.

Nous remarquons que les municipalités et villes ont peu développé de stratégies orientées vers des clientèles cibles, elles diffusent une information orientée vers les citoyens de leur municipalité sur les activités et services qu'elles offrent. Toutefois les municipalités ont exprimé leur intention, pour la dimension de la mise en marché et des communications, d'envisager des collaborations aux niveaux supra-local et régional.

Notre cinquième hypothèse aborde la question des ententes supralocales et gouvernementales que nous traitons dans le cadre de la problématique de la décentralisation et de la régionalisation gouvernementale.

Enfin, nous indiquions dans notre dernière hypothèse que les municipalités avaient orienté leur action à partir d'une mission locale du loisir et par conséquent, n'ont pas défini leur mission culturelle locale. Au moment de la réalisation de notre enquête, aucune municipalité de la région n'avait défini de politique culturelle adaptée à leur territoire.

Depuis 1995, trois municipalités, Chicoutimi, Jonquière et Alma, se sont engagées vers la réalisation d'une politique culturelle locale.

Ces choix des principales villes pourraient entraîner un mouvement favorable à l'établissement de politiques culturelles locales ou par territoire des MRC. Seules des contraintes budgétaires ou le contexte économique gouvernemental peut affecter ce nouvel élan vers le secteur des arts et de la culture.

4.3. La régionalisation et la décentralisation dans le secteur des arts et de la culture

Le financement des arts et de la culture est le fruit d'un partenariat effectif entre le milieu des arts et de la culture et diverses instances publiques agissant aux plans local, régional et national. Notre principale question de recherche vise à dégager des pistes de réflexion sur l'harmonisation de l'intervention locale, régionale et nationale dans un contexte de décentralisation gouvernementale.

Dans sa démarche sur la régionalisation et la décentralisation, l'État québécois propose de se rapprocher le plus près possible du citoyen. Il privilégie donc le palier municipal pour effectuer une décentralisation politique (territoriale) de ses fonctions, de ses pouvoirs et de ses responsabilités à une instance autonome et distinctive. Cette approche peut-elle se concrétiser pour le secteur des arts et de la culture? Comment décentraliser et régionaliser le secteur des arts et de la culture pour que les premiers bénéficiaires, les artistes et les professionnels de ce secteur et la population (le citoyen) y trouvent leur compte?

Dans ce contexte, quel choix s'impose pour concrétiser une régionalisation-décentralisation qui s'ancre dans la réalité des arts et de la culture: les municipalités et les MRC, les instances régionales, CRC et CRCD et quels rôles l'État doit-il jouer à titre de maître d'oeuvre de la politique culturelle gouvernementale?

Afin de faciliter la clarification des rôles des principaux partenaires, nous avons dégagé les objectifs et les principes moteurs à observer dans la décentralisation et la régionalisation du secteur des arts et de la culture.

Les objectifs visés:

- Alléger la réglementation, simplifier les processus administratifs et les procédures des programmes d'aide accordés au milieu des arts et de la culture et aux municipalités.
- Rationnaliser les coûts de gestion et d'administration des programmes gouvernementaux afin de concentrer les budgets du M.C.C.Q. (ministère de la Culture et des Communications du Québec) vers les clientèles du secteur des arts et de la culture.
- Établir un réel partenariat entre les municipalités, le milieu scolaire, les entreprises privées et le milieu des arts et de la culture.
- Consolider le financement des organisations et créer des emplois stables dans le secteur des arts et de la culture.
- S'assurer que l'administration des fonds publics soit efficace, flexible et tienne compte des réalités distinctives des régions et des territoires.

Les principes à observer:

1. S'assurer que le milieu des arts et de la culture est partie prenante de la décentralisation et la régionalisation du secteur des arts et de la culture.
2. Impliquer les divers partenaires responsables de la production et de la diffusion de services et biens culturels tels les municipalités, le milieu de l'éducation et le milieu des arts et de la culture.
3. Se doter de mécanismes de gestion des programmes décentralisés qui font appel aux pairs pour l'évaluation des dossiers.
4. Accorder les rôles suivants aux instances régionales de décentralisation des arts et de la culture:
 - Rassembler, regrouper, concerter, consulter, animer, représenter et conseiller le milieu des arts et de la culture et leurs partenaires;
 - Conseiller le Gouvernement dans ces orientations et stratégies pour le secteur des arts et de la culture;
 - Conseiller le Conseil régional de concertation et de développement dans la planification stratégique régionale;
5. Se doter d'une organisation démocratique avec un membership qui rassemble et regroupe le milieu des arts et de la culture et les partenaires que sont les municipalités, le milieu scolaire et l'entreprise privée.

6. Confier à ces organisations décentralisées, des responsabilités à l'égard de la gestion, de la planification et de la recherche dans le secteur des arts et de la culture.

Les rôles dévolus aux différentes instances:

L'analyse de la dynamique du secteur des arts et de la culture nous indique qu'elle est le résultat d'un partenariat effectif entre le milieu des arts et de la culture, les municipalités et les MRC, le ministère de la Culture et des Communications et ses sociétés d'État et le milieu de l'éducation. On sait que d'autres ministères participent au développement du secteur des arts et de la culture, mais ce n'est pas leur prérogative ou leur mission. Par ailleurs, le secteur privé y contribue sur une base d'affaires: commandite, campagne de souscription, publicité, etc.

D'un point de vue économique ou si l'on préfère du financement des arts et de la culture, on constate qu'au Saguenay – Lac-Saint-Jean, les partenaires s'y inscrivent dans l'ordre suivant: le milieu des arts et de la culture, les municipalités, le ministère de la Culture et des Communications et ses sociétés d'État, enfin, le secteur de l'éducation (Réf.: «*La culture ça compte*», 1987, Saguenay – Lac-Saint-Jean et «*L'analyse de l'intervention culturelle des municipalités au Saguenay – Lac-Saint-Jean en 1997*» et le Bureau de la statistique du Québec).

Au plan du contenu artistique et culturel, c'est-à-dire, la pratique quotidienne des activités, on observe que le milieu des arts et de la culture et les municipalités sont, dans la région, les intervenants de première ligne auprès des clientèles et des citoyens. Le ministère de la Culture et des Communications agit comme gestionnaire des programmes de l'État et offre des services professionnels au milieu des arts et de la culture et des municipalités. Il faut signaler que le ministère de la Culture et des Communications a développé, au cours des années, des interventions directes auprès de la population par le biais de ses institutions et sociétés d'État (Place des arts, les musées nationaux, les conservatoires de musique, etc). Toutefois, cette réalité concerne davantage les grands centres (Québec et Montréal), à l'exception du Conservatoire de musique et des Archives nationales. Quant au ministère de l'Éducation et le milieu scolaire, ils s'adressent à une clientèle spécifique, néanmoins importante pour le devenir des arts et de la culture au Québec. Le milieu de l'éducation dispose également d'infrastructures et d'équipements utilisés par les municipalités et le milieu des arts et de la culture.

L'État et le ministère de la Culture et des Communications

Au Québec, le Gouvernement doit assumer un rôle majeur dans l'établissement d'une mission gouvernementale pour le secteur des arts et de la culture (politique culturelle gouvernementale) et ainsi définir les principes directeurs et les orientations en matière d'art et culture.

Dans la mise en place de la décentralisation et la régionalisation, l'État joue les rôles suivants:

- Exercer son rôle de gestion en partageant, de façon équitable, les fonds publics entre les régions du Québec.
- Établir les liens interministériels gouvernementaux dans les secteurs de l'éducation, du tourisme, du développement de la main-d'oeuvre, des finances et autres ministères.
- Voir à l'application de normes et règles minimales concernant la gestion et l'administration des arts et de la culture au Québec.
- Adapter les structures et l'organisation des sociétés d'État du secteur des arts et de la culture à une participation active et effective des régions du Québec.
- Confier à des instances régionales (région administrative) des responsabilités de gestion, de planification et de recherche propre à leur territoire respectif. L'État doit offrir aux instances régionales un cadre législatif leur permettant d'assumer de nouvelles responsabilités ainsi que les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement.

Les municipalités

Dans les régions du Québec, il existe deux réalités culturelles municipales: le milieu rural et le milieu urbain. La très grande proportion des investissements de l'intervention culturelle se réalise dans les milieux urbains (Réf.: *Le portrait de l'intervention culturelle des municipalités au Saguenay – Lac-Saint-Jean, 1997*).

Par contre, les municipalités, en milieu rural, ont progressé au cours des dernières années dans l'intervention culturelle municipale avec la collaboration des centres régionaux de services aux bibliothèques publiques. Les populations des milieux ruraux utilisent les services publics des municipalités urbaines (salles de spectacles, centres d'exposition, musées, etc.). Ces services culturels publics rayonnent régulièrement à l'échelle de la région.

La mise en commun des ressources, des besoins, des services, devrait donc s'articuler à l'échelon régional (région administrative), palier de convergence des milieux ruraux et urbains.

Toute décentralisation et régionalisation doit prendre en compte ces deux réalités de l'intervention culturelle municipale et celle du territoire régional couvert par les organisations professionnelles qui oeuvrent dans le secteur des arts et de la culture.

Les rôles des municipalités devraient donc s'appuyer sur leurs compétences et expertises.

- La sensibilisation des citoyens et citoyennes aux arts et à la culture.
- Le développement de l'initiation aux arts et la culture et à la diffusion culturelle.
- L'établissement de politiques culturelles locales ou supra-locales (MRC) en tenant compte des stratégies de la planification culturelle régionale et de la politique culturelle gouvernementale.

Les MRC

Les MRC ont actuellement la responsabilité des schémas d'aménagement du territoire. Dans la mise en place d'une décentralisation gouvernementale, les MRC pourraient exercer des rôles directement reliés à leur expertise et leur mandat de concertation à l'échelon supra-local.

- Planifier la mise en place des équipements et infrastructures culturelles dans le cadre des schémas d'aménagement.
- Harmoniser l'utilisation des équipements et infrastructures culturelles ayant une incidence sur le territoire de la MRC.

Le Conseil régional de concertation et de développement

Les conseils régionaux de concertation et de développement sont le résultat des premiers jalons d'une politique gouvernementale axée vers la régionalisation et la décentralisation.

À cet égard, ils exercent les rôles et responsabilités suivantes:

- Assurer la concertation sectorielle et territoriale des intervenants locaux et régionaux en vue de réaliser la planification stratégique régionale.
- Établir, avec le Gouvernement, des ententes cadre par région et des ententes spécifiques, notamment dans le secteur des arts et de la culture.
- Gérer des programmes décentralisés multisectoriels, F.I.R. et F.A.E. et consulter formellement les milieux concernés pour avis sur les dossiers.

Les conseils régionaux de la culture

Depuis 20 ans, les conseils régionaux de la culture assument, dans les régions, les rôles suivants:

1. Rassembler, regrouper le milieu des arts et de la culture et leurs partenaires.

2. Concerter, consulter et animer le milieu des arts et de la culture et leurs partenaires.
3. Représenter le milieu des arts et de la culture auprès des partenaires et du ministère de la Culture et des Communications du Québec et les sociétés d'État.
4. Conseiller et aviser les partenaires et le ministère de la Culture et des Communications du Québec et ses sociétés d'État.
5. Assurer la mise en place de la régionalisation avec les conseils régionaux de concertation et de développement et la réalisation de stratégies du secteur des arts et de la culture dans le cadre de la planification stratégique régionale.
6. Proposer des ententes spécifiques arts et culture à l'intérieur de l'entente-cadre des CRCD.

Dans la perspective d'une décentralisation et régionalisation de nouvelles responsabilités, les conseils régionaux de la culture figurent parmi les instances régionales ayant développé une expertise de rassemblement, de concertation et de planification. Toutefois, leur structure, leur mode organisationnel, leur statut juridique, devraient se modifier pour assumer des nouvelles responsabilités décentralisées et régionalisées.

4.4. Appréciation de l'enquête

Il était évidemment indispensable, pour des raisons techniques, d'évaluer la clarté du questionnaire principal et des documents connexes; moins dans le but d'améliorer notre approche d'enquête dans le futur que de jauger le degré de compréhension des répondants, et par conséquent, la fiabilité des données recueillies.

Coïncidemment, nous voulions déterminer jusqu'à quel point, les responsables municipaux estimaient pertinente notre démarche. Cela nous paraissait utile, autant pour évaluer leur niveau de collaboration que pour estimer leur volonté d'améliorer l'efficacité de leur intervention dans le domaine culturel.

Finalement, nous avons recueilli les commentaires généraux des répondants, à la fois sur le questionnaire, les documents connexes à l'enquête ainsi que sur la pertinence de la démarche entreprise auprès d'eux.

• Évaluez la clarté des questions posées dans ce questionnaire?

(Question 3.10.2. du questionnaire principal)

Très claires	15.3 %
Clares	67.8 %
Peu claires	13.6 %
Pas du tout claires	0 %
Sans opinion	3.4 %

Le résultat obtenu à cette question, 83 % des répondants jugeant les questions claires ou très claires, est quelque peu surprenant puisque, lors des entrevues, plusieurs d'entre eux avaient mentionné que le questionnaire était "compliqué". Mais chaque fois qu'un répondant a fait part de ce commentaire (questionnaire compliqué ou complexe) dans l'espace réservé à cette fin (question 3.10.3.), il a, du même souffle, répondu que les questions posées étaient claires ou très claires (question 3.10.2).

On peut donc déduire que le questionnaire était effectivement clair, en terme de compréhension, mais que les questions étaient compliquées en ce sens qu'elles demandaient une certaine recherche ou une certaine réflexion. Les rencontres avec les répondants ont, il faut aussi le dire, permis de clarifier les libellés rébarbatifs. Enfin, le fait que certains aient répondu à cette question en présence d'un des responsables de l'enquête a pu influencer.

Il reste que ce résultat constitue une caution solide en ce qui concerne la conformité des réponses fournies par les répondants.

• ***Quelle est votre appréciation de l'enquête?***

(Question 3.10.1. du questionnaire principal)

Très pertinente	18.6 %
Pertinente	57.6 %
Peu pertinente	15.3 %

Non pertinente	5.1 %
Sans opinion	3.4 %

Le fait que 76.2 % des répondants aient jugé l'enquête pertinente ou très pertinente est un indicateur sûr, démontrant l'importance de tracer un portrait de l'intervention culturelle municipale dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean.

Analysé à la lumière des rétroactions des répondants recueillies lors des entrevues, ce résultat tend à démontrer que les responsables municipaux sont conscients de la nécessité de mieux connaître la problématique de l'intervention culturelle de leur municipalité. On peut supposer que cela découle d'une volonté certaine d'améliorer ce qu'ils font actuellement, sinon d'être rassurés sur l'efficacité de leur intervention actuelle. Dans les deux cas, on pourrait affirmer qu'il existe un esprit d'ouverture certain chez les responsables de l'intervention municipale de la région à l'égard de la culture.

Moins d'une vingtaine de répondants ont émis des commentaires écrits sur le questionnaire d'enquête et sur la démarche entreprise auprès d'eux.

Parmi ceux-là, plusieurs ont mentionné que le questionnaire était long, quelque peu fastidieux, qu'il paraissait avoir été conçu d'abord à l'intention des plus grandes villes et était mal adapté aux petites municipalités. Ce commentaire réfère au qualificatif "compliqué" accolé au questionnaire à quelques reprises lors des entrevues. D'autres ont avoué qu'il leur était difficile de répondre à certaines questions parce que les données étaient difficiles à repérer ou parce que les ques-

tions ne s'appliquaient pas vraiment à leur réalité de petites municipalités. Quelques-uns ont finalement mentionné que l'entrevue avec un responsable de l'enquête les avait grandement aidé «à passer au travers».

De façon informelle, lors des rencontres avec l'enquêteur, certains répondants des petites municipalités se sont dit heureux de constater que l'on puisse s'intéresser à leur travail, d'autres ont profité de la rencontre pour demander des informations sur divers sujets relatifs à leur intervention culturelle. Dans les villes, la majorité des répondants ont jugé l'exercice utile pour eux dans la perspective de mieux planifier leur action ou encore, de mettre en branle un processus d'élaboration d'une politique culturelle.

Lors des rencontres, à deux ou trois exceptions près, les répondants se sont montrés tout à fait disponibles à collaborer avec l'enquêteur.

BIBLIOGRAPHIE

«*Décentralisation: à nous de jouer!*»; Union des municipalités régionales de comté du Québec, 1992.

«*Décentralisation, régionalisation et action culturelle municipale*», Chaire de gestion des arts, École des Hautes études commerciales, 1993.

«*Dépenses de l'administration publique québécoise au titre des activités culturelles*»; B.S.Q., 1993.

«*Diagnostic culturel régional*»; Saguenay – Lac-Saint-Jean – Chibougamau-Chapais, 1993, Conseil régional de la culture.

«*Finances des municipalités*», éditions 1993-1994-1995, ministère des Affaires municipales, Les Publications du Québec, 1993, 1994, 1995.

«*Forum régional sur la décentralisation; compte rendu des sessions I, II, III et IV, Congrès en éthique de société*», UQAC, 1994-1995.

«*Intégration des jeunes; un défi pour les régions*»; in Forum régional sur la décentralisation; compte rendu de la session I, Conseil permanent de la jeunesse, 1995.

«*Interventions financières régionales du MC: 1989-1990, 1990-1991, 1991-1992, 1992-1993, 1993-1994*».

«*La décentralisation et les municipalités: les enjeux et le potentiel*»; Union des municipalités du Québec, 1994.

«*L'analyse des Politiques gouvernementales*»; Michel Bellavance, Maurice Patry, Roland Parenteau, Les Presses de l'Université Laval, 1983.

«*La participation culturelle au Saguenay – Lac-Saint-Jean*»; 3 volumes, 1987 (Pronovost et Larouche).

«*La participation culturelle au Saguenay – Lac-Saint-Jean*»; 2 volumes, 1987 (Pronovost et Larouche).

«*La Politique culturelle du Québec*»; 1992 (MC).

«*Le Forum de comté: Programme et organisation*»; MRC de Lac-Saint-Jean-Est, 1994.

«*Le progrès d'une décennie en matière de participation culturelle 1979-1989*»; Chiffres à l'appui; juin 1992 (MAC).

«*Les comportements des Québécois en matière d'activités culturelles de loisirs*»; 1990 (MAC).

«*L'intervention culturelle des municipalités québécoises*»; Regroupement québécois du loisir municipal, 1993.

«*Les Politiques gouvernementales, Élaboration, Gestion, et Évaluation*»; Michel Bellavance, ENAP, 1995.

«*Les populations actives du milieu des arts au Saguenay – Lac-Saint-Jean*», Conseil régional de la culture du Saguenay – Lac-Saint-Jean – Chibougamau-Chapais, 1995.

«*Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations*»; OMAR ARTOUF, 1987.

«*Pouvoirs publics et politiques culturelles: enjeux nationaux*»; actes d'un colloque tenu à Montréal, octobre 1991, Chaire de gestion des arts, École des Hautes études commerciales, 1992.

«*Planification stratégique régionale: analyses et perspectives sectorielles*»; Conseil régional de concertation et de développement, 1994.

«*Planification stratégique régionale: cadre stratégique*»; Conseil régional de concertation et de développement, 1995.

«*Planification stratégique régionale: concept et opérationnalisation*»; 1993 (CRCD).

«*Projets de loi 52 et 53*»; 1992 (Éditeur officiel du Québec).

«*Quelques caractéristiques socio-économiques de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean*»; Société québécoise de la main-d'œuvre, 1994.

«*Recherche arts et culture, 1991*»; Conférence de monsieur Max D'Amours UQTR (Atelier sur les politiques culturelles).

«*Recherche arts et culture, 1991*»; Ministère de la Culture, conférence de monsieur Rosaire Garon, M.C. (Atelier sur les politiques culturelles).

«*Recherche arts et culture, 1991*»; Ministère de la Culture, conférence de monsieur Michel de la Durantaye (Atelier sur les politiques culturelles).

«*Régions, loisirs et comportements culturels*»; rapport remis au MC, 1985 (Gilles Pronovost).

«*Répertoire signalétique des études et analyses du domaine des arts et de la culture*»; 1991 et 1992 (MC: direction de la recherche et de la statistique).

«*Retombées économiques des activités culturelles (La culture, ça compte)*»; données de recherche, 1987, (CRC).

«*Sur la voie de la décentralisation*»; Union des municipalités du Québec, 1994.

«*Une politique de la culture et des arts*»; Rapport Arpin, 1991 (Groupe-conseil Arpin).

«Vers un partenariat entre le gouvernement, les municipalités et les MRC»; Union des municipalités régionales de comté du Québec, 1994.



Annexe 1

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Alma**

Répondant
Pierre Bourdeau
Directeur des loisirs
TC.: 669-5125

Superficie de la ville en km²: 114,5

Date de création: 01-01-1879

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 25 910

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes

de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 62 (dont 11 organismes soutenus financièrement)

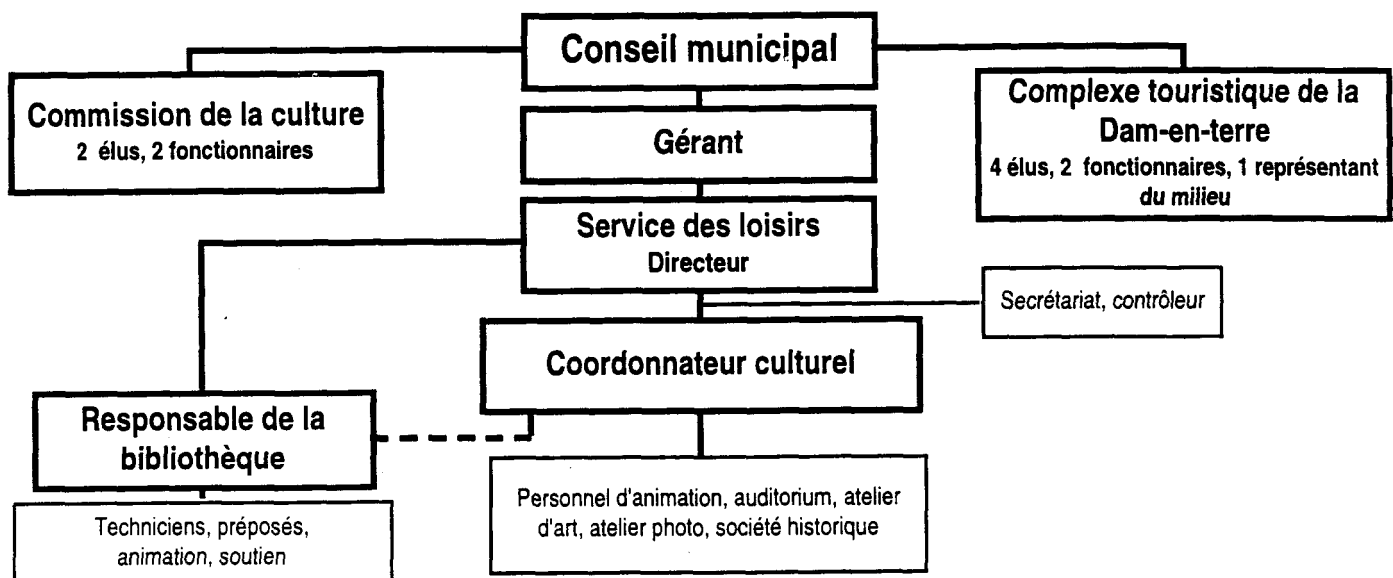
• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

La ville d'Alma occupe une place déterminante dans l'animation et le développement culturel de son milieu: en soutenant financièrement quelque 11 organismes, en dispensant le service de la bibliothèque, en prenant en charge la diffusion de spectacles majeurs à l'Auditorium, en ayant adopté un règlement et des mesures visant à préserver la valeur patrimoniale des quartiers Riverbend et Isle-Maligne et en se dotant ou projetant l'aménagement d'équipements culturels de premier plan. En 1993, Alma consacrait 969 472 \$ à la culture, soit 37.42 \$ par habitant.

La ville d'Alma s'est donnée une structure afin d'encadrer et de prendre en charge son intervention culturelle: Commission de la culture, service des loisirs, coordonnateur culturel, responsable de la bibliothèque ainsi que les différents employés affectés. Le Complexe touristique de la Dam-en-terre d'Alma inc., une corporation paramunicipale gérant le site du même nom, intervient également en présentant un théâtre d'été. La ville s'est dotée d'une mission et des objectifs spécifiques afin de guider son intervention. Une politique d'accréditation permet aux organismes culturels de bénéficier des différents types de soutien offerts par le service des loisirs. L'intervention culturelle de la ville consiste à fournir le service de la bibliothèque, en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications, à présenter des spectacles à l'Auditorium, à mettre à la disposition des citoyens des équipements utilisables à des fins culturelles, à promouvoir et à informer sur les activités culturelles. Au niveau patrimonial, la ville a procédé à l'inventaire et l'évaluation de son territoire. En 1994, un règlement fut adopté pour protéger le caractère patrimonial des quartiers Riverbend et Isle-Maligne. Des mesures d'aide destinées aux propriétaires ont coïncidemment été mises en place. La ville offre aux organismes accrédités du soutien financier (à 11 organismes), du support technique, des infrastructures et des ressources humaines. Elle fait également la promotion et diffuse de l'information sur leurs activités.

En 1993, Alma consacrait 3% de ses dépenses totales à la culture, une proportion semblable à celles de 1991 et 1992. Les revenus culturels atteignaient, en 1993, 32,2% des dépenses culturelles brutes. De 1991 à 1993, les dépenses relatives à la rémunération du personnel affecté à la culture accaparaient en moyenne 39,1% des dépenses culturelles, les dépenses en équipements, 16%, le soutien financier aux organismes, 9,7%, et les initiatives de communication/mise en marché, 3%. Les dépenses paramunicipales au titre de la culture (Complexe touristique) s'élevaient à 72 944 \$ en 1993. L'activité du théâtre d'été avait alors rapporté un montant équivalent. En 1987, la ville a mis sur pied la Commission Tessier dont le rapport faisait état de lacunes importantes au niveau des équipements culturels. Depuis ce temps, la ville cherche à combler les retards, et c'est dans cette optique que s'inscrit la construction de la bibliothèque en 1994. D'autres projets de développement d'infrastructures sont envisagés (théâtre de poche, centre de diffusion en arts visuels, centre d'interprétation en patrimoine) pour des investissements totaux se situant entre 2 et 5 millions de \$ d'ici trois à cinq ans. En 1995, la ville a initié une démarche visant à se doter d'une politique culturelle.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville offre à ses citoyens le service de la bibliothèque, elle prend en charge la diffusion de spectacles à l'Auditorium et met à la disposition des citoyens des équipements utilisables à des fins culturelles. Au niveau patrimonial, la ville a procédé à l'inventaire et l'évaluation de son territoire. En 1994, un règlement fut adopté visant à protéger le caractère patrimonial des quartiers Riverbend et Isle-Maligne. Des mesures de soutien aux propriétaires ont coïncidemment été mises en place.

• Services culturels aux organismes et artistes

La ville offre aux organismes culturels du soutien financier (à 11 organismes), des services techniques (photocopie, télécopie et maintenance), des infrastructures (prêt de locaux et d'équipements, entretien et chauffage) et du soutien au niveau des ressources humaines (organisation/animation). De plus, elle fait la promotion et donne de l'information sur les différentes activités culturelles. Aucun service n'est actuellement offert aux artistes.

• Services culturels réclamés

Les artistes et organismes réclament une salle de diffusion de petite taille ainsi qu'un lieu d'exposition en arts visuels.

• Initiatives de communication /mise en marché

La ville utilise différents outils afin de mettre en application ses stratégies de communication et de mise en marché: l'affichage et la signalisation urbaine, relations avec la presse, publications de documents informatifs et promotionnels, annonces publicitaires dans la presse écrite et électronique.

Ces initiatives visent à la fois l'ensemble de la population de la ville, la population des autres municipalités et la clientèle touristique.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Bibliothèque municipale (biblio, salle d'exposition et de conférence), Édifice Paul-Tremblay (musée et centre d'archives), Centre La Mennais (atelier d'art, atelier culturel, école de musique, club de photo), Auditorium d'Alma (diffusion de spectacles, hall d'exposition), CREPS (studios de danse classique, salle de danse folklorique), pavillon Camil-Lavoie (chant choral), pavillon Wilbrod-Dufour (local harmonie), pavillon Saint-Jude (atelier de production en arts visuels), galerie Langage Plus (galerie d'exposition, art actuel).

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission formelle et approuvée politiquement, qui s'applique à tout le service des loisirs, guide l'intervention culturelle de la ville. La mission précise le rôle de la ville, oriente le soutien à la vitalité des arts et de la culture et l'accessibilité des services aux citoyens. La ville s'est également fixée divers objectifs spécifiques qu'elle vise à atteindre par son intervention. Ces objectifs concernent la diffusion/promotion des spectacles, la concertation en danse et en arts visuels, la gestion de la biblio et l'information. Le service des loisirs possède une politique d'accréditation permettant aux organismes de bénéficier de différents types de soutien (financier, technique, ressources humaines, infrastructures, promotion/information). Une politique culturelle est en voie d'élaboration.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec collabore financièrement au service de la bibliothèque et pour la diffusion de spectacles. De plus, des ententes pour l'utilisation d'équipements existent avec la commission scolaire et certains organismes culturels.

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

D'ici 1 à 3 ans, la ville prévoit mettre en place un centre de diffusion en arts visuels (en collaboration avec le ministère de la Culture et Communications et les organismes en arts visuels du milieu) et un théâtre de poche dans «La Cabotière» (en collaboration avec Alcan) moyen terme, soit d'ici 3 à 5 ans, la ville projette de réaménager le musée et de mettre en place un centre d'interprétation du patrimoine.

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux 2 millions à 5 millions
Part de la ville 500 001\$ à 1 million

	1991	1992	1993
Dépenses totales de la ville	29 777 370 \$	31 954 531 \$	32 346 386 \$
Dépenses totales sans le réseau électrique	23 970 456 \$	24 100 864 \$	24 993 331 \$
Dépenses culturelles brutes	877 790 \$	921 634 \$	969 472 \$
Par habitant	33,12 \$	35,57 \$	37,42 \$
Dépenses culturelles/dép. totales ville	2,9%	2,9%	3,0%
Dép. cult. totales/dépen. totales sans réseau électrique	3,7%	3,8%	3,9%
Revenus culturels totaux	281 287 \$	295 600 \$	312 343 \$
Revenus culturels/ dépenses cult. brutes	32,0 %	32,1 %	32,2 %
Dépenses culturelles nettes	596 503 \$	626 034 \$	657 129 \$
Dépenses culturelles nettes / dépenses totales de la ville	2,0%	2,0%	2,0%
Dépenses en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses nettes en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale employés culturels (% face aux dépenses culturelles totales)	342 516 \$ 39,0 %	359 642 \$ 39,0 %	379 782 \$ 39,2 %
Soutien financier aux organismes (% face aux dépenses culturelles totales)	81 033 \$ 9,2 %	93 696 \$ 10,2 %	94 623 \$ 9,8 %
Dépenses équipements/infrastructures (% face aux dépenses culturelles totales)	141 300 \$ 16,1 %	149 300 \$ 16,2 %	154 300 \$ 15,9 %
Dépenses communic./mise en marché (% face aux dépenses culturelles totales)	26 000 \$ 3,0 %	27 000 \$ 2,9 %	30 000 \$ 3,1 %

• Financement culturel paramunicipal

Corporation paramunicipale: *Complexe touristique de la Dam-en-terre d'Alma* Théâtre d'été.

	1991	1992	1993
Dépenses totales	1 583 397 \$	1 160 095 \$	1 138 921 \$
Financement municipal	172 600 \$	277 900 \$	280 069 \$
Dépenses nettes	1 410 797 \$	882 195 \$	856 853 \$
% d'autofinancement	(89,1 %)	(76,1 %)	(75,2 %)
Dépenses culturelles brutes	127 000 \$	120 000 \$	97 000 \$
Dép. cult. brutes / dépenses totales	8,0 %	10,3 %	8,5 %
Dépenses culturelles nettes (Part non couverte par le financement municipal)	113 157 \$	91 320 \$	72 944 \$
Revenus culturels autonomes	96 000 \$	114 000 \$	97 000 \$
Bilan des dépenses culturelles nettes / revenus culturels autonomes	-17 157 \$	22 680 \$	24 056 \$
Total des dépenses culturelles de la ville et celles paramunicipales	990 947 \$	1 012 954 \$	1 042 416 \$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle de la ville

- 1994: Construction de la nouvelle bibliothèque, projet de théâtre de poche et de salle de diffusion en arts visuels.
- 1988: Dépôt du rapport de la Commission Tessier (Commission sur le développement du milieu culturel et du service de la bibliothèque).
- 1986: Création de la commission des loisirs.
- 1980: Relocalisation de la Société d'histoire.
- 1979: Relocalisation de la bibliothèque dans l'édifice Paul-Tremblay.
- 1975: Relocalisation de la bibliothèque au centre-ville.
- 1974: Adoption de la politique générale du service des loisirs.
- 1971: Construction de l'auditorium.
- 1970: Engagement d'un régisseur culturel.
- 1968 : Municipalisation de la bibliothèque de la Société Saint-Jean-Baptiste.
- 1967 : Création du service des loisirs.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Albanel

Répondant
Gilles Lambert
Secrétaire-trésorier
TC.: 279-31471

Superficie de la municipalité en km²: 195,7

Date de création: 11-04-1890

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 2 496

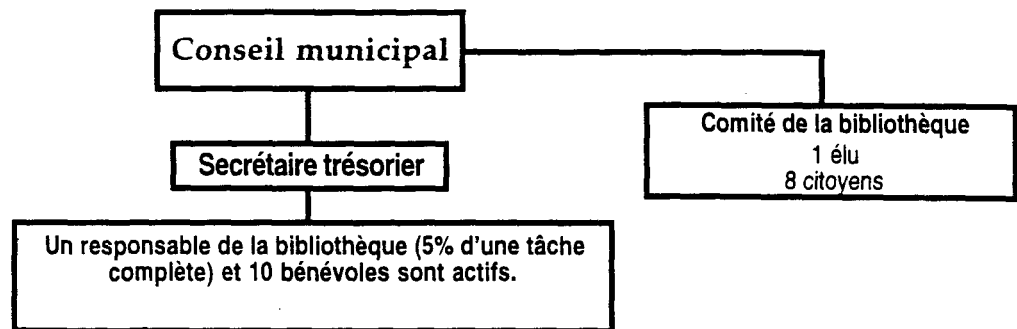
Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 3

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité consiste à dispenser le service de la bibliothèque à ses citoyens, à mettre à leur disposition les équipements/infrastructures qu'elle possède et les informer sur les activités culturelles. Albanel projette de relocaliser à court terme sa bibliothèque. Le service de la bibliothèque est supervisé par un comité formé de un élu et de 8 citoyens en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). La municipalité met également à la disposition des citoyens la salle polyvalente du Centre communautaire afin d'organiser des activités culturelles ponctuelles (cours de danse, spectacles, etc.). La municipalité achète de l'espace dans le journal local afin de diffuser de l'information sur les activités culturelles sur son territoire. Un responsable de la bibliothèque (5% d'une tâche complète) et 10 bénévoles sont actifs dans l'intervention culturelle municipale. En 1993, Albanel consacrait 12 090 \$ à son intervention culturelle, soit 4,84 \$ par habitant ou encore 1,7% de ses dépenses totales. Cette proportion s'élevait à 1,3% en 1991 et 1992. La municipalité projette de relocaliser la bibliothèque dans des espaces plus spacieux d'ici un à trois ans. Aucun autre projet de développement des services ou des infrastructures culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de la bibliothèque. Elle met à leur disposition les équipements et locaux culturels dont elle dispose pour des utilisations ponctuelles. Albanel diffuse également de l'information sur les activités culturelles par le biais du journal local.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé.

• Mission et objectifs poursuivis

Il n'y a pas de mission ou d'objectif généraux, seulement des objectifs spécifiques que la municipalité cherche à atteindre par le service de la bibliothèque.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques pour dispenser le service de la bibliothèque

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque)
Centre communautaire (salle polyvalente)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Albanel

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	579 627 \$	635 809 \$	726 835 \$
Dépenses culturelles brutes	7 566 \$	8 228 \$	12 090 \$
Par habitant	2.90 \$	3.30 \$	4.84 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	7 566 \$	8 228 \$	12 090 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,3	1,3	1,7
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	1 204 \$	1 528 \$	1 599 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 073 \$	1 117 \$	4 026 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité projette de relocaliser la bibliothèque dans des espaces plus spacieux.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1989: Fêtes du centenaire de la municipalité.
1973: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Bégin

Répondant
Louise Perron
secrétaire
TC.: 672-6161

Superficie de la municipalité en km²: 191,8

Date de création: 08-02-1922

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 953

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

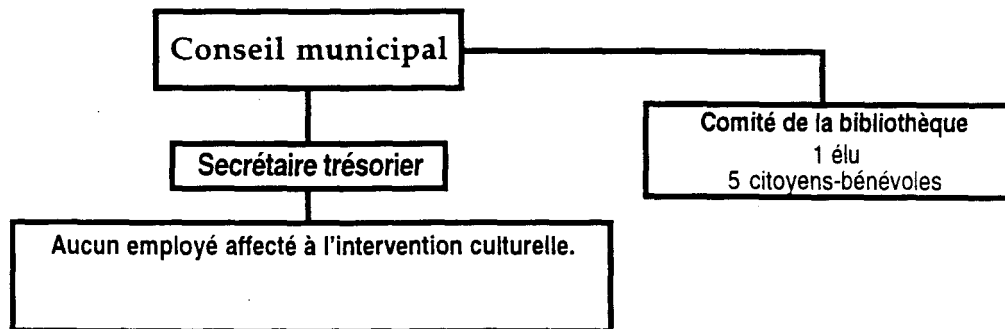
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Bégin consiste à dispenser le service de la bibliothèque. Elle y consacre 0,8% de ses dépenses totales, soit 3,83 \$ par habitant.

La municipalité de Bégin ne s'est pas donnée de mission formelle ni d'objectifs concernant son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir le service de bibliothèque (sous la supervision du comité de la bibliothèque) et à offrir les espaces disponibles au Centre des loisirs (utilisés par des particuliers pour donner des cours de danse). En 1993, Bégin consacrait 3 650 \$ à son intervention culturelle, soit 3,83 \$ par habitant. Depuis 1991, les dépenses culturelles de la municipalité se maintiennent autour de 0,8 % de ses dépenses totales. Une corporation autonome, le Comité de gestion, chargée de distribuer les fonds municipaux aux différents organismes, dont le comité de bibliothèque, a été dissoute en 1993. La municipalité projette de transformer sa bibliothèque en foyer culturel d'ici les trois prochaines années.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre un service de bibliothèque aux citoyens.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Il n'y a pas de services culturels qui sont réclamés par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

La municipalité ne s'est pas donnée de mission formelle ni d'objectifs concernant son intervention culturelle.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque)
Centre des loisirs (salle polyvalente / cours de danse)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Bégin

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	427 499 \$	468 333 \$	468 992 \$
Dépenses culturelles brutes	3 704 \$	3 515 \$	3 650 \$
Par habitant	3,37 \$	3,69 \$	3,83 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	3 704 \$	3 515 \$	3 650 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,9	0,8	0,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité projette de transformer sa bibliothèque en foyer culturel dans une période allant de 1 à 3 ans.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

- 1973: fondation de la bibliothèque.
- 1972: fêtes marquant le 50e anniversaire de la municipalité.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Canton-Tremblay

Répondant
J.-Laurent Riverin
Secrétaire-trésorier
543-6803

Superficie de la municipalité en km²: 88,6

Date de création: 01-07-1855

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 3 535

Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

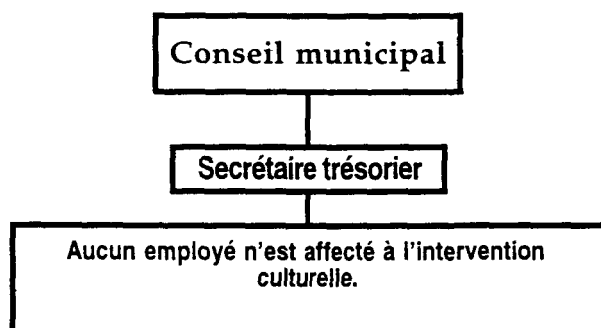
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 0

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

La municipalité de Canton-Tremblay est la seule de toute la région à n'effectuer aucune intervention au plan culturel.

Canton-Tremblay est la seule municipalité de la région à n'offrir aucun service culturel à sa population. Cette situation s'explique en partie par le caractère particulier de cette municipalité, coincée entre Chicoutimi, Shipshaw, Saint-Honoré et Saint-Fulgence, étriquée au plan géographique, les cinq quartiers la composant étant disséminés aux quatre coins de son territoire. Au plan des services, la municipalité de Canton-Tremblay préfère souvent conclure des ententes avec des municipalités adjacentes pour l'utilisation de services (par exemple le service d'aqueduc avec Chicoutimi) plutôt que s'en procurer de façon autonome. Dans les années passées, un projet de bibliothèque a été écarté parce que les citoyens des quartiers éloignés du centre n'en auraient pas profité, préférant souvent faire affaire avec les bibliothèques des municipalités avoisinantes, beaucoup plus proches d'eux géographiquement.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

Il n'existe pas de service culturel offert aux citoyens actuellement.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Aucun.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Aucun.

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Canton-Tremblay

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 176 569 \$	1 433 402 \$	1 555 052 \$
Dépenses culturelles brutes	0 \$	0 \$	0 \$
Par habitant	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	0 \$	0 \$	0 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,0	0,0	0,0
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet n'est à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

Pas d'historique d'intervention au plan culturel.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Chambord**

Répondant
Jean-Pierre Tremblay
Secrétaire-trésorier
TC.: 342-8438

Superficie de la municipalité en km²: 157,0

Date de création: 01-01-1873

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 1 739

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

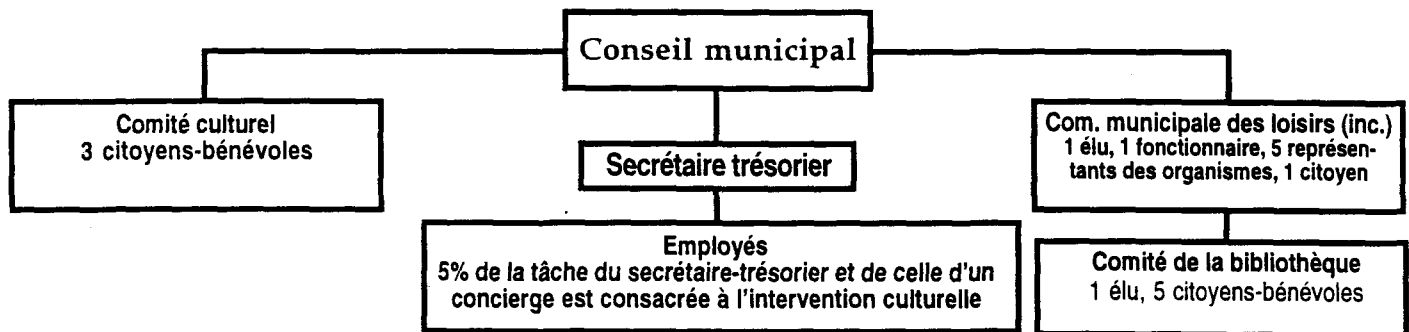
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 7

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

Chambord a une intervention culturelle relativement étoffée: bibliothèque, expositions, ateliers de formation, soutien aux organismes et artistes, information/promotion des activités et attraits culturels. La municipalité consacrait à la culture en 1993 11 393 \$, soit 6.55 \$ par habitant.

Chambord s'est donnée une mission et des objectifs qui s'appliquent à tout le secteur des loisirs et de la culture. La Commission municipale des loisirs est chargée de superviser cette intervention, appuyée d'un comité culturel, d'un comité de bibliothèque et de deux employés y consacrant une partie de leur tâche. Les principaux services offerts à la population sont les suivants: bibliothèque, expositions en arts visuels, promotion sur les attraits culturels (Val-Jalbert), ateliers de formation en musique, danse et en arts visuels. Les organismes culturels bénéficient de services techniques, peuvent disposer d'équipements et de locaux et recevoir du soutien au niveau de la conciergerie et du secrétariat. Les artistes bénéficient à l'occasion d'un soutien financier (achat d'œuvres). En 1993, la municipalité consacrait 0,9% de ses dépenses totales à la culture, soit une baisse de 0,2% par rapport à 1991. En 1993, la municipalité a transformé sa bibliothèque en foyer culturel, un projet de 225 000 \$. Le seul projet d'amélioration des services culturels visent l'aménagement de locaux multidisciplinaires, un projet ne dépassant pas les 50 000 \$.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre plusieurs services aux citoyens outre celui de la bibliothèque. Nous retrouvons aussi des services de diffusion en arts visuels et des ateliers de formation en musique, en arts visuels et en danse. Finalement, les services de promotion et d'information sur les activités culturelles et le prêt d'équipements complètent les services aux citoyens.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels des services techniques (photocopie, secrétariat) et d'infrastructures (prêt de locaux et d'équipements, entretien et chauffage), un soutien au niveau des ressources humaines (maintenance et secrétariat). La municipalité supporte financièrement les artistes par l'achat d'œuvres et le prêt de locaux.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est réclamé actuellement par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission et des objectifs (formels) qui s'appliquent à tout le service des loisirs guident l'intervention culturelle. Ils expriment et précisent le rôle de la municipalité, l'implication des partenaires et le développement de services culturels aux citoyens et au milieu culturel.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque. Le gouvernement du Québec et le CRSBP pour l'élaboration du projet de foyer culturel. Finalement, la Commission scolaire locale permet l'utilisation de locaux.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (foyer culturel)
Édifice Vallée (locaux utilisés par le Comité culturel)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Chambord

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 294 427 \$	1 442 022 \$	1 329 558 \$
Dépenses culturelles brutes	13 970 \$	13 944 \$	11 393 \$
Par habitant	7.98 \$	8.02 \$	6.55 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	13 970 \$	13 944 \$	11 393 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,1	1,0	0,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	112 714 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	224 714 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	112 000 \$
Masse salariale des employés culturels	3 796 \$	3 538 \$	3 147 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	4 310 \$	3 692 \$	2 737 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité prévoit combler ses besoins en infrastructures, par la mise en place de locaux multidisciplinaires, dans une période de 1 à ans.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u>	1\$ à 50 000\$
	<u>Part de la municipalité</u>	1\$ à 50 000\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1994: Foyer culturel et aménagement de salles de réunion.
1990: Salle communautaire.
1982: 125^e anniversaire de la municipalité.
1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Chicoutimi**

Répondant
Jocelyn Dufour
Directeur des loisirs
TC.: 698-3019

Superficie de la ville en km²: 156,9

Date de création: 01-01-1855

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 62 670

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes

de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 192 (39 organismes accrédités, 14 avec ententes, 22 soutenus \$)

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

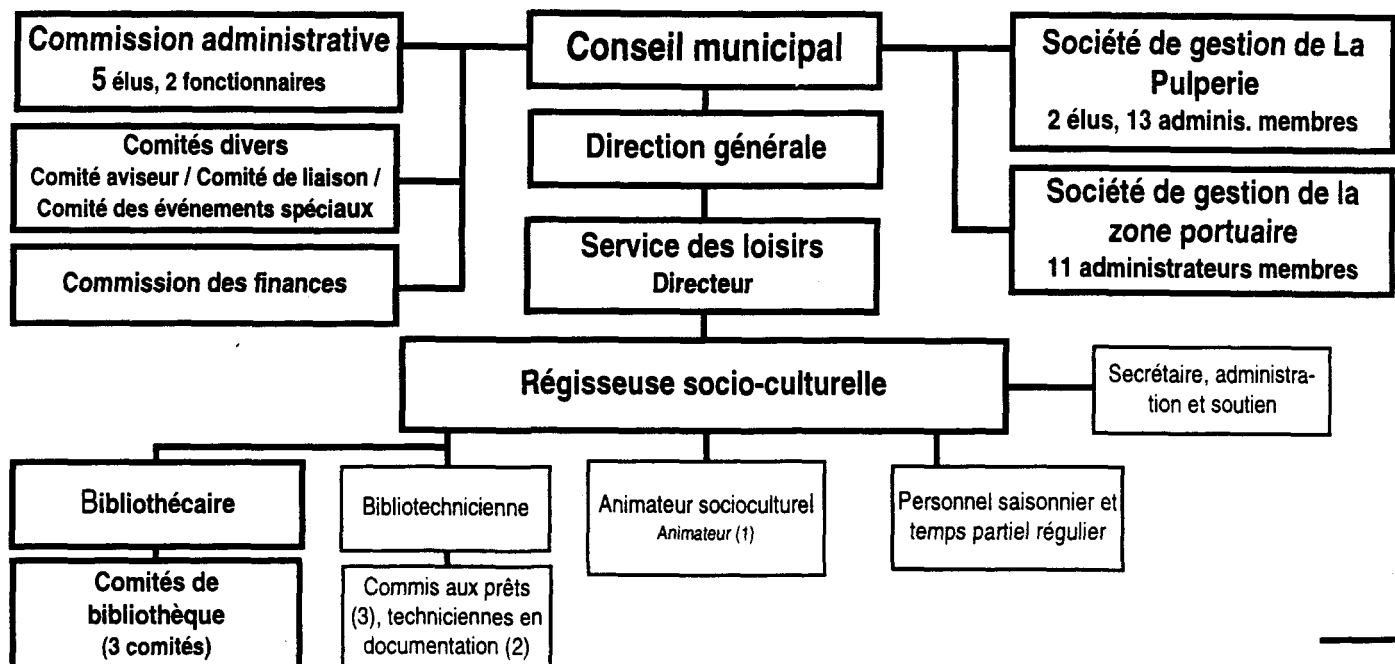
L'intervention culturelle de la ville de Chicoutimi consiste à fournir une gamme variée de services culturels à ses citoyens et à soutenir de diverses façons le dynamisme des organismes culturels et artistes actifs sur son territoire. La ville a confié à des sociétés paramunicipales le mandat de gérer deux sites culturels majeurs: La Pulperie et le Vieux port. En 1994, Chicoutimi a initié un processus visant à se doter d'une politique culturelle. En 1993, la ville consacrait 2 569 290 \$ à la culture, soit 41 \$ par habitant.

La ville s'est dotée d'un organigramme complexe afin de superviser et prendre en charge son intervention culturelle. Une mission formelle approuvée politiquement, des objectifs généraux et une politique d'accréditation des organismes servent à encadrer cette intervention. Le service des loisirs affecte 15 employés réguliers et 4 saisonniers à son intervention culturelle, dont une régisseuse socio-culturelle et une chef bibliothécaire. Une dizaine de bénévoles sont également impliqués dans l'intervention culturelle de la ville. La gestion des sites de La Pulperie (mise en valeur patrimoniale et diffusion en théâtre) et du Vieux port (50% de l'activité est reliée à la diffusion de spectacles et l'animation culturelle) a été confiée à des corporations paramunicipales. Celles-ci totalisaient des dépenses culturelles nettes (un fois déduit la part de financement municipal) de 477 965 \$ en 1993.

La ville offre à ses citoyens les services suivants: bibliothèques (3), des expositions en arts visuels (au centre socioculturel), diffusion de spectacles, conservation et mise en valeur du patrimoine, animation culturelle, tarifs préférentiels sur les services offerts, ateliers en arts plastiques, prêt et location d'équipements utilisables à des fins culturelles, information et promotion sur les activités culturelles sur le territoire. Elle offre différents types de soutien aux artistes et organismes culturels (22 bénéficient d'aide financière). Chicoutimi met en application des stratégies de communication et de mise en marché afin d'informer et de promouvoir les activités culturelles sur son territoire. En 1993, la ville consacrait 4,1% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une proportion s'élevant à 4,4% en 1992 et 4,3% en 1991 (un excédent attribuable en partie aux frais d'organisation des fêtes du 150e). Le soutien financier aux organismes accaparait 36,6% des dépenses culturelles en 1993, alors que la rémunération des employés et les dépenses en équipements et infrastructures totalisaient respectivement 25% et 16,8%. Les dépenses culturelles nettes s'élevaient à 3,9% en 1993, contre 4,1% en 1991 et 1992.

Au cours des années passées, Chicoutimi a réalisé diverses études afin de planifier le développement de ses équipements et infrastructures culturels. Elle a procédé à l'aménagement de la zone portuaire en 1992-1993 et élaboré un plan de développement pour la Pulperie. À court terme, la ville projette de réaménager sa bibliothèque et de relocaliser son centre socioculturel en y aménageant un petit théâtre. À moyen terme, la ville projette de construire ou rénover une salle de spectacles majeure.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville de Chicoutimi offre à ses citoyens les services suivants: bibliothèques (3), des expositions en arts visuels (au centre socioculturel), diffusion de spectacles, conservation et mise en valeur du patrimoine (inventaire, évaluation, citation-classement, réglementation, création de la Société de gestion de La Pulperie, publication d'un guide d'interprétation du patrimoine urbain), animation culturelle sur le site du Vieux port, tarifs préférentiels sur les services offerts, ateliers en arts plastiques, prêt et location d'équipements utilisables à des fins culturelles, information et promotion sur les activités culturelles sur le territoire.

• Services culturels aux organismes et artistes

Chicoutimi offre à ses organismes culturels du soutien financier (bourses et prix, programme d'aide, fondation TIMI, tarifs préférentiels et achat de billets de financement), des services techniques (photocopie, envois postaux, télécopie, transport, pochettes de presse et l'assurance-responsabilité), des infrastructures (prêt de locaux et d'équipements, entreposage et chauffage) et des ressources humaines (organisation/animation, maintenance, secrétariat et techniciens). La ville offre aux artistes le même type de soutien financier qu'aux organismes avec, de surcroît, l'engagement d'artistes et l'achat d'œuvres. De plus, elle offre des ressources humaines (techniciens, maintenance) et le prêt de locaux. Chicoutimi dispense de l'information et fait la promotion des activités des artistes et des organismes.

• Services culturels réclamés

Les artistes et organismes réclament des locaux pour la création-production, du financement au fonctionnement, un salle intermédiaire de diffusion en art de la scène, des améliorations locatives ou des relocalisations pour ceux dont les équipements semblent désuets, des locaux de pratique pour les groupes de musique.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission formelle (approuvée politiquement) et globale encadre l'intervention du service des loisirs. Elle prévoit l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, l'accessibilité des produits culturels pour les citoyens et le développement des services culturels. Des objectifs généraux, non-approuvés, concernent l'amélioration des équipements culturels, la prise en charge du milieu face aux services culturels à dispenser et la réponse aux besoins des citoyens concernant les activités socioculturelles. Le service possède aussi une politique d'accréditation approuvée politiquement (39 organismes accrédités).

• Initiatives de communication /mise en marché

La ville utilise une gamme d'outils de communications et de mise en marché: plan de communication, affichage et signalisation urbaine, relations de presse, relations publiques, annonces publicitaires dans les médias écrits et électroniques, publication de documents informatifs et promotionnels, sollicitation directe auprès de clientèles cibles, offre de service à des groupes et institutions, diffusion par le biais du canal communautaire. Ces initiatives de communications s'adressent à la population en général, à la clientèle touristique, à des segments de clientèle ainsi qu'aux organismes et institutions.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec subventionne le service de la bibliothèque et offre du financement pour les infrastructures culturelles (La Pulperie). Le gouvernement du Canada a collaboré à l'élaboration et au financement du projet de développement du site du Vieux-port. Le CRSBP collabore aux bibliothèques du Saint-Nom-de-Jésus et de Saint-Isidore. Le Cégep et le milieu scolaire louent des équipements utilisables à des fins culturelles. Des organismes culturels divers profitent d'ententes avec la ville.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Pulperie (site et théâtre-jeunesse), bibliothèque municipale, bibliothèques Saint-Nom-de-Jésus et Saint-Isidore, Musée du Saguenay, Pavillon de danse (cours et production en danse), Pavillon des loisirs (cours arts plastique et danse), Site du vieux port (spectacles estivaux, animation et activités thématiques), Poste de traite (site archéologique), Centre socioculturel (spectacles au Ménéstrel, diffusion en arts visuels, locaux d'organismes, formation, studios, répétition et salles de pratique).

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

La ville de Chicoutimi a mis en marche un processus pour se doter d'une politique culturelle. À court terme (d'ici 1 à 3 ans), la ville projette de réaménager sa bibliothèque et de relocaliser son centre socioculturel en y aménageant un petit théâtre. À moyen terme, la ville planifie la rénovation ou le réaménagement d'une salle de spectacles majeure.

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux + de 5 millions de \$
Part de la ville entre 2 et 5 millions de \$

	1991	1992	1993
Dépenses totales de la ville	57 519 563 \$	60 646 329 \$	62 047 765 \$
Dépenses culturelles brutes	2 480 257 \$	2 661 811 \$	2 569 290 \$
Par habitant	38,69 \$	42,47 \$	41,00 \$
Dépenses culturelles/dép. totales ville	4.3 %	4.4 %	4.1 %
Revenus culturels totaux	114 039 \$	157 036 \$	144 006 \$
Revenus culturels/ dépenses cult. brutes	4.6 %	5.9 %	5.6 %
Dépenses culturelles nettes	2 366 218 \$	2 504 775 \$	2 425 284 \$
Dépenses culturelles nettes / dépenses totales de la ville	4.1 %	4.1 %	3,9 %
Dépenses en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses nettes en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale employés culturels (% face aux dépenses culturelles totales)	738 223 \$ 29.8 %	803 695 \$ 30.2 %	642 795 \$ 25.0 %
Soutien financier aux organismes (% face aux dépenses culturelles totales)	459 187 \$ 18.5 %	536 812 \$ 20.2 %	716 062 \$ 27.9 %
Dépenses équipements/infrastructures (% face aux dépenses culturelles totales)	382 583 \$ 15.4 %	409 091 \$ 15.4 %	430 964 \$ 16.8 %
Dépenses communic./mise en marché (% face aux dépenses culturelles totales)	6 000 \$ 0,2 %	6 000 \$ 0,2 %	6 000 \$ 0,2 %

	1991	1992	1993
Dépenses totales	566 962 \$	629 679 \$	1 101 193 \$
Financement municipal	277 460 \$	294 000 \$	549 310 \$
Dépenses nettes	289 502 \$	335 679 \$	551 883 \$
% d'autofinancement	(51,1 %)	(53,3 %)	(50,1 %)
Dépenses culturelles brutes	566 962 \$	629 679 \$	889 193 \$
Dép. cult. brutes / dépenses totales	100 %	100 %	80,8 %
Dépenses culturelles nettes (Part non couverte par le financement municipal)	289 502 \$	335 679 \$	477 965 \$
Revenus culturels autonomes	296 771 \$	408 000 \$	525 941 \$
Bilan des dépenses culturelles nettes / revenus culturels autonomes	7 269 \$	72 321 \$	47 976 \$
Total des dépenses culturelles de la ville et celles paramunicipales	2 769 759 \$	2 997 490 \$	3 047 255 \$

• **Historique de l'intervention culturelle de la ville**

- 1994: Début des travaux d'élaboration de la politique culturelle.
 1993: Acceptation du projet de bibliothèque municipale par le Conseil de ville.
 1992: 150^e anniversaire de la fondation de la ville, dépôt du plan de conservation/mise en valeur/développement de La Pulperie.
 1990: Étude de faisabilité sur le Centre régional des arts.
 1989: Rapport du comité d'analyse des investissements culturels majeurs.
 1988: Plan directeur de la bibliothèque municipale.
 1986: Colloque «Chicoutimi, culture en évolution».
 1981: Symposium international de sculpture environnementale.
 1979: Inauguration du Centre socio-culturel.
 1978: Création de l'Orchestre symphonique.
 1977: Création de l'atelier de théâtre Le Frou-frou.
 1976: Intégration de la bibliothèque au Service des loisirs.
 1973: Fondation du Musée du Saguenay et du théâtre les Amis de chiffons.
 1972: Engagement du premier animateur culturel.
 1970: Fondation de l'Académie de ballet du Saguenay.
 1969: Création du Service des loisirs.
 1966: Création de l'Ensemble folklorique Les Farandoles.
 1963: Création de l'École de musique et de solfège de Chicoutimi.
 1951: École Florence-Fourcaudot.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Delisle**

Répondant
Roger Décoste
Directeur des loisirs
TC.: 349-3967

Superficie de la municipalité en km²: 87,6

Date de création: 10-06-1890

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 4 281

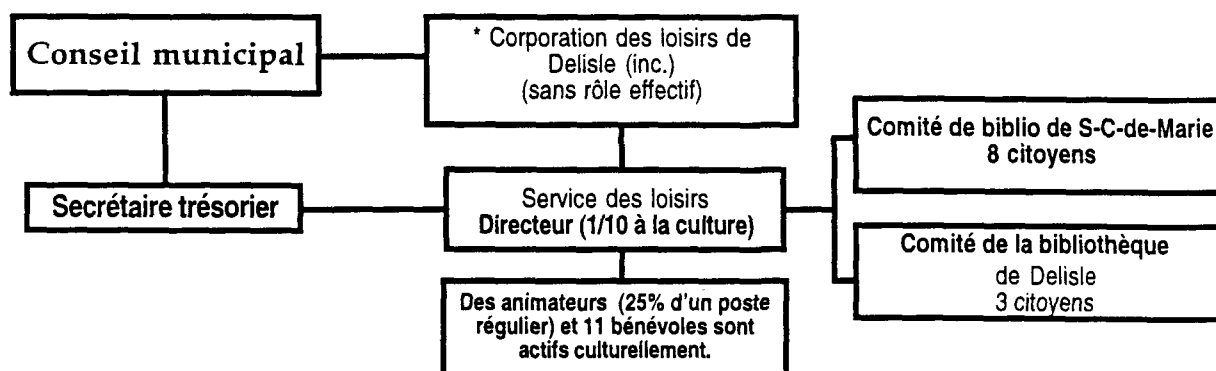
Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 8

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Delisle gravite autour de son Foyer culturel (biblio et salle d'expositions), du Centre des loisirs (bibliothèque, poterie) et de son Centre sportif (spectacles, expositions, comité culturel). En 1993, Delisle consacrait 39 442 \$ à la culture, soit 9.21 \$ par habitant. Delisle a créé un service des loisirs en 1990 (avec un directeur à temps plein) afin de prendre en charge son intervention au niveau des loisirs et de la culture. Elle ne s'est pas donnée de structure (la *Corporation des loisirs n'a pas de rôle effectif), de mission ou d'objectifs afin d'encadrer cette intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de la bibliothèque (deux bibliothèques héritées de la fusion entre Saint-Cœur-de-Marie et Delisle) avec l'aide de deux comités de bibliothèque et en collaboration avec le CRSBP. La municipalité diffuse des expositions en arts visuels et offre ses équipements aux citoyens pour des fins culturelles. En 1982, Saint-Cœur-de-Marie a fêté le centenaire de Mistouk et publié «Les arrivants à Mistouk 1882». Pour les organismes et artistes, Delisle offre du soutien financier, technique, des ressources humaines et des équipements/infrastructures. Elle diffuse de l'information sur les activités culturelles dans un bulletin trimestriel. En 1993, Delisle consacrait 39 442 \$ à son intervention culturelle, soit 1,4% de ses dépenses totales, proportion se chiffrant à 1,8% en 1991 et 1,7% en 1992. En 1992, la municipalité a aménagé son Foyer culturel, un projet de 107 000 \$ financé à 50% par le ministère de la Culture et des Communications. Aucun autre projet de développement culturel n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de la bibliothèque, présente des expositions en arts visuels et met à leur disposition des locaux et des équipements utilisables à des fins culturelles. De plus, elle diffuse de l'information sur les activités culturelles par le biais de son bulletin municipal.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier (programme d'aide), des services techniques (photocopie, télécopie et transport) et des infrastructures (prêt de locaux et d'équipements, entretien et chauffage) et des ressources humaines (organisation/animation, maintenance). Aux artistes, la municipalité offre du support financier.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le gouvernement du Québec a contribué au financement du Foyer culturel, celui du Canada (projet d'emploi) à l'embauche d'animateurs saisonniers. Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer culturel (bibliothèque et salle d'expositions), Centre des loisirs (bibliothèque, poterie-métiers), Centre sportif Mistouk (comité culturel, spectacles, salle d'expo), Parc Quartier (salle pour animation/jeux).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Delisle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 786 096 \$	2 075 472 \$	2 746 335 \$
Dépenses culturelles brutes	32 992 \$	34 396 \$	39 442 \$
Par habitant	7.64 \$	8.03 \$	9.21 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	3 500 \$	3 750 \$	4 250 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	29 492 \$	30 646 \$	35 192 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,8	1,7	1,4
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	50 742 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	107 328 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	56 586 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	8 000 \$	8 250 \$	8 750 \$
Soutien financier total aux organismes	7 000 \$	7 000 \$	7 000 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	7 500 \$	8 500 \$	10 500 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic/mise en marché culturelle	400 \$	400 \$	400 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0\$
	<u>Part de la municipalité</u> 0\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Foyer culturel.
 1976: Fondation de la bibliothèque de Saint-Coeur-de-Marie, formation du comité culturel.
 1971: Fondation de la bibliothèque.
 1970: Centre des loisirs.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Desbiens**

Répondant
Martine Fortin
Directrice des loisirs
TC.: 346-5422

Superficie de la ville en km²: 10,4

Date de création: 16-08-1926

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 1265

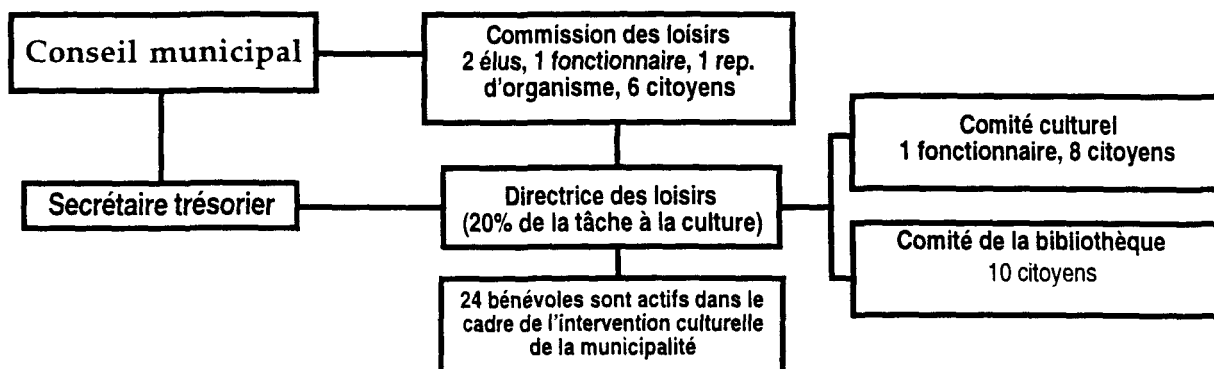
Évolution de la population depuis 5 ans: Stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 9

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

Desbiens a une intervention culturelle très étoffée, dispensant le service de la bibliothèque, diffusant expositions et spectacles, organisant des événements divers et soutenant ses artistes et ses organismes, dont le CIM. Desbiens consacrait 53 988 \$ à la culture en 1993, soit 42,68 \$ par habitant. La municipalité de Desbiens s'est donnée une structure, la Commission des loisirs, une mission formelle et créé un service afin de superviser, encadrer et prendre en charge son intervention dans le secteur des loisirs et de la culture. Son intervention culturelle consiste à dispenser le service de la bibliothèque avec l'aide du comité de biblio et en collaboration avec le CRSBP. La municipalité diffuse également des expositions en arts visuels et organise des événements (Fête nationale et Carnaval d'hiver) ayant un important volet culturel. Desbiens diffuse de l'information et fait la promotion des activités et sites culturels sur son territoire. Elle offre également à ses artistes et organismes culturels diverses formes de soutien. En 1993, Desbiens consacrait 53 988 \$ à son intervention culturelle, soit 6,3 % de ses dépenses totales. Cette proportion s'élevait à 7,3 % en 1991 et 8,2% en 1992. Les dépenses en équipements et infrastructures totalisaient 47% de dépenses culturelles totales en 1993. Desbiens accorde un soutien financier significatif (12 000 \$ annuellement) au Centre d'interprétation de la Métabetchouan. La municipalité forme actuellement un comité chargé d'organiser les fêtes du 350^e anniversaire de l'arrivée de Jean Dequen au Lac-Saint-Jean (1647-1997). Aucun autre projet de développement d'infrastructure ou de service culturels n'est envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens des tarifs préférentiels pour certains services, dispense le service de la bibliothèque, diffuse des expositions en arts visuels et des spectacles lors du carnaval et de la Fête nationale, offre le prêt de locaux et d'équipements et des ateliers de formation dans les domaines des arts visuels, de la musique et de la danse. La municipalité informe et promouvoit les activités et sites culturels sur son territoire.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques pour dispenser le service de la bibliothèque. La Commission scolaire locale pour le prêt de locaux (ateliers de formation).

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier, le service de photocopie, le prêt de locaux et d'équipements et des ressources humaines (maintenance). Elle donne de l'information et fait la promotion de leurs activités. Les artistes peuvent bénéficier de soutien financier (l'engagement d'artistes) et d'un support au niveau de l'organisation/animation.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission formelle s'appliquant à tout le service des loisirs guide l'intervention culturelle. Elle précise le rôle de la municipalité, oriente le soutien à la vitalité des arts et de la culture et le développement des services culturels aux citoyens et organismes. Il n'y a pas d'objectifs formels et approuvés.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque, CIM, spectacles et expositions), Vieille gare du Centre d'interprétation de la Métabetchouan, Parc récréatif (spectacles), salle de l'Hôtel de ville (spectacles), école Saint-Gérard (ateliers de formation).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

	<i>Desbiens</i>		
	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la ville	875 572 \$	898 485 \$	856 434 \$
Dépenses culturelles brutes	64 223 \$	73 629 \$	53 988 \$
Par habitant	46.54 \$	58.20 \$	42.68 \$
Revenus culturels totaux	900 \$	1 400 \$	1 650 \$
Dépenses culturelles nettes	63 323 \$	72 229 \$	52 338 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales ville	7,3	8,2	6,3
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	4 500 \$	4 500 \$	4 500 \$
Soutien financier total aux organismes	12 000 \$	12 000 \$	12 000 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	40 250 \$	35 863 \$	25 501 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	300 \$	300 \$	300 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité forme actuellement un comité chargé d'organiser les fêtes du 350e anniversaire de l'arrivée de Jean Dequen au Lac-Saint-Jean (1647-1997). Aucun autre projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la ville</u>	Indéterminés Indéterminée
---	--	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1989: Création du Service des loisirs
 1984: Disparition du Centre social
 1983: Fondation du Centre d'interprétation de la Métabetchouan (CIM)
 1977-1979: Championnats mondiaux de kayaks (programmation culturelle parallèle, spectacles, expositions, etc.)
 1976: Fêtes du 50e anniversaire de fondation de la municipalité et création du comité culturel
 1972: Fondation de la bibliothèque
 1954: Création du centre social
 1947: Fêtes du 300e anniversaire de l'arrivée de Dequen au Lac-Saint-Jean et érection d'un monument à sa mémoire

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Dolbeau**

Répondant
Mariène Gagnon
Régisseuse culturelle
TC.: 276-8265

Superficie de la ville en km²: 56,4

Date de création: 01-04-1927

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 8 181

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes
de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 15 (dont 8 organismes soutenus financièrement)

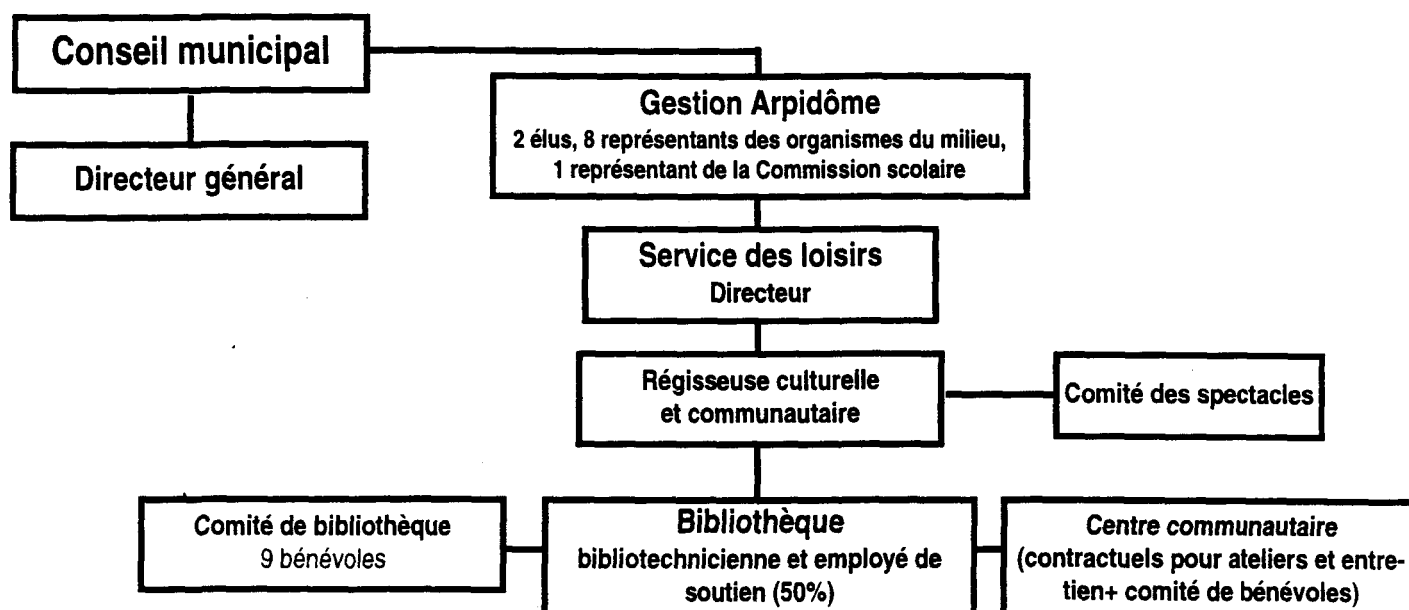
• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

L'intervention culturelle directe de la ville de Dolbeau consiste principalement à accorder du soutien financier à certains organismes ayant une activité culturelle, dont la corporation paramunicipale, Gestion Arpidôme. Celle-ci est mandatée depuis 1989 pour gérer le service des loisirs de la ville, offrant au niveau culturel, entre autres, le service de la bibliothèque. En 1993, Dolbeau consacrait 162 636 \$ à la culture, soit 19,88 \$ par habitant. De son côté, Gestion Arpidôme investissait 190 910 \$ dans les services culturels dispensés à la population, soit 25,8 % de son budget total.

L'intervention culturelle de la ville de Dolbeau consiste donc à soutenir financièrement des organismes tels Gestion Arpidôme, le Festival Western (50% de son activité est de type culturel, soit la diffusion de spectacles), le Centre Astro (centre d'interprétation) ou le Festival de l'Environnement (volet «expositions» évalué à 10% de son activité). En plus, la ville offre différents types de soutien technique, des ressources humaines, des équipements, de l'information/promotion à ces organismes culturels (surtout à Gestion Arpidôme pour la supporter dans l'exercice de son mandat de service des loisirs). En 1993, la ville consacrait 2,1% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une proportion en croissance de 0,3% par rapport à 1991. Au cours des trois années étudiées, 1991 à 1993, Dolbeau consacrait en moyenne 87% de ses dépenses culturelles en soutien financier aux organismes.

La Corporation Gestion Arpidôme agit à titre de service des loisirs, ayant comme mandat de la ville de Dolbeau d'organiser et de favoriser l'activité de loisirs et de culture à Dolbeau et de gérer les équipements afférents appartenant à la ville. La Conseil d'administration de cette Corporation est formé de deux élus, de huit représentants des organismes du milieu et d'un délégué de la commission scolaire locale. Son intervention au niveau culturel consiste à dispenser le service de la bibliothèque, avec l'aide d'un comité formé de neuf citoyens et en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications. Elle met également à la disposition des citoyens des équipements utilisables à des fins culturelles. Aux artistes et organismes culturels du milieu, elle offre du soutien technique, des ressources humaines et des équipements/locaux. Gestion Arpidôme diffuse également de l'information sur les activités culturelles. La Corporation affecte à la culture une régisseuse culturelle et communautaire, un technicien de bibliothèque ainsi que des contractuels aux ateliers et à l'entretien. Une quarantaine de bénévoles sont actifs dans le cadre d'interventions culturelles de la municipalité ou de Gestion Arpidôme. Gestion Arpidôme consacrait 25,8% de ses dépenses totales à la culture en 1993, une nette augmentation par rapport à 1991 et 1992 alors que cette proportion se chiffrait à 18,6% et 20,1%. La rémunération des ressources humaines accaparait en moyenne 65,6 % des dépenses culturelles totales de Gestion Arpidôme au cours des trois années étudiées. En 1995, la ville procèdera au réaménagement de sa bibliothèque, un projet de 1 090 000 \$. À court terme, la ville projette de construire ou de réaménager une salle de spectacles.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité diffuse de l'information et met de l'avant des initiatives de promotion des activités culturelles sur son territoire.

Gestion Arpidôme dispense le service de la bibliothèque, anime des espaces culturels, met à la disposition des citoyens des équipements utilisables à des fins culturelles et met de l'avant des initiatives de promotion et d'information sur les activités culturelles.

• Services culturels réclamés

Une forme de soutien aux créateurs est demandée par les organismes culturels.

• Initiatives de communication /mise en marché

La ville publie des documents informatifs et promotionnels pour atteindre l'ensemble de sa population ainsi que celle de la MRC de Maria-Chapdelaine.

Gestion Arpidôme utilise différents outils pour informer et promouvoir l'activité culturelle: affichage et signalisation urbaine, relations de presse, relations publiques, publication de documents informatifs (programmation), achat de publicités dans les médias écrits et électroniques.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque municipale, locaux pour ateliers culturels), différentes écoles de la commission scolaire locale (cours et ateliers culturels).

• Services culturels aux organismes et artistes

La ville offre du soutien financier à Gestion Arpidôme, au Festival western (volet diffusion, 50%), au Festival de l'environnement (volet exposition, 10%) ainsi qu'au Centre Astro. Elle offre aussi un support au niveau des infrastructures, des ressources humaines (techniciens/spécialistes). De plus, elle donne de l'information sur les différentes activités culturelles. Il n'y a pas de services pour les artistes.

Gestion Arpidôme offre aux organismes et aux artistes des ressources humaines, des services techniques, des équipements/locaux ainsi que du soutien au niveau de l'information et de la promotion.

• Mission et objectifs poursuivis

En 1989, la ville a décidé de confier l'ensemble de son intervention dans le secteur des loisirs et de la culture à la Corporation paramunicipale, Gestion Arpidôme. Celle-ci a pour mandat d'organiser et de favoriser l'activité de loisirs et de culture à Dolbeau et de gérer les équipements afférents. Elle a une politique d'accréditation des organismes pouvant bénéficier des différents types de services qu'elle offre.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

La ville a comme partenaire principal la corporation Gestion Arpidôme mandatée pour gérer le service des loisirs.

Le gvt du Québec collabore financièrement avec Gestion Arpidôme pour le service de la bibliothèque et le gvt du Canada pour des programmes d'emploi. Le milieu scolaire local pour l'élaboration de projets (salle de spectacles), le prêt d'équipement et l'information.

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Deux projets de développement d'équipements culturels sont actuellement à l'étude. Le premier concerne le réaménagement de la bibliothèque et devrait être réalisé en 1995. Le second a trait à l'aménagement d'une salle de spectacles d'ici une période de 1 à 3 ans.

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux 1 millionx à 2 millions
Part de la ville 250 001\$ à 500 000\$

	1991	1992	1993
Dépenses totales de la ville	7 416 698 \$	7 918 195 \$	7 903 775 \$
Dépenses culturelles brutes	135 886 \$	155 549 \$	162 636 \$
Par habitant	15,80 \$	19,01 \$	19,88 \$
Dépenses culturelles/dép. totales ville	1,8 %	2,0 %	2,1 %
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus culturels/ dépenses cult. brutes	0 %	0 %	0 %
Dépenses culturelles nettes	135 886 \$	155 549 \$	162 636 \$
Dépenses culturelles nettes / dépenses totales de la ville	1,8 %	2,0 %	2,1 %
Dépenses en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses nettes en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale employés culturels (% face aux dépenses culturelles totales)	0 \$ 0,0 %	0 \$ 0,0 %	0 \$ 0,0 %
Soutien financier aux organismes (% face aux dépenses culturelles totales)	112 335 \$ 82,7 %	134 588 \$ 86,5 %	149 888 \$ 92,2 %
Dépenses équipements/infrastructures (% face aux dépenses culturelles totales)	12 756 \$ 9,4 %	37 050 \$ 23,8 %	12 749 \$ 7,8 %
Dépenses communic./mise en marché (% face aux dépenses culturelles totales)	0 \$ 0,0 %	0 \$ 0,0 %	0 \$ 0,0 %

• Financement culturel paramunicipal

Corporation paramunicipale: *Gestion Arpidôme inc.*

Mandat d'organiser et de dispenser les services de loisirs et de culture, de gérer les équipements afférents.

	1991	1992	1993
Dépenses totales	722 141 \$	757 393 \$	739 642 \$
Financement municipal	498 187 \$	505 000 \$	489 877 \$
Dépenses nettes	223 954 \$	252 393 \$	249 765 \$
% d'autofinancement	(31,0 %)	(33,3 %)	(33,8 %)
Dépenses culturelles brutes	134 246 \$	152 168 \$	190 910 \$
Dép. cult. brutes / dépenses totales	18,6 %	20,1 %	25,8 %
Dépenses culturelles nettes (Part non couverte par le financement municipal)	41 616 \$	50 671 \$	64 527 \$
Revenus culturels autonomes	23 497 \$	55 149 \$	51 825 \$
Bilan des dépenses culturelles nettes / revenus culturels autonomes	-18 119 \$	4 478 \$	-12 702 \$
Total des dépenses culturelles de la ville et celles paramunicipales	177 502 \$	206 220 \$	214 461 \$

• Repères historiques de l'intervention culturelle de la ville

- 1995: Rénovation de la bibliothèque.
- 1990: Engagement d'un régisseur culturel.
- 1989: Mise en opération d'Arpidôme.
- 1988: Société d'histoire, la bibliothèque devient autonome de la BCP.
- 1985-1989: Firma privée chargée du loisir ne fait que gérer les équipements sportifs.
- 1985: Création de Gestion Arpidôme
- 1979: Création du Comité des spectacles.
- 1977: Création du service des loisirs.
- 1971: Festival Western.
- 1970: Centre Astro et création du groupe Impact (Harmonie).

Lors de la création du service des loisirs, en 1977, l'assistant au directeur s'occupe quelque peu de l'intervention culturelle. De 1985 à 1989, la gestion du service des loisirs est confiée à une firma privée, celle-ci ne fait pas d'intervention culturelle. En 1989, le service des loisirs devient l'affaire de Gestion Arpidôme qui procède, en 1990, à l'embauche d'une régisseuse culturelle. Le travail de développement auprès du milieu débute à ce moment.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Ferland et Boilleau

Répondant
Sylvie Gagnon
Secrétaire-trésorière
TC.: 676-2282

Superficie de la municipalité en km²: 418,9

Date de création: 01-01-1978

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 669

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

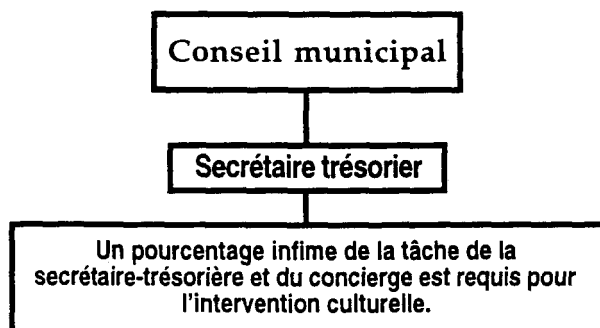
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Ferland-Boilleau consiste à dispenser le service de la bibliothèque à ses citoyens. En 1993, la municipalité consacrait 2 517 \$ à la culture, soit 3.76 \$ par habitant.

La municipalité de Ferland et Boilleau ne s'est pas donnée de mission formelle ni d'objectifs concernant son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir le service de la bibliothèque. En 1993, les dépenses culturelles de la municipalité atteignaient 0,89% de ses dépenses totales, en baisse de 0,2% par rapport à 1991. À l'occasion, la municipalité peut diffuser de l'information sur les activités de la bibliothèque à l'aide de circulaires distribuées aux citoyens. Aucun projet n'est actuellement envisagé afin de développer les services ou les équipements culturels dans la municipalité.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

Un service de bibliothèque et ainsi que celui d'information sur les activités de la bibliothèque sont offerts aux citoyens.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Edifice municipal (bibliothèque)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Ferland et Boilleau

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	197 649 \$	206 932 \$	271 406 \$
Dépenses culturelles brutes	2 192 \$	2 449 \$	2 517 \$
Par habitant	3.04 \$	3.66 \$	3.76 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	2 192 \$	2 449 \$	2 517 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,1	1,2	0,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	400 \$	400 \$	400 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	500 \$	500 \$	500 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	65 \$	136 \$	174 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0\$
	<u>Part de la municipalité</u> 0\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1988: Agrandissement de la bibliothèque.
1986: Relocalisation de la bibliothèque.
1973: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Girardville**

Répondant
Denis Desmeules
Secrétaire-trésorier
TC.: 258-3473

Superficie de la municipalité en km²: 76,4

Date de création: 11-11-1921

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 1391

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

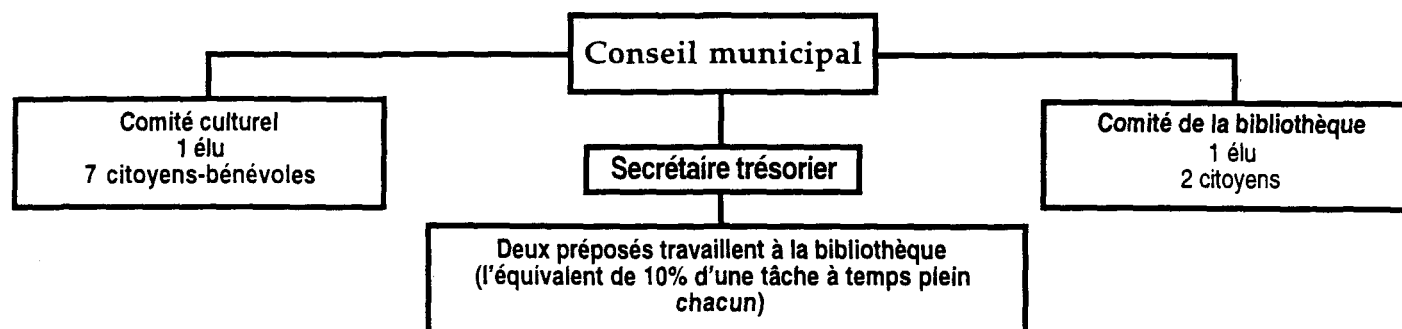
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 2

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

La municipalité de Girardville intervient au niveau culturel de diverses façons: bibliothèque, ateliers de formation, atelier de poterie, publication d'un calendrier d'activités et soutien aux organismes. En 1993, elle a consacré 9 238 \$ à culture, soit 6.64 \$ par habitant..

La municipalité de Girardville ne s'est pas donnée de mission formelle ni d'objectifs généraux pour guider son intervention culturelle. Deux comités formés d'élus et de citoyens supervisent les services de bibliothèque, dispensé en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques, ainsi que les ateliers de formation en musique, danse et métiers d'art. De plus, un atelier de production en métiers d'art (poterie) est mis à la disposition des citoyens intéressés. Les organismes culturels de la municipalité bénéficient de soutien financier, technique, prêt de locaux et du service de secrétariat. En 1993, la municipalité consacrait 1,3% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une baisse de 0,2% par rapport à 1991. 90% de ces dépenses sont reliées au service de bibliothèque. La municipalité n'a actuellement aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens les services de bibliothèque, d'ateliers de formation en musique, en danse et en métiers d'art. De plus, elle met à leur disposition un atelier de production de poterie. La municipalité publie un calendrier des activités sur son territoire où l'on retrouve la programmation culturelle.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes un soutien financier (programme d'aide), un support technique (photocopie, téléphone et télécopie) et d'infrastructures (prêt de locaux, chauffage) et un soutien au niveau des ressources humaines (secrétariat) pour les organismes culturels. De plus, elle donne de l'information sur les différentes activités culturelles.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque. La commission scolaire permet l'utilisation de locaux.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque)
Collège Saint-Jean-de-Bosco (Commission scolaire: locaux utilisés par le Comité culturel)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Girardville

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	615 300 \$	623 021 \$	709 401 \$
Dépenses culturelles brutes	9 063 \$	9 459 \$	9 238 \$
Par habitant	6.04 \$	6.80 \$	6.64 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	9 063 \$	9 459 \$	9 238 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,5	1,5	1,3
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	2 000 \$	2 050 \$	2 110 \$
Soutien financier total aux organismes	1 185 \$	1 200 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	2 100 \$	2 190 \$	2 715 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1996: Projet pour le 75^{ième} anniversaire de la municipalité.
 1984: Relocalisation de la bibliothèque.
 1975: Fondation du Comité culturel.
 1973: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Hébertville**

Répondant
Guy Larouche
Directeur des loisirs
TC.: 344-4618

Superficie de la municipalité en km²: 264,8

Date de création: 04-05-1859

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 2 400

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

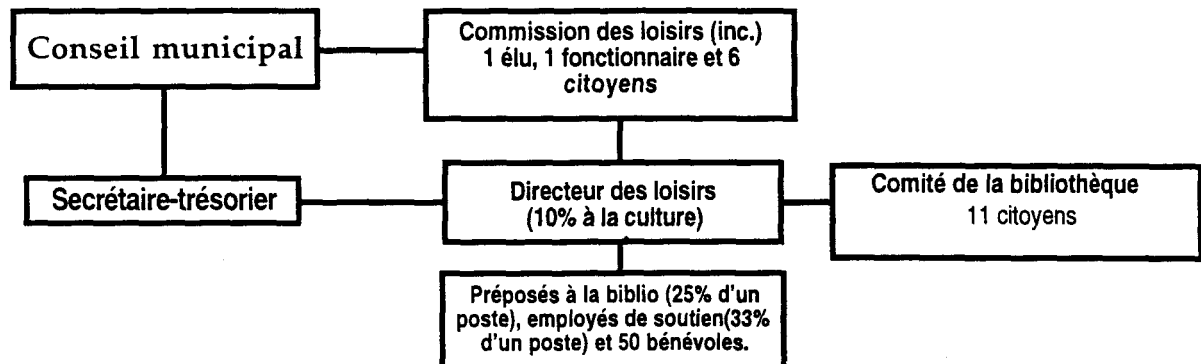
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 5

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle d'Hébertville touche principalement le service de la bibliothèque, la mise en valeur patrimoniale (inventaire, évaluation et circuit) et l'organisation de la «Fin de semaine des arts». La municipalité consacrait 27 550 \$ à la culture en 1993, soit 11,48 \$ par habitant.

La municipalité s'est donnée une structure (Commission des loisirs, ayant un rôle consultatif, et un service des loisirs avec un directeur) afin de prendre en charge son intervention en matière de loisirs et de culture. L'intervention culturelle de la municipalité consiste à fournir le service de la bibliothèque avec l'aide d'un comité de bibliothèque et en collaboration avec le CRSBP. La municipalité organise, depuis 1993, une fin de semaine des arts annuelle. Elle a adopté plusieurs mesures de protection et de mise en valeur de son patrimoine: inventaire du territoire, évaluation du Magasin général, réglementation d'urbanisme, interprétation et publication d'un dépliant sur le circuit patrimonial. La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier, le service de photocopie, des infrastructures et des ressources humaines. Elle utilise le journal municipal (*Le Lien*) pour diffuser de l'information sur les activités culturelles. En 1993, Hébertville consacrait 27 550 \$ à son intervention culturelle, soit 1,9% de ses dépenses totales. Cette proportion se chiffrait à 2,4% en 1991 et 1992 (la différence est attribuable aux sommes requises pour les projets patrimoniaux). Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque et des tarifs préférentiels sur ses services. Elle a adopté des mesures de protection et de mise en valeur de son patrimoine: inventaire, évaluation, réglementation, interprétation et publication de guides (circuit patrimonial). Elle organise la Fin de semaine des arts depuis 1993. La municipalité diffuse de l'information sur les activités culturelles dans le journal municipal (*Le Lien*).

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Le gouvernement du Québec (MCC) pour le circuit patrimonial. La commission scolaire qui met à la disposition de la municipalité des locaux.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes du soutien financier (programme d'aide, tarifs préférentiels), le service de photocopie, des infrastructures (prêt de locaux, entretien) et des ressources humaines (maintenance et secrétariat). Elle utilise le journal municipal (*Le Lien*) pour diffuser de l'information sur les activités culturelles. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Mission et objectifs poursuivis

Il n'y a pas de mission formelle au niveau culturel. Cependant, des objectifs généraux cadrent l'intervention de la municipalité en matière culturelle.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque et locaux d'ateliers)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Hébertville

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 126 630 \$	1 187 542 \$	1 443 113 \$
Dépenses culturelles brutes	37 950 \$	39 850 \$	27 550 \$
Par habitant	15.00 \$	16.60 \$	11.48 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	9 200 \$	11 000 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	28 750 \$	28 850 \$	27 550 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	3,4	3,4	1,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	8 350 \$	8 350 \$	8 350 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	17 600 \$	17 600 \$	17 600 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1993: Début de l'évènement la «Fin de semaine des arts».
1988: Centre communautaire.
1974: 125e anniversaire de la municipalité.
1971: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle
de la municipalité de

Hébertville-Station

Répondant
Yvon Baril
Secrétaire-trésorier
TC.: 343-2349

Superficie de la municipalité en km²: 33,3

Date de création: 18-02-1903

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 1376

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

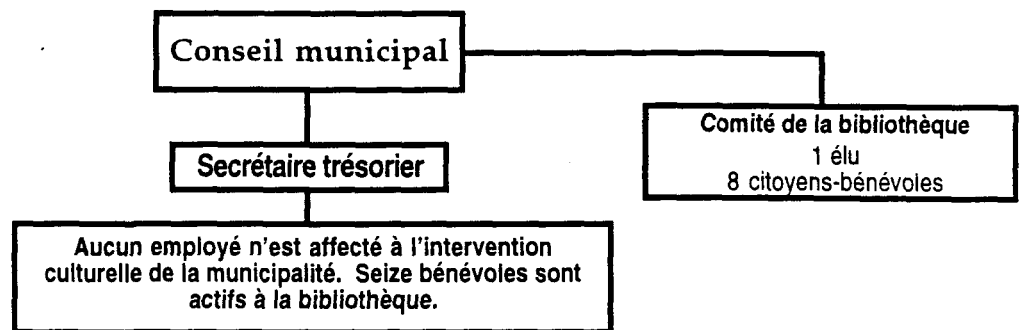
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 2

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité d'Hébertville-Station se résume à fournir aux citoyens le service de la bibliothèque. La municipalité consacrait 6 288 \$ à la culture en 1993, soit 4.57 \$ par habitant.

La municipalité d'Hébertville-station ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir aux citoyens un service de bibliothèque supervisé par un comité formé d'un élu et de huit citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). Au niveau patrimonial, la municipalité a procédé à l'évaluation des sites et bâtiments sur son territoire, mais cette démarche n'a pas donné lieu à l'adoption de mesures de conservation ou de mise en valeur. En 1993, la municipalité consacrait 6 288 \$ à son intervention culturelle, soit 1% de ses dépenses, une proportion relativement stable depuis 1991. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de bibliothèque à ses citoyens. Au niveau patrimonial, la municipalité a procédé à l'évaluation des sites et bâtiments sur son territoire.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Hébertville-Station

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	478 707 \$	600 752 \$	600 378 \$
Dépenses culturelles brutes	5 137 \$	5 330 \$	6 288 \$
Par habitant	3.57 \$	3.87 \$	4.57 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	5 137 \$	5 330 \$	6 288 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,1	0,9	1,0
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	660 \$	660 \$	660 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 456 \$	1 456 \$	1 456 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés</i>	<u>Investissements totaux</u>	0\$
<i>d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Part de la municipalité</u>	0\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1978: 75e anniversaire de la municipalité.
1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Jonquière**

Répondant
Lise Potvin
Ass. directrice des loisirs
TC.: 699-6095

Superficie de la ville en km²: 208,3

Date de création: 01-01-1866

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 57 933

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes

de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 101 (36 accrédités, 19 soutenus \$, 2 ont une entente formelle avec la ville)

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

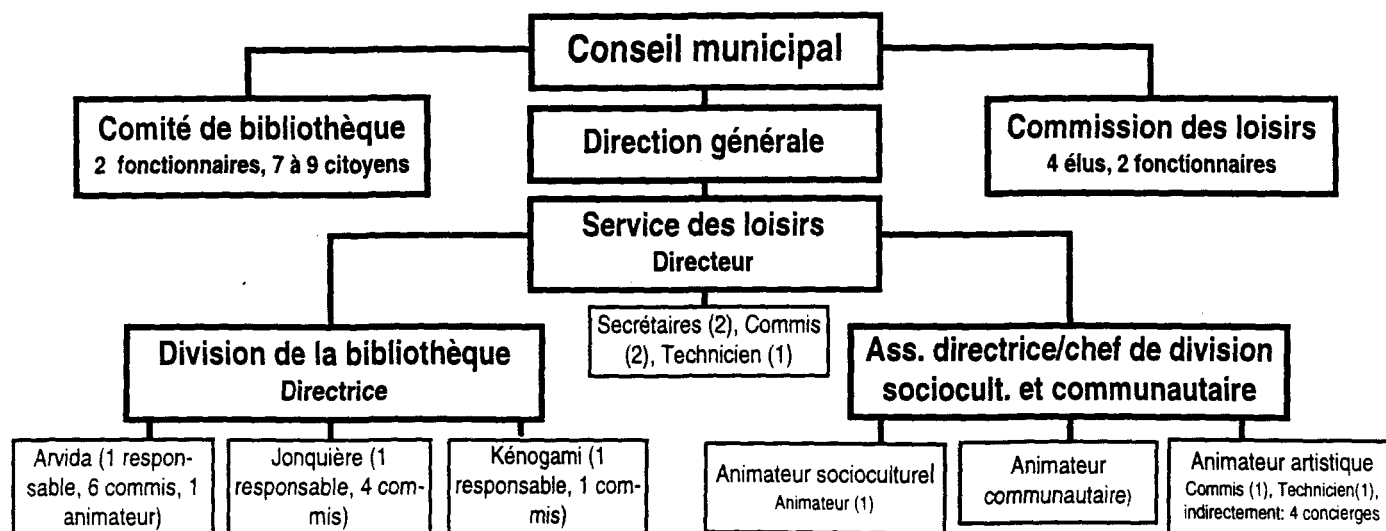
L'intervention culturelle occupe une place importante dans la ville de Jonquière (plus de 2 millions de \$ en 1993) et remarquée au plan régional. Elle consiste à dispenser aux citoyens, organismes et professionnels de la culture une gamme de services et à supporter les initiatives de prise en charge du milieu. Cette philosophie d'action a permis à Jonquière de se doter au fil des années de services et d'équipements culturels de premier plan tout en favorisant l'émergence de plusieurs organismes important et d'événements majeurs.

La ville de Jonquière s'est doté d'une structure complète afin d'encadrer et de prendre en charge son intervention dans le secteur des loisirs et de la culture. Ainsi, la Commission permanente des loisirs (4 élus, 2 fonctionnaires) est chargée de superviser et d'orienter le Service des loisirs. Ce dernier, créé en 1973, est composé d'une division socioculturelle (assistante-directrice, animateurs socioculturel et artistique et autres employés) ainsi que d'une division bibliothèque (directrice, responsables de succursales et employés) qui sont chargées spécifiquement de l'intervention culturelle. Jonquière s'est donné une mission ainsi que des objectifs afin d'encadrer son intervention en loisirs et culture. La ville possède une politique d'accréditation qui permet aux organismes culturels d'avoir accès aux différents services qu'elle offre.

L'intervention culturelle de la ville consiste à dispenser le service de la bibliothèque dans les trois succursales (Jonquière, Kénogami et Arvida) sous la supervision d'un Comité (2 fonctionnaires municipaux et 7 à 9 citoyens). La ville a aménagé la Place Nikitoutagan (en collaboration avec les deux paliers de gouvernement), servant à de l'animation culturelle, mais dont la vocation sera revue incessamment. Jonquière offre à ses citoyens des tarifs préférentiels sur les services qu'elle offre et met à leur disposition ses équipements/locaux à des fins culturelles. Au niveau patrimonial, la ville a procédé à l'inventaire et l'évaluation de son territoire et publié en 1994 un guide (circuit) patrimonial (en collaboration avec le MCC). Elle offre à ses 36 organismes culturels accrédités différents services: du soutien financier (19 organismes), des ressources humaines, des services techniques et des équipements. La ville utilise une série d'outils (affichage, signalisation, publication de documents, publicités dans les médias) afin d'informer sa population et promouvoir les activités culturelles sur son territoire. En 1993, Jonquière consacrait 2 023 754 \$ à son intervention culturelle, soit 34.93\$ par habitant ou encore 2,5% de ses dépenses totales*. Au cours de cette même année, les activités culturelles ont rapporté 185 343 \$, pour des dépenses culturelles nettes de 1 838 411 \$. En 1991 et 1992, les dépenses culturelles brutes correspondaient à 2,6% des dépenses totales de la municipalité. Au plan des immobilisations, la ville a investi, en 1993, 555 000 \$ (sur des coûts totaux de 1 695 600 \$) pour le réaménagement du CNE. D'ici les cinq prochaines années, la ville projette d'investir entre 1 et 2 millions de \$ (investissements totaux allant de 5 à 10 millions de \$) afin d'aménager un Centre de production et de diffusion en théâtre, un pavillon de danse et acquérir des locaux pour l'enseignement de la musique et des arts plastiques.

*Ces chiffres incluent l'exploitation du réseau électrique de la ville sans qui les dépenses culturelles s'élèvent, en 1993, à 3,6% des dépenses totales de la ville.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville offre à ses citoyens le service de la bibliothèque, met à leur disposition des équipements utilisables à des fins culturelles et fait la promotion et diffuse de l'information sur les activités culturelles. Au niveau patrimonial, la ville a pris ou envisage de prendre diverses mesures de protection et de conservation: inventaire du territoire, évaluation des sites et des bâtiments, publication d'un guide patrimonial (circuit) et diffusion de connaissances patrimoniales. Des projets de règlements d'urbanisme sont présentement à l'étude. Finalement, la ville se charge d'aménager et d'animer des espaces culturels et offre des tarifs préférentiels à ses citoyens.

• Services culturels réclamés

Pour l'ensemble des citoyens, un service de l'Office national du film à Jonquière. Pour les organismes et les artistes, une politique d'acquisition d'œuvres d'art, la présence d'équipements et de locaux spécialisés pour certaines disciplines (pratique, formation et diffusion) ainsi que du soutien financier aux artistes et professionnels (sur une base individuelle).

• Initiatives de communication /mise en marché

La municipalité utilise plusieurs outils ou stratégies afin de réaliser ses initiatives de communication et de mise en marché du secteur culturel: affichage et signalisation urbaine, relations de presse, publication de documents informatifs ou promotionnels, des annonces dans les médias écrits et électroniques. Ces initiatives visent à atteindre sa population municipale, celles des autres municipalités ainsi que la clientèle touristique.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Bibliothèques (succursales Jonquière, Kénogami et Arvida), Centre culturel (théâtre-diffusion), Centre Price (club de photo-studios de danse), Centre national d'exposition, Centre régional des Congrès et expositions (salons et expositions), Musée William-Price (centre d'interprétation du patrimoine), pavillons Saint-Jacques (musique/ harmonies et chorales), Saint-Mathias (studios de danse) et Saint-Philippe (musique et arts plastiques), Auditorium de la polyvalente Jonquière (diffusion de spectacles), Place Nikitoutagan (parc urbain/ spectacles estivals, activités diverses), Palais des sports et Foyer des loisirs (spectacles majeurs/occasionnellement).

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre à ses 36 organismes culturels accrédités un éventail de services: du soutien financier (programmes d'aide à 19 organismes, tarifs préférentiels et frais de déplacement remboursés pour des délégations à l'extérieur de la région), des ressources humaines (organisation et animation, maintenance, secrétariat, services de techniciens), des services techniques (photocopie, téléphone, fournitures de bureau, télécopie et matériel technique), des équipements (prêt de locaux et d'équipements, chauffage et entretien). Pour les artistes, du soutien financier (politique du 1%, achat d'œuvres et engagement d'artistes) est offert de façon ponctuelle. Finalement, nous retrouvons un service d'information et de promotion sur les différentes activités culturelles pour les organismes et les artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission et des objectifs (formels) qui s'appliquent à tout le service des loisirs guident l'intervention culturelle de la municipalité. La mission inclut le développement des arts et de la culture, des services culturels, le soutien à la vitalité des arts et de la culture et l'amélioration de la qualité de vie. Les objectifs comprennent, entre autres, l'amélioration des équipements, la participation des citoyens aux activités, le soutien à la création, la production, la diffusion et la promotion artistique et culturelle ainsi que l'encouragement des initiatives en patrimoine. Des objectifs spécifiques touchent le service de la biblio. Une politique d'accréditation approuvée politiquement donne à 36 organismes l'accès à différents services municipaux. Aucune distinction n'est faite entre les niveaux professionnel et amateur.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gvt du Québec collabore financièrement au service de la bibliothèque et pour financer l'agrandissement du Centre national d'exposition (CNE). Le gvt du Canada a également collaboré au financement de l'agrandissement du CNE. La Commission scolaire de la Jonquière pour l'utilisation d'équipements/locaux. La ville a des ententes formelles avec le Salon du livre et l'Institut des arts du Saguenay (IAS) pour du soutien. Jonquière a également développé le projet d'agrandissement du CNE avec l'IAS.

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

- Centre de production et de diffusion en théâtre (3 à 5 ans)
- Réfection majeure de la Salle François-Brassard en collaboration avec le Cégep de Jonquière et Produccion (3 à 5 ans)
- Acquisition de locaux pour l'enseignement de la musique et des arts plastiques (1 à 3 ans)
- Organiser un pavillon de danse (3 à 5 ans)
- Centraliser les activités de la bibliothèque (5 à 10 ans)

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux
Part de la ville

plus de 5 millions de dollars
1 à 2 millions de dollars

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la ville	74 793 918 \$	77 630 113 \$	79 393 546 \$
Dépenses culturelles brutes	1 946 831 \$	1 991 704 \$	2 023 754 \$
Par habitant	33,05 \$	34,38 \$	34,93 \$
Dép. culturelles brutes / dépenses totales	2,6%	2,6%	2,5%
<u>Revenus culturels totaux</u>	204 174 \$	180 097 \$	185 343 \$
Revenus culturels/ dép. culturelles brutes	10,5%	9,0%	9,2%
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	1 742 657 \$	1 811 607 \$	1 838 411 \$
Dép. culturelles nettes / dépenses totales	2,3%	2,3%	2,3%
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	555 000 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	1 695 600 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	1 140 600 \$
Masse salariale des employés culturels sur dépenses culturelles totales (%)	890 017 \$ 45,7%	844 475 \$ 42,4%	919 354 \$ 45,4%
Soutien financier total aux organismes sur dépenses culturelles totales (%)	158 305 \$ 8,1%	168 534 \$ 8,5%	175 700 \$ 8,7%
Dépenses totales pour les équipements / infrastructures culturels sur dépenses culturelles totales (%)	626 622 \$ 32,2%	653 261 \$ 32,8%	707 915 \$ 35,0%
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle sur dépenses culturelles totales (%)	5 775 \$ 0,3%	5 982 \$ 0,3%	6 683 \$ 0,3%

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1993: Agrandissement du CNE.
 1992: Festival des musiques de création et disparition du théâtre d'été du Mont Jacob.
 1991: Fin de la diffusion à la Place Nikitoutagan.
 1990: Semaine mondiale de la marionnette.
 1981: Place Nikitoutagan.
 1979: Centre national d'exposition (CNE).
 1977: Formation d'une division socio-culturelle et communautaire au Service des loisirs, engagement d'une animatrice artistique.
 1976: Création de la succursale Jonquière (bibliothèque).
 1974: Disparition du Festival Sons et lumières au Centre culturel.
 1973: Création du Service des loisirs et prise en charge du Centre culturel.
 1967: Construction du Centre culturel.
 1966: Collège de Jonquière.
 1961: Fondation de l'Institut des arts du Saguenay.
 1944: Fondation de la bibliothèque d'Arvida.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

L'Anse-Saint-Jean

Répondant
Lolita Boudreault
Secrétaire-trésorière
TC.: 272-3148

Superficie de la municipalité en km²: 527,1

Date de création: 01-01-1859

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 1 266

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

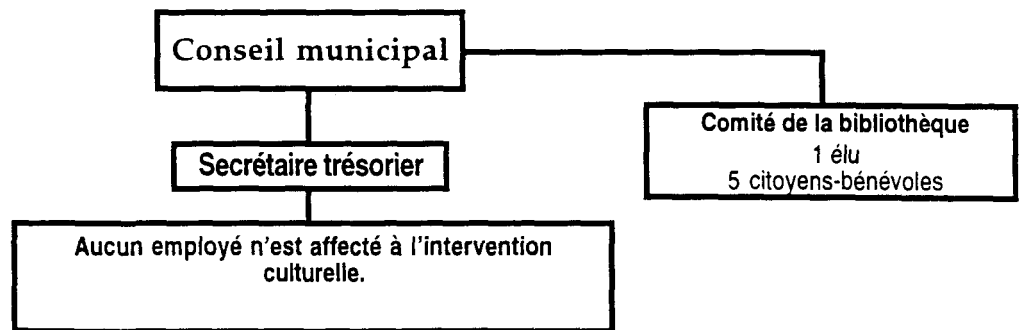
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 3

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de L'Anse-Saint-Jean concerne la bibliothèque, les expositions en arts visuels, la conservation/mise en valeur patrimoniale, l'information et le soutien au symposium «Village en couleurs». La municipalité consacrait 7 132 \$ à la culture en 1993, soit 5.63 \$ par habitant.

La municipalité ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Elle dispense le service de bibliothèque par le biais d'un comité en collaboration avec le CRSBP. La municipalité supporte également, sur les plans financier, technique et logistique, la Corporation du symposium «Village en couleurs». La municipalité intervient de façon notoire pour conserver et mettre en valeur son patrimoine. Soulignons, entre autres, qu'un circuit d'interprétation avec signalisation a été mis en place et un belvédère a été aménagé près du pont couvert avec la collaboration financière d'Hydro-Québec (25 000 \$). En 1993, l'Anse-Saint-Jean consacrait 0,8% de ses dépenses totales à l'intervention culturelle, une baisse de 0,3% par rapport à 1991. 90% de ces dépenses est requis par le service de bibliothèque. D'ici les trois prochaines années, la municipalité projette d'agrandir sa bibliothèque et d'aménager un mini-centre d'art (coûts totaux estimés entre 50 et 100 000 \$). De par la beauté de son site, l'Anse-Saint-Jean constitue un endroit de prédilection pour les artistes-peintres. Son histoire (150e anniversaire de l'arrivée des colons en 1888) et son patrimoine recèlent également un potentiel qui n'est pas encore totalement exploité.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

Les services de bibliothèque, de diffusion pour les arts visuels ainsi que l'information sur les activités culturelles (TVC) sont offerts aux citoyens. De plus, des initiatives de conservation et de mise en valeur du patrimoine ont été mises de l'avant: inventaire/évaluation, circuit patrimonial (signalisation), publication des 150 ans d'histoire dans les cahiers de Saguenayensia (1988), belvédère du Mille, etc.

• Services culturels réclamés

Il n'y a pas de services culturels qui sont réclamés par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque. Hydro-Québec a financé l'aménagement du Belvédère du Mille.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier, des services techniques (photocopie, téléphone, fournitures et télécopie), de conciergerie et d'infrastructures (prêt de locaux, entretien et chauffage). De plus, elle diffuse de l'information sur leurs différentes activités.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque)
Belvédère du Mille (aménagement d'un site près du pont couvert)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

L'Anse-Saint-Jean

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	664 282 \$	839 474 \$	900 097 \$
Dépenses culturelles brutes	7 082 \$	7 425 \$	7 132 \$
Par habitant	5.29 \$	5.86 \$	5.63 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	7 082 \$	7 425 \$	7 132 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,1	0,9	0,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	25 000 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	25 000 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	500 \$	500 \$	700 \$
Soutien financier total aux organismes	1 500 \$	1 500 \$	250 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	2 000 \$	27 000 \$	2 500 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité projette d'agrandir la bibliothèque en mini-centre d'art et ce, dans une période de 1 à 3 ans.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	50 001\$ à 100 000\$ 1\$ à 50 000\$
---	---	--

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1991: Symposium «Village en couleurs» .
1988: 150ième anniversaire de l'arrivée des colons.
1973: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle
de la municipalité de
L'Ascension-de-Notre-Seigneur

Répondant
Roger Boily
Secrétaire-trésorier
TC.: 347-4253

Superficie de la municipalité en km²: 131,8

Date de création: 25-02-1919

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 1 823

Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

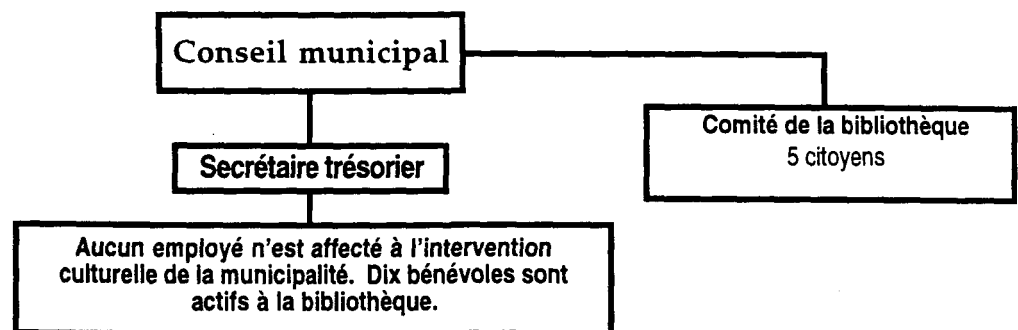
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de L'Ascension-de-Notre-Seigneur consiste à dispenser le service de la bibliothèque et à diffuser des expositions en arts visuels. L'Ascension consacrait 10 811 \$ à la culture en 1993, soit 5.63 \$ par habitant.

La municipalité de L'Ascension ne s'est pas donnée de mission formelle ni d'objectifs concernant son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de bibliothèque, sous la supervision d'un comité de bibliothèque formé de 5 citoyens avec la collaboration du Centre régional de services aux bibliothèques publiques, et à tenir des expositions en arts visuels dans des locaux adjacents à la bibliothèque. En 1994, la municipalité a célébré le 75^e anniversaire de sa fondation. En 1993, ses dépenses culturelles totalisaient 10 811 \$, soit 1% de ses dépenses totales, une proportion stable depuis 1991. La municipalité peut diffuser de l'information sur les activités de la bibliothèque à l'intérieur du bulletin municipal. Aucun projet n'est actuellement envisagé afin de développer les services ou les équipements culturels disponibles dans la municipalité.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

Les services de bibliothèque et de diffusion en arts visuels sont offerts aux citoyens.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Bibliothèque municipale

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	705 104 \$	775 675 \$	1 044 343 \$
Dépenses culturelles brutes	7 338 \$	8 209 \$	10 811 \$
Par habitant	3.71 \$	4.50 \$	5.93 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	7 338 \$	8 209 \$	10 811 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,0	1,1	1,0
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équipements/ infrastructures culturels	3 250 \$	3 250 \$	3 250 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0\$
	<u>Part de la municipalité</u> 0\$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1994: 75e anniversaire de la municipalité.
 1987: Relocalisation de la bibliothèque.
 1974: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

La Doré

Répondant
Laurent-Paul Dallaire
Secrétaire-trésorier
TC.: 276-3496

Superficie de la municipalité en km²: 280,8

Date de création: 15-03-1963

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 1 668

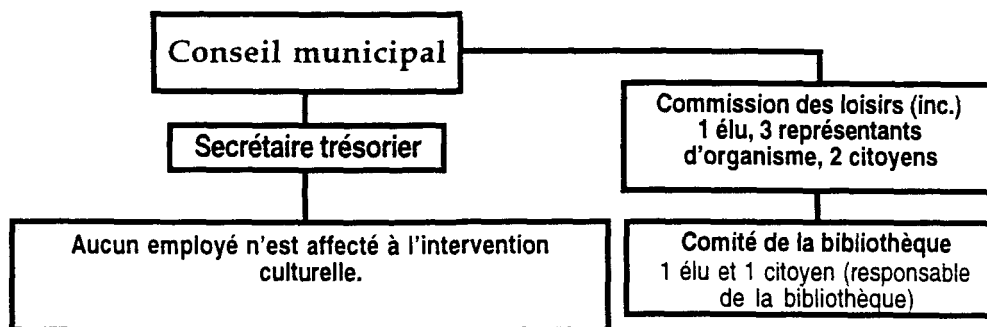
Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 5

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de La Doré consiste principalement à appuyer la Corporation du Moulin des Pionniers (site patrimonial d'un grand potentiel). La municipalité dispense également le service de la bibliothèque. Elle consacrait 27 516 \$ à la culture en 1993, soit 16.50 \$ par habitant. En 1991, la municipalité a structuré sa Commission des loisirs (paramunicipale) qui est chargée de superviser l'ensemble de ses activités de loisirs et de culture. L'action de cette commission est encadrée par des objectifs approuvés au niveau politique. La municipalité offre le service de bibliothèque par le biais d'un comité formé d'un élu et d'un citoyen, en collaboration avec le CRSBP. Elle a relocalisé sa bibliothèque en 1992 (coût total: 135 000 \$ financé à 50% par Québec). Elle offre du soutien financier à la Corporation du Moulin des Pionniers et du soutien technique et logistique à la Corporation du Centre culturel. La Doré est active au plan de la promotion et de l'information des activités culturelles sur son territoire. La municipalité a mené en 1993-94 une enquête ethno-historique en collaboration avec la Corporation du Moulin des Pionniers et identifié des éléments patrimoniaux dans son plan d'urbanisme. En 1989, on a fêté le centenaire de l'arrivée du premier colon et publié «La Doré: aux confins de l'arrière-pays» dans les cahiers de Saguenayensia. En 1993, la municipalité consacrait 2,7% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une augmentation de 0,3% par rapport à 1991. La subvention annuelle accordée au Moulin des Pionniers compte pour plus de 50% des dépenses culturelles. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

Un service de bibliothèque est offert aux citoyens. La municipalité utilise son bulletin et publie des dépliants touristiques afin d'informer et de promouvoir les activités et attraits culturels sur son territoire.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre un soutien financier (programme d'aide), des services techniques (photocopie, téléphone, envois postaux et télécopie) et d'infrastructures par le prêt de locaux pour les organismes culturels.

• Services culturels réclamés

Il n'y a pas de services culturels qui sont réclamés par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Il n'y a pas de mission formelle au niveau culturel. Cependant, des objectifs formels et approuvés précisent l'intervention en ce qui concerne l'amélioration des infrastructures, la réponse face aux besoins des citoyens, la concertation entre les organismes, l'information et l'administration du service culturel.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque. Le ministère de la Culture et des Communications pour des interventions au Moulin des Pionniers.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque municipale)
Centre culturel (en voie d'acquisition par la municipalité, locaux utilisés par la Corporation du Centre culturel)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

La Doré

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	813 206 \$	828 514 \$	1 034 123 \$
Dépenses culturelles brutes	19 157 \$	22 453 \$	27 516 \$
Par habitant	10.88 \$	13.46 \$	16.50 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	4 000 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	19 157 \$	22 453 \$	23 516 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	2,4	2,7	2,7
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	67 500 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	135 000 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	67 500 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	190 \$	533 \$
Soutien financier total aux organismes	15 000 \$	25 000 \$	15 000 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	0 \$	2 089 \$	2 178 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0\$ <u>Part de la municipalité</u> 0\$
---	---

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1993: Développement majeur au Moulin des Pionniers
 1992: Relocalisation de la bibliothèque.
 1991: Décision définitive sur la formule actuelle de la Commission des loisirs.
 1989: 100e anniversaire de l'arrivée du premier colon.
 1987: Table ronde avec CRL pour étudier les structures du loisirs à La Doré (Commission des loisirs)
 1978: Classement du moulin par le gouvernement du Québec
 1977: Création de la Corporation du moulin à eau de la rivière aux Saumons
 1972: Fondation de la bibliothèque.
 ? : Fondation du Moulin des Pionniers

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Labrecque**

Répondant
Hélène Dessureault
Secrétaire-trésorière
TC.: 481-1210

Superficie de la municipalité en km²: 147,4

Date de création: 06-10-1925

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 1 179

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

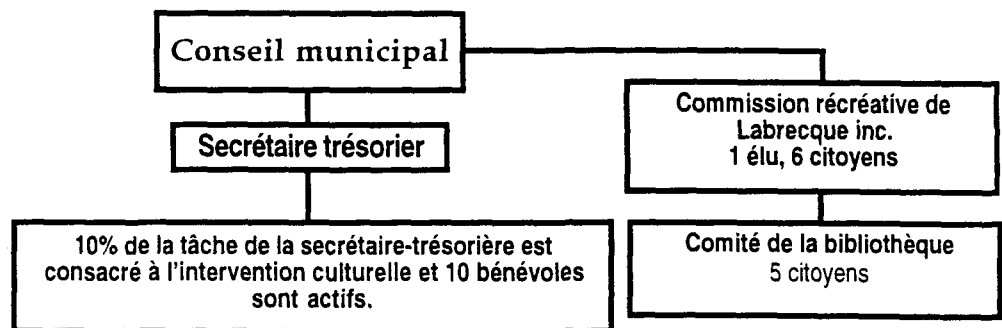
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 2

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Labrecque consiste à dispenser le service de la bibliothèque, à tenir des expositions en arts visuels et diverses activités ponctuelles dans le Foyer culturel, construit en 1993 au coût de 141 000 \$ (dont 50% financé par le gouvernement du Québec). La municipalité consacrait 9 500 \$ à la culture en 1993, soit 8.06 \$ par habitant.

La municipalité s'est donnée en 1992 une structure, la Commission récréative (formée d'un élu et de six citoyens), afin de superviser son intervention dans le secteur du loisirs et de la culture. Cette commission possède un mandat fixant les objectifs généraux de son action. Le service de la bibliothèque est dispensé par un comité formé de cinq citoyens en collaboration avec le CRSBP. La municipalité a fait l'acquisition d'un terminal qui permet aux usagers un accès direct à la collection du CRSBP. Les locaux du Foyer culturel permettent également la tenue d'expositions en arts visuels et des activités ponctuelles d'animation. En 1993, Labrecque consacrait 9 500 \$ à son intervention culturelle, soit 8.06 \$ par habitant ou encore 1,4% de ses dépenses totales. Cette proportion s'élevait à 1,8% en 1991 et 1,9% en 1992. Suite à la construction du Foyer culturel en 1993, aucun nouveau projet de développement de service ou d'infrastructure n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque, tient des expositions en arts visuels et informe sa population sur les activités culturelles par le biais du bulletin municipal.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes qui voudraient éventuellement s'en prévaloir du soutien financier, des services techniques, des infrastructures et des ressources humaines. De plus, elle diffuse de l'information sur les différentes activités culturelles. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Services culturels réclamés

Il n'y a actuellement aucun nouveau service culturel réclamé par la population.

• Mission et objectifs poursuivis

La municipalité poursuit des objectifs généraux touchant l'ensemble du secteur loisirs-culture. Ces objectifs visent l'amélioration des équipements, la participation des citoyens à la vie culturelle, à encourager la diffusion des produits et services culturels et la consolidation du sentiment d'appartenance locale.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques pour dispenser le service de la bibliothèque. Le gouvernement du Québec a collaboré financièrement à la construction du foyer culturel.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque et salle d'exposition)
Centre des loisirs (cours, activités diverses)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Labrecque

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	474 586 \$	473 155 \$	682 883 \$
Dépenses culturelles brutes	8 400 \$	9 100 \$	9 500 \$
Par habitant	6.56 \$	7.72 \$	8.06 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	8 400 \$	9 100 \$	9 500 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,8	1,9	1,4
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	70 660 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	141 320 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	70 660 \$
Masse salariale des employés culturels	1 200 \$	1 700 \$	1 700 \$
Soutien financier total aux organismes	1 950 \$	2 050 \$	1 400 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	3 450 \$	3 450 \$	3 450 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	50 \$	50 \$	50 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet de développement de service ou d'infrastructure n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Construction du Centre communautaire avec foyer culturel et création de la Commission récréative.
1976: Fêtes du 50e anniversaire de la municipalité.
1972: Création de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de

La Baie

Répondant
Robin Simard
Directeur des loisirs
TC.: 697-5059

Superficie de la ville en km²: 261,6

Date de création: 01-07-1855

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 20 995

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes

de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 35 (dont 3 organismes soutenus financièrement)

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

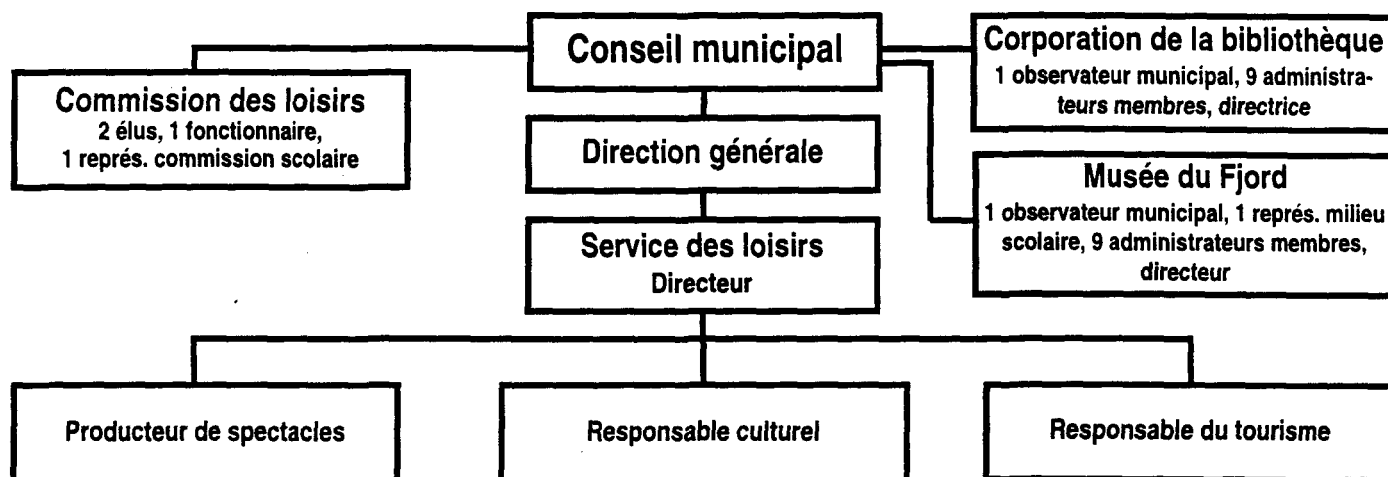
Ville de La Baie est, et de loin, le plus important producteur et diffuseur de spectacles dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean: en 1993, ses activités de production/diffusion ont entraîné des dépenses de l'ordre de 1 576 022 \$, soit 71,7% de toutes ses dépenses en matière culturelle. Hormis ces activités, la ville dispense une gamme de services culturels à sa population, soit directement, soit par l'entremise des corporations paramunicipales gérant la bibliothèque et le musée du Fjord. En 1993, La Baie consacrait 2 199 671 \$ à la culture, soit 104.77 \$ par habitant.

Le Conseil municipal a mandaté la Commission des loisirs pour superviser et encadrer l'action du service des loisirs. Un plan directeur, adopté en 1983, guide l'intervention au niveau du loisir et de la culture. Le service des loisirs affecte un responsable culturel, un producteur de spectacles, des professionnels, des techniciens et des employés de soutien à son intervention culturelle. Un groupe de 500 bénévoles est également impliqué dans cette intervention (une majorité étant actifs dans la production des grands spectacles estivaux). Deux corporations paramunicipales, la Bibliothèque municipale et le musée du Fjord, complètent l'organigramme culturel de la municipalité.

La production et la diffusion des spectacles de la *Fabuleuse histoire d'un Royaume*, *Le Tour du monde de Jos Maquillon* et la programmation à la Place du 150e constituent, certes, la principale activité culturelle de la ville. Lancée dans le cadre des Fêtes du 150e anniversaire de fondation de la région en 1988, cette activité de production n'a cessé de croître, au point où l'on songe actuellement à aménager une salle permanente en vue de la diffusion de spectacles à l'année longue. Elle constitue un élément moteur au niveau de l'industrie touristique pour toute la région.

D'autre part, le service des loisirs offre des ateliers en arts visuels, en métiers d'art et diffuse des expositions en arts visuels. Il met à la disposition des citoyens des équipements utilisables à des fins culturelles. Au niveau patrimonial, la ville a pris diverses mesures: inventaire et évaluation du territoire, adoption de règlements de protection, instauration d'un programme d'aide à la restauration/conservation des bâtiments, réalisation d'un guide d'interprétation (en cours). Aux artistes et organismes culturels, la ville offre du soutien financier (à trois organismes), des services techniques, des infrastructures et des ressources humaines. Elle diffuse de l'information et fait la promotion des différentes activités culturelles. En 1993, La Baie consacrait 8,7% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une proportion s'élevant à 10,1% en 1991 et 1992. Les dépenses culturelles nettes (après les revenus) ont chuté de 3% entre 1991 et 1993, alors qu'elles atteignaient 744 792 \$, soit 35.50 \$ par habitant. Cela est dû au fait que les revenus ont grimpé de 24,6% durant la même période, ce qui indique un accroissement notable de la rentabilité des activités de production/diffusion. Les deux corporations paramunicipales totalisaient en 1993 des dépenses culturelles nettes de 268 203 \$. Les dépenses culturelles paramunicipales nettes additionnées aux dépenses culturelles de la ville totalisaient 2 467 874 \$ en 1993.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville offre aux citoyens des ateliers de formation en arts visuels, en métiers d'art et diffuse des expositions en arts visuels. Elle met également à leur disposition des équipements utilisables à des fins culturelles. La Baie se charge de produire des spectacles à grand déploiement (Fabuleuse et Jos Maquillon) et présente des spectacles à la Place du 150e. Au niveau patrimonial, la ville a pris diverses mesures: inventaire et évaluation du territoire, adoption de règlements de protection, instauration d'un programme d'aide à la restauration ou conservation de la valeur patrimoniale des bâtiments, réalisation d'un guide d'interprétation (en cours).

• Services culturels réclamés

Les citoyens aimeraient avoir accès à plus de spectacles durant l'automne et l'hiver et avoir un cinéma dans la ville. Les organismes et artistes souhaitent qu'une plus grande concertation s'établisse dans le secteur.

• Initiatives de communication /mise en marché

La ville possède un plan de communication et utilise plusieurs outils afin de le mettre en application: l'affichage et la signalisation urbaine, les relations avec la presse, les documents informatifs et promotionnels, les annonces publicitaires télévisées, radiodiffusées et dans la presse écrite. Ces initiatives visent à la fois l'ensemble de la population de la municipalité certains segments de clientèle plus précis, la population des autres municipalités et, finalement, la clientèle touristique.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Ateliers des arts (ateliers de théâtre, peinture, photo, dessin, métiers d'art, danse, musique), Foyer de la culture (muséologie, expositions, danse, musique, métiers d'art, harmonie, concerts), Bibliothèque municipale (bibliothèque et expositions), Centre communautaire Saint-Edouard (métiers d'arts, musique et spectacles), Au Vieux théâtre (spectacle), Maison des aînés (expositions estivales), Théâtre du Palais municipal (spectacles, Fabuleuse, Jos Maquillon), Place du 150e (place de diffusion estivale).

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

La ville examine actuellement la pertinence de mettre en place un organisme sans but lucratif dont la mission serait de prendre en charge la diffusion pour la période de l'automne et de l'hiver au Vieux-théâtre. Un projet d'aménagement d'une salle permanente pour la diffusion de spectacles à grand déploiement est actuellement à l'étude.

• Services culturels aux organismes et artistes

La ville offre aux organismes culturels du soutien financier (trois organismes en bénéficient), des services techniques, des infrastructures et des ressources humaines. De plus, elle diffuse de l'information et fait la promotion des différentes activités culturelles. Aux artistes, la ville offre un soutien financier (Fondation pour l'élite baiververaine et engagement d'artistes), un support en ressources humaines, fait le prêt de locaux et la promotion de leurs activités culturelles.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission et des objectifs (formels) qui s'appliquent à tout le service des loisirs guident l'intervention culturelle de la ville (cf.: Plan directeur des loisirs adopté en 1983). La mission précise le rôle de la ville et l'implication des partenaires. De plus, elle oriente le soutien à la vitalité des arts et de la culture et l'accessibilité des services aux citoyens. Les objectifs comprennent l'amélioration des équipements, la participation des citoyens aux activités, le soutien à la création, la diffusion, la promotion et l'encouragement des initiatives dans le secteur culturel. Finalement, les objectifs contiennent des éléments sur le partenariat à développer avec les autres secteurs et le sentiment d'appartenance locale.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Les gouvernements du Canada et du Québec contribuent au financement des services offerts par les corporations paramunicipales. La commission scolaire locale et le secteur privé permettent l'utilisation d'équipements à des fins culturelles.

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux Indéterminés
Part de la ville Indéterminée

	1991	1992	1993
Dépenses totales de la ville	23 556 687 \$	24 092 883 \$	25 414 054 \$
Dépenses culturelles brutes	2 390 951 \$	2 443 790 \$	2 199 671 \$
Par habitant	112,78 \$	116,40 \$	104,77 \$
Dépenses culturelles/dép. totales ville	10,1 %	10,1 %	8,7 %
Revenus culturels totaux	991 159 \$	1 218 846 \$	1 454 879 \$
Revenus culturels/ dépenses cult. brutes	41,5 %	49,9 %	66,1 %
Dépenses culturelles nettes	1 399 792 \$	1 224 944 \$	744 792 \$
Dépenses culturelles nettes / dépenses totales de la ville	5,9 %	5,1 %	2,9 %
Dépenses en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses nettes en immobilisations	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale employés culturels (% face aux dépenses culturelles totales)	310 000 \$ 13,0 %	320 000 \$ 13,1 %	320 000 \$ 14,5 %
Soutien financier aux organismes (% face aux dépenses culturelles totales)	420 000 \$ 17,6 %	430 000 \$ 17,6 %	410 000 \$ 18,6 %
Dépenses équipements/infrastructures (% face aux dépenses culturelles totales)	362 000 \$ 15,1 %	315 000 \$ 12,9 %	316 000 \$ 14,4 %
Dépenses communic./mise en marché (% face aux dépenses culturelles totales)	165 000 \$ 6,9 %	138 000 \$ 5,6 %	135 000 \$ 6,1 %

• Financement culturel paramunicipal

Corporations paramunicipales: *Corporation de la Bibliothèque municipale,
Corporation du Musée du Fjord*

	1991	1992	1993
Dépenses totales	682 848 \$	744 499 \$	836 473 \$
Financement municipal	519 540 \$	579 768 \$	568 270 \$
Dépenses nettes	163 308 \$	164 731 \$	268 203 \$
% d'autofinancement	(23,9 %)	(22,1 %)	(32,1 %)
Dépenses culturelles brutes	163 308 \$	164 731 \$	268 203 \$
Dép. cult. brutes / dépenses totales	100 %	100 %	100 %
Dépenses culturelles nettes (Part non couverte par le financement municipal)	163 308 \$	164 731 \$	268 203 \$
Revenus culturels autonomes	164 941 \$	162 133 \$	338 023 \$
Bilan des dépenses culturelles nettes / revenus culturels autonomes	1 633 \$	-2 598 \$	69 820 \$
Total des dépenses culturelles de la ville et celles paramunicipales	2 554 259 \$	2 608 521 \$	2 467 874 \$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle de la ville

1994: Production de Jos Maquillon et fondation du Regroupement des artistes baieriverains.

1989: Salle de spectacle au Vieux Théâtre.

1988: Fêtes du 150e, production de La Fabuleuse et animation à la Place du 150e.

1982 à 1986: Développement du Foyer culturel, incluant le musée du Fjord.

1981: Construction de la bibliothèque.

1978: Engagement d'un responsable culturel et fondation de l'École de musique.

1975: Création du service des loisirs.

1970: Fondation du musée Mgr Dufour.

1958: Fondation d'une bibliothèque dans le secteur de Port-Alfred.

Les grandes étapes de l'intervention culturelle du service des loisirs sont les suivantes:

1. Consolidation et développement d'équipements: engagement d'un responsable culturel en 1978, construction de la biblio en 1981 et le développement du Foyer de la culture (incluant le musée du Fjord) de 1982 à 1986.

2. La production de grands spectacles estivals à partir de 1988, La Fabuleuse histoire d'un Royaume et Le Tour du monde de Jos Maquillon (1994) et création du poste de producteur délégué aux spectacles en 1994.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Lac-Bouchette**

Répondant
Serge Martel
Secrétaire-trésorier
TC.: 348-9477

Superficie de la municipalité en km²: 920,0

Date de création: 03-11-1893

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 1 485

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

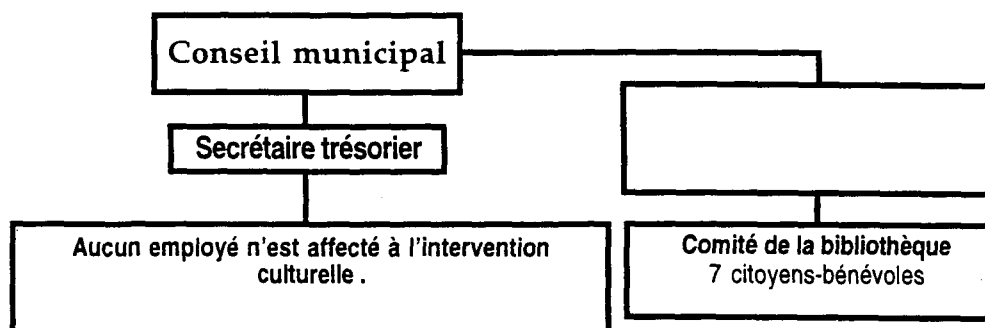
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 5

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Lac-Bouchette se résume à dispenser le service de la bibliothèque à ses citoyens. Un potentiel inexploité réside dans la figure historique, voire légendaire, de Victor DeLamarre. La municipalité consacrait 8 800 \$ à la culture en 1993, soit 5.93 \$ par habitant.

La municipalité de Lac-Bouchette ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir le service de la bibliothèque, grâce à un comité formé de sept citoyens et en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques. En 1993, la municipalité consacrait 1,1 % des ses dépenses totales à son intervention culturelle, suivant une augmentation annuelle de 0,1% depuis 1991. Une étude réalisée par le Conseil régional des loisirs a dénoté une carence au niveau des équipements culturels mais il n'y a aucun projet en cours pour y remédier. En 1982, la municipalité appuyait activement un groupe organisant les fêtes du centenaire de la fondation de Lac-Bouchette et qui a publié un document souvenir en retraçant l'histoire. La présence sur le territoire de l'Ermitage, qui attire près de 200,000 visiteurs annuellement, n'a pas encore eu d'effet d'émulation auprès du milieu afin qu'il mette en valeur son patrimoine. Victor DeLamarre, un «demi-dieu» régional, pourrait être la figure de proue de tout projet allant en ce sens.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre un service de bibliothèque aux citoyens.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Demande mitigée pour la création d'un musée Victor DeLamarre.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice des loisirs (bibliothèque).

• Financement de
l'intervention culturelle

Lac-Bouchette

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	658 152 \$	706 283 \$	752 817 \$
Dépenses culturelles brutes	6 471 \$	7 785 \$	8 800 \$
Par habitant	3.95 \$	5.24 \$	5.93 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	6 471 \$	7 785 \$	8 800 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,0	1,1	1,2
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	1 000 \$	1 000 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 656 \$	1 756 \$	2 418 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Une étude du Conseil régional des loisirs dénote un manque de locaux utilisables pour des fins culturelles. Mais actuellement, aucun projet n'est envisagé pour corriger cette lacune.

<i>Investissements projetés</i>	<u>Investissements totaux</u>	0\$
<i>d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Part de la municipalité</u>	0\$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1993: Relocalisation de la bibliothèque dans l'édifice des loisirs.
1982: 100e anniversaire de la municipalité.
1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Lac-Kénogami**

Répondant
Catherine Bergeron
Adjointe-administrative
TC.: 547-6158

Superficie de la municipalité en km²: 179,5

Date de création: 11-11-1897

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 1374

Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

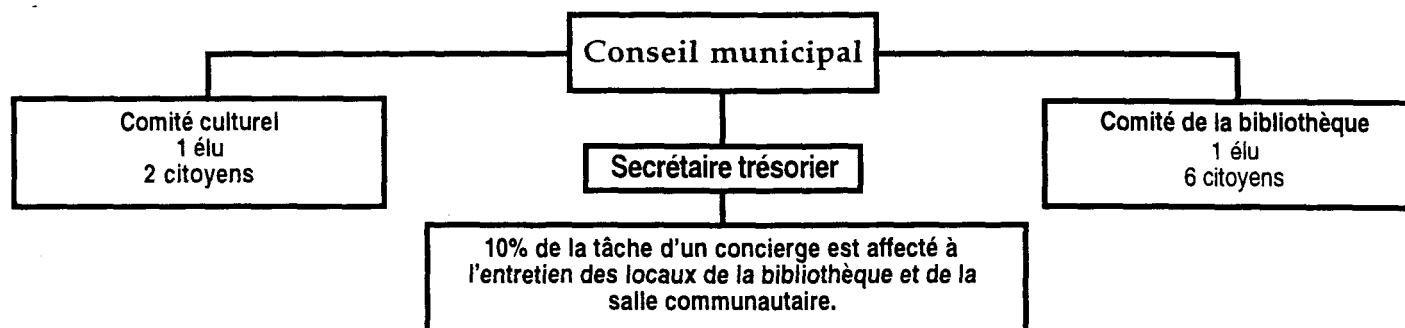
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 3

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Lac-Kénogami touche le service de la bibliothèque, la présentation d'expositions, les ateliers de formation, la conservation/mise en valeur patrimoniale et l'information. La municipalité consacrait 8 889 \$ à la culture en 1993, soit 6.47 \$ par habitant.

La municipalité de Lac-Kénogami ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs pour guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de bibliothèque à ses citoyens, tenir des expositions en arts visuels dans le foyer culturel et offrir des ateliers de formation en arts visuels. Un comité de bibliothèque (un élu et six citoyens) ainsi qu'un comité culturel (un élu et deux citoyens) assistent la municipalité dans son intervention. La municipalité a inventorié les sites et bâtiments patrimoniaux sur son territoire et identifié dans son plan d'urbanisme les éléments à mettre en valeur. Cependant, aucune initiative concrète de mise en valeur n'a été prise à ce jour. En 1993, Lac-Kénogami consacrait 1,1% de ses dépenses totales à la culture, en augmentation annuelle de 0,1% depuis 1991. En 1988, la municipalité s'est dotée d'un foyer culturel moderne et d'une salle communautaire qui peut servir aux organismes intéressés. Aucun projet visant à développer les infrastructures ou services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens, outre la bibliothèque, des services de diffusion en arts visuels, de prêt de locaux ainsi que des ateliers de formation en arts visuels. La municipalité a inventorié les éléments patrimoniaux sur son territoire et identifié dans son plan d'urbanisme ceux à mettre en valeur. Elle diffuse de l'information sur les activités culturelles par le biais du journal municipal.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre au Comité culturel du soutien financier, un support en ce qui concerne les ressources humaines (maintenance), les services techniques (photocopie, téléphone) et des locaux.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, les organismes ou les artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (foyer culturel et salle communautaire).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Lac-Kénogami

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	628 201 \$	721 368 \$	816 947 \$
Dépenses culturelles brutes	5 808 \$	7 339 \$	8 889 \$
Par habitant	5,28 \$	5,34 \$	6,47 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	400 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	5 808 \$	7 339 \$	8 489 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,9	1,0	1,1
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	1 156 \$	1 217 \$	1 288 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	2 443 \$	2 613 \$	2 793 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	200 \$	200 \$	200 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1993: Mise en place du Comité culturel.

1988: Construction du Foyer culturel (dans l'édifice municipal) et incorporation de la Commission des loisirs.

1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Lac-à-la-Croix**

Répondant
Sabin Potvin
Animateur en loisirs
TC.: 349-8724

Superficie de la municipalité en km²: 720

Date de création: 01-01-1912

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 971

Évolution de la population depuis 5 ans: forte diminution

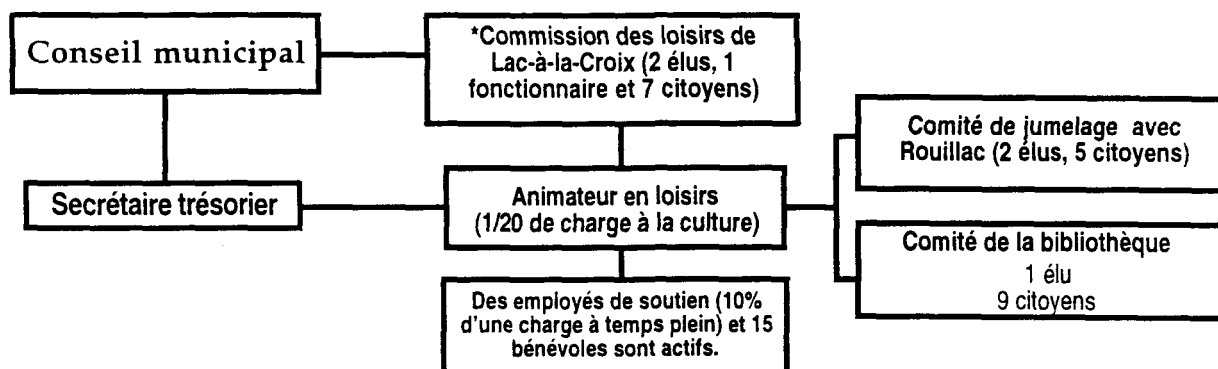
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 5

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Lac-à-la-Croix consiste principalement à dispenser le service de la bibliothèque et à offrir du soutien aux artistes et aux organismes (Musée et Comité de jumelage). La municipalité consacrait 11 153 \$ à la culture, soit 11.49 \$ par habitant.

La municipalité de Lac-à-la-Croix ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle (la *Commission des loisirs en a le mandat mais ne l'exerce pas dans la pratique). Cette intervention consiste à fournir le service de bibliothèque, avec l'aide d'un comité formé d'un élu et de neuf citoyens et en collaboration avec le CRSBP. La municipalité offre du soutien financier, technique, en infrastructures et en ressources humaines à ses organismes culturels. Elle offre également aux artistes du soutien financier sous forme de bourses et de prix. La municipalité diffuse de l'information sur les activités culturelles par le biais de son bulletin et utilise la signalisation urbaine pour identifier le site du Musée de Lac-à-la-Croix. Au niveau patrimonial, la municipalité accorde du soutien financier au Musée. Un comité de jumelage Lac-à-la-Croix-Rouillac organise des activités sur une base biannuelle. En 1993, Lac-à-la-Croix consacrait 11 153 \$ à son intervention culturelle, soit 1,8% de ses dépenses totales. Cette proportion se chiffrait respectivement à 2% en 1991 et 2,6% en 1992. La municipalité construit un foyer culturel (ouverture en 1995). Aucun autre projet de développement de services culturels n'est envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens le service de bibliothèque et met également à leur disposition ses équipements utilisables à des fins culturelles. La municipalité informe et promouvoit les activités culturelles par le biais du bulletin municipal et de la signalisation urbaine (pour le musée).

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels un soutien financier (programme d'aide, bourses), technique (photocopie, télécopie et transport), des infrastructures (prêt de locaux et d'équipements) des ressources humaines (maintenance et secrétariat) et de l'information sur leurs activités. Les artistes peuvent profiter de soutien financier par l'entremise de bourses et de prix.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. De plus, des ententes pour l'utilisation d'équipements existent aussi avec la commission scolaire. Le gouvernement du Québec participe au financement du foyer culturel.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).
Nouvel édifice municipal en cours de construction avec foyer culturel (1995).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	464 676 \$	512 673 \$	633 026 \$
Dépenses culturelles brutes	9 489 \$	13 536 \$	11 153 \$
Par habitant	8.55 \$	13.94 \$	11.49 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	9 489 \$	13 536 \$	11 153 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	2,0	2,6	1,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	3 123 \$	3 463 \$	4 165 \$
Soutien financier total aux organismes	3 500 \$	6 500 \$	3 500 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

La municipalité projette la construction d'un foyer culturel (150 000 \$) dans le nouvel édifice municipal en 1995.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 250 001\$ à 500 000\$
	<u>Part de la municipalité</u> 100 001\$ à 250 000\$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1995: Construction d'un foyer culturel.
1972: Fondation de la bibliothèque.
1968: Fondation du Musée Lac-à-la-Croix.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Lamarche

Répondant
Aline Perron
Secrétaire-trésorière
TC.: 481-1412

Superficie de la municipalité en km²: 94,8

Date de création: 01-01-1967

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 562

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

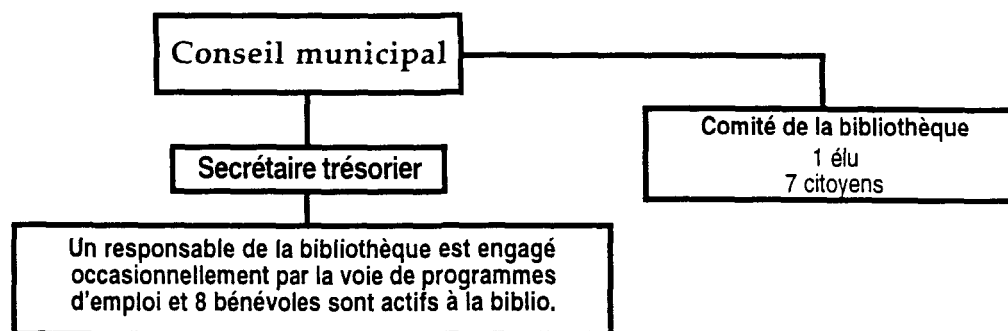
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 2

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

Au niveau culturel, la municipalité de Lamarche dispense le service de la bibliothèque, tient des expositions et diffuse occasionnellement des spectacles dans le Foyer culturel construit en 1992 (coût total: 122 000 \$). Elle consacrait 11 260 \$ à la culture en 1993, soit 20.04 \$ par habitant.

Lamarche ne s'est pas dotée de structure, de mission ni d'objectifs afin d'encadrer son intervention culturelle. Elle dispense le service de la bibliothèque et effectue l'animation au Foyer culturel (expositions/spectacles) par le biais d'un comité formé de un élu et de 7 citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). Le Conseil municipal a participé à l'édition du livre d'art «Un Royaume aux cent trésors» et acheté une œuvre d'un artiste local à cette occasion. La municipalité diffuse également de l'information sur les activités culturelles se déroulant sur son territoire dans le bulletin municipal et à la télévision communautaire locale. En 1993, Lamarche consacrait 11 260 \$ à son intervention culturelle, soit 20.04 \$ par habitant ou encore 3,3% de ses dépenses totales. Cette proportion s'élevait à 2,9% en 1991 et 1992. En 1992, la municipalité s'est construit un foyer culturel, espace de bibliothèque avec salle polyvalente attenante, un projet de quelque 122 000 \$ financé à 50% par le gouvernement du Québec. Aucun autre projet de développement de service ou d'infrastructure culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité dispense dans son foyer culturel le service de la bibliothèque, diffuse des expositions en arts visuels et organise de façon ponctuelle des spectacles. Elle met également à la disposition de ses citoyens les équipements culturels dont elle dispose pour une utilisation particulière. Lamarche informe ses citoyens sur les activités culturelles par le biais de son bulletin municipal et de la TVC locale.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service n'est actuellement réclamé par la population.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de service aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de la biblio. Le gouvernement du Québec a financé une partie des coûts de construction du Foyer culturel et l'embauche d'un responsable à la biblio.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes du soutien financier, technique, des infrastructures et des ressources humaines. Elle diffuse de l'information sur leurs différentes activités culturelles. Elle soutient occasionnellement des artistes par des achats d'œuvres (cf.: le livre d'art «Un Royaume aux cent trésors»).

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectif n'a été identifié à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (Foyer culturel).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Lamarche

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	207 225 \$	230 061 \$	339 986 \$
Dépenses culturelles brutes	6 050 \$	6 750 \$	11 260 \$
Par habitant	10.61 \$	12.01 \$	20.04 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	6 050 \$	6 750 \$	11 260 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	2,9	2,9	3,3
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	61 000 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	122 000 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	61 000 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	4 900 \$	5 600 \$	7 200 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	50 \$	50 \$	50 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet de développement de services ou d'infrastructures n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Construction du Foyer culturel.
1981: 50e anniversaire de la municipalité.
1974: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Larouche**

Répondant
Paul H. Munger
Secrétaire-trésorier
TC.: 695-4909

Superficie de la municipalité en km²: 88,0

Date de création: 21-03-1922

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 1 004

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

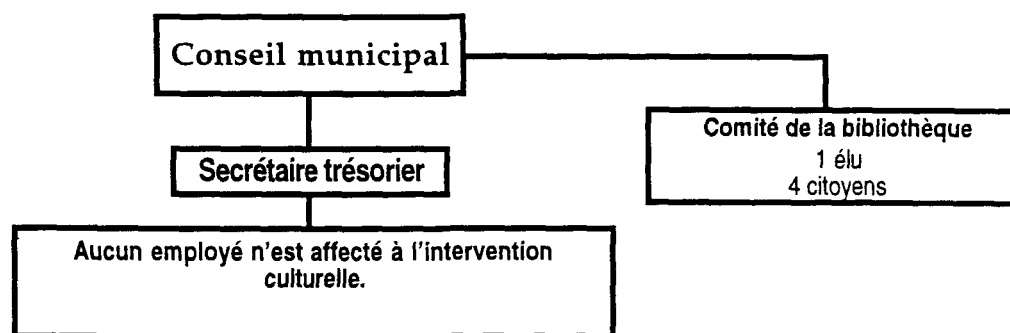
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Larouche consiste à dispenser le service de la bibliothèque et à soutenir les artistes et organismes culturels. La municipalité prévoit améliorer ses équipements culturels dans le futur. Elle consacrait 10 613 \$ à la culture en 1993, soit 10.57 \$ par habitant.

La municipalité de Larouche ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir aux citoyens un service de bibliothèque supervisé par un comité formé d'un élu et de quatre citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). La municipalité met à la disposition des organismes et artistes qui voudraient éventuellement s'en prévaloir des ressources humaines, financières et techniques. Au niveau patrimonial, la municipalité a dressé un inventaire des sites et bâtiments sur son territoire, mais cette démarche n'a pas donné lieu à l'adoption de mesures de conservation ou de mise en valeur. En 1993, la municipalité consacrait 1,8 % de ses dépenses globales à son intervention culturelle. Depuis 1991, cette proportion connaît des fluctuations à la baisse. D'ici trois ans, la municipalité projette de transformer sa bibliothèque en foyer culturel et, à plus long terme, d'aménager une salle communautaire pouvant entre autres servir de studio de danse. Les coûts totaux de ces projets sont estimés entre 100 et 250 000 \$.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens le service de bibliothèque et met à leur disposition des locaux. Un inventaire patrimonial du territoire municipal a été dressé. La municipalité publie le journal *Le Rappel* et utilise les services de la télévision communautaire afin d'informer sa population sur les activités culturelles.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, les organismes ou les artistes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes pouvant le réquérir du soutien financier, des ressources humaines (organisation et animation, maintenance et secrétariat), des services techniques et des équipements (locaux). Les artistes peuvent aussi utiliser les locaux de la municipalité au besoin.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Larouche

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	516 904 \$	604 957 \$	576 990 \$
Dépenses culturelles brutes	10 649 \$	9 611 \$	10 613 \$
Par habitant	9.51 \$	9.57 \$	10.57 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	10 649 \$	9 611 \$	10 613 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	2,1	1,6	1,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	300 \$	300 \$	300 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	2 255 \$	2 255 \$	2 255 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	600 \$	600 \$	600 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité projette de transformer sa bibliothèque en foyer culturel d'ici trois ans. À plus long terme, elle envisage également d'aménager une salle communautaire pouvant, entre autres, servir de studio de danse.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u>	100 000\$ à 250 000\$
	<u>Part de la municipalité</u>	1\$ à 50 000\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1975: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Laterrière**

Répondant
Sonia Simard
Directrice des loisirs
TC.: 678-2647

Superficie de la ville en km²: 238,6

Date de création: 31-12-1983

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 4690

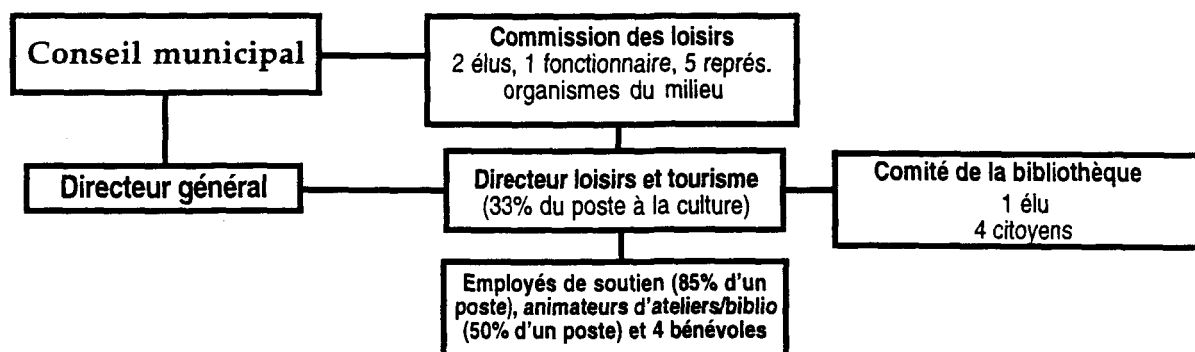
Évolution de la population depuis 5 ans: forte augmentation

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 13

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

Laterrière a une intervention culturelle très dynamique qui a permis d'offrir aux citoyens une gamme de services, de favoriser le développement d'organismes et d'événements culturels importants (*Rendez-vous musical, Concours Opti-jeunesse Salon des artistes et artisans*) et de mettre de l'avant des initiatives de conservation et de mise en valeur patrimoniales. En 1993, Laterrière consacrait 103 566 \$ à la culture, soit 22.08 \$ par habitant. La ville a confié à la Commission des loisirs la mission de superviser son intervention dans le secteur des loisirs et de la culture. En 1987, un service des loisirs a été créé afin de prendre en charge cette intervention. Sur le plan culturel, celle-ci consiste d'abord à dispenser le service de la bibliothèque avec l'aide d'un comité (1 élu et 4 citoyens) et en collaboration avec le CRSBP. La ville dispense également des ateliers de formation, diffuse des expositions en arts visuels et offre à ses citoyens des tarifs préférentiels pour ses services. Elle a adopté une série de mesures en matière de patrimoine: inventaire/évaluation, réglementation, publication d'ouvrages historiques et d'un circuit patrimonial (en collaboration avec le gvt du Québec). Laterrière diffuse de l'information sur les activités culturelles dans le *Laterrois*, le journal municipal. Elle offre aux organismes accrédités et aux artistes du soutien financier, technique, des infrastructures, des ressources humaines et diffuse de l'information sur leurs activités. En 1993, Laterrière consacrait 3,9% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, proportion qui se situait à 4% en 1991 et 1992. Au cours des trois années étudiées, la masse salariale requérait en moyenne 47% des dépenses culturelles totales. Aucun projet de développement de service ou d'infrastructure n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville offre le service de la bibliothèque, présente des expositions, des ateliers de formation en danse et offre des tarifs préférentiels pour ses services. La ville a adopté une série de mesures en matière de patrimoine: inventaire, évaluation, réglementation, publication d'ouvrages historiques et d'un circuit patrimonial. La ville diffuse de l'information sur les activités culturelles dans le *Laterrois*, le journal municipal.

• Services culturels réclamés

Des ateliers de formation musicale dans le milieu et des locaux adéquats pour la pratique.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec a collaboré financièrement à la réalisation du guide du circuit patrimonial. Le secteur privé collabore pour l'utilisation d'équipements. Le CRSBP pour dispenser le service de la bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La ville offre aux organismes du soutien financier, technique (photocopie/téléphone/envois postaux/télécopie/matériel), des infrastructures, des ressources humaines (organisation/animation/maintenance/secrétariat) et diffuse de l'information sur leurs activités. Aux artistes, du soutien financier et technique, de l'animation, des locaux et des équipements.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission (approuvée politiquement) s'applique au service des loisirs et guide l'intervention culturelle de la ville. Celle-ci a une politique d'accréditation des organismes leur permettant d'obtenir divers types de soutien (financier, technique, infrastructures, promotion/ information et ressources humaines).

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque), Centre communautaire (ateliers, salle polyvalente), Centre Quatre-saisons (expositions en arts visuels).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Laterrière

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la ville	2 217 586 \$	2 368 772 \$	2 625 921 \$
Dépenses culturelles brutes	89 034 \$	93 729 \$	103 566 \$
Par habitant	19.96 \$	19.98 \$	22.08 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	11 200 \$	11 200 \$	18 200 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	77 834 \$	82 529 \$	85 366 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales ville	4,0	4,0	3,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	43 410 \$	44 656 \$	45 625 \$
Soutien financier total aux organismes	14 250 \$	14 350 \$	15 450 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	18 000 \$	18 000 \$	22 000 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic/mise en marché culturelle	5 200 \$	7 200 \$	7 200 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la ville</u>	Indéterminés Indéterminée
---	--	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Salon des artistés et des artisans.
 1990: Rendez-vous musical et concours Opti-jeunesse.
 1988: Festival des moissons.
 1987: Service des loisirs, création de la chorale Piccolo.
 1985: Création du chœur Intermède.
 1972: Fondation de la bibliothèque.
 1973: Classement du Moulin du Père Honorat.
 1969: Classement de l'Église Notre-Dame et du presbytère.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de

Métabetchouan

Répondant
Marcel Tremblay
Directeur des loisirs
TC.: 349-2395

Superficie de la ville en km²: 1129

Date de création: 11-01-1872

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 3379

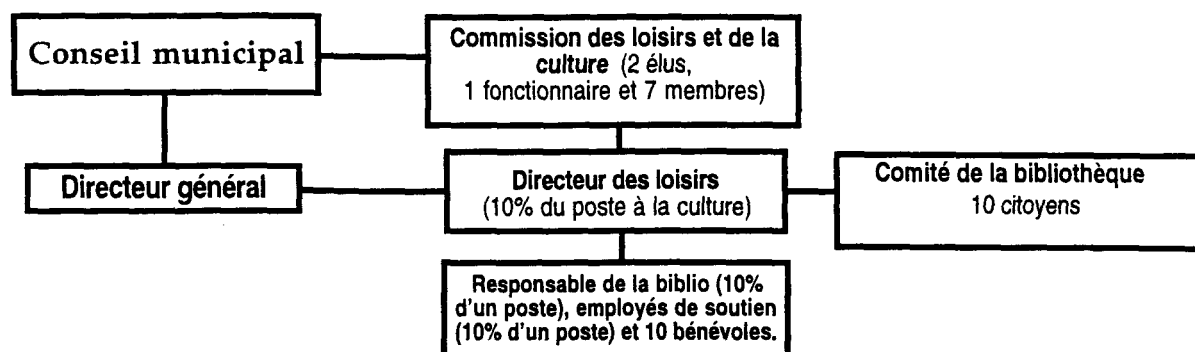
Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 9

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

L'intervention culturelle de la ville de Métabetchouan consiste principalement à dispenser le service de la bibliothèque et à offrir du soutien aux organismes et événements sur son territoire (en particulier le Camp musical). La ville consacrait 63 769 \$ à la culture en 1993, soit 18,87 \$ par habitant. Métabetchouan a créé en 1983 une Commission des loisirs et de la culture et un Service des loisirs et parcs (avec un directeur) afin de prendre en charge son intervention en matière de loisirs et de culture. La ville ne s'est pas donnée de mission ou d'objectifs afin d'encadrer son intervention culturelle mais possède une politique d'accréditation des organismes pouvant bénéficier de ses services. L'intervention culturelle consiste à fournir aux citoyens le service de la bibliothèque (avec l'aide d'un comité et en collaboration avec le CRSBP) et des tarifs préférentiels sur les services offerts. Aux organismes culturels, la ville offre du soutien financier, technique, des infrastructures et des ressources humaines. Au niveau patrimonial, elle a procédé au recensement et à l'évaluation patrimoniale de son territoire et publié un guide (en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications). De plus, elle diffuse de l'information sur les activités culturelles dans son bulletin municipal. En 1993, Métabetchouan a consacré 63 769 \$ à son intervention culturelle, dont 57% en aide financière au Camp musical. Les dépenses culturelles représentaient 2,5% des dépenses totales de la ville en 1993, 2,5% en 1992 et 3,5% en 1991. Au niveau du développement éventuel d'infrastructures ou de services culturels, la municipalité a réalisé un plan de développement récréo-touristique comportant un volet culturel majeur, qui n'est cependant ni approuvé, ni appliqué. Aucun projet de développement n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens le service de la bibliothèque et des tarifs préférentiels. Au niveau patrimonial, elle a procédé au recensement et à l'évaluation patrimoniale de son territoire et publié un guide (circuit patrimonial). Elle diffuse de l'information culturelle par le biais d'un bulletin.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier (programme d'aide), technique (photocopie, télécopie), des infrastructures (prêt de locaux/d'équipements, entretien et chauffage) et des ressources humaines (organisation/animation/maintenance/secrétariat). Elle diffuse de l'information sur leurs activités. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Services culturels réclamés

Un cours de peinture est demandé par les citoyens. Les organismes et artistes réclament l'amélioration des équipements et infrastructures.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec a collaboré financièrement à la réalisation d'un guide patrimonial. Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Finalement, la MRC Lac-Saint-Jean-Est pour l'information et la promotion touristique des attraits culturels.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque, locaux pour comité culturel et Prisme culturel), église locale (Fête des arts, théâtre), aréna (Fêtes des arts, spectacles) et le complexe du Camp musical.

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Métabetchouan

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la ville	2 220 683 \$	2 366 416 \$	2 529 873 \$
Dépenses culturelles brutes	77 803 \$	58 421 \$	63 769 \$
Par habitant	22.95 \$	17.29 \$	18.87 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	77 803 \$	58 421 \$	63 769 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales ville	3,5	2,5	2,5
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	7 791 \$	7 791 \$	8 213 \$
Soutien financier total aux organismes	56 758 \$	37 073 \$	40 847 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	3 946 \$	4 132 \$	4 289 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	1 125 \$	1 125 \$	1 125 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La ville a fait réaliser une étude sur ses besoins en équipements récréo-touristiques et culturels. Aucun projet précis visant à les résoudre n'est cependant projeté.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la ville</u>	Indéterminés Indéterminée
---	--	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1993: Disparition du Comité culturel.
 1992: Première année de la Fête des arts.
 1987: Implantation du Prisme culturel.
 1983: Création de la Commission des loisirs et de la culture.
 1980: Relocalisation de la bibliothèque dans l'édifice municipal et disparition du Centre socio-culturel.
 1971: Centre socio-culturel.
 1971: Fondation de la bibliothèque.
 1964: Implication de la ville dans le Camp musical.
 1963: Fondation du Camp musical.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Mistassini**

Répondant
Carol Sasseville
Directeur des loisirs
TC.: 276-8164

Superficie de la ville en km²: 2402

Date de création: 03-01-1976

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 6842

Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes

de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 10 (dont 2 organismes soutenus financièrement par la ville)

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

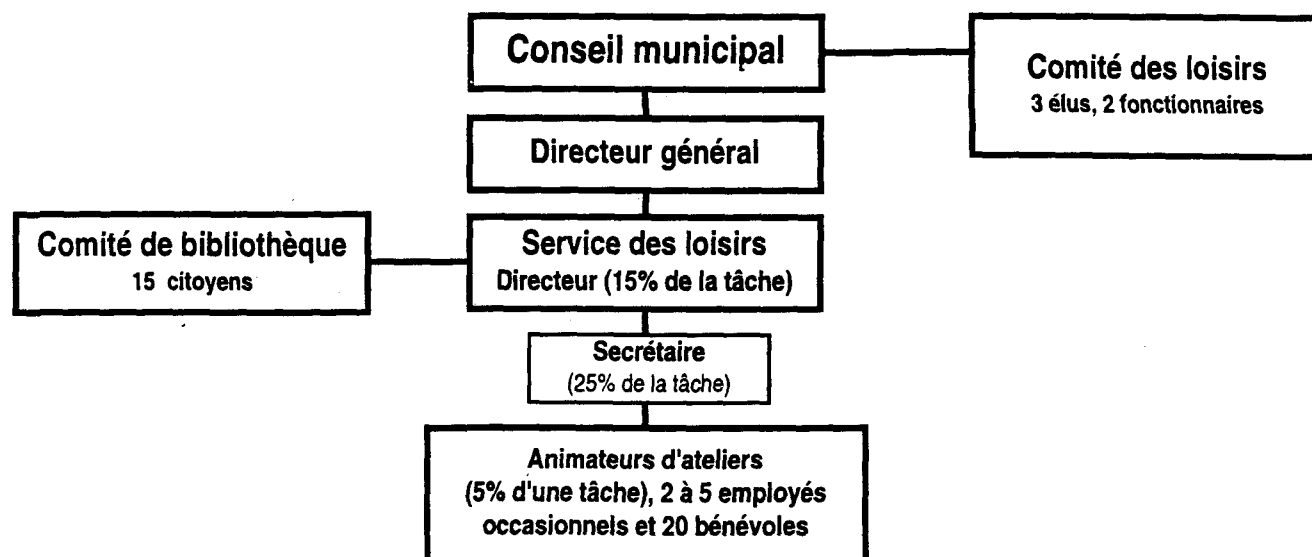
L'intervention culturelle de la ville de Mistassini consiste à offrir à ses citoyens le service de la bibliothèque ainsi que des ateliers en métiers d'art et en arts visuels, et à soutenir de diverses façons ses artistes et ses organismes, en l'occurrence la chorale Vol-au-vent, le Festival du bleuets et la Corporation des Fêtes du centenaire (1991-1992). Un projet visant à doter la bibliothèque de nouveaux locaux en présentement en attente.

La ville de Mistassini a créé en 1976 un Service des loisirs à qui elle a confié le mandat de prendre en charge l'intervention en matière de loisirs et de culture. Le mandat du Service des loisirs établit, de façon implicite, une mission et des objectifs à suivre afin d'encadrer cette intervention. Au niveau culturel, Mistassini dispense à ses citoyens le service de la bibliothèque avec l'aide d'un Comité de biblio (formé de 15 citoyens) et en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications (soutien financier). La ville offre également des ateliers de formation en métiers d'art et en arts visuels. En 1992, Mistassini a créé une corporation afin de prendre en charge l'organisation des fêtes de son centenaire de fondation. Un album souvenir a été publié à cette occasion. La ville a identifié dans sa réglementation d'urbanisme le site de l'ancien monastère des Pères trappistes pour sa valeur patrimoniale. Elle met à la disposition des organismes culturels du support au plan financier, au plan des ressources humaines et des équipements/infrastructures. Elle met à la disposition des artistes ses équipements et locaux. La ville informe ses citoyens sur les activités culturelles présentes sur son territoire et les promouvoit à l'aide de documents informatifs (programmation d'activités et répertoire des organismes). Pour réaliser son intervention culturelle, Mistassini mobilise son directeur du Service des loisirs (15% de sa tâche), la secrétaire du Service (25% de sa tâche), des animateurs d'ateliers (équivalent à 5% d'une tâche annuelle), 2 à 5 employés occasionnels et une vingtaine de bénévoles.

En 1993, Mistassini consacrait 57 544 \$ à son intervention culturelle, soit 8.41 \$ par habitant, ou encore, 1,3% de ses dépenses totales. Cette proportion s'élevait en 1991 et 1992 respectivement à 2,1% et 2,2%. Cette diminution est principalement attribuable au soutien offert durant ces deux années à la Corporation des fêtes du centenaire (respectivement de 15 000 \$ et 40 000 \$). En 1993, près de 55% des dépenses culturelles étaient allouées à la rémunération des employés, 18% au financement des organismes culturels et 7% pour les équipements et infrastructures.

Un projet visant à réaménager la bibliothèque dans des espaces mieux appropriés est présentement en attente. Aucun autre projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville de Mistassini offre à ses citoyens le service de la bibliothèque ainsi que des ateliers de formation en arts visuels et en métiers d'art. Au niveau patrimonial, la ville a inscrit un élément patrimonial dans sa réglementation d'urbanisme (site de l'ancien monastère des Pères trappistes). En 1992, elle a organisé, avec l'aide d'une Corporation paramunicipale, les célébrations soulignant le centenaire de sa fondation. Un album souvenir a été publié à cette occasion. Le service des loisirs publie également des documents (programmation, répertoire des organismes) afin de promouvoir les activités culturelles et informer la population.

• Services culturels réclamés

Des cours de danse (ballet, ballet-jazz, danse-exercice) sont réclamés par les citoyens.

• Initiatives de communication /mise en marché

La ville et le service des loisirs publient des documents informatifs (programmation, répertoire d'organismes) et promotionnels pour atteindre l'ensemble de sa population.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque, locaux pour ateliers culturels et chorale).
Centre social (cinéma et clubs vidéo privé).

• Services culturels aux organismes et artistes

La ville offre un programme de soutien financier (programme d'aide, tarifs préférentiels), un support pour les infrastructures (prêt de locaux, chauffage et entretien), et un soutien au niveau des ressources humaines (maintenance, secrétariat) pour les organismes culturels. De plus, elle donne de l'information et fait de la promotion sur les différentes activités culturelles. Pour les artistes, elle offre un support au niveau de l'équipement et des infrastructures par le prêt de locaux.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission et des objectifs implicites (non approuvés au niveau politique) s'appliquent à tout le service des loisirs et guident l'intervention culturelle.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec (ministère de la Culture et des Communications) collabore au financement du service de la bibliothèque.

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Un projet visant à réaménager la bibliothèque dans des espaces mieux appropriés ou d'en construire une neuve est actuellement en attente.

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux Indéterminés
Part de la ville Indéterminée

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la ville	3 970 104 \$	4 516 388 \$	4 547 065 \$
Dépenses culturelles brutes	82 784 \$	100 128 \$	57 544 \$
Par habitant	11,66 \$	14,63 \$	8,41 \$
Dép. culturelles brutes / dépenses totales	2,1%	2,2%	1,3%
Revenus culturels totaux	6 760 \$	51 684 \$	12 527 \$
Revenus culturels/ dép. culturelles brutes	8,2%	51,6%	21,8%
Dépenses culturelles nettes	76 024 \$	48 444 \$	45 017 \$
Dép. culturelles nettes / dépenses totales	1,9%	1,1%	1,0%
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels sur dépenses culturelles totales (%)	30 919 \$ 37,3%	31 173 \$ 31,1%	31 488 \$ 54,7%
Soutien financier total aux organismes sur dépenses culturelles totales (%)	36 600 \$ 44,2%	50 600 \$ 50,5%	10 600 \$ 18,4%
Dépenses totales pour les équipements / infrastructures culturels sur dépenses culturelles totales (%)	4 011 \$ 4,8%	4 072 \$ 4,1%	3 949 \$ 6,9%
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle sur dépenses culturelles totales (%)	250 \$ 0,3%	250 \$ 0,2%	250 \$ 0,4%

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1992: Fêtes du centenaire.
 1991: Création de la corporation du 100e anniversaire.
 1976: Création du service des loisirs.
 1960: Festival du bleuet.
 1959: Chorale Vol-au-Vent.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de

Normandin

Répondant
Richard Tremblay
Directeur des loisirs
TC.: 274-7171

Superficie de la ville en km²: 212,0

Date de création: 03-10-1899

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 3957

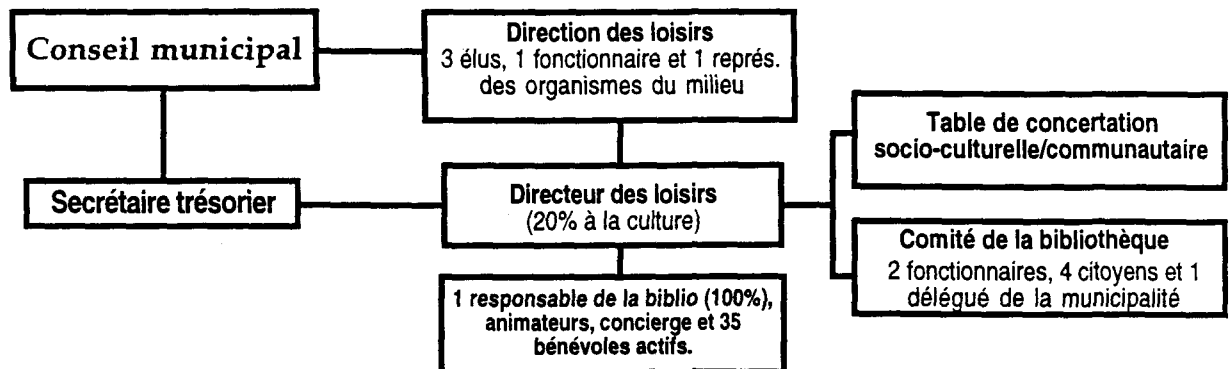
Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 13

• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

La ville de Normandin s'est dotée d'une structure solide afin de prendre en charge son intervention culturelle. Celle-ci consiste principalement à fournir le service de la bibliothèque, des ateliers en arts visuels et à organiser les festivités du carnaval et de la Saint-Jean. La ville offre également un soutien appréciable à ses artistes et organismes locaux. En 1993, Normandin consacrait 74 063 \$ à la culture, soit 18.72 \$ par habitant. En 1992, Normandin s'est donnée un organigramme élaboré (Direction des loisirs, directeur, employés, comités, tables de concertation) afin de prendre en charge son intervention en matière de loisirs et de culture. La ville ne s'est cependant pas dotée de mission ou d'objectifs afin d'encadrer son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de la bibliothèque, à offrir des ateliers en arts visuels et assurer l'animation culturelle de sites (carnaval, fête nationale). La ville a réalisé l'inventaire et l'évaluation patrimoniale de son territoire. Elle met à la disposition des citoyens ses équipements/infrastructures utilisables à des fins culturelles. Aux organismes et artistes, elle offre du soutien financier, technique, des ressources humaines et des infrastructures. Normandin diffuse de l'information sur les activités culturelles dans son bulletin municipal et dans le dépliant du service des loisirs. En 1993, la municipalité consacrait 74 063 \$ à son intervention culturelle, soit 3,8% de ses dépenses totales. Cette proportion se chiffrait à 4,4% en 1991 et 3,7% en 1992. En 1993, le service de bibliothèque accaparait 77% des dépenses culturelles municipales. À court terme, la ville projette de relocaliser sa bibliothèque (un projet estimé entre 100 000 \$ et 250 000 \$).

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque, des ateliers de formation en arts visuels et l'animation culturelle estivale de sites. Elle a réalisé l'inventaire et l'évaluation patrimoniale de son territoire. Elle met à la disposition des citoyens ses équipements/infrastructures utilisables à des fins culturelles. Normandin diffuse de l'information sur les activités culturelles dans son bulletin et le dépliant du service des loisirs.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec pour dispenser le service de bibliothèque. Le milieu scolaire pour l'utilisation d'équipements et de locaux. Des organismes culturels pour dispenser des services culturels.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier (programme d'aide, tarifs préférentiels), technique (photocopie, téléphone, télécopie), des infrastructures, des ressources humaines (organisation /animation, secrétariat), de l'information et de la promotion sur les différentes activités culturelles. Pour les artistes, du support technique, des ressources humaines, des équipements, du soutien financier (achat d'œuvres aide directe).

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque), Salle communautaire (danse), Auditorium de la polyvalente (spectacles), Centre sportif (spectacles), École Sainte-Marie (locaux d'ateliers).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Normandin

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la ville	1 734 618 \$	1 783 123 \$	1 946 881 \$
Dépenses culturelles brutes	76 834 \$	66 634 \$	74 063 \$
Par habitant	18.25 \$	16.84 \$	18.72 \$
Revenus culturels totaux	18 040 \$	21 202 \$	20 179 \$
Dépenses culturelles nettes	58 794 \$	45 432 \$	53 884 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales ville	4,4	3,7	3,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	4 500 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	4 500 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	22 413 \$	25 708 \$	33 080 \$
Soutien financier total aux organismes	3 000 \$	1 500 \$	1 500 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	8 784 \$	8 860 \$	8 980 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	400 \$	400 \$	400 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Projet de réaménagement de la bibliothèque qui doit être réalisé dans une période de 1 à 3 ans.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 100 001\$ à 250 000\$
	<u>Part de la ville</u> 50 001\$ à 100 000\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1993: Début de l'organisation de la Fête de la Saint-Jean.
 1992: Fête du 20e anniversaire de la bibliothèque.
 1978: Centenaire de Normandin.
 1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle
de la municipalité de

Notre-Dame-de-Lorette

Répondant
Michelle Tremblay
Secrétaire-trésorière
TC.: 276-1934

Superficie de la municipalité en km²: 225,3

Date de création: 01-01-1966

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 258

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

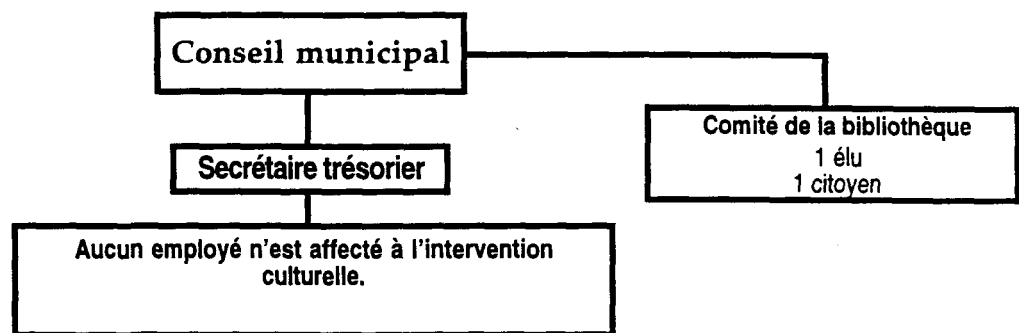
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Notre-Dame-de-Lorette consiste à fournir à ses citoyens le service de la bibliothèque. En 1993, la municipalité consacrait 2 446 \$ à la culture, soit 9.48 \$ par habitant.

La municipalité de Notre-Dame-de-Lorette ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir aux citoyens un service de bibliothèque supervisé par un comité formé d'un élu et d'un citoyen (la responsable), en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). Les locaux de la bibliothèque au Couvent Maria-Goretti sont fournis gratuitement par la commission scolaire locale. En 1991, la communauté a souligné le 60^e anniversaire de la paroisse et le 25^e de la création du Conseil municipal. En 1993, la municipalité consacrait 1,7 % de ses dépenses globales à son intervention culturelle, une proportion identique à celle de 1991 mais qui constitue une baisse de 0,6 % par rapport à 1992. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de bibliothèque et met à leur disposition des locaux pour organiser des activités ponctuelles. Elle diffuse également au besoin de l'information sur les activités culturelles au moyen de feuilles-volantes.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Couvent Maria-Goretti (bibliothèque, bâtiment appartenant à la commission scolaire)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Notre-Dame-de-Lorette

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	123 128 \$	94 408 \$	145 710 \$
Dépenses culturelles brutes	2 091 \$	2 125 \$	2 446 \$
Par habitant	7.47 \$	8.24 \$	9.48 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	2 091 \$	2 125 \$	2 446 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,7	2,3	1,7
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0\$
	<u>Part de la municipalité</u> 0\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1991: 25e anniversaire du Conseil municipal et 60e anniversaire de la paroisse.
1975: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Péribonka**

Répondant
Normand Fortin
Secrétaire-trésorier
374-2355

Superficie de la municipalité en km²: 113,5

Date de création: 01-01-1909

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 635

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

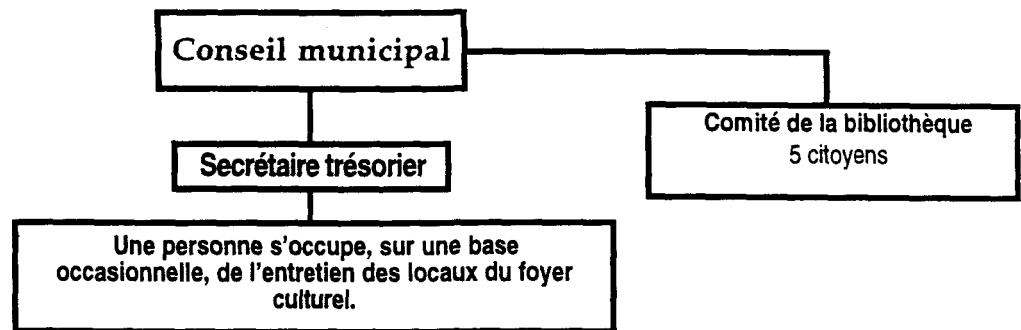
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 5

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Péribonka consiste à fournir le service de la bibliothèque et à animer le Foyer culturel construit en 1992-1993 (coûts totalisant près de 170 000 \$). Péribonka offre également du soutien financier au musée Louis-Hémon et à l'auberge de l'Ile-du-Repos (ayant un volet diffusion de spectacles). En 1993, la municipalité consacrait 16 800 \$ à la culture, soit 26.46 \$ par habitant.

La municipalité de Péribonka ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir aux citoyens un service de bibliothèque supervisé par un comité formé de cinq citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP), à diffuser des expositions en arts visuels au foyer culturel, à supporter financièrement et promouvoir les activités du musée Louis-Hémon et l'auberge de L'Ile-du-Repos (diffusion de spectacles). En 1993, la municipalité de Péribonka consacrait 3,6% de ses dépenses globales à son intervention culturelle, une baisse de 0,3% par rapport à 1991. 69,4% de ses dépenses culturelles sont reliées au service de la bibliothèque. En 1992-1993, la municipalité a investi 170 000 \$ (50% financé par le ministère de la Culture et des Communications) pour aménager son foyer culturel, un complexe comprenant la bibliothèque, une salle polyvalente et des locaux occupés à la télévision communautaire. Aucun autre projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens le service de la bibliothèque et de diffusion en arts visuels. Elle publie également des documents informatifs afin de rejoindre sa population et contribue financièrement aux initiatives de promotion de la Société touristique de la MRC de Maria-Chapdelaine.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre un soutien financier au musée Louis-Hémon ainsi qu'à l'auberge de l'Ile-du-Repos. Elle offre des locaux aux organismes le désirant et diffuse de l'information sur leurs activités.

• Services culturels réclamés

Aucun service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Les gouvernements du Québec et du Canada ont collaboré financièrement à l'aménagement du foyer culturel. Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer culturel (bibliothèque, salle polyvalente et télévision communautaire).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Péribonka

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	272 469 \$	316 649 \$	468 674 \$
Dépenses culturelles brutes	10 627 \$	11 876 \$	16 800 \$
Par habitant	24.71 \$	18.70 \$	26.46 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	10 627 \$	11 876 \$	16 800 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	3,9	3,8	3,6
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	71 000 \$	21 423 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	142 000 \$	27 323 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	71 000 \$	5 900 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	3 000 \$	3 000 \$	4 625 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	2 700 \$	2 700 \$	3 174 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	500 \$	500 \$	500 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet de développement n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0\$ <u>Part de la municipalité</u> 0\$
---	---

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1991: Création du Foyer culturel.
1984: 75e anniversaire de Péribonka.
198?: Musée Louis-Hémon et auberge de l'Ile-du-Repos.
1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Petit-Saguenay**

Répondant
Gilles Arseneault
Gérant des loisirs
TC.: 272-2346

Superficie de la municipalité en km²: 328,7

Date de création: 12-08-1919

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 991

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

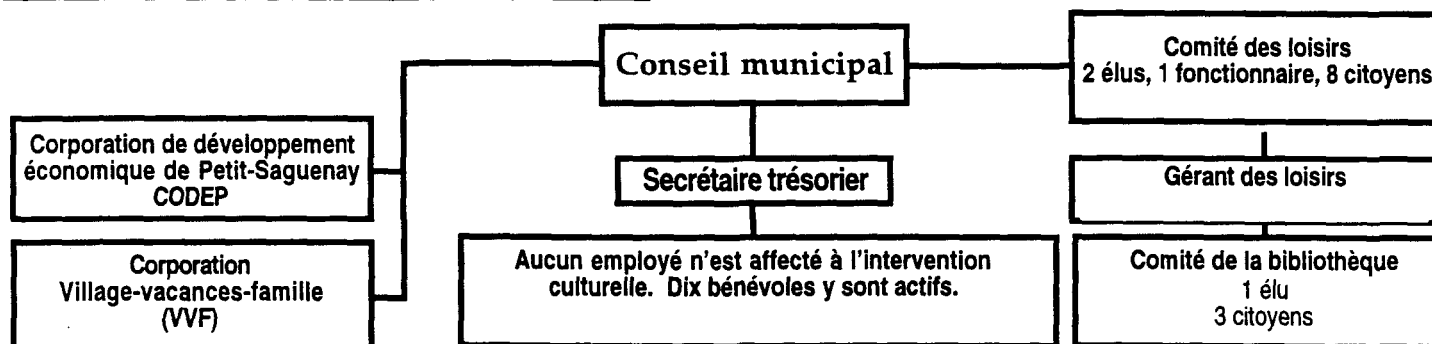
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 5

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Petit-Saguenay consiste principalement à dispenser le service de la bibliothèque et à offrir du soutien au symposium «Village en couleurs». Deux corporations paramunicipales* (CODEP et VVF) interviennent en patrimoine et en opérant un Camp théâtre estival. La municipalité a confié la supervision de son intervention en loisirs et culture au Comité des loisirs et au gérant des loisirs. Petit-Saguenay ne s'est pas donné de mission ni d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Le service de bibliothèque est dirigé par un comité formé d'un élu et de trois citoyens et dispensé en collaboration avec le CRSBP. La municipalité offre du soutien au symposium «Village en couleurs» et diffuse de l'information sur les activités culturelles dans le bulletin municipal. La municipalité a étudié le concept de Maison du Patrimoine qui n'a cependant pas encore débouché sur un projet concret. La Corporation du VVF gère un Camp théâtre depuis 1994 et organise un rallye historique sur le site de l'Anse-Sainte-Étienne. La CODEP a réalisé un guide patrimonial en collaboration avec le MCC. En 1993, Petit-Saguenay consacrait 5 831 \$ à son intervention culturelle (95% pour la biblio), soit 5.88 \$ par habitant, ou encore 1,1% de ses dépenses totales. Cette proportion s'élevait à 1.1% en 1992 et 0,9% en 1991. Aucun développement d'infrastructures ou de services culturels n'est envisagé.

* Il a été impossible d'obtenir les données concernant l'intervention de ces corporations paramunicipales pour les fins de cette étude.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité dispense à ses citoyens le service de la bibliothèque. Elle met également à leur disposition ses équipements pour des utilisations culturelles. Au niveau patrimonial, la municipalité a étudié le concept d'une Maison du Patrimoine (1993-1994) qui n'a pas, à ce jour, débouché sur un projet précis. Elle diffuse aussi de l'information sur les activités culturelles par le biais du bulletin municipal. Deux corporations paramunicipales, la CODEP et le VVF ont une intervention culturelle. La première a réalisé un guide patrimonial (1993-1994) et la seconde dirige un Camp théâtre estival et organise un rallye historique.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par la population.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques pour dispenser le service de la bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre un soutien financier, des services techniques (transport) et des infrastructures (prêt de locaux) à la Corporation du symposium «Village en couleurs». De plus, elle donne de l'information sur les différentes activités culturelles. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Mission et objectifs poursuivis

Il n'existe aucune mission ni objectifs pour encadrer l'intervention culturelle.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Bibliothèque (dans l'église Saint-François-d'Assise).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Petit-Saguenay

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	448 039 \$	469 822 \$	551 630 \$
Dépenses culturelles totales	4 063 \$	5 286 \$	5 831 \$
Par habitant	3.94 \$	5.33 \$	5.88 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	4 063 \$	5 286 \$	5 831 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,9	1,1	1,1
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	200 \$	200 \$	200 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 100 \$	1 500 \$	1 500 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet de développement de service ou d'infrastructure n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1994: Fêtes du 75e anniversaire de fondation de la municipalité, guide d'interprétation patrimoniale, début du Camp théâtre au VVF.
 1991: Symposium «Village en couleurs», rallye historique au VVF.
 1985: Création de la Corporation du Village-vacances-famille (VVF).
 1977: Création du service des loisirs.
 1976: Création de la bibliothèque.
 1971: Acquisition du site de l'Anse-Saint-Étienne par la municipalité.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Rivière-Éternité

Répondant
Denis Houde
Secrétaire-trésorier
TC.: 272-3454

Superficie de la municipalité en km²: 496,9

Date de création: 20-07-1974

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 611

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

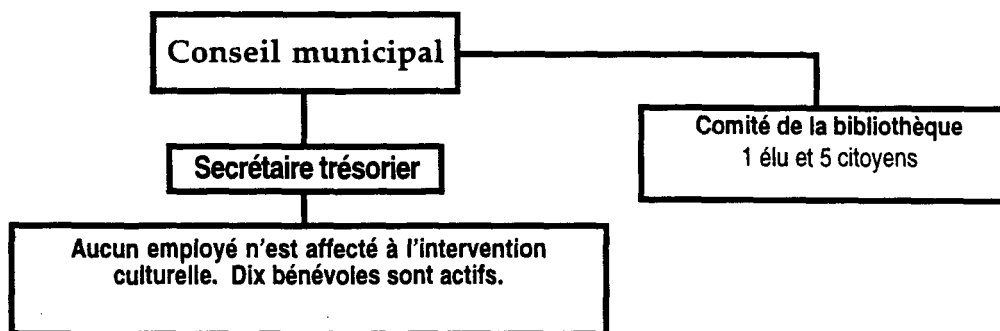
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 5

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Rivière-Éternité consiste à dispenser le service de la bibliothèque et à soutenir financièrement le musée de l'Ours ainsi que le Festival des crèches de Noël. La municipalité consacrait 3 235 \$ à la culture en 1993, soit 5.29 \$ par habitant.

La municipalité de Rivière-Éternité ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin d'encadrer son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de bibliothèque, sous la supervision d'un comité de bibliothèque formé d'un élu et de 5 citoyens et en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques. La municipalité soutient également financièrement deux organismes, soit le Festival des crèches de Noël et le musée de l'Ours, par l'achat d'œuvres et de livres. En 1993, Rivière-Éternité consacrait 3 235 \$ à son intervention culturelle, soit 1,3% de ses dépenses totales. Cette proportion s'élevait respectivement à 1,7% en 1991 et 1,3% en 1992. La municipalité projette d'agrandir les espaces alloués à la bibliothèque dans l'édifice municipal en 1995. Aucun autre projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre un service de bibliothèque aux citoyens.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité procède à l'achat d'œuvres au bénéfice du Festival des crèches de Noël et à l'achat de livres au bénéfice du musée de l'Ours.

• Services culturels réclamés

Il existe une demande pour agrandir la bibliothèque

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Rivière-Éternité

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	176 229 \$	210 393 \$	246 066 \$
Dépenses culturelles brutes	3 059 \$	2 729 \$	3 235 \$
Par habitant	4.86 \$	4.47 \$	5.29 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	3 059 \$	2 729 \$	3 235 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,7	1,3	1,3
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	115 \$	115 \$	115 \$
Soutien financier total aux organismes	1 000 \$	500 \$	900 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	300 \$	300 \$	300 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité projette d'agrandir sa bibliothèque en 1995.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u>	1\$ à 50 000\$
	<u>Part de la municipalité</u>	1\$ à 50 000\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1995: Agrandissement des locaux de la bibliothèque.
 1993: Création du musée de l'Ours.
 1989: Festival des crèches.
 1985: Relocalisation de la bibliothèque.
 1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Roberval**

Répondant
Tania Desbiens
animatrice aux loisirs
TC.: 275-5031

Superficie de la ville en km²: 168,3

Date de création: 04-05-1859

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 11 628

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes

de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 22 (dont 8 soutenus financièrement par la ville)

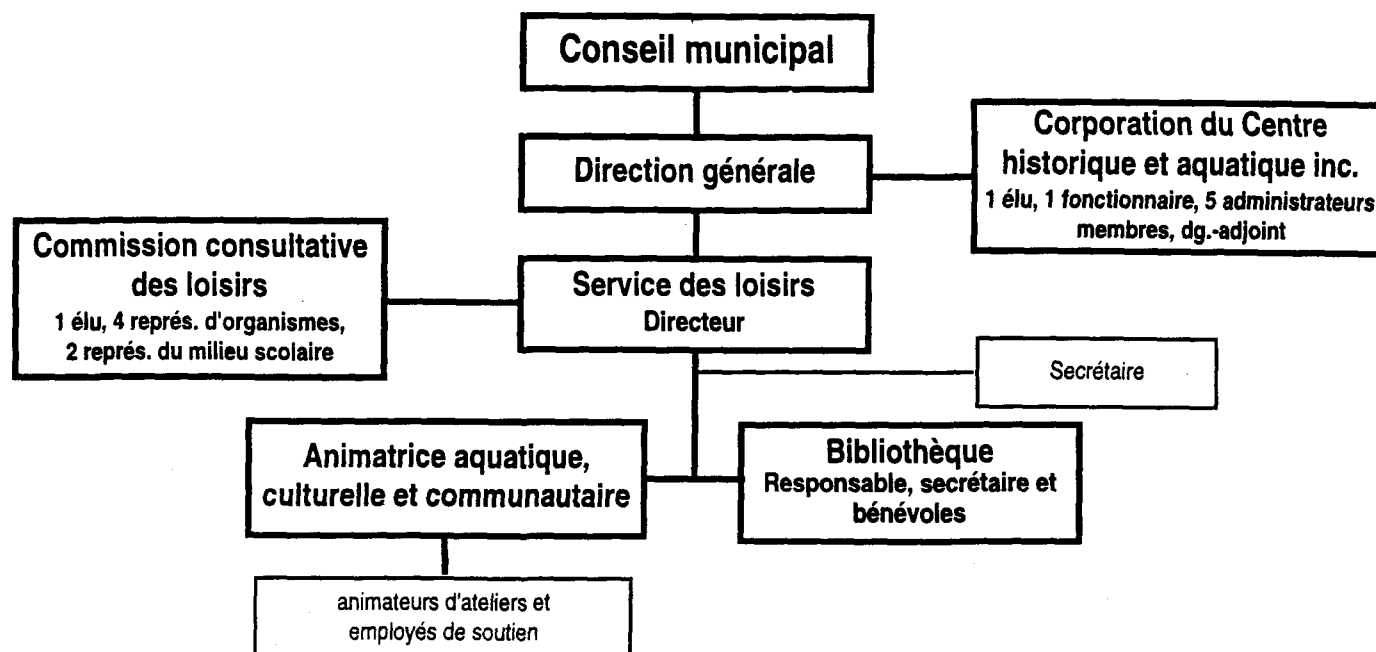
• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

L'intervention culturelle de Roberval consiste principalement à offrir une gamme de services étendue à sa population, à ses organismes et artistes: bibliothèque, diffusion d'expositions, de spectacles, conservation/mise en valeur patrimoniale, ateliers de formation, information et promotion des activités culturelles, du soutien financier et différents autres types de support. La corporation paramunicipale du Centre historique et aquatique intervient également en présentant des expositions thématiques. En 1993, Roberval consacrait 344 164 \$ à la culture, soit 29,60 \$ par habitant.

La structure d'intervention culturelle de la ville de Roberval a, à sa tête, la Commission consultative de loisirs, mandatée pour assister le service des loisirs. Une mission et des objectifs spécifiques découlent de facto de l'intervention du service des loisirs au niveau culturel. Cette intervention est prise en charge par l'animatrice culturelle et la responsable de la bibliothèque. La corporation paramunicipale du Centre historique et aquatique complète cet organigramme culturel.

L'intervention culturelle de Roberval consiste à dispenser le service de la bibliothèque (avec la collaboration financière du MCC), à organiser la diffusion de spectacles majeurs, à présenter des expositions en arts visuels et à offrir des ateliers récréatifs en métiers d'arts, dessin, théâtre et autres. La ville met aussi à la disposition de ses citoyens des équipements utilisables à des fins culturelles. Au niveau patrimonial, elle a mis de l'avant des mesures de protection, de conservation et de mise en valeur: inventaire/évaluation, réglementation et publication d'un guide d'excursion patrimonial en collaboration avec le MCC. Roberval offre du soutien financier à huit organismes culturels du support technique, des ressources humaines et des infrastructures. Aux artistes, la ville offre du soutien financier (achat d'œuvres, engagement d'artistes), des ressources humaines et met à leur disposition certains équipements. Roberval utilise différents outils de communication/mise en marché des produits et services culturels sur son territoire. En 1993, Roberval consacrait 3,6% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une proportion qui s'élevait à 4% et 4,1% en 1991 et 1992. Les revenus culturels atteignaient en moyenne 13,6% des dépenses culturelles au cours des années étudiées (1991 à 1993). La masse salariale des employés affectés à la culture comptait en moyenne pour 33,9% des dépenses culturelles, tandis que celles reliées aux équipements/infrastructures et au soutien financier aux organismes s'établissaient respectivement à 16,5% et 17%. En 1992, la ville a réaménagé sa bibliothèque (coûts totaux: 885 500 \$, financés à 70% par le MCC) et relocalisé la Société d'histoire et le théâtre Mic-Mac dans le Centre culturel et communautaire. D'ici trois ans, elle projette de relocaliser l'Atelier de musique et l'École de ballet dans le Centre culturel et communautaire et examine l'opportunité d'aménager une salle majeure de diffusion de spectacles. Les dépenses culturelles nettes (non couvertes par le financement municipal) du Centre historique et aquatique de Roberval totalisaient 32 098 \$ en 1993, pour des dépenses culturelles municipales et paramunicipales combinées de 376 262 \$.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville offre plusieurs services aux citoyens outre celui de la bibliothèque. Elle prend en charge la diffusion de spectacles majeurs, diffuse des expositions en arts visuels dans la salle d'exposition de la bibliothèque et offre des ateliers récréatifs en métiers d'art, dessin, théâtre, etc. La ville met aussi à la disposition de ses citoyens des équipements utilisables à des fins culturelles. Au niveau patrimonial, la ville a mis de l'avant des mesures de protection, conservation et de mise en valeur du patrimoine: inventaire/évaluation, réglementation et publication d'un guide d'excursion patrimonial en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications.

• Services culturels réclamés

Un ciné-club serait apprécié par les citoyens. L'Atelier de musique éprouve des problèmes de disponibilité de locaux permanents adéquats.

• Initiatives de communication /mise en marché

La ville utilise plusieurs outils de communication/mise en marché dont l'affichage et la signalisation, les relations avec la presse, les documents informatifs et promotionnels, les annonces publicitaires télévisées, radiodiffusées et dans la presse écrite.

Ces initiatives visent à la fois l'ensemble de la population de la municipalité, et parfois certains segments plus précis, et la population des autres municipalités.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Auditorium Fernand-Bilodeau (spectacles), Bibliothèque (biblio et salle d'exposition), Centre culturel et communautaire (salle de théâtre du Mic-Mac, ateliers socioculturels, projet de relocalisation de l'École de ballet et l'Atelier de musique), salle de l'Aréna (cours de danse privé, atelier socioculturel), Pavillon Kiwanis (atelier socioculturel), Chalet du gardien (pratique musicale et atelier socioculturel), églises Notre-Dame et Saint-Jean-de-Brébeuf (concerts-spectacles), Auditorium de la Claire-Fontaine (possibilité de spectacles occasionnels).

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier (à 8 organismes), des services techniques (photocopie, envois postaux), des infrastructures (prêt de locaux et d'équipements, entretien et chauffage) et des ressources humaines (organisation/animation, maintenance et secrétariat). De plus, elle diffuse de l'information et fait la promotion des différentes activités culturelles. Pour les artistes, la municipalité offre un support financier par l'achat d'oeuvres et l'engagement d'artistes, un appui en ressources humaines (animation) et fait le prêt de locaux et d'équipements. De plus, elle donne de l'information sur leurs activités culturelles.

• Mission et objectifs poursuivis

Une mission et des objectifs s'appliquent *de facto* à tout le service des loisirs et guident l'intervention culturelle de la ville. Il s'agit de planifier et organiser différentes activités culturelles de façon autonome ou encore en collaboration avec les organismes et intervenants du milieu.

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec a collaboré financièrement au réaménagement de la bibliothèque municipale et participe toujours au financement de ce service. Dans le cadre d'un protocole d'entente avec la ville, le milieu scolaire permet l'utilisation de ses équipements et locaux pour des fins culturelles.

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

En 1995, la ville projette de relocaliser de façon permanente l'Atelier de musique et l'École de Ballet dans le Centre culturel et communautaire. De plus, elle attend le dénouement de l'étude de suivi de la diffusion au Saguenay-Lac-Saint-Jean avant de se positionner quant à la possibilité d'aménager une salle de spectacles. Ces besoins en infrastructures devraient être comblés dans une période de 1 à 3 ans. p

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

*Investissements totaux 100 001\$ à 250 000 \$
Part de la ville 50 001 \$ à 100 000 \$1*

	1991	1992	1993
Dépenses totales de la ville	9 138 278 \$	9 509 699 \$	9 494 499 \$
Dépenses culturelles brutes	369 389 \$	388 181 \$	344 164 \$
Par habitant	30,03 \$	33,38 \$	29,60 \$
Dépenses culturelles/dép. totales ville	4,0%	4,1%	3,6%
Revenus culturels totaux	39 574 \$	59 569 \$	50 559 \$
Revenus culturels/ dépenses cult. brutes	10,7 %	15,3 %	14,7 %
Dépenses culturelles nettes	329 815 \$	328 612 \$	293 605 \$
Dépenses culturelles nettes / dépenses totales de la ville	3,6 %	3,5 %	3,1 %
Dépenses en immobilisations	0 \$	885 500 \$	0 \$
Revenus en immobilisations	0 \$	574 500 \$	0 \$
Dépenses nettes en immobilisations	0 \$	311 000 \$	0 \$
Masse salariale employés culturels (% face aux dépenses culturelles totales)	118 828 \$ 32,2 %	126 447 \$ 32,6 %	126 958 \$ 36,9 %
Soutien financier aux organismes (% face aux dépenses culturelles totales)	62 490 \$ 16,9 %	69 048 \$ 17,8 %	55 702 \$ 16,2 %
Dépenses équipements/infrastructures (% face aux dépenses culturelles totales)	66 502 \$ 18,0 %	53 801 \$ 13,9 %	60 435 \$ 17,6 %
Dépenses communic./mise en marché (% face aux dépenses culturelles totales)	1 883 \$ 0,5 %	2 902 \$ 0,7 %	5 220 \$ 1,5 %

• Financement culturel paramunicipal

Corporation paramunicipale: Centre historique et aquatique de Roberval

Mandat d'animer le Centre historique en présentant une exposition thématique.

	1991	1992	1993
Dépenses totales	83 231 \$	78 756 \$	55 695 \$
Financement municipal	35 415 \$	39 923 \$	23 597 \$
Dépenses nettes	47 816 \$	38 833 \$	32 098 \$
% d'autofinancement	(57,5 %)	(49,3 %)	(57,6 %)
Dépenses culturelles brutes	47 816 \$	38 833 \$	32 098 \$
Dép. cult. brutes / dépenses totales	100 %	100 %	100 %
Dépenses culturelles nettes (Part non couverte par le financement municipal)	47 816 \$	38 883 \$	32 098 \$
Revenus culturels autonomes	47 816 \$	38 833 \$	32 098 \$
Bilan des dépenses culturelles nettes / revenus culturels autonomes	0 \$	0 \$	0 \$
Total des dépenses culturelles de la ville et celles paramunicipales	417 205 \$	427 064 \$	376 262 \$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle de la ville

1995: Projet de relocalisation de l'École de ballet et de l'Atelier de musique de Roberval, dans le centre culturel et communautaire.
 1992: Aménagement d'un Centre culturel et communautaire, ouverture de la nouvelle bibliothèque municipale au centre-ville.
 1990: Fondation des Amis de la musique.
 1989: Fondation de la Société d'histoire, régisseur culturel devient «animateur aquatique, culturel et communautaire».
 1988: Fondation de l'Atelier de musique de Roberval.
 1985: Ouverture du Centre historique et aquatique de Roberval.
 1983-1988: Présentations du théâtre d'été par le Mic-Mac et des «Fins de semaines culturelles» par le Comité culturel.
 1980: Création de la bibliothèque municipale autonome.
 1979: Engagement d'un animateur culturel.
 1978: Centre des loisirs (ouverture des locaux pour les organismes).
 1976: Fondation de la bibliothèque affiliée à la BCP, Festival d'hiver (disparaît en 1980).
 1975: Formation du Comité culturel.
 1974: Création de la Commission consultative des loisirs.
 1973: Création d'un Service des loisirs, début de la diffusion de spectacles à l'Auditorium Fernand-Bilodeau.
 1966: Création du Théâtre Mic-Mac de Roberval.
 1965: Création de l'École de ballet de Roberval.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-André-du-Lac-Saint-Jean

Répondant
Marcel Lapointe
Secrétaire-trésorier
TC.: 349-2040

Superficie de la municipalité en km²: 157,8

Date de création: 23-07-1901

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 606

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

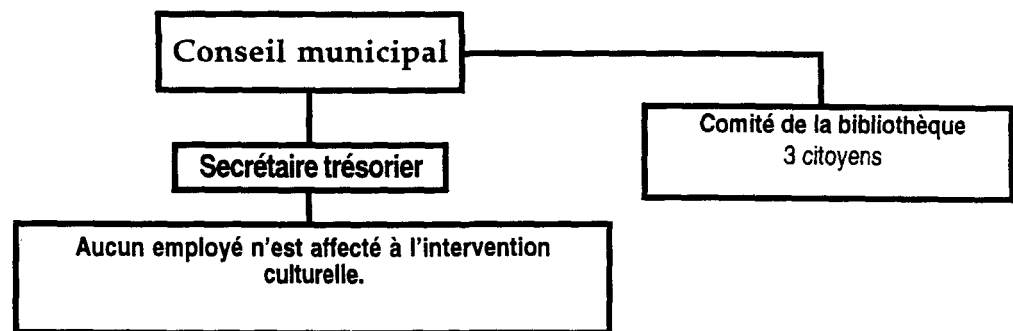
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean consiste à fournir à ses citoyens le service de la bibliothèque. En 1990, elle a célébré le 90e anniversaire de sa fondation. En 1993, la municipalité consacrait 2 266 \$ à la culture, soit 3.74 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir aux citoyens un service de bibliothèque supervisé par un comité formé de trois citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). La municipalité utilise la télévision communautaire pour diffuser de l'information sur les activités culturelles et celles de la bibliothèque. En 1990, la municipalité a fêté le 90e anniversaire de sa fondation et l'année suivante, elle finançait la publication d'un historique dans la série «*Histoire des municipalités*» des cahiers de Saguenayensia. En 1993, la municipalité consacrait 0,8% de ses dépenses globales à son intervention culturelle, une baisse de 0,3% depuis 1991. À court terme, la municipalité projette de relocaliser la bibliothèque actuellement située dans l'école L'Arbrisseau.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Une entente avec la commission scolaire locale permet aussi l'utilisation d'un local pour la bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

École L'Arbrisseau (appartient à la commission scolaire locale) abrite la bibliothèque.

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-André-du-Lac-Saint-Jean

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	212 857 \$	288 408 \$	294 372 \$
Dépenses culturelles brutes	2 337 \$	1 947 \$	2 266 \$
Par habitant	3.60 \$	3.21 \$	3.74 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	2 337 \$	1 947 \$	2 266 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,1	0,7	0,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité projette de relocaliser la bibliothèque dans une période de 1 à 3 ans.

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux Indéterminés
Part de la municipalité Indéterminée

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1991: 90e anniversaire de Saint-André.
1980: Relocalisation de la bibliothèque à l'école.
1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Augustin

Répondant
Maud Larouche
Secrétaire-trésorière
374-2984

Superficie de la municipalité en km²: 104,0

Date de création: 14-05-1925

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 534

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

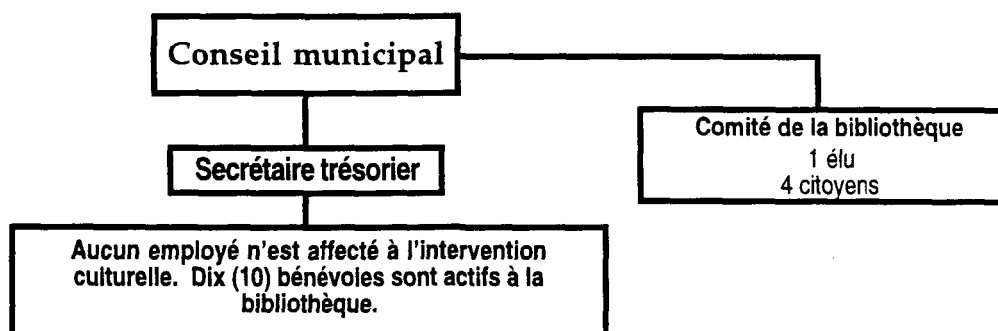
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Augustin consiste à fournir à ses citoyens le service de la bibliothèque. Un projet visant à aménager un foyer culturel a été rejeté par les citoyens en 1992. En 1993, la municipalité consacrait 2 266 \$ à la culture, soit 3.74 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Augustin ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir aux citoyens un service de bibliothèque supervisé par un comité formé d'un élu et de quatre citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). Il n'y a pas de services offerts aux organismes culturels mais les artistes peuvent profiter d'un soutien technique (photocopie et télécopie) et de locaux. La municipalité diffuse au besoin de l'information culturelle par le biais de feuilles-volantes. En 1992, les citoyens ont rejeté en référendum le projet d'aménagement de la bibliothèque en foyer culturel. En 1993, la municipalité consacrait 1% de ses dépenses globales à son intervention culturelle, une baisse de 0,6% par rapport à 1991. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de la bibliothèque et les informe au besoin sur les activités culturelles.

• Services culturels aux organismes et artistes

Il n'y a pas de services offerts aux organismes culturels. La municipalité offre aux artistes du soutien technique (photocopie et télécopie) et met à leur disposition des locaux.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Les gouvernements du Québec et du Canada avaient confirmé leur participation au financement du projet de foyer culturel. Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	189 540 \$	192 787 \$	203 330 \$
Dépenses culturelles brutes	2 968 \$	2 968 \$	2 116 \$
Par habitant	4.87 \$	5.56 \$	3.96 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	2 968 \$	2 968 \$	2 116 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,6	1,5	1,0
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	697 \$	5 493 \$	7 881 \$
<u>Dépenses immob.</u>	697 \$	5 493 \$	7 881 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	400 \$	400 \$	400 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	697 \$	5 493 \$	7 881 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1992: Abandon du projet pour le foyer culturel.
1983: 60e anniversaire de la municipalité.
1974: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Ambroise

Répondant
Serge Desbiens
directeur des loisirs
TC.: 672-6126

Superficie de la municipalité en km²: 148,6

Date de création: 09-10-1902

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 3 586

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

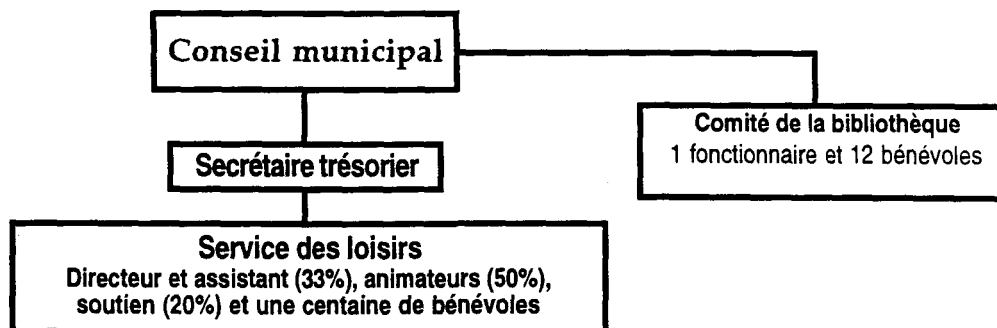
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 6 (1 soutenu \$)

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

La municipalité de Saint-Ambroise offre plusieurs services culturels à sa population: bibliothèque, diffusion en arts visuels, spectacles, ateliers et information sur les activités culturelles. La municipalité supporte également ses artistes et ses organismes, entre autres le concours «Chanson en fête». Elle s'est dotée d'un complexe socioculturel en 1991. Saint-Ambroise consacrait 78 500 \$ à la culture en 1993, soit 21.89 \$ par habitant.

Le service des loisirs est responsable de l'intervention culturelle de la municipalité. Celle-ci dispense le service de bibliothèque, présente des expositions en arts visuels, diffuse des spectacles et offre des ateliers de formation. Elle diffuse de l'information et fait la promotion des activités culturelles sur son territoire. Au niveau patrimonial, une enquête orale auprès des aînés a été réalisée par la municipalité. Saint-Ambroise soutient financièrement Chanson en fête et met à la disposition des organismes culturels ses équipements. Elle soutient financièrement ses artistes et met à leur disposition ses équipements/infrastructures. En 1993, la municipalité consacrait 2,6% de ses dépenses totales à la culture et générait des revenus de 48 382 \$, pour des dépenses culturelles nettes de 30 118 \$. En 1991 et 1992, les dépenses culturelles représentaient respectivement 1 % et 2,8% des dépenses totales. Le soutien à Chanson en fête et la construction du complexe culturel (coût total: 1 435 816 \$) explique cette hausse majeure. Aucun projet de développement de service ou d'infrastructure n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité dispense le service de bibliothèque, présente des expositions en arts visuels, diffuse des spectacles et offre des ateliers de formation en musique, arts visuels, danse, métiers d'art et théâtre. La municipalité diffuse de l'information et fait la promotion des activités culturelles sur son territoire. Une enquête orale auprès des aînés a été réalisée par la municipalité.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, les artistes ou les organismes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Les gouvernements du Québec et du Canada ont collaboré financièrement à la construction du complexe socioculturel. Le CRSBP collabore au service de la bibliothèque. Des organismes culturels bénéficient d'ententes avec la municipalité.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité soutient financièrement la Corporation Chanson en fête, elle offre également à ses organismes des tarifs préférentiels et met à leur disposition ses équipements et ses infrastructures. Elle soutient les artistes par l'achat d'œuvres, l'engagement et les tarifs préférentiels sur ses services. Elle met à leur disposition ses équipements et ses infrastructures.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission, objectif ou politique d'accréditation n'a été identifié jusqu'à présent.

• Équipements/infrastructures culturelles utilisés

Complexe socioculturel (bibliothèque, spectacles, théâtre), aréna Marcel-Claveau (spectacles, concours «Chanson en fête»).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	3 447 626 \$	2 899 037 \$	2 979 143 \$
Dépenses culturelles brutes	36 185 \$	81 885 \$	78 500 \$
Par habitant	9.55 \$	22.83 \$	21.89 \$
Revenus culturels totaux	4 538 \$	30 669 \$	48 382 \$
Dépenses culturelles nettes	31 647 \$	51 216 \$	30 118 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,0	2,8	2,6
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	951 579 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	1 435 816 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	484 237 \$		
Masse salariale des employés culturels	19 508 \$	21 504 \$	22 210 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	5 000 \$	5 000 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 440 \$	10 957 \$	8 846 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	485 \$	95 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Aucun projet de développement de service ou d'infrastructure n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0 \$
	<u>Part de la municipalité</u> 0 \$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1992: Création du concours «Chanson en fête».
 1991: Construction du complexe socioculturel.
 1987: Disparition du Festival de la patate.
 1984: Création du service des loisirs.
 1972: Fondation de la bibliothèque.
 1970: Fondation du Festival de la patate.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Saint-Bruno**

Répondant
Gilles Boudreault
Assistant sec.-trésorier
TC.: 343-2662

Superficie de la municipalité en km²: 77,9

Date de création: 01-01-1886

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 2 628

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

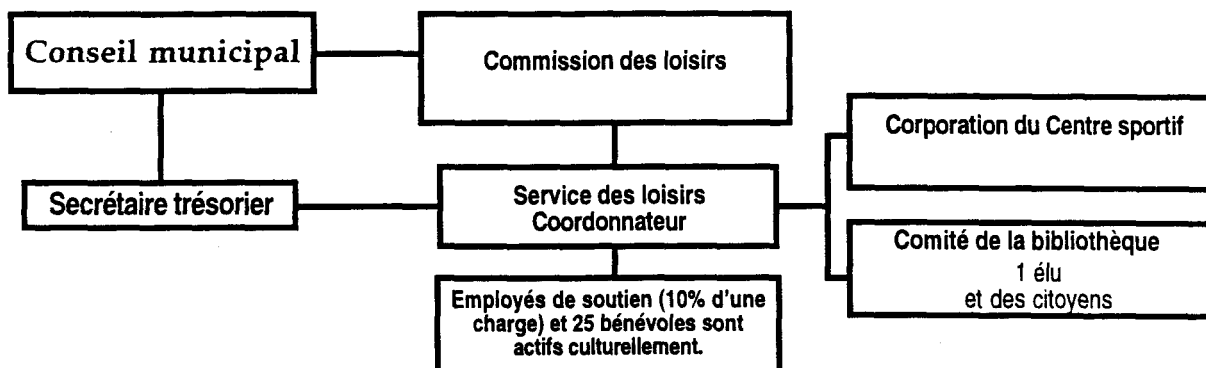
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 6

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Saint-Bruno consiste principalement à dispenser le service de la bibliothèque et à fournir du soutien à ses organismes (surtout le Prisme culturel). La municipalité construira un centre communautaire en 1995. Elle consacrait 21 761 \$ à la culture en 1993(8.28 \$/habitant.).

La municipalité s'est donnée des structures (service et Commission des loisirs, Corporation du Centre sportif) afin de prendre en charge son intervention en matière de loisirs et de culture. Saint-Bruno ne s'est pas donnée de mission afin d'encadrer son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de la bibliothèque, à l'aide d'un comité et en collaboration avec le CRSBP. Elle diffuse également des expositions et offre des ateliers de formation en arts visuels. Au niveau patrimonial, Saint-Bruno a participé au réseau du 150e en reconnaissant la valeur patrimoniale d'un bâtiment. Pour les organismes, la municipalité offre du soutien financier, des infrastructures et des ressources humaines. Elle informe et promouvoit les activités culturelles sur son territoire à l'aide de différents types de documents informatifs. En 1985, la municipalité a organisé les fêtes du Centenaire et publié «Histoire de Saint-Bruno du Lac-Saint-Jean». En 1993, Saint-Bruno consacrait 21 761 \$ à son intervention culturelle, soit 1,4% de ses dépenses totales. Cette proportion se chiffrait à 1,5% en 1991 et 1992. La municipalité prévoit construire en 1995 un centre communautaire qui abritera la nouvelle bibliothèque et les studios de danse du Prisme culturel (coût total du projet: 1 000 000 \$).

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité dispense à ses citoyens le service de la bibliothèque, diffuse des expositions en arts visuels et offre des ateliers de formation en arts visuels. Au niveau patrimonial, Saint-Bruno a participé au réseau du 150e en reconnaissant la valeur patrimoniale d'un bâtiment. Elle diffuse et promouvoit les activités culturelles sur son territoire à l'aide de différents types de documents informatifs.

• Services culturels réclamés

Un demande pour des activités théâtrales qui s'adressent aux jeunes

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le gvt du Québec collabore financièrement à la construction du foyer culturel. Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. La commission scolaire met à la disposition de la municipalité des locaux. Le CLIS pour l'élaboration de projet de développement. Le Prisme culturel pour promouvoir la danse.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes culturels du soutien financier (programme d'aide et tarifs préférentiels), des infrastructures (prêt de locaux et d'équipements,entretien) et des ressources humaines. Elle diffuse également de l'information sur leurs différentes activités culturelles. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Edifice municipal (bibliothèque), Centre sportif (locaux du Prisme culturel).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 332 262 \$	1 361 769 \$	1 537 188 \$
Dépenses culturelles brutes	19 896 \$	20 491 \$	21 761 \$
Par habitant	7.29 \$	7.80 \$	8.28 \$
Revenus culturels totaux	1 200 \$	1 200 \$	1 500 \$
Dépenses culturelles nettes	18 696 \$	19 291 \$	20 261 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,5	1,5	1,4
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	4 000 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	4 000 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	3 500 \$	3 500 \$	3 500 \$
Soutien financier total aux organismes	500 \$	500 \$	500 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	14 250 \$	14 250 \$	14 250 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	300 \$	300 \$	300 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

La municipalité prévoit terminer la construction du centre communautaire avec foyer culturel au printemps 1995.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 1 000 000\$
	<u>Part de la municipalité</u> 500 000\$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1995: Relocalisation de la bibliothèque.
1985: 100e anniversaire de la municipalité.
1977: Fondation du Prisme culturel.
1971: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Charles-de-Bourget

Répondant
Colombe Bergeron
Secrétaire-trésorière
TC.: 672-4403

Superficie de la municipalité en km²: 62,3

Date de création: 29-09-1885

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 711

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

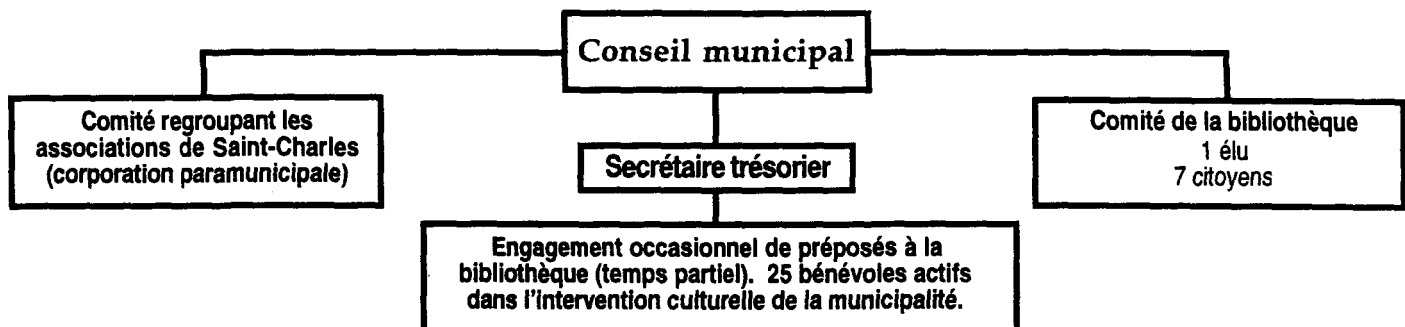
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 4

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Saint-Charles-de-Bourget consiste principalement à fournir le service de la bibliothèque. La municipalité s'est également dotée de deux équipements; la salle Martin-Drouin et le Foyer culturel. En 1993, elle consacrait 7 338 \$ à la culture, soit 10.32 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Charles-de-Bourget ne s'est pas donnée de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Elle compte cependant sur le Comité regroupant les associations, structure paramunicipale, pour chapeauter les activités des différents organismes de la municipalité et sur le comité de bibliothèque (1 élu et 7 citoyens) pour fournir aux citoyens un service de bibliothèque en collaboration avec le CRSBP. Depuis 1982, elle organise «Fête au village», un événement annuel qui donne lieu à des expositions et des concours amateurs. En 1988, la municipalité a adhéré au Circuit du 150e (1988) en reconnaissant la valeur patrimoniale d'un bâtiment sur son territoire. En 1993, la municipalité consacrait 1,5% de ses dépenses globales à son intervention culturelle, une proportion relativement stable depuis 1991. En 1985, la municipalité rénovait la salle Martin-Drouin et en 1988, agrandissait les locaux de la bibliothèque en foyer culturel. Aucun autre projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de bibliothèque, met à leur disposition des locaux (salle Martin-Drouin) et organise «Fête au village», un événement annuel qui donne lieu à des expositions et des concours amateurs. La municipalité diffuse de l'information sur les activités culturelles dans le bulletin municipal.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre un soutien financier au Comité regroupant les associations. Les organismes le désirant peuvent obtenir le support de ressources humaines (maintenance et secrétariat), des services techniques (télécopie) et utiliser les locaux que met à leur disposition la municipalité.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque, la Fabrique pour l'utilisation de la salle Martin-Drouin.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer culturel (bibliothèque).
Salle Martin-Drouin (salle polyvalente appartenant à la Fabrique).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-Charles-de-Bourget

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	409 926 \$	433 422 \$	501 936 \$
Dépenses culturelles brutes	6 694 \$	6 717 \$	7 338 \$
Par habitant	8.47 \$	9.45 \$	10.32 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	638 \$
Dépenses culturelles nettes	6 694 \$	6 717 \$	6 700 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,6	1,5	1,5
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	638 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	2 000 \$	2 000 \$	2 638 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	150 \$	150 \$	150 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1988: Agrandissement de la bibliothèque.
 1985: Rénovation de la salle Martin-Drouin, centenaire de la paroisse, formation du Comité regroupant les associations.
 1982: Première de la Fête au village.
 1973: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-David-de-Falardeau

Répondant
Jimmy Houde
Adjoint-administratif
TC.: 673-3266

Superficie de la municipalité en km²: 379,2

Date de création: 01-01-1948

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 1966

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

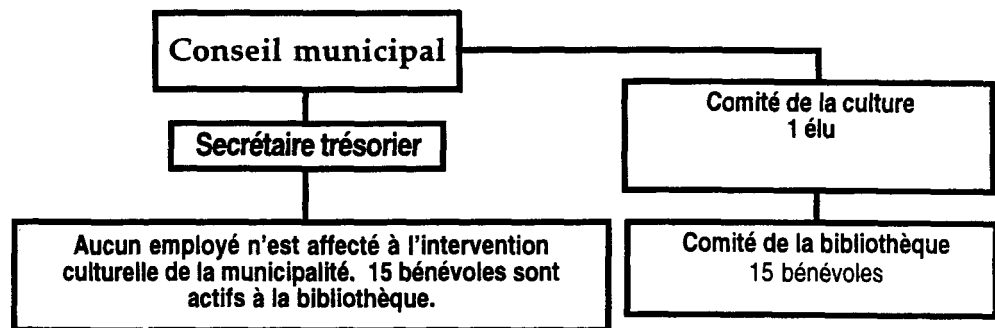
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Saint-David-de-Falardeau consiste principalement à fournir le service de la bibliothèque. La municipalité a entrepris la construction d'un foyer culturel en 1994. En 1993, elle consacrait 6 596 \$ à la culture, soit 3.36 \$ par habitant.

Le Conseil municipal de Saint-David-de-Falardeau a confié la supervision de son intervention culturelle au Comité de la culture. Cependant, la municipalité ne s'est donnée aucune mission ou objectifs afin de guider cette intervention. Celle-ci consiste d'ailleurs à offrir aux citoyens le service de la bibliothèque, par le biais d'un comité de bibliothèque regroupant 15 bénévoles et en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques. En 1993, Saint-David-de-Falardeau consacrait 0,4% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une proportion constante depuis 1991. Après avoir été contesté par la population locale, le projet de construction d'un foyer culturel, au coût de 276 000 \$ (financé à près de 50% par le ministère de la Culture et des Communications), a débuté en 1994. Aucun autre projet de développement de service ou d'infrastructure culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

Le service de bibliothèque est offert à l'ensemble des citoyens. Les citoyens qui le désirent peuvent profiter des locaux de la municipalité pour organiser des activités culturelles.

• Services culturels aux organismes et artistes

Même s'il n'y pas d'organismes culturels, la municipalité offre communément aux organismes le désirant du soutien financier, des services techniques (photocopieuse, télécopieur) et des locaux/équipements disponibles.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Le gouvernement du Québec est aussi partenaire de la municipalité dans la construction du foyer culturel.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre sportif Réjean-Tremblay (bibliothèque).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-David-de-Falardeau

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 581 969 \$	1 780 362 \$	1 697 726 \$
Dépenses culturelles brutes	5 881 \$	6 660 \$	6 596 \$
Par habitant	2,80 \$	3,39 \$	3,36 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	40 \$	1 028 \$	65 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	5 841 \$	5 632 \$	6 531 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,4	0,4	0,4
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 700 \$	1 700 \$	1 700 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité a entrepris en 1994 la construction d'un foyer culturel.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u>	276 000\$
	<u>Part de la municipalité</u>	150 000\$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1994: Construction du foyer culturel.
1971: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Saint-Edmond**

Répondant
Danielle Bernard
Secrétaire-trésorière
TC.: 274-5629

Superficie de la municipalité en km²: 87,2

Date de création: 03-09-1938

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 532

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

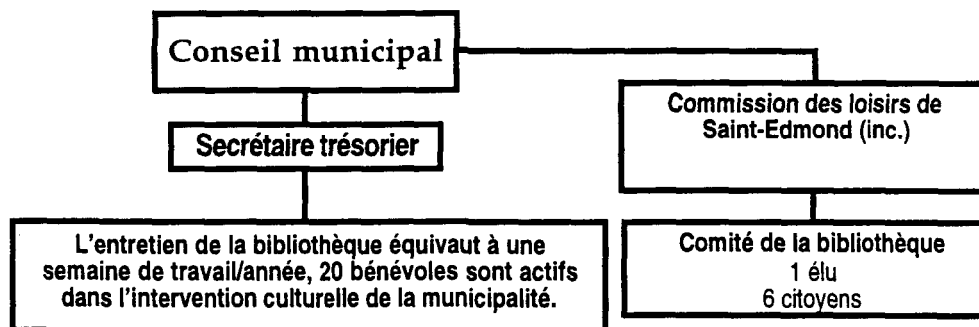
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Saint-Edmond consiste principalement à fournir le service de la bibliothèque et à tenir des expositions en arts visuels. La municipalité projette d'aménager un foyer culturel à moyen terme. Elle consacrait 3 792 \$ à la culture en 1993, soit 6.41 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Edmond a créé la Commission des loisirs afin de superviser son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de bibliothèque, à y tenir des expositions en arts visuels et à offrir aux citoyens les équipements nécessaires pour organiser au besoin des activités culturelles. La municipalité informe les citoyens sur les services culturels qu'elle offre ainsi que sur les activités ayant lieu sur son territoire par le biais de son journal «L'Écho des plaines». En 1993, Saint-Edmond consacrait 1,6% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, ce qui représentait une baisse de 0,3% par rapport à 1991. En 1987, la municipalité a fêté le 50^e anniversaire de sa fondation, ce qui a donné lieu à la publication de «50 ans d'histoire», un historique retraçant la fondation de Saint-Edmond. À moyen terme (d'ici 3 à 5 ans), la municipalité projette de transformer sa bibliothèque en foyer culturel. Aucun autre projet de développement d'infrastructure ou de service culturel n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque, de diffusion en arts visuels et met à la disposition des citoyens ses équipements utilisables à des fins culturelles. La municipalité informe sa population sur les activités culturelles par le biais du journal municipal.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-Edmond

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	206 949 \$	211 526 \$	242 804 \$
Dépenses culturelles brutes	3 861 \$	2 658 \$	3 792 \$
Par habitant	6.03 \$	4.49 \$	6.41 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	3 861 \$	2 658 \$	3 792 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,9	1,3	1,6
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	500 \$	500 \$	500 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 500 \$	1 500 \$	1 500 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité projette la construction d'un foyer culturel d'ici 3 à 5 ans.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1987: 50e anniversaire de la municipalité.
1976: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Saint-Eugène**

Répondant
Hélène Boudreault
Responsable de la biblio
TC.: 276-1787

Superficie de la municipalité en km²: 83,4

Date de création: 14-11-1923

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 692

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

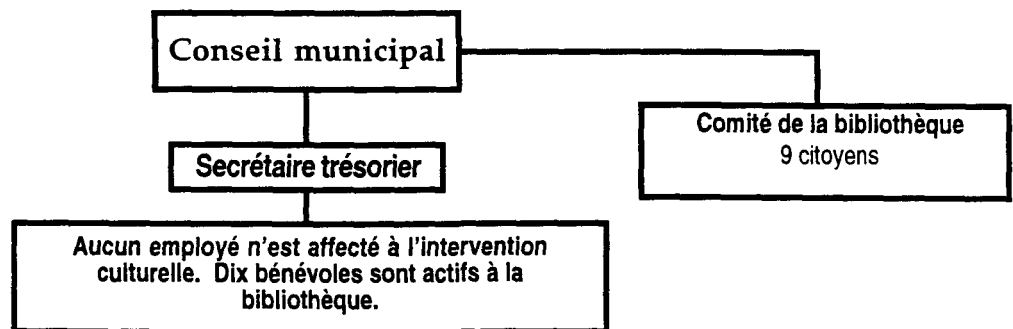
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Eugène consiste à dispenser le service de la bibliothèque. Elle consacrait, en 1993, 3 287 \$ à la culture, soit 4.75 \$ par habitant.

La municipalité ne s'est pas donnée de structure, de mission ni d'objectifs pour encadrer son intervention culturelle. Le service de la bibliothèque est sous la responsabilité d'un comité de bibliothèque, formé de neuf citoyens et est dispensé en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP). En 1993, la municipalité de Saint-Eugène consacrait 3 287 \$ à son intervention culturelle, soit 4.75 \$ par habitant, ou encore 1,2% de ses dépenses totales. En 1991, cette proportion s'élevait à 2,2 %, et en 1992, à 1,6%. Cette baisse est attribuable à un recul des dépenses encourues à la bibliothèque (- 1 500 \$ entre 1991 et 1993) et à une augmentation globale des dépenses totales de la municipalité durant la même période (+ 26%). Aucun projet de développement des infrastructures ou services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité dispense uniquement le service de la bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Il n'y a aucune mission ni objectifs identifiés pour encadrer l'intervention culturelle de la municipalité.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques pour dispenser le service de la bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	217 202 \$	258 960 \$	274 213 \$
Dépenses culturelles brutes	4 795 \$	4 269 \$	3 287 \$
Par habitant	6,23 \$	6,17 \$	4,75 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	4 795 \$	4 269 \$	3 287 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	2,2	1,6	1,2
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équipements/ infrastructures culturels	1 632 \$	1 632 \$	1 632 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Aucun projet de développement de services ou d'infrastructures n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1977: Création de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la ville de **Saint-Félicien**

Répondant
Armand Comeau
Directeur des loisirs
TC.: 679-1449

Superficie de la ville en km²: 167,8

Date de création: 01-01-1882

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 9340

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes

de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 30 (dont 5 organismes soutenus financièrement)

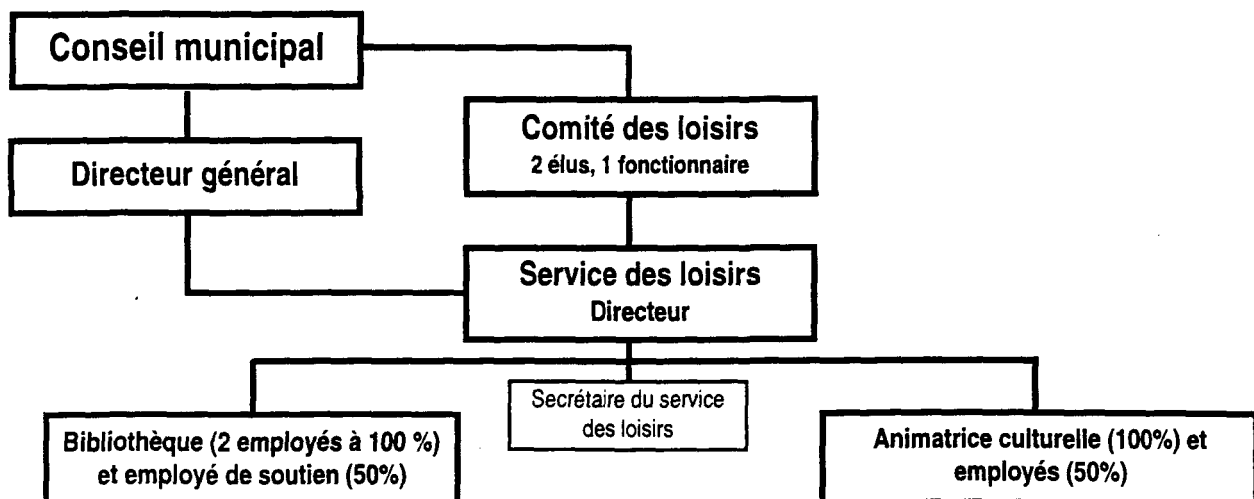
• Synthèse de l'intervention culturelle de la ville

L'intervention de la ville de Saint-Félicien compte pour beaucoup dans la dynamique culturelle de son milieu. Son implication directe dans des services ou des événements culturels et l'appui apporté à des initiatives du milieu ont contribué à maintenir une vie culturelle relativement diversifiée au moment où celle-ci perdait quelques actifs. En 1993, Saint-Félicien consacrait 384 331 \$ à la culture, soit 4,3 % de ses dépenses totales.

Saint-Félicien a créé le Comité des loisirs et un service des loisirs (en 1976) afin de superviser et prendre en charge son intervention dans le secteur des loisirs et de la culture. La ville ne s'est cependant pas donnée de mission ou d'objectifs afin de guider cette intervention. Au plan strictement culturel, la ville dispense le service de la bibliothèque avec la collaboration financière du MCC. Elle gère la salle d'exposition le 4^e mur, offre des ateliers de formation en arts visuels et en théâtre, diffuse des spectacles, organise ou soutient des événements culturels (Festival du jeune théâtre et appui au Festival des amuseurs publics) et anime culturellement son centre-ville durant l'été. Plusieurs initiatives de conservation/mise en valeur du patrimoine ont été prises: inventaire/évaluation, recherche/interprétation (la ville a financé des fouilles sur le site de l'ancien poste de traite de l'Ashuapmushuan), réglementation d'urbanisme et publication d'un guide d'excursion patrimoniale. Saint-Félicien offre à ses organismes et artistes différents types de soutien financier, technique, en ressources humaines et en infrastructures. La ville fait également la promotion et diffuse de l'information sur les activités culturelles. Pour réaliser son intervention culturelle, la ville affecte une animatrice culturelle, deux employés à la bibliothèque, des employés de soutien (50% d'une tâche), des animateurs (50% d'une tâche) ainsi que des techniciens (diffusion de spectacles). La ville peut compter sur l'implication d'une quinzaine de bénévoles.

En 1993, Saint-Félicien consacrait 384 331 \$ à la culture, soit 41.15 \$ par habitant. Cette même année, les dépenses culturelles nettes atteignaient 320 924 \$, soit 3,6% des dépenses totales. Les proportions des dépenses culturelles brutes et nettes sont restées stables au cours des années étudiées (1991 à 1993). Durant cette période, les frais encourus pour rémunérer les employés culturels et ceux requis par les équipements culturels totalisaient entre 83 et 85 % des dépenses culturelles totales. Le service de la bibliothèque accaparait en moyenne 68% des dépenses culturelles, tandis que le soutien financier aux organismes se limitait à 0,4%. Au cours de la dernière décennie, Saint-Félicien a subi des pertes importantes, tels la Féli-fête, le théâtre d'été, le ciné-club et le Salon des artisans qui ont cependant été contrebalancées en partie par l'arrivée du Festival du jeune théâtre, la Fête des amuseurs publics, les Jeunesses musicales et l'ouverture de la Salle le 4^e mur. Dans le futur, le service des loisirs compte se donner un plan directeur de développement culturel et aimerait réinstaurer une politique de soutien aux organismes. À court et moyen termes, la ville projette de réaménager ou relocaliser sa bibliothèque, la salle le 4^e mur et son centre culturel: des projets pouvant atteindre entre 2 et 5 millions de \$. À plus long terme, elle envisage d'aménager une salle majeure servant à la diffusion de spectacles.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La ville offre à ses citoyens le service de la bibliothèque, elle met à la disposition du milieu une salle d'exposition (le 4e mur), diffuse des spectacles, organise des événements, offre des ateliers de formation en arts visuels et en théâtre et se charge de l'animation culturelle dans le centre-ville. Finalement, elle offre les services de promotion et d'information sur les activités culturelles se déroulant sur son territoire.

Plusieurs initiatives de conservation/mise en valeur du patrimoine ont été prises par la ville: inventaire/évaluation du potentiel de son territoire, recherche et interprétation (la ville a financé des fouilles effectuées sur le site de l'ancien poste de traite de l'Ashuapmushuan, des artefacts découverts alors sont conservés au Jardin zoologique), réglementation d'urbanisme pour protéger des maisons patrimoniales, publication d'un guide d'excursion patrimoniale.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Initiatives de communication /mise en marché

La ville fait la promotion et diffuse de l'information sur les activités culturelles par le biais de la programmation du service des loisirs, de relations publiques, relations de presse, l'achat d'annonces publicitaires dans les médias écrits et électroniques ainsi que l'affichage et la signalisation urbaine.

Ces initiatives visent à la fois l'ensemble de la population de la ville, parfois certains segments plus précis (pour promouvoir certains spectacles), la population des autres municipalités et finalement la clientèle touristique.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Complexe du Parc (bibliothèque et salle d'exposition le 4e mur), Centre culturel (ateliers et salles de réunion), local des scouts (ateliers), Hôtel de ville (salles de réunion), Auditorium de la polyvalente des Quatre-vents (diffusion de spectacles), locaux de la polyvalente (ateliers), Cégep de Saint-Félicien (ateliers et spectacles), écoles Hébert-Sainte-Monique-Monseigneur Bluteau (diffusion de spectacles), parc Sacré-Cœur (animation culturelle estivale).

• Services culturels aux organismes et artistes

La ville offre aux organismes culturels du soutien financier (à cinq organismes), des services techniques (photocopie, téléphone, envois postaux, télécopie), des infrastructures (prêt de locaux et d'équipements, entretien et chauffage) et du soutien au niveau des ressources humaines (organisation/animation, maintenance, secrétariat et techniciens). De plus, elle donne de l'information et fait la promotion de leurs différentes activités. La ville offre aux artistes la même forme de support au niveau des ressources humaines (animation) et met à leur disposition ses locaux et ses équipements. De plus, elle diffuse de l'information et fait la promotion de leurs activités.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour. Le service des loisirs possède une politique d'accréditation des organismes qui est cependant obsolète (ni approuvée, ni appliquée).

• Partenaires de la ville en matière culturelle

Le gouvernement du Québec collabore financièrement au service de la bibliothèque et offre du soutien pour l'information et la promotion. Le Cégep et la commission scolaire locale sont partenaires au niveau du support financier, du prêt d'équipements et de locaux et le soutien à l'information et la promotion.

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Le service des loisirs a conclu à la nécessité de se doter d'un plan directeur de développement culturel qui établirait une planification des projets de développement de services et d'infrastructures. Le service des loisirs voudrait pouvoir remettre en place une politique de soutien aux organismes culturels. À court terme (d'ici un à trois ans), la ville projette de relocaliser la bibliothèque et la salle le 4e mur (tous deux situés dans le Complexe du Parc) et de réaménager son centre culturel, ce qui comblerait les besoins en locaux dans les disciplines de la musique, de la danse et du théâtre. À plus long terme, la ville projette de se doter d'une salle majeure de diffusion de spectacles.

*Investissements projetés
d'ici les 5 prochaines années*

Investissements totaux 2 millions à 5 millions
Part de la ville 2 millions à 5 millions

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la ville	8 088 375 \$	8 603 671 \$	8 892 582 \$
Dépenses culturelles brutes	350 591 \$	365 449 \$	384 331 \$
Par habitant	35.77 \$	39.13 \$	41.15 \$
Dép. culturelles brutes / dépenses totales	4,3%	4,2%	4,3%
<u>Revenus culturels totaux</u>	60 959 \$	66 719 \$	63 407 \$
Revenus culturels/ dép. culturelles brutes	17,4%	18,3%	16,5%
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	289 632 \$	298 730 \$	320 924 \$
Dép. culturelles nettes / dépenses totales	3,6%	3,5%	3,6%
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels sur dépenses culturelles totales (%)	144 069 \$ 41,1%	157 212 \$ 43,0%	177 951 \$ 46,3%
Soutien financier total aux organismes sur dépenses culturelles totales (%)	1 050 \$ 0,3%	0 \$ 0,0%	3 200 \$ 0,8%
Dépenses totales pour les équipements / infrastructures culturels sur dépenses culturelles totales (%)	148 498 \$ 42,4%	145 500 \$ 39,8%	152 155 \$ 39,6%
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle sur dépenses culturelles totales (%)	3 643 \$ 1,0%	6 262 \$ 1,7%	5 591 \$ 1,5%

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1994: 1er Festival du jeune théâtre de Saint-Félicien.

1993: 1ère Fête des amuseurs publics (OSBL).

1990: 125e anniversaire de la ville.

1989: Formation des Jeunesses musicales, création de l'Association Visuel-Art, école de ballet, école de musique.

1988: Ouverture de la salle d'exposition le 4e mur.

1984: Chorale les Amis de la chanson.

1979: Engagement d'une animatrice culturelle.

1976: Création du service des loisirs.

1974: Ouverture du Centre socio-culturel.

1961: Fondation de la bibliothèque.

Evénements et organismes disparus: Féli-fête (1982-1992), théâtre d'été (1983-1990), ciné-club (1974-1992) et le Salon des artisans (1982-1987). *Avant la création du service des loisirs, la ville de Saint-Félicien s'était donnée un service de bibliothèque (1961), diffusait de façon ponctuelle des spectacles, le ciné-club (1974) et avait aménagé son centre culturel (1974).

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Félix-d'Otis

Répondant
Bertrand Boudreault
Secrétaire-trésorier
TC.: 544-9122

Superficie de la municipalité en km²: 235,9

Date de création: 03-10-1923

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 691

Évolution de la population depuis 5 ans: augmentation modérée

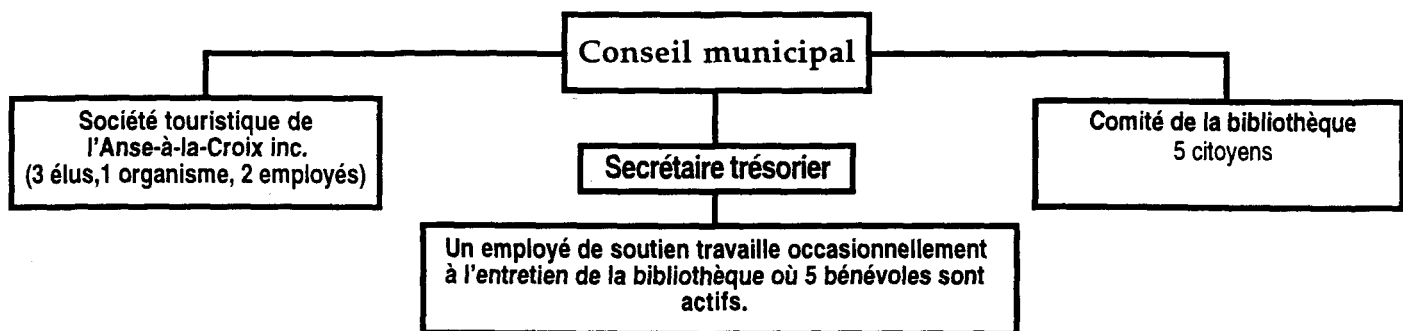
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 4

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

Au niveau culturel, la municipalité de Saint-Félix-d'Otis intervient en dispensant le service de la bibliothèque et en supportant, depuis 1993, la Société touristique de l'Anse-à-la-Croix qui met en valeur le site de Robe-noire en y faisant de l'interprétation historique et cinématographique.

La municipalité ne s'est pas donnée de structure, de mission ni d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Le service de bibliothèque est dispensé avec l'aide d'un comité formé de cinq citoyens et en collaboration avec le CRSBP. Au niveau patrimonial, la municipalité a identifié les éléments intéressants sur son territoire dans son plan d'urbanisme. Elle a également commencé la mise en valeur du site de Robe-noire en 1993 puis créé, cette même année, la Société touristique de l'Anse-à-la-Croix afin de prendre le relais. Cette dernière mise sur l'animation et l'interprétation historique et cinématographique de ce site afin de rejoindre principalement la clientèle touristique. En 1993, Saint-Félix-d'Otis consacrait 9 392 \$ à son intervention culturelle, soit 13,59 \$ par habitant, ou encore, 1,9% de ses dépenses totales. Ce pourcentage se situait à 0,9% en 1991 et 0,7% en 1992. La hausse de 1993 est due à l'exploitation du site de Robe-noire (69% des dépenses culturelles totales). En 1995, la municipalité projette de relocaliser et agrandir les locaux actuels de la bibliothèque dans l'édifice municipal.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque. De plus, elle a identifié des éléments ayant une valeur patrimoniale dans son plan d'urbanisme. La municipalité a créé la Société touristique de l'Anse-à-la-Croix (paramunicipale) afin de mettre en valeur le site de tournage de Robe-noire (interprétation historique et cinématographique).

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre du soutien financier et des ressources humaines (maintenance) à la Société touristique de l'Anse-à-la-Croix et, de façon ponctuelle, au théâtre de marionnette de l'école locale. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ni objectifs n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques pour le service de la bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).
Site de tournage Robe-Noire (gérée par la Société touristique de l'Anse-à-la-Croix).

	1991	1992	1993
Dépenses totales de la municipalité	298 362 \$	365 796 \$	482 115 \$
Dépenses culturelles brutes	2 592 \$	2 736 \$	9 392 \$
Par habitant	3.60 \$	3.96 \$	13.59 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	2 592 \$	2 736 \$	9 392 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,9	0,7	1,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	150 \$	150 \$	150 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	783 \$	783 \$	783 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

La municipalité projette de relocaliser la bibliothèque d'ici un à trois ans. Aucun autre projet n'est actuellement envisagé.

Investissements projetés	Investissements totaux	1 à 50 000 \$
d'ici les 5 prochaines années	Part de la municipalité	1 à 50 000 \$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1995: Relocalisation de la bibliothèque.
1993: Création de la Société touristique de l'Anse-à-la-Croix.
1973: Création de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle
de la municipalité de

Saint-François-de-Sales

Répondant
Renaud Blanchette
Secrétaire-trésorier
TC.: 348-9439

Superficie de la municipalité en km²: 200,6

Date de création: 01-01-1889

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 832

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

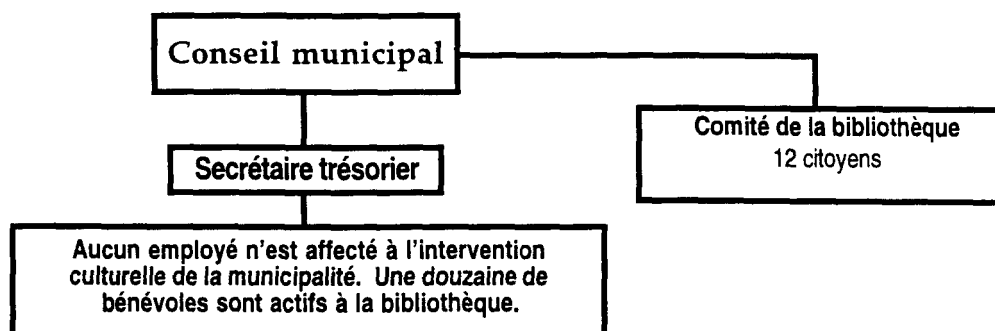
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 2

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Saint-François-de-Sales consiste à dispenser le service de bibliothèque, à y présenter occasionnellement des expositions et à donner du soutien à la troupe de théâtre locale. En 1993, la municipalité consacrait 4 008 \$ à la culture, soit 4.82 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-François-de-Sales ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à dispenser le service de bibliothèque et de présenter occasionnellement dans ses locaux des expositions en arts visuels avec l'aide d'un comité de bibliothèque formé de 12 personnes et en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques. La municipalité offre aussi du soutien technique et prête des locaux à une troupe de théâtre locale. Au niveau patrimonial, la municipalité a participé au Réseau du 150e, en 1988, et a ainsi reconnu la valeur des crêtes morainiques présentes sur son territoire. La même année, la municipalité fêtait son centenaire et finançait la publication de son historique dans le cadre de la collection «*Histoire des municipalités*» de la Société historique du Saguenay. En 1993, Saint-François-de-Sales consacrait 0,8% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une baisse de 0,1% par rapport à 1991. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens le service de bibliothèque et y diffuse des expositions en arts visuels.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre à la troupe de théâtre *Les Folichonnes* un soutien technique (photocopie, téléphone) et leur prête des locaux. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).
Salle communautaire (théâtre *Les Folichonnes*).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	398 883 \$	446 675 \$	478 816 \$
Dépenses culturelles brutes	3 651 \$	3 825 \$	4 008 \$
Par habitant	4.20 \$	4.60 \$	4.82 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	3 651 \$	3 825 \$	4 008 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,9	0,9	0,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équipements/ infrastructures culturels	1 250 \$	1 250 \$	1 250 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1988: Fête du centenaire.

1983: Relocalisation de la bibliothèque.

1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Saint-Fulgence**

Répondant
Gilles Tremblay
Secrétaire-trésorier
TC.: 674-9213

Superficie de la municipalité en km²: 329,1

Date de création: 01-01-1873

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 2170

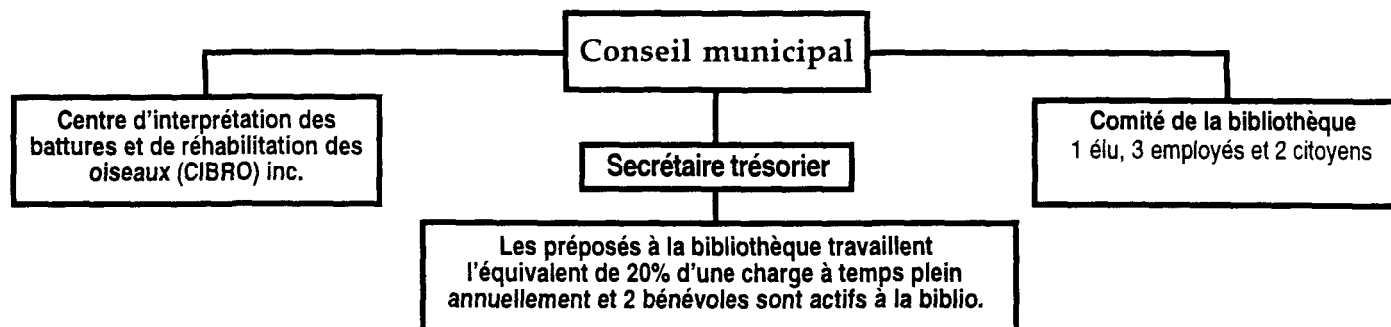
Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 4

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Saint-Fulgence consiste à offrir le service de la bibliothèque et à animer le Foyer culturel construit en 1989. En 1992, la municipalité a créé le CIBRO qui intervient au niveau patrimonial. En 1993, elle consacrait 29 923 \$ à la culture, soit 13.79 \$ par habitant. En 1992, la municipalité de Saint-Fulgence a créé une corporation paramunicipale, le Centre d'interprétation des battures et de réhabilitation des oiseaux (CIBRO) afin de protéger et de diffuser de l'information sur le milieu des battures. La municipalité ne s'est cependant pas donnée d'autre structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste (hormis le soutien au CIBRO) à fournir le service de bibliothèque et à présenter des expositions à son foyer culturel. En 1993, Saint-Fulgence consacrait 2,6% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, ce qui représente une augmentation de près de 1% par rapport à 1991. Cette hausse est principalement attribuable au soutien financier fourni à partir de 1992 au CIBRO, dont une partie, 25%, a été considérée comme étant de nature culturelle (l'interprétation historique et patrimoniale qui est faite au CIBRO). La municipalité utilise le journal municipal afin de diffuser de l'information sur les activités culturelles sur son territoire et publie des dépliants pour promouvoir le CIBRO. En 1989, la municipalité a souligné ses 150 ans. En 1988, le foyer culturel avait été aménagé. Aucun autre projet de développement de service ou d'infrastructure culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de bibliothèque et diffuse des expositions en arts visuels dans son foyer culturel. La municipalité a créé le CIBRO, une corporation paramunicipale, afin de protéger et informer sur le milieu particulier des battures. Saint-Fulgence diffuse de l'information sur les activités culturelles dans le journal municipal et fait la promotion du CIBRO par le biais de dépliants.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre du soutien financier et des infrastructures au Centre d'interprétation des battures et de réhabilitation des oiseaux (CIBRO). Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Les gouvernements du Québec et du Canada et la Fondation québécoise de la faune pour la construction du CIBRO.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer culturel (bibliothèque et salle d'expositions).
Centre d'interprétation des battures et de réhabilitation des oiseaux.

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-Fulgence

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	638 244 \$	749 082 \$	1 137 244 \$
Dépenses culturelles brutes	11 162 \$	21 083 \$	29 923 \$
Par habitant	4.94 \$	9.72 \$	13.79 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	11 162 \$	21 083 \$	29 923 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,7	2,8	2,6
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	43 750 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	250 000 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	206 250 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	3 900 \$	3 900 \$	3 900 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	10 384 \$	14 250 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Fondation du CIBRO.
1989: 150e anniversaire de la municipalité.
1988: Foyer culturel.
1971: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Gédéon

Répondant
Lise Bouchard
Sec. exécutive
TC.: 345-2306

Superficie de la municipalité en km²: 64,2

Date de création: 24-11-1975

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 1 803

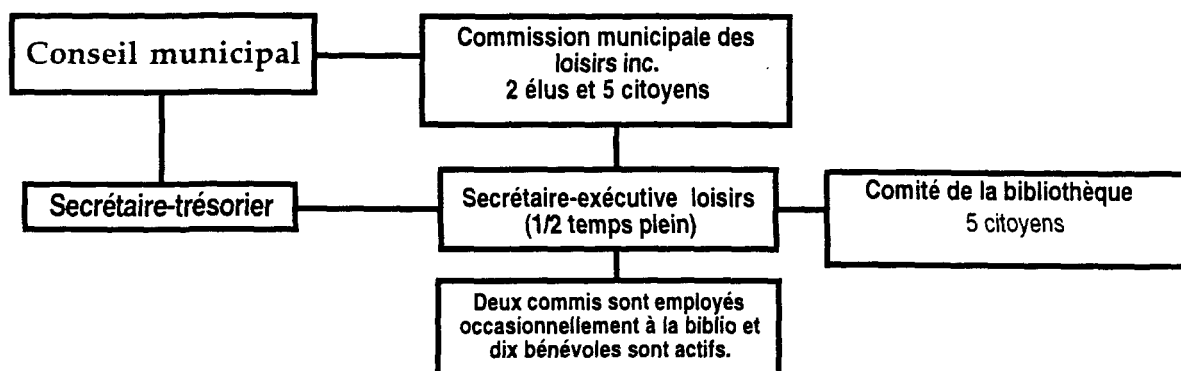
Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 3

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

La municipalité de Saint-Gédéon a une intervention culturelle diversifiée (bibliothèque, expositions, soutien aux organismes et autres). À court terme, elle projette d'aménager un foyer culturel et de créer un événement estival ayant un volet culturel. Elle consacrait 4.29 \$ à la culture en 1993. La municipalité de Saint-Gédéon s'est donnée une structure, la Commission des loisirs, afin de superviser son intervention en matière de loisirs et de culture. Cependant, aucune mission ou objectifs n'ont été identifiés pour encadrer cette intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de bibliothèque avec l'aide d'un comité formé de 5 citoyens en collaboration avec le CRSBP. La municipalité présente également des expositions en arts visuels et a constitué une exposition de photos anciennes lors du 125e anniversaire de sa fondation, en 1989. Elle offre du soutien financier à un organisme (la chorale locale), informe et promouvoit les activités culturelles par le biais de son bulletin et à l'aide de relations de presse. En 1993, Saint-Gédéon consacrait 7 740 \$ à son intervention culturelle, soit 0,8% de ses dépenses totales. Cette proportion se situait à 1% en 1991 et 1992. La quasi-totalité de ces dépenses culturelles étant reliée au service de la bibliothèque. À court terme, la municipalité prévoit aménager un foyer culturel et compte organiser un festival d'été à vocation sportive et culturelle.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque et présente des expositions en arts visuels. Elle se charge de faire les contacts nécessaires avec les personnes-ressources lorsque les citoyens réclament des ateliers de formation. Au niveau patrimonial, la municipalité a déjà présenté une exposition de photos anciennes. Elle informe sur les activités culturelles (bulletin municipal) et les promeut par des relations de presse.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Les gouvernements du Québec et du Canada (projets d'emploi) pour l'engagement de ressources humaines. Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre du soutien financier à la chorale locale. Elle diffuse également de l'information sur les activités des organismes. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque et salle d'expositions).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-Gédéon

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	786 016 \$	885 990 \$	987 496 \$
Dépenses culturelles brutes	8 044 \$	8 865 \$	7 740 \$
Par habitant	4,26 \$	4,92 \$	4,29 \$
Revenus culturels totaux	1 008 \$	1 008 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	7 036 \$	7 857 \$	7 740 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,0	1,0	0,8
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	2 440 \$	2 440 \$	1 050 \$
Soutien financier total aux organismes	150 \$	150 \$	150 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 500 \$	1 500 \$	1 500 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturelles**

La municipalité projette d'organiser une dizaine sportive et culturelle (festival été) et d'aménager un foyer culturel. Ses besoins en infrastructures pour la bibliothèque doivent être comblés dans une période de 1 à 3 ans.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1989: 125e anniversaire de Saint-Gédéon.
1985: Engagement de la secrétaire exécutive des loisirs.
1985: Commission des loisirs.
1979: Fondation de la bibliothèque et des loisirs.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Henri-de-Taillon

Répondant
Léonard Dufour
Secrétaire-trésorier
TC.: 347-3243

Superficie de la municipalité en km²: 63,0

Date de création: 01-01-1904

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 714

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

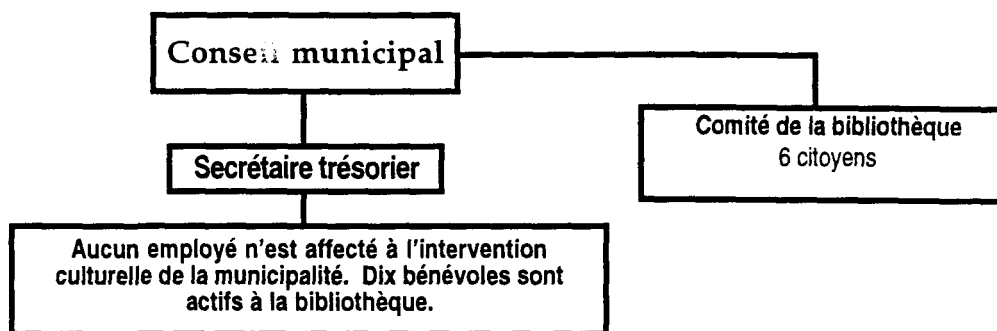
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 2

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Henri-de-Taillon consiste à offrir le service de la bibliothèque et à diffuser de l'information sur les activités culturelles. La municipalité consacrait 2 711 \$ à la culture en 1993, soit 3.80 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Henri-de-Taillon ne s'est donnée aucune structure, mission ou objectifs afin de guider son intervention culturelle sur son territoire. Celle-ci se résume à fournir le service de bibliothèque et à diffuser de l'information culturelle au besoin dans le bulletin municipal. En 1988, la municipalité a relocalisé sa bibliothèque dans l'édifice municipal. Cette même année, elle a fêté son centenaire, ce qui a donné lieu à la publication de deux volumes («Blessure d'une terre» et «Un pays comme le nôtre») relatant l'histoire de Saint-Henri-de-Taillon. En 1993, la municipalité consacrait 0,6% de ses dépenses globales à son intervention culturelle, une diminution de 0,5% par rapport à 1991. Actuellement, aucun projet de développement des infrastructures ou services n'est envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de la bibliothèque. De plus, elle diffuse de l'information sur les activités culturelles par le biais du bulletin municipal.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque)

• **Financement de
l'intervention culturelle**

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	313 013 \$	386 127 \$	439 317 \$
Dépenses culturelles brutes	3 362 \$	3 559 \$	2 711 \$
Par habitant	4,26 \$	4,98 \$	3,80 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	3 362 \$	3 559 \$	2 711 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,1	0,9	0,6
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	500 \$	500 \$	500 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	802 \$	879 \$	372 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1988: Relocalisation de la bibliothèque dans l'édifice municipal.
1978: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Saint-Honoré**

Répondant
Hugues Blackburn
Secrétaire-trésorier
TC.: 673-3871

Superficie de la municipalité en km²: 143,9

Date de création: 18-03-1914

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 3789

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

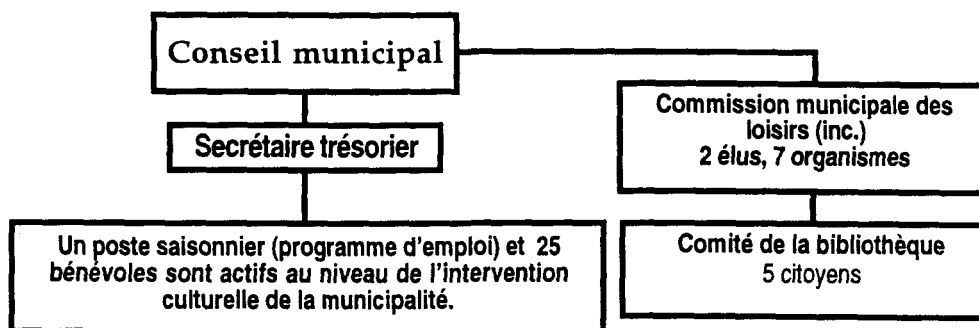
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 6

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Honoré consiste principalement à dispenser le service de la bibliothèque à l'intérieur du Centre socioculturel construit en 1992 (coût total: 427 000 \$). La municipalité consacrait 22 204 \$ à la culture en 1993, soit 5.86 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Honoré a créé la Commission municipale des loisirs afin de superviser l'ensemble de son intervention au niveau du loisir et de la culture. Aucune mission ni aucun objectifs n'ont cependant été identifiés à ce jour afin de guider cette intervention. Les services culturels offerts par la municipalité sont la bibliothèque, sous la responsabilité d'un comité de bibliothèque composé de 5 citoyens et en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques, et le soutien dispensé au Club artistique de Saint-Honoré. Au niveau patrimonial, la municipalité a procédé au recensement de son territoire et adopté des règlements visant à la conservation et la mise en valeur des sites et bâtiments ayant une valeur à ce niveau. En 1993, la municipalité consacrait 1,5% de ses dépenses totales à son intervention culturelle, une proportion relativement stable depuis 1991. En 1992, la municipalité a aménagé son foyer culturel. Aucun autre projet de développement des infrastructures ou services culturels n'est actuellement envisagé à Saint-Honoré.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de bibliothèque à ses citoyens. Elle a également effectué le recensement patrimonial de son territoire et adopté des règlements visant la protection et la mise en valeur des sites et bâtiments ainsi identifiés.

• Services culturels aux organismes et artistes

Des services techniques (photocopie) et des infrastructures (prêt de locaux) sont fournis au Club artistique de Saint-Honoré. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Le gouvernement du Québec a collaboré financièrement à la construction du foyer culturel. La commission scolaire locale prête des locaux.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (centre socioculturel avec la bibliothèque). École La Source (club artistique appartenant à la C.S. locale).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-Honoré

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 307 952 \$	1 435 473 \$	1 507 404 \$
Dépenses culturelles brutes	17 926 \$	18 092 \$	22 204 \$
Par habitant	4.74 \$	4.77 \$	5.86 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	17 926 \$	18 092 \$	22 204 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,4	1,3	1,5
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	170 980 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	427 425 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	256 445 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	5 687 \$	5 687 \$	5 687 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Foyer culturel.
1973: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Ludger-de-Milot

Répondant
Denise Desrosiers
Secrétaire-trésorière
TC.: 373-2554

Superficie de la municipalité en km²: 106,8

Date de création: 01-01-1948

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 721

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

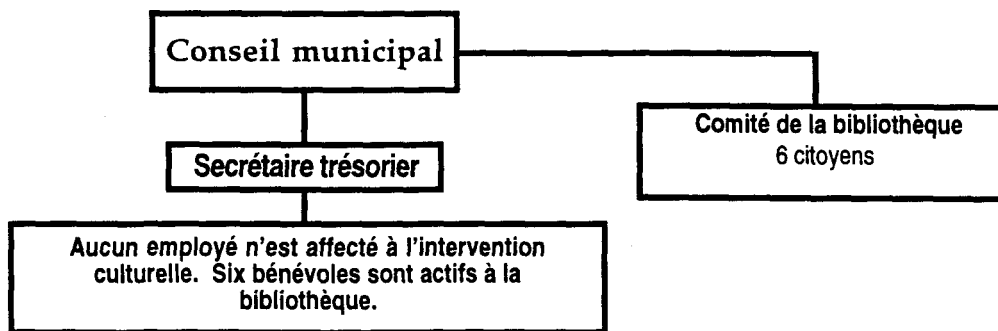
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Ludger-de-Milot consiste à dispenser à ses citoyens le service de la bibliothèque. À long terme, la municipalité projette d'aménager un foyer culturel. Elle consacrait 3 223 \$ à la culture en 1993, soit 4.48 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Ludger-de-Milot ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir le service de bibliothèque avec l'aide d'un comité formé de 6 citoyens et en collaboration avec le CRSBP. La municipalité diffuse de l'information sur les activités culturelles au besoin, par le biais du bulletin municipal. En 1993, Saint-Ludger consacrait 0,9% de ses dépenses totales à son intervention culturelle (ce qui représente une baisse de 1% par rapport à 1991, cette baisse s'expliquerait cependant par l'adoption de nouvelles procédures comptables). À long terme (5 à 10 ans), la municipalité projette de construire un foyer culturel. Aucun autre projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de bibliothèque et diffuse au besoin de l'information sur les activités culturelles par le biais du bulletin municipal.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	305 902 \$	360 942 \$	377 840 \$
Dépenses culturelles brutes	5 958 \$	6 359 \$	3 233 \$
Par habitant	8.05 \$	8.82 \$	4.48 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	5 958 \$	6 359 \$	3 233 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,9	1,8	0,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équipements/ infrastructures culturels	3 958 \$	4 210 \$	1 686 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

À long terme (5 à 10 ans), la municipalité projette l'aménagement d'un foyer culturel.

Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années

Investissements totaux Indéterminés
Part de la municipalité Indéterminée

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1976: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Saint-Méthode**

Répondant
Michel Légaré
Secrétaire-trésorier
TC.: 679-9227

Superficie de la municipalité en km²: 191,9

Date de création: 01-01-1886

MRC du Domaine-du-Roy

Population en 1994 (décret MAM): 1 048

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

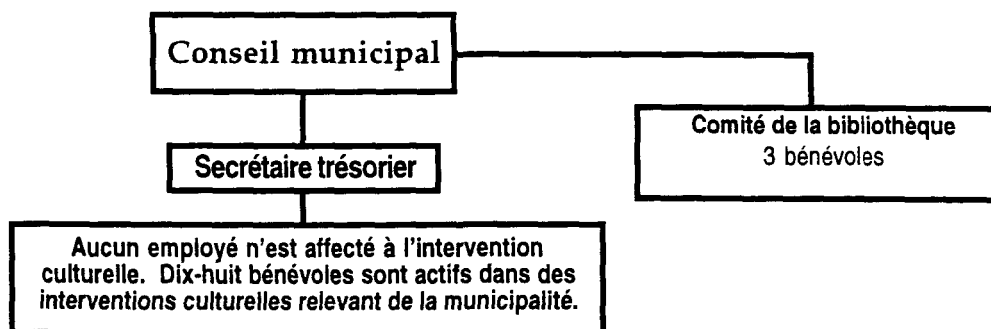
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 4

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Méthode consiste à fournir le service de la bibliothèque et à présenter des expositions dans le foyer culturel réaménagé en 1992. À court terme, la municipalité projette d'exploiter le potentiel récréo-touristique et patrimonial des milieux fauniques Tikouamis. Elle consacrait 16 142 \$ à la culture en 1993, soit 15,40 \$ par habitant.

Saint-Méthode ne s'est pas donnée de structure, de mission ni d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Cette intervention consiste à fournir à la population le service de bibliothèque, avec l'aide d'un comité de bibliothèque formé de trois personnes et en collaboration avec le CRSBP, et de présenter des expositions au salle du foyer culturel. La municipalité offre aux organismes le requérant, les locaux disponibles et diffuse de l'information sur les activités culturelles dans son bulletin. Au niveau patrimonial, elle a identifié dans son plan d'urbanisme les zones à potentiel. Un comité devrait être formé en 1995 pour concevoir et réaliser un plan de développement des milieux fauniques Tikouamis, dont éventuellement un centre d'interprétation historique et archéologique. En 1993, la municipalité a consacré 2,6% de ses dépenses totales à son intervention culturelle. Cette proportion concorde sensiblement à celle de 1991, mais représente une baisse de 1,2% par rapport à 1992 alors qu'on avait procédé à l'aménagement du foyer culturel (amélioration des locaux existants). Finalement, la municipalité projette à court terme de se doter d'une salle polyvalente pouvant servir à la diffusion culturelle (projet évalué à quelque 750,000 \$).

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de bibliothèque et présente des expositions au foyer culturel. Elle diffuse au besoin de l'information culturelle par le biais de bulletins municipaux. Au niveau patrimonial, la municipalité a identifié des éléments dans son plan d'urbanisme et projette la formation du Comité de mise en valeur Tikouamis pour développer un site à potentiel patrimonial et récréo-touristique.

• Services culturels réclamés

Une salle polyvalente pour les activités de diffusion et récréatives.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre des locaux aux organismes le requérant. Elle peut également diffuser de l'information sur leurs activités culturelles. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer culturel (bibliothèque et salle d'exposition).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	486 477 \$	605 316 \$	626 121 \$
Dépenses culturelles brutes	12 042 \$	22 732 \$	16 142 \$
Par habitant	10.56 \$	21.69 \$	15.40 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	12 042 \$	22 732 \$	16 142 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	2,5	3,8	2,6
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	4 944 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	4 944 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	5 177 \$	13 916 \$	9 404 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

La municipalité projette la mise en place d'une salle polyvalente de diffusion (1 à 3 ans). Un comité de mise en valeur des milieux fauniques Tikouamis devrait être formé en 1995. Un parc naturel et historique régional pourrait être implanté à court terme.

<u>Investissements projetés</u>	<u>Investissements totaux</u>	500 001\$ à 1 millions
<u>d'ici les 5 prochaines années</u>	<u>Part de la municipalité</u>	100 001\$ à 250 000\$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1995: Projet de corporation pour la mise en valeur Tikouamis.
 1992: Foyer culturel.
 1981: Fêtes du 100e anniversaire.
 1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Nazaire

Répondant
Roger Bouchard
Secrétaire-trésorier
TC.: 662-5467

Superficie de la municipalité en km²: 147,8

Date de création: 01-01-1906

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 2024

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

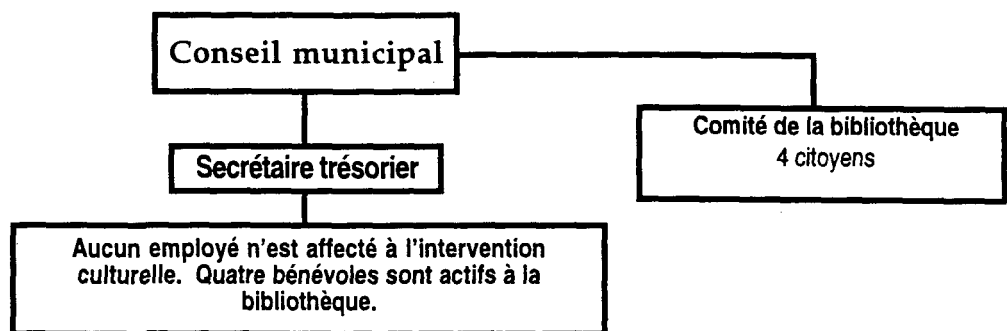
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 2

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Nazaire se résume à fournir aux citoyens le service de la bibliothèque. La municipalité consacrait 4 843 \$ à la culture en 1993, soit 2.39 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Nazaire ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à offrir le service de bibliothèque, avec l'aide d'un comité formé de quatre citoyens et en collaboration avec le CRSBP. Des expositions en arts visuels sont également présentées dans les locaux de la bibliothèque. En 1981, la municipalité a produit un recueil de photos retraçant l'histoire de ses 75 années d'existence. En 1993, les dépenses culturelles totales de Saint-Nazaire atteignaient 4,843 \$, soit 0,7% de ses dépenses totales. Une proportion stable depuis 1991. Au niveau des besoins en matière culturelle, un manque d'espace a été diagnostiqué à la bibliothèque. Cependant aucune mesure n'est actuellement envisagée pour y remédier.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre aux citoyens le service de la bibliothèque et y diffuse des expositions en arts visuels. Au niveau patrimonial, la municipalité a produit un recueil de photos retraçant ses 75 années d'existence en 1981.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	490 161 \$	584 860 \$	736 165 \$
Dépenses culturelles brutes	3 663 \$	3 804 \$	4 843 \$
Par habitant	1.78 \$	1.88 \$	2.39 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	200 \$	200 \$	300 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	3 463 \$	3 604 \$	4 543 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,7	0,7	0,7
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Il n'y a aucun projet actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1980: 75e anniversaire de la municipalité.
1971: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Prime

Répondant
Steeve Martel
Sec. trés. adj.
TC.: 251-2823

Superficie de la municipalité en km²: 147,4

Date de création: 01-02-1872

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 2 522

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

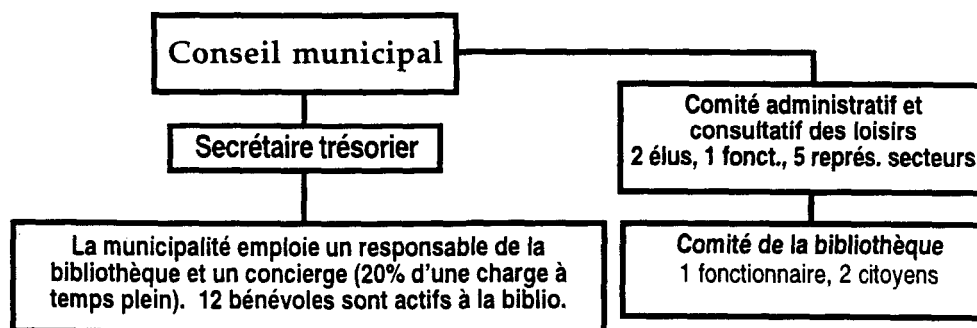
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 6

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Saint-Prime consiste à fournir à ses citoyens le service de la bibliothèque, tenir des expositions dans le foyer culturel et offrir du soutien à la Corporation de la Vieille fromagerie Perron. La municipalité consacrait 18 615 \$ à la culture en 1993, soit 7.38 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Prime a créé, en 1988, le Comité administratif et consultatif des loisirs afin de prendre en charge son intervention au plan des loisirs et de la culture. Cette intervention culturelle consiste d'abord à offrir le service de la bibliothèque, avec l'aide d'un comité formé d'un fonctionnaire et de deux citoyens et en collaboration avec le CRSBP. En 1989, la municipalité s'est dotée d'un foyer culturel lui permettant de diffuser des expositions en arts visuels et de mettre des locaux à la disposition des organismes. Au niveau patrimonial, Saint-Prime offre à la Corporation de la Vieille fromagerie Perron un soutien actif. La municipalité publie également différents documents pour renseigner la population sur les activités culturelles. En 1993, la municipalité consacrait 18 615 \$ à son intervention culturelle, soit 1,4% de ses dépenses globales. Cette proportion se chiffrait à 1,7% des dépenses totales en 1991 et à 3,4% en 1992, alors que la municipalité avait alloué une somme de 24 100 \$ pour la création de l'Économusée de la Vieille fromagerie. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de la bibliothèque et diffuse des expositions en arts visuels au foyer culturel. Au niveau patrimonial, la municipalité offre un appui actif à la Corporation de la Vieille fromagerie Perron. Elle diffuse également de l'information sur les activités culturelles par le biais de programmations ou feuilles-volantes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre du soutien financier à la Corporation de la Vieille fromagerie. Aux autres organismes culturels, elle offre des tarifs préférentiels, un service technique de photocopie et met à leur disposition des locaux. Aucun service n'est offert aux artistes actuellement.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer culturel (bibliothèque et salle d'exposition).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-Prime

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 205 368 \$	1 253 540 \$	1 370 385 \$
Dépenses culturelles brutes	20 705 \$	42 825 \$	18 615 \$
Par habitant	8.25 \$	16.98 \$	7.38 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	20 705 \$	42 825 \$	18 615 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,7	3,4	1,4
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	4 500 \$	4 902 \$	5 018 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	24 100 \$	700 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturelles	6 534 \$	8 283 \$	7 840 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturelles**

Il n'y a aucun projet à l'étude actuellement.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Vieille fromagerie (écomusée).
 1989: Foyer culturel et 125e anniversaire de la municipalité.
 1988: Création du Comité administratif et consultatif des loisirs.
 1985: Plan directeur des loisirs.
 1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de **Saint-Stanilas**

Répondant
Majella Gagnon
Sec. trésorière
TC.: 276-4476

Superficie de la municipalité en km²: 159,5

Date de création: 24-10-1931

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 322

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

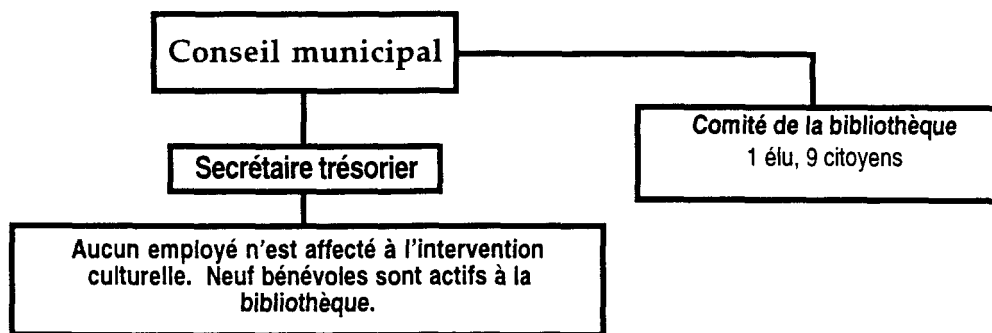
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Stanilas consiste à offrir le service de la bibliothèque et à y présenter des expositions en arts visuels. La municipalité consacrait 1 380 \$ à la culture en 1993, soit 4.29 \$ par habitant.

La municipalité de Saint-Stanilas ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir aux citoyens, depuis 1990, le service de la bibliothèque supervisé par un comité formé d'un élu et de 9 citoyens et en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques. Des expositions en arts visuels sont également présentées dans le local de la bibliothèque. En 1993, la municipalité consacrait 1 380 \$ à son intervention culturelle, soit 0,8% de ses dépenses totales, une proportion stable par rapport à 1991. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de bibliothèque et y diffuse des expositions en arts visuels. Elle diffuse également au besoin de l'information sur les activités culturelles.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Investissements projetés	Investissements totaux	0 \$
d'ici les 5 prochaines années	Part de la municipalité	0 \$

326

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Saint-Thomas-Didyme

Répondant
Jean-Marc Paradis
Sec. trésorier
TC.: 274-4176

Superficie de la municipalité en km²: 325,4

Date de création: 11-05-1923

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 944

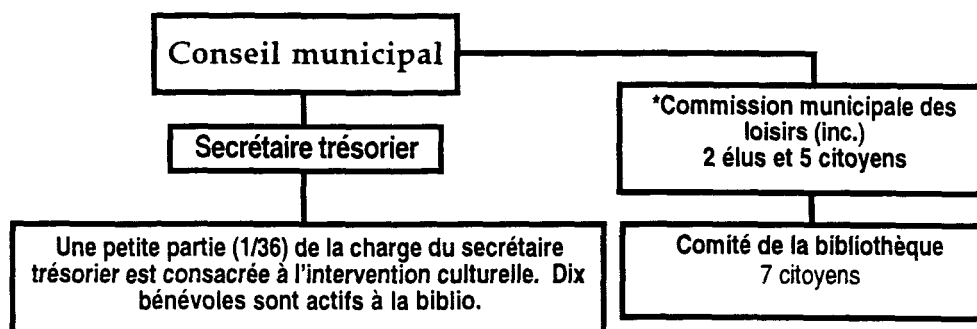
Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 4

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Saint-Thomas-Didyme consiste à dispenser le service de la bibliothèque ainsi que des ateliers de formation musicale. La municipalité a également pris des initiatives au niveau patrimonial, notamment en participant au Réseau du 150e et en créant la Corporation paramunicipale du Lac-à-Jim, qui gère un site à potentiel. Elle consacrait 5 401 \$ à la culture en 1993, soit 5.72 \$ par habitant. La municipalité de Saint-Thomas-Didyme ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs effectifs afin de guider son intervention culturelle (la *Commission municipale des loisirs a un mandat en ce sens mais ne l'exerce pas). La municipalité dispense le service de la bibliothèque avec l'aide d'un comité formé de sept citoyens et en collaboration avec le CRSBP. Elle offre également des ateliers de formation musicale. Au niveau patrimonial, Saint-Thomas-Didyme a participé au réseau du 150e en citant une croix-de-chemin, a aménagé le Portage-des-Aulnaies (site amérindien) et créé la Corporation du Lac-à-Jim, dont un des volets d'action consiste à mettre en valeur le personnage historique de Jim McNicoll. Elle diffuse un bottin sur les activités de ses organismes et informe sur les activités culturelles par le biais de son bulletin municipal. Finalement, elle offre aux organismes et aux artistes des services techniques, des ressources humaines et met à leur disposition des locaux et des équipements. En 1993, Saint-Thomas-Didyme consacrait 5 401 \$ à son intervention culturelle, soit 0,9% de ses dépenses totales, une proportion stable depuis 1991. Aucun projet de développement de services n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque et des ateliers de formation en musique. Au niveau patrimonial, elle a cité un élément se retrouvant sur son territoire (croix-de-chemin), a aménagé le Portage-des-Aulnaies et a créé la Corporation du Lac-à-Jim dont un des volets d'action touche la mise en valeur patrimoniale. Pour informer sa population, la municipalité publie un bulletin et un bottin d'organismes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre du soutien technique (photocopie, téléphone, matériel, fournitures et télécopie), d'infrastructures (prêt de locaux, entretien et chauffage) et des ressources humaines (maintenance, secrétariat) aux organismes culturels. De plus, elle diffuse de l'information sur les activités culturelles des organismes et des artistes locaux.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Centre communautaire (bibliothèque, salle pour spectacles).
Centre plein-air Lac-à-Jim (projet d'interprétation patrimoniale).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Saint-Thomas-Didyme

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	497 945 \$	566 339 \$	606 327 \$
Dépenses culturelles brutes	4 810 \$	5 037 \$	5 401 \$
Par habitant	4.81 \$	5.34 \$	5.72 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	4 810 \$	5 037 \$	5 401 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,0	0,9	0,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	50 000 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	50 000 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	1 300 \$	1 300 \$	1 300 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	1 300 \$	1 300 \$	1 300 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	200 \$	200 \$	200 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1993: Rénovation de la bibliothèque municipale.
1990: Remise en valeur du Portage-des-Aulnais.
1988: Citation d'un élément historique (réseau du 150e).
1985: Exposition de photos anciennes.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Sainte-Hedwidge

Répondant
Gilles Toulouse
Secrétaire-trésorier
TC.: 275-4163

Superficie de la municipalité en km²: 469,1

Date de création: 01-01-1910

MRC du Domaine-du-roy

Population en 1994 (décret MAM): 879

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

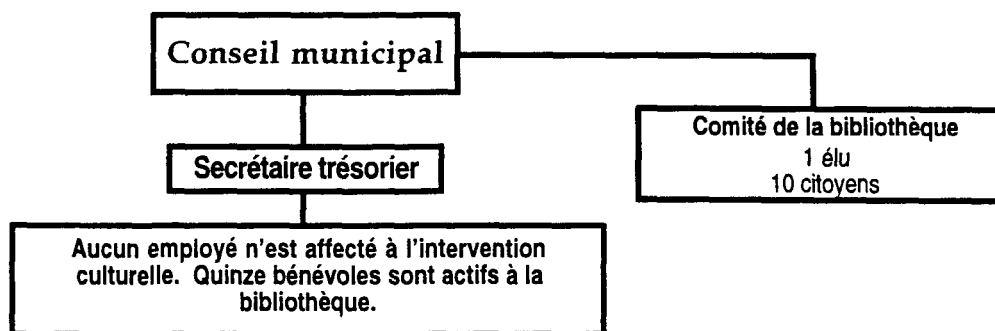
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 1

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Sainte-Hedwidge se résume à fournir aux citoyens le service de la bibliothèque. La municipalité consacrait 2 549 \$ à la culture en 1993, soit 2.90 \$ par habitant.

La municipalité de Sainte-Hedwidge ne s'est pas donnée de structure, mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci se résume à fournir le service de la bibliothèque supervisé par un comité formé d'un élu et de dix citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques. La municipalité informe également sa population sur les activités culturelles par le biais de bulletins. En 1985, la municipalité a souligné le 75^e anniversaire de sa fondation. En 1993, Saint-Hedwidge consacrait 2 549 \$ à son intervention culturelle, soit 0,5% de ses dépenses totales, une proportion stable depuis 1991. Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de bibliothèque à ses citoyens. Elle informe également sa population sur les activités culturelles.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	444 044 \$	449 934 \$	499 450 \$
Dépenses culturelles brutes	2 103 \$	2 850 \$	2 549 \$
Par habitant	2.36 \$	3.24 \$	2.90 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	2 103 \$	2 850 \$	2 549 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	0,5	0,6	0,5
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	0 \$	0 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équipements/ infrastructures culturels	300 \$	300 \$	300 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Il n'y a aucun projet actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0 \$
	<u>Part de la municipalité</u> 0 \$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1985: 75 anniversaire de la municipalité.

1982: Relocalisation de la bibliothèque dans l'édifice municipale.

1972: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Sainte-Jeanne-d'Arc

Répondant
Régis Martin
Secrétaire-trésorier
TC.: 276-7648

Superficie de la municipalité en km²: 270,9

Date de création: 07-02-1924

MRC de Maria-Chapdelaine

Population en 1994 (décret MAM): 1 113

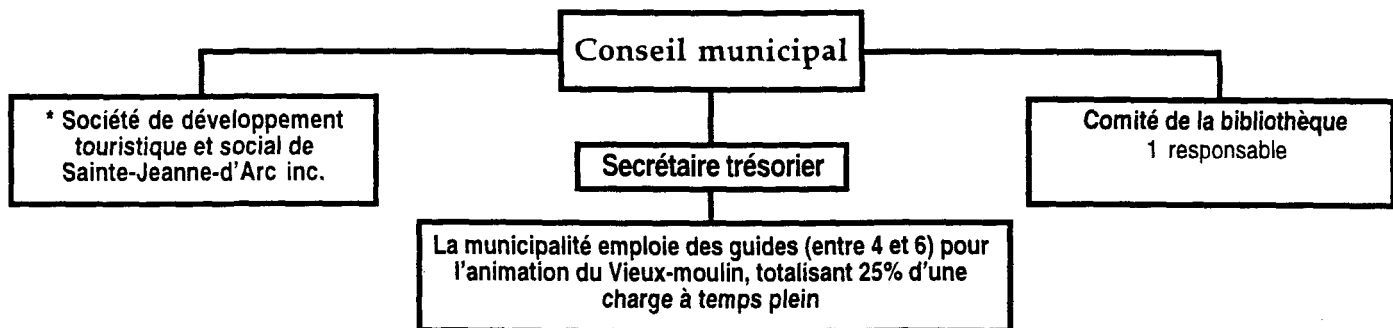
Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 3

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc consiste principalement à gérer et à animer le site patrimonial du Vieux-moulin. La municipalité offre également à ses citoyens le service de la bibliothèque. Elle consacrait 14 510 \$ à la culture en 1993, soit 13.04 \$ par habitant. La municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc ne s'est pas donnée de structure, de mission ni d'objectifs pour encadrer son intervention culturelle (la *Société de développement touristique et social agit simplement comme porte-dossier dans le cas du Vieux-moulin). L'intervention municipale consiste à dispenser le service de la bibliothèque en collaboration avec le CRSBP. La municipalité met également à la disposition des citoyens un piano pour les ateliers de formation. Au niveau patrimonial, Sainte-Jeanne-d'Arc gère et anime le site du Vieux-moulin et a aménagé une halte d'interprétation au Pont couvert. La municipalité informe sur les activités culturelles se déroulant sur son territoire par le biais de son bulletin municipal et promeut ses sites en publiant un dépliant et en contribuant à la Société touristique de la MRC de Maria-Chapdelaine. En 1993, Sainte-Jeanne-d'Arc consacrait 14 510 \$ à son intervention culturelle, soit 3,9% de ses dépenses totales. En 1991 et 1992, cette proportion s'élevait respectivement à 3,6% et 4,1%. En 1993, 75% de ces dépenses étaient reliées à la gestion et à l'animation du Vieux-moulin.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité dispense le service de la bibliothèque et possède également un piano qui sert pour les ateliers de formation. Au niveau de la protection et de la mise en valeur patrimoniale, elle gère et anime le site du Vieux-moulin et a aménagé une halte au Pont couvert. Elle s'occupe de promouvoir ces sites. La municipalité informe également sur les activités culturelles par le biais de son bulletin.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque. Le gouvernement du Canada (projet Défi) pour financer l'animation au Vieux-moulin.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer Domaine-des-chutes (bibliothèque).
Vieux-moulin (site patrimonial).
Pont Couvert (site patrimonial).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Sainte-Jeanne-d'Arc

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	286 714 \$	334 691 \$	368 190 \$
Dépenses culturelles brutes	10 409 \$	13 709 \$	14 510 \$
Par habitant	9.21 \$	12.32 \$	13.04 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	5 163 \$	4 578 \$	5 943 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	5 246 \$	9 131 \$	8 567 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	3,6	4,1	3,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	6 200 \$	7 200 \$	8 975 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	940 \$	2 030 \$	1 312 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	600 \$	600 \$	600 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0 \$
	<u>Part de la municipalité</u> 0 \$

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1980: Halte au pont couvert.
1975: Fondation de la bibliothèque.
1974: Vieux-Moulin.
1971: 50e anniversaire de la municipalité.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Sainte-Monique

Répondant
Claire Desjardins
Secrétaire-trés. adjointe
TC.: 347-4368

Superficie de la municipalité en km²: 155,2

Date de création: 30-08-1930

MRC de Lac-Saint-Jean-Est

Population en 1994 (décret MAM): 910

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

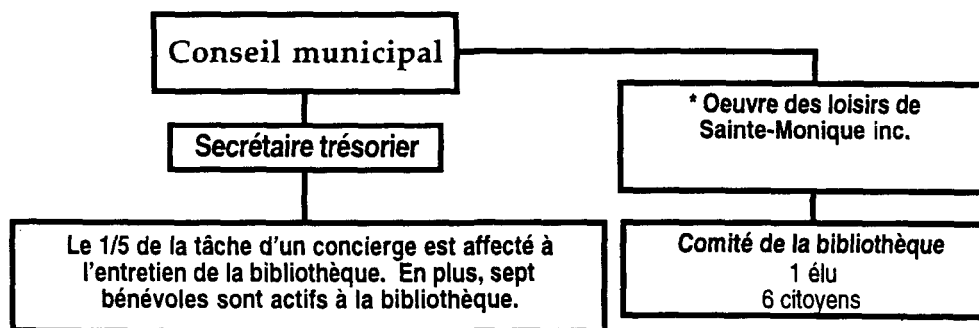
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 3

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de Sainte-Monique consiste à fournir le service de la bibliothèque, à y tenir des expositions en arts visuels et, depuis 1994, à offrir du soutien financier à l'auberge de l'Île-du-Repos (spectacles). La municipalité consacrait 9.25 \$ par habitant à la culture en 1993.

La municipalité ne s'est pas donnée de structure pour encadrer son intervention culturelle. Les Oeuvres des loisirs de Sainte-Monique, que l'on peut considérer comme une corporation para-municipale, ne font que transiter les sommes destinées au fonctionnement de la bibliothèque au comité la gérant. La cotisation au CRSBP et les coûts d'infrastructures sont directement assumés par le Conseil municipal. Sainte-Monique ne possède pas de mission ni d'objectifs pour guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à dispenser le service de bibliothèque et à diffuser des expositions dans le foyer culturel, le tout en collaboration avec le CRSBP. Notons qu'à partir de 1994, le Conseil municipal a décidé de supporter financièrement pendant 5 ans l'Auberge L'Île-du-repos dont une partie des activités est liée à la diffusion estivale de spectacles. En 1993, Sainte-Monique consacrait 8 420 \$ à son intervention culturelle nette, soit 1,4% de ses dépenses totales, une proportion parfaitement stable depuis 1991. En 1992, la municipalité a relocalisé le foyer culturel (aménagé au 2^e étage en 1988) au sous-sol de l'Auberge du Bon-temps. Aucun autre projet de développement des infrastructures ou services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre à ses citoyens le service de la bibliothèque et diffuse dans ses locaux des expositions en arts visuels. Elle diffuse au besoin de l'information sur les activités culturelles se déroulant sur son territoire par le biais de son bulletin.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre du soutien financier à l'Auberge l'Île-du-repos à partir de 1994. Elle n'offre aucun autre service aux organismes culturels ou aux artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) pour dispenser le service de bibliothèque.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Auberge du Bon-temps (foyer culturel).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Sainte-Monique

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	579 678 \$	581 630 \$	613 412 \$
Dépenses culturelles brutes	8 390 \$	8 390 \$	8 420 \$
Par habitant	9.12 \$	9.22 \$	9.25 \$
Revenus culturels totaux	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses culturelles nettes	8 390 \$	8 390 \$	8 420 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,4	1,4	1,4
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	8 390 \$	15 159 \$	5 000 \$
Dépenses immob.	8 390 \$	15 159 \$	5 000 \$
Revenus immob.	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	2 600 \$	2 600 \$	2 600 \$
Soutien financier total aux organismes	1 625 \$	1 625 \$	1 500 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	5 100 \$	5 100 \$	5 100 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	5 100 \$	0 \$	0 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

Il n'y a aucun projet actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	Indéterminés Indéterminée
---	---	------------------------------

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1992: Relocalisation du foyer culturel.
1988: Création du foyer culturel.
1980: 50e anniversaire de la municipalité.
1970: Fondation de la bibliothèque municipale.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Sainte-Rose-du-Nord

Répondant
Maryse Girard
Secrétaire-trésorière
TC.: 675-2250

Superficie de la municipalité en km²: 119,0

Date de création: 01-01-1942

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 408

Évolution de la population depuis 5 ans: diminution modérée

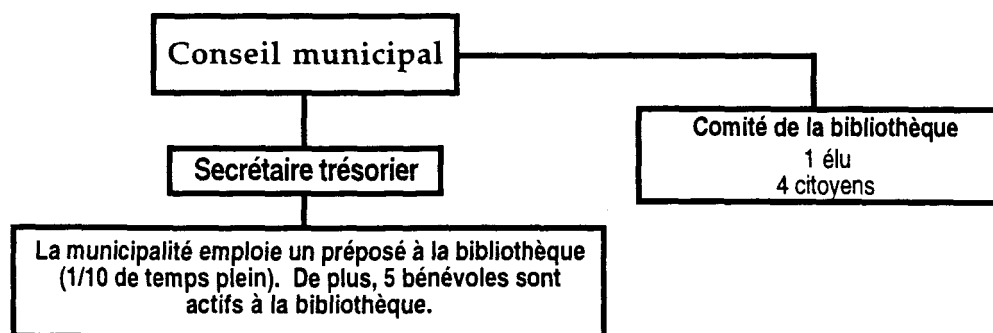
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 3

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Sainte-Rose-du-Nord consiste à offrir à ses citoyens le service de la bibliothèque dans le foyer culturel, récemment aménagé en 1993. La municipalité consacrait 3 486 \$ à la culture en 1993, soit 8.54 \$ par habitant.

La municipalité de Sainte-Rose-du-Nord ne s'est pas donnée de structure, de mission ou d'objectifs afin de guider son intervention culturelle. Celle-ci consiste à fournir un service de bibliothèque, supervisé par un comité formé de un élu et de quatre citoyens, en collaboration avec le Centre régional de services aux bibliothèques publiques. La municipalité publie également un bulletin afin d'informer sur les activités de la bibliothèque. En 1993, Sainte-Rose-du-Nord consacrait 3 486 \$, soit 1,7% de ses dépenses totales. Cette proportion fluctue depuis 1991 et 1992, alors qu'elle se chiffrait respectivement à 1,2% et 2,6%. Des dépenses d'immobilisations pour l'aménagement du foyer culturel ont totalisé 12 826 \$ en 1993 (dont 7 110 \$ provenant du ministère de la Culture et des Communications). Aucun projet de développement d'infrastructures ou de services culturels n'est actuellement envisagé.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque à ses citoyens et leur dispense de l'information sur les activités de la bibliothèque par le biais d'un bulletin.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité n'offre aucun service aux organismes et artistes.

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Mission et objectifs poursuivis

Aucune mission ou objectifs précis n'ont été identifiés à ce jour.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Le gouvernement du Québec pour le soutien financier à la construction du foyer culturel, le gouvernement du Canada (projet Défi) pour l'embauche du responsable de la biblio.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Édifice municipal (bibliothèque).

• Financement de l'intervention culturelle

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	147 116 \$	182 020 \$	209 529 \$
Dépenses culturelles brutes	1 810 \$	4 665 \$	3 486 \$
Par habitant	4.31 \$	11.43 \$	8.54 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	0 \$	1 440 \$	1 440 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	1 810 \$	3 225 \$	2 046 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	1,2	2,6	1,7
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	5 716 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	12 826 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	7 110 \$
Masse salariale des employés culturels	0 \$	1 440 \$	1 440 \$
Soutien financier total aux organismes	0 \$	0 \$	0 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	831 \$	831 \$	1 008 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	0 \$	0 \$	0 \$

• Projets de développement de services et d'infrastructures culturels

Aucun projet n'est actuellement envisagé.

<i>Investissements projetés d'ici les 5 prochaines années</i>	<u>Investissements totaux</u> 0 \$
	<u>Part de la municipalité</u> 0 \$

• Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle

1993: Foyer culturel.
1992: 50e anniversaire.
1973: Fondation de la bibliothèque.

Portrait-synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité de

Shipshaw

Répondant
Gary James
Secrétaire-trésorier
TC.: 542-6173

Superficie de la municipalité en km²: 78,5

Date de création: 15-04-1930

MRC du Fjord-du-Saguenay

Population en 1994 (décret MAM): 2768

Évolution de la population depuis 5 ans: stabilisation

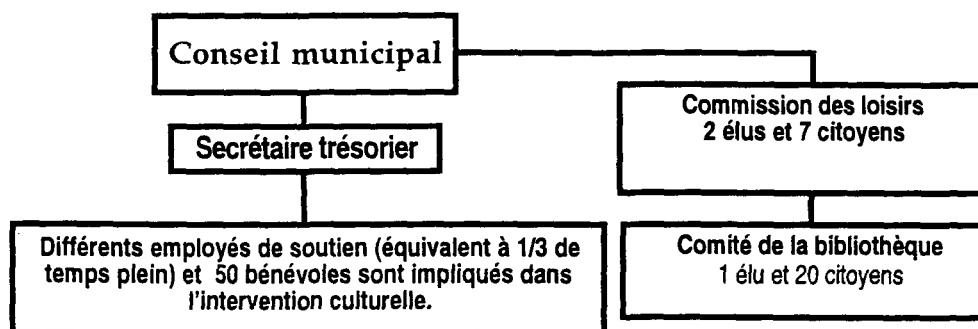
Nombre d'organismes, institutions, programmes de formation, équipements et autres éléments culturels recensés: 4

• Synthèse de l'intervention culturelle de la municipalité

L'intervention culturelle de la municipalité de Shipshaw consiste à offrir à ses citoyens, organismes et artistes une gamme de services variés dont, principalement, celui de la bibliothèque. La municipalité consacrait 31 828 \$ à la culture en 1993, soit 11.50 \$ par habitant.

Shipshaw s'est donnée une structure, la Commission des loisirs, afin de superviser son intervention dans le secteur des loisirs, et celle concernant plus spécifiquement la culture. Le mandat attribué à cette commission identifie de grands objectifs, dont ceux concernant l'amélioration des équipements/infrastructures et la satisfaction des besoins culturels des citoyens. La municipalité a adopté, en 1985, une politique qui la contraint à consacrer 4% de son budget total aux loisirs et à la culture. Shipshaw offre une gamme de services à sa population (bibliothèques, diffusion en arts visuels et arts de la scène, tarifs préférentiels, locaux/équipements, ateliers de formation, protection/mise en valeur du patrimoine, information/promotion) et aux organismes et artistes (soutien financier, ressources humaines, techniques, équipements/infrastructures, information/promotion). En 1993, la municipalité consacrait 31 828 \$ à son intervention culturelle, soit 1,9% de ses dépenses totales, une baisse de 0,5 % par rapport à 1991. En 1993, 71% des dépenses culturelles se concentraient au service de bibliothèque. Après avoir relocalisé son foyer culturel «Sud» en 1994, la municipalité prévoit se doter de locaux adéquats pour loger les ateliers de formation.

• Organigramme de l'intervention culturelle



• Services culturels offerts à la population

La municipalité offre le service de la bibliothèque, de diffusion en arts visuels et en arts de la scène, des ateliers de formation en musique, arts visuels et danse, des tarifs préférentiels et le prêt de locaux. Au niveau patrimonial, la municipalité a fait le recensement et l'évaluation de son territoire, adopté des règlements et des incitatifs à la restauration. Elle informe et promeut les activités culturelles (bulletin, dépliant, etc.).

• Services culturels réclamés

Aucun nouveau service culturel n'est actuellement réclamé par les citoyens, organismes ou artistes.

• Partenaires de la municipalité en matière culturelle

Le CRSBP pour dispenser le service de bibliothèque. Le gouvernement du Québec a collaboré au financement du foyer culturel. La commission scolaire prête des locaux à l'École Bois-Joly.

• Services culturels aux organismes et artistes

La municipalité offre aux organismes du soutien financier, des ressources humaines, des services techniques, des locaux et des équipements ainsi que des services d'information et de promotion sur leurs activités. La municipalité offre aux artistes du soutien financier et des locaux.

• Mission et objectifs poursuivis

Des objectifs s'appliquant à l'ensemble du secteur «loisirs» prévoient: l'amélioration des équipements /infrastructures, la réponse à donner aux besoins culturels des citoyens, que la municipalité consacre 4% de son budget aux loisirs et à la culture.

• Équipements/infrastructures culturels utilisés

Foyer culturel «Nord» (sous-sol de l'église), Édifice municipal (Foyer culturel «Sud»), Centre communautaire (ateliers), Station récréative (spectacles), École Bois-Joly (spectacles, pratiques).

• **Financement de
l'intervention culturelle**

Shipshaw

	<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
Dépenses totales de la municipalité	1 508 149 \$	1 704 835 \$	1 715 178 \$
Dépenses culturelles brutes	35 452 \$	31 056 \$	31 828 \$
Par habitant	11.70 \$	11.22 \$	11.50 \$
<u>Revenus culturels totaux</u>	557 \$	603 \$	481 \$
<u>Dépenses culturelles nettes</u>	34 895 \$	30 453 \$	31 347 \$
% des dépenses culturelles brutes vs dépenses totales municipalité	2,4	1,8	1,9
Dépenses nettes pour des immobilisations culturelles	0 \$	0 \$	3 000 \$
<u>Dépenses immob.</u>	0 \$	0 \$	3 000 \$
<u>Revenus immob.</u>	0 \$	0 \$	0 \$
Masse salariale des employés culturels	12 000 \$	12 000 \$	12 000 \$
Soutien financier total aux organismes	3 750 \$	3 750 \$	3 750 \$
Dépenses totales pour les équi- pements/ infrastructures culturels	4 850 \$	4 850 \$	4 850 \$
Dépenses totales pour initiatives de communic./mise en marché culturelle	500 \$	500 \$	500 \$

• **Projets de développement de services et d'infrastructures culturels**

La municipalité se propose de combler à court terme ses besoins en infrastructures dans les domaines de la musique et de la danse.

<u>Investissements projetés</u> <u>d'ici les 5 prochaines années</u>	<u>Investissements totaux</u> <u>Part de la municipalité</u>	100 001 \$ à 250 000 \$ 50 001 \$ à 100 000 \$
---	---	---

• **Repères historiques relatifs à l'intervention culturelle**

1994: Relocalisation du Foyer culturel «Sud».
 1992: Aménagement de la station récréative.
 1985: Relocalisation du Foyer culturel «Nord», adoption du règlement du 4%.
 1983: Construction du Centre communautaire et formation de la corporation du centre communautaire.
 1977: Fondation de la bibliothèque «Sud».
 1976: Fondation de la bibliothèque «Nord».
 1960: Commission des loisirs.



Annexe 2

Liste des sigles ou acronymes

ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
BCP	Bibliothèque centrale de prêts (ancienne appellation du CRSBP)
BSQ	Bureau de la statistique du Québec
CALQ	Conseil des arts et des lettres du Québec
CHAR	Centre historique et aquatique de Roberval
CIBRO	Centre d'interprétation des battures et de réhabilitation des oiseaux
CNE	Centre national d'expositions de Jonquière
CRC	Conseil régional de la culture
CRCD	Conseil régional de concertation et de développement
CRSBP	Centre régional de services aux bibliothèques publiques
MAM	Ministère des Affaires municipales du Québec
MCC	Ministère de la Culture et des Communications du Québec
MLCP	Ministère des loisirs, de la chasse et de la pêche du Québec (n'existe plus)
MRC	Municipalité régionale de comté
RMR	Région métropolitaine de recensement
RRSSS	Régie de la Santé et des Services sociaux
OTJ	Office des terrains de jeux
PADÉL	Programme d'aide au développement des équipements de loisirs
PAFÉC	Programme d'aide financière aux équipements culturels
SQDM	Société québécoise de développement de la main-d'œuvre
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi
UMQ	Union des municipalités du Québec
UMRCQ	Union des municipalités régionales de comté du Québec



Annexe 3

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

• PAR MUNICIPALITÉ •

	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
Albanel					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	Leclerc M. musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Les Éditions Françoise-Marois	Privé	Lettres et livres		Éditeur
Alma					
	Atelier d'art d'Alma	OSBL	Arts visuels		École
	*Atelier d'estampe Sagamie	OSBL	Arts visuels	Estampe	Centre d'artiste
	Auditorium d'Alma	Municipal	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
	Bibliothèque du Cégep d'Alma	Cégep	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Bibliothèque municipale d'Alma	Cégep	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Biennale du dessin, de l'estampe et du papier	OSBL	Arts visuels		Événement
	Bijouterie Aux Pierres Fines-Atelier Jean	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Boutique L'Ère du Verseau	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Boutique /village historique Val Jalbert	OSBL	Métiers d'art		Boutique
	Cégep d'Alma, dép. de musique	MÉQ	Arts d'interprétation	Musique	École
	Centre de production médiatique/ Collège	MÉQ	Arts visuels		Cégep
	Centre vidéo-détente	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Chorale Aquilon		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chorale Saint-Sacrement		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Cinéma du Complexe	Privé	Cinéma-vidéo		Salle de cinéma
	Club de photo Télécino	OSBL	Arts visuels	Photographie	Club de photo
	Club international vidéo-film	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Comité du patrimoine sacré	OSBL	Patrimoine		Association
	*Conseil régional de la culture	OSBL	Concertation		Régional
	*Corporation des métiers d'art du SLSTJ	OSBL	Métiers d'art		Association
	*CRSBP (Centre régional de services aux biblios publiques)	OSBL	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Danse Lab-Pildowi	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Troupe
	Département des Arts/Cégep d'Alma	MÉQ	Arts visuels		Cégep
	Département Lettres et Langues (Cégep Alma)	MÉQ	Lettres et livres		Cégep
	Dilou vidéo	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Ébénisterie/Cégep d'Alma	MÉQ	Métiers d'art		Cégep
	*École de formation musicale d'Alma	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	*Fédération des sociétés d'histoire du LSTJ	OSBL	Patrimoine		Association
	Festirame (Festivalma)	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Festival
	Festival de cinéma AfriQuébec	OSBL	Cinéma-vidéo		Événement
	Galerie Encadratech enr.	Privé	Arts visuels		Galerie
	GD Musique Claude	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Harmonie Jeannoise		Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
	*Interaction Qui Itée	OSBL	Arts visuels		Regroupement
	Jello musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillant
	Ken son et musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	La Maison bleue	Privé	Métiers d'art		Boutique
	La RIA	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	*Langage Plus	OSBL	Arts visuels		Centre d'artiste
	Le Prisme culturel inc. (Studio d'Alma)	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Ecoles
	Le Violon dingue	Privé	Art d'interprétation	Diffusion	Salle
	Les Ateliers de danse sociale du LSTJ	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	Les Balladins		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Les Éditions du Royaume	Privé	Lettres et livres		Éditeur
	Les Éditions Marie-Lune	Privé	Lettres et livres		Éditeur
	Les Magiciens de l'Accordéon	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Événement
	Les Vues animées d'Alma	OSBL	Cinéma-vidéo		Ciné-club

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

• PAR MUNICIPALITÉ •

Alma	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
	*Librairie Antonio Girard	Privé	Lettres et livres		Librairie
	*Librairie Harvey Enr.	Privé	Lettres et livres		Librairie
	*Librairie Leclerc Ltée	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Musée d'Alma	OSBL	Patrimoine		Musée
	Place Festirame	OSBL	Art d'interprétation	Diffusion	Place
	Quatuor Saxophonie		Arts d'interprétation	Musique	Groupe
	Salle de la Biennale	OSBL	Arts visuels		Galérie
	Salle La Tourelle	Collège	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
	Salles de la CRSBP	OSBL	Arts visuels		Galérie
	Salon de l'Aquarelle - Aquarelle en ville	OSBL	Arts visuels	Aquarelle	Événement
	Service des loisirs / Alma	Municipal	Service		Services des
	Servidéo	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	*Société d'histoire du Lac-Saint-Jean	OSBL	Patrimoine		Société d'histoire
	Théâtre d'été / de La Dam-en-Terre	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Théâtre d'été
	Théâtre Populaire d'Alma	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	Troupe de danse folklorique d'Alma	Privé	Arts d'interprétation	Danse	Troupe

Bégin

Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
---	------------	-------------------	--	--------------

Canton-Tremblay

En 3 dimensions	Privé	Métiers d'art		Boutique
-----------------	-------	---------------	--	----------

Chambord

Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Carrefour Val-Jalbert	Privée	Métiers d'art		Boutique
Comité culturel	Municipale	Ateliers		
Comité de la salle communautaire	Municipale	Équipements		
Commission des loisirs	Municipale	Loisirs et culture		
Site DcEx-1	OSBL	Patrimoine	Bien culturel classé	Site archéologique
Village historique de Val-Jalbert	OSBL	Patrimoine		Site

Chicoutimi

A&A musique	Privé	Art d'interprétation	Musique	Détaillant
*Académie de ballet du Saguenay	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
Activité économique 02	Privé	Communication	Revue	Régional
Agence musicale Le Mélomane	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
Alibi	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Groupe
Ancient couvent des Sœurs Antoniennes	Privé	Patrimoine	Bien culturel reconnu	Monument
Archambeault (division-librairie)	Privé	Lettres et livres		Librairie
Archambeault musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillant
Association des amateurs d'antiquité	OSBL	Patrimoine	Antiquités	Organisme
Association des artisans de la ceinture	OSBL	Métiers d'art		Association
Association des cinémas parallèles	OSBL	Cinéma-vidéo		Association
Association des sculpteurs de Chicoutimi	OSBL	Arts visuels	Sculpture	Association
Association régionale de l'Aquarelle	OSBL	Arts visuels	Aquarelle	Organisme
Associations écrivains/écrivaines S-L.-St-Jean	OSBL	Lettres et livres		Association
*Atelier de théâtre le Frou-Frou	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
*Atelier L'Oreille coupée	OSBL	Arts visuels	Arts visuels	Centre d'artiste
Au bel objet	Privé	Patrimoine	Antiquités	Antiquaire
Auditorium Beauchamp (Hôpital de Chicoutimi)	Hôpital	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
Auditorium de l'UQAC	UQ	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
Auditorium Dufour	Collège	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium

Chicoutimi	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
Bacc. d'enseignement études françaises	UQ	Lettres et livres			Université
Bacc. en enseignement de l'histoire (UQAC)	UQ	Patrimoine			Université
Bacc. en études littéraires françaises (UQAC)	UQ	Lettres et livres			Université
Baccalauréat d'enseignement en arts (UQAC)	UQ	Arts visuels			Université
Baccalauréat en histoire (UQAC)	UQ	Patrimoine			Université
Baccalauréat interdisciplinaire en arts (UQAC)	UQ	Arts visuels			Université
Bibliothèque du Cégep de Chicoutimi	Cégep	Lettres et livres			Bibliothèque
Bibliothèque du l'Université du Québec à Chic.	UQ	Lettres et livres			Bibliothèque
*Bibliothèque municipale de Chicoutimi	Municipal	Lettres et livres			Bibliothèque
Bibliothèque Saint-Isidore (CRSBP)	Municipal	Lettres et livres			Bibliothèque
Bibliothèque Saint-Nom-de-Jésus (CRSBP)	Municipal	Lettres et livres			Bibliothèque
Bouquinerie Jacques-Cartier enr.	Privé	Lettres et livres			Librairie
Boutique d'artisanat Lisette Lavoie enr.	Privé	Métiers d'art			Boutique
Boutique des métiers d'art du	Privé	Métiers d'art			Boutique
Boutique Jocelyne Noël	Privé	Métiers d'art			Boutique
Boutique Nature Sauvage	Privé	Arts visuels			Galerie
Boutique Québecor	Privé	Arts d'interprétation	Musique		Détaillant
Bureau et magasin Price	Privé	Patrimoine	Bien culturel reconnu		Monument
Carnaval souvenir de Chicoutimi	OSBL	Patrimoine			Événement
Centre 413	Privé	Arts d'interprétation	Danse		École
Centre d'archives du Séminaire de Chicoutimi	Diocésain	Patrimoine			Archive
Centre d'études amérindiennes	UQ	Patrimoine			Amérindien
Centre des orchestres Sélect	Privé	Arts d'interprétation	Musique		Producteur
Centre régional Archives nationales du Québec	MCC	Patrimoine			Archive
Centre socio-culturel de Chicoutimi	Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion		Centre culturel
Cercle de la plume	OSBL	Lettres et livres			Association
Certificat en archéologie (UQAC)	UQ	Patrimoine			Université
Certificat en archivistique (UQAC)	UQ	Patrimoine			Université
Certificat en arts visuels (UQAC)	UQ	Arts visuels			Université
Certificat en cinéma et en vidéo (UQAC)	UQ	Cinéma-vidéo			Université
Certificat en enseignement des arts (UQAC)	UQ	Arts visuels			Université
Certificat en rédaction (UQAC)	UQ	Lettres et livres			Université
Certificat en théâtre (UQAC)	UQ	Arts d'interprétation	Théâtre		Université
Certificat en théorie et histoire de l'art (UQAC)	UQ	Patrimoine			Université
Certificat en théories et histoire de l'art (UQAC)	UQ	Arts visuels			Université
Chœur Soleil	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Chœur symphonique de l'Orchestre	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Chorale de la Cathédrale		Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Chorale Émotion	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Chorale Les Frangines	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Chorale Sainte-Cécile	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Ciné-Club de Chicoutimi	OSBL	Cinéma-vidéo			Ciné-club
Ciné-parc Saguenay inc.	Privé	Cinéma-vidéo			Ciné-parc
Cinéma Impérial	Privé	Cinéma-vidéo			Salle de cinéma
Cinéma Place du Royaume	Privé	Cinéma-vidéo			Salle de cinéma
Club de photo de Chicoutimi	OSBL	Arts visuels	Photographie		Club de photo
Club international Vidéo-film	Privé	Cinéma-vidéo			Club vidéo
Club vidéo Le Dépannot	Privé	Cinéma-vidéo			Club vidéo
Comité d'art sacré	OSBL	Patrimoine			Organisme
Comité des usagers de la bibliothèque	Municipale	Lettres et livres			Organisme
Comptoir musical Gaudreault	Privé	Arts d'interprétation	Musique		Vente
Conception cuir	Privé	Métiers d'art			Boutique
Concours de la Plume saguenéenne	OSBL	Lettres et livres			Concours
Concours de musique du Québec et du Canada	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Événement

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

• PAR MUNICIPALITÉ •

Chicoutimi	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
	Conservatoire de musique du Québec	MCC	Arts d'interprétation	Musique	École
	Coop. de développement culturel de Chicoutimi	OSBL	Art d'interprétation	Diffusion	Diffuseur
	Corporation 7 soirs jazz	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Diffuseur
	*Corporation de l'OSR	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
	Corporation des arts du fjord du Saguenay	OSBL	Arts visuels		Association
	Couloir-expo et catacombes	Municipal	Arts visuels		Galerie
	Créations Chamberland-Aubé joaillier	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Créations Fée-Line	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Département de Lettres (Cégep de Chicoutimi)	MÉQ	Lettres et livres		Cégep
	Département des Arts/Cégep de Chicoutimi	MÉQ	Arts visuels		Cégep
	Dilou vidéo	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Discus	Privé	Arts d'interprétation	Musique-vidéo	Détaillant
	École de communication orale et d'art	Privé	Arts d'interprétation	Théâtre	École
	École de danse Aline Dchesne	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	*École de danse Florence-Fourcaudot	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
	École de danse Jocelyne et Rémi	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	École de danse Les Farandoles	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
	École de danse Rémy Morissette	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	*École de musique et de solfège de Chicoutimi	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	Éditions Myrtille inc.	Privé	Lettres et livres		Éditeur
	*Ensemble folklorique Les Farandoles	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Troupe
	Ensemble lyrique du Saguenay	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Ensemble vocal du Fjord	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	*Espace Virtuel	OSBL	Arts visuels	Art actuel	Centre d'artiste
	Exposition régionale agricole de Chicoutimi	Privé	Arts d'interprétation	Diffusion	Festivals
	Festival de jazz	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Événement
	Folko-fête internationale de Chicoutimi	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Événement
	Fondation des amis des écrivains	OSBL	Lettres et livres		Association
	Fondation régionale du patrimoine	OSBL	Patrimoine		Association
	Fonds Dubuc	OSBL	Patrimoine	Bien culturel reconnu	Bien historique
	Galerie d'art La Corniche	Privé	Arts visuels		Galerie
	Galerie d'art Louca	Privé	Métiers d'art		Galerie
	Galerie La Boétie	Privé	Métiers d'art		Boutique
	*Galerie Séquence	OSBL	Arts visuels	Photographie	Centre d'artiste
	Groupe Vision-marketing 1989	Privé	Cinéma-vidéo		Publicité
	I.R.E.P. (Institut interu. recherches/populations)	Interuniversitaire	Patrimoine		Génétique
	Jardin de l'Oeil (Le)	Privé	Arts visuels		Galerie
	Jeunesses musicales (Chicoutimi)	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Diffuseur
	Jeunesses musicales du Canada (Chicoutimi)	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Diffuseur régulier
	Journal Lubie	Privé	Médias		Presse écrite
	Kébec disques	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillant
	L'Ensemble vocal du Fjord	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	L'Oeuvre de l'autre	OSBL	Arts visuels		Centre d'artiste
	La Galerie de la nature	Privé	Arts visuels		Galerie
	*La Pulperie de Chicoutimi	OSBL	Patrimoine		Site
	Laboratoire d'archéologie	UQ	Patrimoine		Archéologie
	Le GRH (Groupe de recherche sur l'histoire)	OSBL	Patrimoine		Histoire
	Le Mélomane	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Le Terroir enr.	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Studio
	*Les Amis de Chiffon	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	Les Amis de l'orgue	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
	Les Ancêtres du Saguenay	Privé	Arts d'interprétation	Danse	Troupe
	Les Annales Akachiques	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Les Éditions de La Marelle	Privé	Lettres et livres		Éditeur

Chicoutimi	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
	Les Éditions Gaémon	Privé	Lettres et livres		Éditeur
	*Les Éditions J.C.L. inc.	Privé	Lettres et livres		Éditeur
	Les Maîtres encadreur	Privé	Arts visuels		Galérie
	Les petits chanteurs de la cathédrale	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	*Les Productions du C.E.M. inc.	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Producteur-diffuseur
	Les Productions Quid novi	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Diffuseur
	*Les Têtes heureuses	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	Librairie du Royaume	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Librairie Eso-santé	Privé	Lettres et livres		Librairie
	*Librairie Garneau Ltée	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Librairie l'Avant-Garde	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Librairie L'Obène	Privé	Lettres et livres		Librairie
	*Librairie La Source (documentation religieuse)	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Librairie Le Signet	Privé	Lettres et livres		Librairie
	*Librairie Les Bouquinistes	Privé	Lettres et livres		Librairie
	*Librairie régionale inc.	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Lutherie Yvon Robert	Privé	Métiers d'art		Boutique
	*Maison-musée Arthur Villeneuve	OSBL	Patrimoine		Musée
	Maîtrise en arts plastiques (UQAC)	UQ	Arts visuels		Université
	Maîtrise en études littéraires françaises (UQAC)	UQ	Lettres et livres		Université
	Maîtrise en études littéraires (UQAC)	UQ	Lettres et livres		Université
	Midi-Trente	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Groupe
	Ministère de la Culture et des Communications	Gouvernemental			Ministère
	ML Importations	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillants
	*Musée du Saguenay-Lac-Saint-Jean	OSBL	Patrimoine		Musées
	Music World	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillants
	Music World concept	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillants
	Musique Christian enr.	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Office national du film	Ministère du	Cinéma-vidéo		Institution
	Opéra plume	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
	Orchestre de chambre de l'OS du SLStJ	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Orchestre
	Orchestre des jeunes de l'OS du SLStJ	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Orchestre
	*Orchestre symphonique du SLStJ	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Orchestre
	Piano plus MP	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Place du Vieux-Port	Municipal	Art d'interprétation	Diffusion	Place
	Popmusic (la Clef de sol)	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillant
	Poste de traite de Chicoutimi		Patrimoine	Bien culturel classé	Site archéologique
	Pouvoir théorique bleu	OSBL	Arts visuels		Association
	Productions musicales Pierre Boivin	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Producteur-détailla
	Programme Sports-Arts-Études	Scolaire	Arts d'interprétation	Musique	École
	Protée	OSBL	Médias		Revue
	Quatuor Alcan de l'OS du SLStJ	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Orchestre
	Quintette à vent de l'OS du SLStJ	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Orchestre
	Rassemblement des cordes du SLStJ	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Événement
	Rendez-vous du film et de la vidéo sur l'art	OSBL	Cinéma-vidéo		Événement
	Saguenay Vision enr.	Privé	Cinéma-vidéo		Publicité
	Saguenayensia	OSBL	Médias		Revue
	Salle de l'hôtel La Saguenéenne	Privé	Art d'interprétation	Diffusion	Salle
	Salle Le Ménestrel	Municipal	Art d'interprétation	Diffusion	Salle
	Service des loisirs / Chicoutimi	Municipal	Service		Services des
	Servidéo (Chicoutimi)	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Servidéo (Chicoutimi-nord)	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Session musicale Intermezzo	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	Société de gestion de la zone portuaire	Para-municipale	Arts d'interprétation	Diffusion	Diffuseur

• **PAR MUNICIPALITÉ** •

Chicoutimi

Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
Société généalogique du Saguenay	OSBL	Patrimoine		Société d'histoire
*Société historique du Saguenay	OSBL	Patrimoine		Société d'histoire
Solution Publicité	Privé	Cinéma-vidéo		Publicité
Superclub Vidéotron	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
Table de coordination des archives privées	OSBL	Patrimoine		Regroupement
TACAR-02	OSBL	Arts visuels		Association
Technique en architecture/Cégep de Chicoutimi	MÉQ	Patrimoine		Cégep
Théâtre d'été de la Pulperie de Chicoutimi	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Théâtre d'été
Théâtre d'été / Hôtel Le Montagnais	Privé	Arts d'interprétation	Théâtre	Théâtre d'été
Théâtre le Trac-T-Heure	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
TREL L'Art-à-Porter	Privé	Métiers d'art		Boutique
Troupe de la Gaillarde (aînés)	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
Vidéo centre-ville	Privé	Arts d'interprétation	Musique-vidéo	Détaillant
Vidéoflex	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
Yvonick Desbiens musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente

Delisle

Bibliothèque Delisle affiliée CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Bibliothèque St-C-de-M. CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Chorale Saint-Cœur-de-Marie		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Le Prisme culturel inc. (Studio de Delisle)	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Ecoles
Poterie-métier	Privé	Métiers d'art		Boutique
Service des loisirs / Delisle	Municipal	Service		Service des loisirs
Toutemptions		Arts d'interprétation	Musique	Chorale

Desbiens

Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
*Centre d'interprétation de la Métabetchouan	OSBL	Patrimoine		Centre
Centre VVF	OSBL	Arts d'interprétation		Événement
Comité culturel de Desbiens	OSBL	Arts d'interprétation		Événement
Comité du 350e	Municipale	Patrimoine		Événement
Musée de la motoneige	Privée	Patrimoine		Musée
Poudrière de Desbiens	OSBL	Patrimoine	Bien culturel classé	Monument
Service des loisirs/ Desbiens	Municipale	Service		Service des loisirs

Dolbeau

Auditorium de la Polyvalente Jean-Dolbeau	Scolaire	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
*Bibliothèque municipale de Dolbeau	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
Centre Astro de Dolbeau	OSBL	Patrimoine		Centre
*Comité des spectacles de Dolbeau	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Régulier
École de danse Monique et Jean-Pierre	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
GB électronique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
Gestion Arpidôme/ Dolbeau	Municipal	Service		Service des loisirs
Harmonie Jean-Dolbeau		Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
La Grande scène (Dix jours Western Dolbeau)	OSBL	Art d'interprétation	Diffusion	Place
Le Festival de l'Environnement	OSBL	Arts visuels	Diffusion	Exposition
Le Regroupement des artistes et artisans	OSBL	Arts visuels		Organisme
Les dix jours Western de Dolbeau (juillet)	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Festivals
Les Joyeux Copains		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
*Librairie Centrale Ltée	Privé	Lettres et livres		Librairie
*Librairie Leclerc Ltée	Privé	Lettres et livres		Librairie
*Soc. d'histoire/généalogie Maria-Chapdelaine	OSBL	Patrimoine		Société d'histoire

	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
Ferland-et-Boileau					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Girardville					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité) Comité culturel	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque Organisme
Hébertville					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	Chorale d'Hébertville		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chorale du Dimanche		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chorale du Samedi		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Comité des loisirs intermun. Sud (CLIS)	Municipal	Service		Service des loisirs
	Service des loisirs / Hébertville	Municipal	Service		Service des loisirs
Hébertville-Station					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	Musée de la faune	Privé	Patrimoine		Musée
Jonquière					
	Agence musicale GD	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
	Association québécoise des loisirs	OSBL	Patrimoine		Association
	Atelier d'arts plastiques	Municipal	Arts visuels		École
	*Atelier de musique de Jonquière	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	ATM / Cégep de Jonquière	MÉQ	Cinéma-vidéo		Cégep
	Au Fouin'Art inc.	Privé	Métiers d'art		Boutique
	*Biblio. municipale de Jonquière (Arvida)	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Biblio. municipale de Jonquière (Centre-ville)	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Biblio. municipale de Jonquière (Kénogami)	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
	Bibliothèque du Cégep de Jonquière	Cégep	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Café-Théâtre «Le Côté-Cour»	OSBL	Art d'interprétation	Diffusion	Café-théâtre
	Centre culturel de Jonquière	Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion	Centre culturel
	Centre d'art et d'artisanat du Saguenay	Privé	Arts visuels-Métiers		Galerie-Boutique
	*Centre national d'exposition	Municipal	Arts visuels		Centre d'expo
	Chœur Amadeus		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chœur du Saguenay	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chœur du Saguenay de Jonquière		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chœur Prélude		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chorale Jeunesse en cœur		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Ciné-club de Jonquière	OSBL	Cinéma-vidéo		Ciné-club
	Cinéma de Jonquière	Privé	Cinéma-vidéo		Salle de cinéma
	Club de photo J.A.K.		Arts visuels	Photographie	Club de photo
	Club de Work-out-Ballet-Jazz	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	Club international Vidéo-film	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Club Vidéogie	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Concordance		Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
	Créations Tête-folle	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Département de Lettres (Cégep de Jonquière)	MÉQ	Lettres et livres		Cégep
	Département des Arts/Cégep de Jonquière	MÉQ	Arts visuels		Cégep
	Disques Polysons	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillant
	École de danse sociale populaire	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	*École de danse Suzanne Maltais-Gagnon	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École

• PAR MUNICIPALITÉ •

Jonquière	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
	ÉNAM	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	Ensemble lyrique du Saguenay		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	*Festival des musiques de création	OSBL	Arts d'interprétation		Événement
	Festival Mots et merveilles	OSBL	Lettres et livres	Diffusion	Événement
	Gala du livre du Saguenay—Lac-Saint-Jean	OSBL	Lettres et livres		Événement
	Galerie d'art Signature	Privé	Arts visuels		Galerie
	GD musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Groupe Accord		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Harmonie Saguenay de Jonquière		Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
	Institut des arts du Saguenay	OSBL	Arts visuels		Gestion
	Jeunesses musicales du Canada (Jonquière)	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Diffuseur
	Jonquière en harmonie	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Événement
	Jonquière en musique	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Musique
	Jonquière en neige	OSBL	Arts visuels		Arts visuels
	Kébec disque	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détailant
	L'an Verre	Privé	Métiers d'art		Boutique
	L'Atelier de danses sociales du Saguenay	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	*La Rubrique	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	*La Semaine mondiale de la Marionnette	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Événement
	La voix des Aînés		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Le Prisme culturel inc. (JAK)	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Ecoles
	Les Amis de l'orgue du Saguenay	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Diffuseur
	Les Éditions Aza	Privé	Lettres et livres		Éditeur
	Les Gais lutins		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Les Héritiers	Privé	Arts d'interprétation	Danse	Troupe
	Les Mains agiles	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Les Productions Claude Bérubé	Privé	Cinéma-vidéo		Producteur
	Les Productions de la Chasse-Galerie	Privé	Cinéma-vidéo		Producteurs
	Les Productions du Fjord	Privé	Cinéma-vidéo		Producteurs
	Les voix du Bel-Age		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Les Vues animées de Jonquière	OSBL	Cinéma-vidéo		Ciné-club
	Librairie L'Améthyste	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Maison communautaire de Jonquière	OSBL	Patrimoine		Site
	Maison des arts (Le Rêve Bleu)	Privé	Arts visuels-Métiers		Galene-Boutique
	Mouvement Francité	OSBL	Patrimoine		Association
	Musée Sir William-Price	OSBL	Patrimoine		Centre
	Place Nikitoutagan	Municipal	Art d'interprétation	Diffusion	Place
	Poterie Saguenay	Privé	Métiers d'art		Boutique
	*Procure de Jonquière Ltée	Privé	Lettres et livres		Librairie
	*Producson	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Diffuseur
	Quatuor Bleu et demi	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Orchestre
	Salle François-Brassard	Collège	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
	Salle Le Côté-Cour	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Théâtre d'été
	Salle Pierrette Gaudreault	Municipal	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
	*Salon du livre du Saguenay—Lac-Saint-Jean	OSBL	Lettres et livres		Événement
	Service des loisirs / Jonquière	Municipal	Service		Service des loisirs
	Servidéo	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Servidéo (Les Collectionneurs)	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Session musicale Intermezzo	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	*Société des arts lyriques du Royaume	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
	Sonor		Arts d'interprétation	Musique	Groupe
	Studio de danse 4150	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	Studio de danse Berny	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	Studio de danse Rosaire-Fortin	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

• PAR MUNICIPALITÉ •

Jonquière	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
	Studio Lha-C-Art majeur enr.	Privé	Arts d'interprétation	Musique	École
	Superclub Vidéotron	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Supervideo 2000	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Technique de documentation/Cégep Jonquière	MEQ	Patrimoine		Cégep
	Troupe Arc-en-sons		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Vidéo-femmes	OSBL	Cinéma-vidéo		Distributeur
L'Anse-Saint-Jean					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	Pont couvert de l'Anse-Saint-Jean		Patrimoine		Site
	Symposium «Village en couleurs»	OSBL	Arts visuels		Événement
L'Ascension					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
La Baie					
	Académie de ballet du Saguenay (Studio)	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
	*Art contemporain régional inc.	OSBL	Arts visuels		Regroupement
	Atelier des arts de La Baie	Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion	Centre culturel
	Au Vieux-théâtre de La Baie	Privé	Art d'interprétation	Diffusion	Salle
	*Bibliothèque municipale de La Baie	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
	Boutique Touverre	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Boutique / Victor Dallaire	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Chœur Saint-Alexis		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Club de photo de La Baie		Arts visuels	Photographie	Club de photo
	Club international Vidéo-film	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	École de danse Dynamik	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	*École de musique de La Baie	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	Fête des arts	Musée du Fjord	Événement	Arts visuels	
	Foyer de la culture de La Baie	Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion	Centre culturel
	Kébec disque	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillant
	La Fabuleuse histoire d'un Royaume	Municipal	Arts d'interprétation	Spectacles	Événement culturel
	*La Manivelle enchantée	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	La Nouaison	Privé	Métiers d'art		Boutique
	La Saguenéenne	Privé	Arts d'interprétation	Danse	Troupe
	Le Tour du monde de Jos Maquignon	Municipal	Arts d'interprétation	Spectacles	Événement culturel
	Les Céramiques S.L.	Privé	Métiers d'art		Boutique
	Les Concours de musique du Canada	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Événement
	Les Farandoles	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
	Les Mousquetaires	Marching band	Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
	Les Réalisations du Fjord Saguenay inc.	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Organisme
	Librairie du Fjord	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Maison John-Kane	Privé	Patrimoine	Bien culturel reconnu	Monument
	*Musée du Fjord	OSBL	Patrimoine		Centre d'exposition
	Orchestre harmonique de La Baie		Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
	Papeterie de La Baie	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Place du 150e (La Baie)	Municipal	Art d'interprétation	Diffusion	Place
	Regroupement des artistes Baieriverains		Arts visuels		Regroupement
	Service des loisirs / La Baie	Municipal	Service		Service des loisirs
	Servideo	Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
	Troupe La Saguenéenne	Privé	Arts d'interprétation	Danse	Troupe

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINTE-ANNE

• PAR MUNICIPALITÉ •

	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
La Doré					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Boutique / Moulin des pionniers	Privé	Métiers d'art			Boutique
Commission des loisirs	OSBL	Lettres et livres			Bibliothèque
Corporation de gestion du Centre culturel	OSBL	Équipement			Centre culturel
*Moulin des Pionniers de la Doré	OSBL	Patrimoine			Site
Labrecque					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Commission récréative de Lamarche	OSBL	Loisirs-culture			
Lac-à-la-Croix					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Chorale de Lac-à-la-Croix		Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Comité de jumelage Rouillac/Lac-à-la-Croix					
Musée de Lac-à-la-Croix	OSBL	Patrimoine			Centre
Service des loisirs/ Lac-à-la-Croix	Municipal	Service			Service des loisirs
Lac-Bouchette					
Association de Poterie		Métiers d'art			Organisme
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Chapelle Saint-Antoine-de-Padoue	Privé	Patrimoine	Bien culturel classé		Monument
*Ermitage Saint-Antoine	Privé	Patrimoine			Site
Toiles de Charles-Huot	Privé	Patrimoine	Bien culturel classé		Œuvre d'art
Lac-Kénogami					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Comité culturel	Municipal	Arts visuels			Organisme
Musée Marguerite-Belley	Privé	Patrimoine			Musée
Profil sur verre	Privé	Métiers d'art			Atelier
Lamarche					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Léopold Maltais sculpteur	Privé	Métiers d'art			Atelier
Larouche					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Laterrière					
Aire de protection du moulin Père-Honorat	Privé	Patrimoine	Bien culturel classé		Aire de protection
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres			Bibliothèque
Chœur Intermède		Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Chorale Église Notre-Dame		Arts d'interprétation	Musique		Chorale
Chorale Picolo	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Chorale jeunes
Concours Opti-jeunesse		Arts d'interprétation	Musique		Événement
École de musique Murielle Fortin et Louissette	Privé	Arts d'interprétation	Musique		École
Église Notre-Dame	Privé	Patrimoine	Bien culturel classé		Monument
*Moulin du Père Honorat (Corporation)	OSBL	Patrimoine			Site
Presbytère	Privé	Patrimoine	Bien culturel classé		Monument
*Rendez-vous musical de Laterrière	OSBL	Arts d'interprétation	Musique		Événement
Salon des Artistes et artisans	OSBL	Métiers d'art			Association

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

• PAR MUNICIPALITÉ •

Laterrière	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
	Service des loisirs / Laterrière	Municipal	Service		Service des loisirs
Métabetchouan					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Camp musical du Lac-Saint-Jean	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	Chorale de Métabetchouan		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Club de danse Vol-au-vent	Privé	Arts d'interprétation	Danse	
	Comité du patrimoine religieux	Fabrique	Patrimoine	Conservation	
	Commission des loisirs / Métabetchouan	Municipal			
	Fête des arts		Arts d'interprétation	Multidisciplinaire	Événement
	Le Prisme culturel inc. (Métabetchouan)	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Ecoles
	Service des loisirs / Métabetchouan	Municipal	Service		Service des loisirs
Mistassini					
	*Bibliothèque municipale de Mistassini	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
	Chorale Vol-au-vent	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Cinéma Orphéon	Privé	Cinéma-vidéo		Salle de cinéma
	Festival du Bleuets	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Festivals
	Librairie Myrtille	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Monastère des Pères trappistes	Privé	Patrimoine		Site
	Musique Prémont	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Place du Festival	OSBL	Art d'interprétation	Diffusion	Place
	Service des loisirs / Mistassini	Municipal	Service		Service des loisirs
	Société des écrivains canadiens (SLStJ)	OSBL	Lettres et livres		Association
Normandin					
	*Bibliothèque municipale de Normandin	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
	Carnaval de Normandin		Arts d'interprétation	Spectacles	Événement
	Chorale de l'Amitié		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chorale des Adultes		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Chorale Rayon de Soleil		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	Club de danse «Les Joyeux»		Arts d'interprétation	Danse	École
	École de danse Lucie et Martin	Privé	Arts d'interprétation	Danse	École
	Harmonie La Gaillarde		Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
	Harmonie La Relève		Arts d'interprétation	Musique	Harmonie
	Les Zanimés		Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
	Librairie Le Gerbier	Privé	Lettres et livres		Librairie
	Polysons (Mille et unes musiques)	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillant
	Service des loisirs / Normandin	Municipal	Service		Service des loisirs
Notre-Dame-de-Lorette					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Péribonka					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	Café-bar de L'Île-du-Repos	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Café-bar
	*Corporation C.A.S.	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Estival
	*Maison Samuel-Bédard	OSBL	Patrimoine		Site
	*Musée Louis-Hémon	OSBL	Patrimoine		Musée
Petit-Saguenay					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	Camp théâtre de Petit-Saguenay		Arts d'interprétation	Théâtre	École

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

• PAR MUNICIPALITÉ •

Petit-Saguenay	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
CODEP/ Petit-Saguenay		Municipal	Patrimoine		Projet développ.
La chorale de Petit-Saguenay			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Service des loisirs/ Petit-Saguenay		Municipal	Service		Service des loisirs
Site de l'Anse-Sainte-Étienne (VVF)		OSBL	Patrimoine		Site
Rivière-Éternité					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Centre d'interprétation du Fjord-du-Saguenay		ME	Patrimoine		Centre
Les crèches de Noël de Rivière-Éternité		OSBL	Patrimoine		Événement
Musée de l'Ours		OSBL	Patrimoine		Musée
Statue Notre-Dame-du-Saguenay		OSBL	Patrimoine	Bien culturel classé	Œuvre d'art
Roberval					
Ass. québécoise loisirs folkloriques L-St-J		OSBL	Patrimoine		Association
Atelier de créations Josée Leclerc		Privé	Arts visuels		Atelier/ exposition
Atelier de musique de Roberval inc.		OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
Atelier de porcelaine Louiselle Otis		Privé	Métiers d'art		Boutique
*Bibliothèque municipale de Roberval		Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
Centre culturel et communautaire de Roberval		Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion	Centre culturel
Centre historique et aquatique de Roberval		Paramunicipale	Patrimoine		Centre
Chorale Notre-Dame			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Chorale Saint-Jean-de-Brébeuf			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
École de ballet de Roberval		OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
Gala folklorique		Privé	Arts d'interprétation	Danse	Folklore
Galerie Yvette-Dumais		Privé	Arts visuels	Peinture-sculpture	Galérie
La Traversée internationale du Lac-St-Jean		OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Festivals
*Les Amis de la musique		OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Diffuseur
Les Cœurs unis			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
*Librairie Leclerc Ltée		Privé	Lettres et livres		Librairie
Maison Donaldson		Privé	Patrimoine	Bien culturel reconnu	Monument
Place de la Traversée		OSBL	Art d'interprétation	Diffusion	Place
Salle de théâtre Le Mic-Mac		Municipal	Art d'interprétation	Diffusion	Salle
*Service des loisirs / Roberval		Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion	Diffuseur régulier
Société d'histoire de Roberval		OSBL	Patrimoine		Société d'histoire
*Troupe de théâtre Le Mic-Mac		OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe
Saint-Ambroise					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Chanson en fête (Saint-Ambroise)		OSBL	Arts d'interprétation	Musique	Événement
Chorale des Jeunes			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Chorale Saint-Ambroise			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Galerie Maîtres collectionneurs		Privé	Arts visuels		Galérie
Service des loisirs / Saint-Ambroise		Municipal	Service		Service des loisirs
Saint-André					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Saint-Augustin					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Saint-Bruno					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Centre d'interprétation du Bleuet		Municipal	Patrimoine		Centre

• **PAR MUNICIPALITÉ** •

Saint-Bruno	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
	Estampie	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Groupe
	*Le Prisme culturel inc. (siège social-studio)	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	Ecoles
	Service des loisirs/ Saint-Bruno	Municipal	Service		Service des loisirs
	Théâtre d'été / Saint-Bruno	Privé	Arts d'interprétation	Théâtre	Théâtre d'été
Saint-Charles-de-Bourget					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
	Comité regroupant les associations	OSBL			
	Fête au village	Municipale	Spectacles		Événement
Saint-David-de-Falardeau					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Saint-Edmond					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Saint-Eugène					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Saint-Félicien					
	Artisans de l'Ashuapmushuan	OSBL	Métiers d'art		Association
	Association Visuel-Art		Arts visuels		Regroupement
	Auditorium de la Polyvalente de Saint-Félicien	Scolaire	Art d'interprétation	Diffusion	Auditorium
	Bibliothèque du Cégep de Saint-Félicien	Cégep	Lettres et livres		Bibliothèque
	*Bibliothèque municipale de Saint-Félicien	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
	Centre culturel de Saint-Félicien	Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion	Centre culturel
	Cinéma Félicinois Ltée	Privé	Cinéma-vidéo		Salle de cinéma
	Département de Lettres (Cégep Saint-Félicien)	MEQ	Lettres et livres		Cégep
	École de ballet de Saint-Félicien	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
	École de danse Yolande Simard	OSBL	Arts d'interprétation	Danse	École
	École de musique de Saint-Félicien	OSBL	Arts d'interprétation	Musique	École
	École Octave musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	École
	Exposition agricole et commerciale régionale	OSBL	Arts d'interprétation	Diffusion	Festival
	Festival du jeune théâtre de Saint-Félicien	Municipal	Arts d'interprétation	Théâtre	Événement
	Fête des amuseurs publics	OSBL	Arts d'interprétation	Théâtre	Événement
	Jeunesses musicales du Canada	OSBL	Art d'interprétation	Diffusion	Diffuseur régulier
	Les Amis d'la chanson		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
	*Librairie Leclerc Ltée	Privé	Lettres et livres		Librairie
	LSM son et lumière	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Locateur
	Musée de l'Automobile	Privé	Patrimoine		Musée
	Musique Chez Octave	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Vente
	Productions Cast'art	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Diffuseur
	Productions GT	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
	Salle le 4e mur	Municipal	Arts visuels		Galerie
	*Service des loisirs / Saint-Félicien	Municipal	Arts d'interprétation	Diffusion	Diffuseur régulier
	Société d'histoire de Saint-Félicien	OSBL	Patrimoine		Société d'histoire
	Studio Chez Octave	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Studio
	Technique milieu naturel (Cégep Saint-Félicien)	MEQ	Patrimoine		Cégep
	Tempo musique	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Détaillants
	Troupe de danse folklorique de Saint-Félicien	Privé	Arts d'interprétation	Danse	Troupe
Saint-Félix d'Otis					
	Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque

RECENSEMENT CULTUREL ET ARTISTIQUE 1994 SAGUENAY-LAC-SAINTE-ANNE

• PAR MUNICIPALITÉ •

Saint-Félix d'Otis	Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
Site «Robe noire»		Privé	Patrimoine		Site
Société touristique de L'Anse-à-la-Croix		Paramunicipale	Patrimoine	Interprétation	Site
Théâtre de marionnette		Parascolaire	Arts d'interprétation	Théâtre	
Saint-François-de-Sales					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Folichonnes (Les)			Arts d'interprétation	Théâtre	Troupe amateur
Saint-Fulgence					
Atelier Thermic		Privé	Métiers d'art		Boutique
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
CIBRO (Centre interprétation des battures...)		Paramunicipale	Patrimoine	Interprétation	Centre d'interp.
Le Jardin des Battures		Privé	Métiers d'art		Boutique
Saint-Gédéon					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Commission des loisirs/ Saint-Gédéon		Municipal	Service		Service des loisirs
La Chorale de Saint-Gédéon			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Saint-Henri-de-Taillon					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
La Pipe d'argile		Privé	Métiers d'art		Boutique
Saint-Honoré					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Club artistique de Saint-Honoré					
Saint-Honoré vidéo		Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
Statues de Louis Jobin		Privé	Patrimoine	Bien culturel classé	Œuvre d'art
Saint-Ludger-de-Milot					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Saint-Méthode					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Chorale Saint-Méthode			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Comité de mise en valeur Ticouamis		OSBL	Patrimoine		Site
Discofaunie		Privé	Arts d'interprétation	Musique	Producteur
Saint-Nazaire					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Vidéo Lilou		Privé	Cinéma-vidéo		Club vidéo
Saint-Prime					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Chorale de Saint-Prime			Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Comité administratif et consultatif des loisirs		Municipal	Service		Service des loisirs
Société d'histoire de Saint-Prime		OSBL	Patrimoine		Société d'histoire
*Vieille fromagerie Perron		OSBL	Patrimoine		Centre
Saint-Stanislas					
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)		Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque

• PAR MUNICIPALITÉ •

Organisme	Gestion	Domaine	Discipline	Sous-groupe
Saint-Thomas-Didyme				
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Chorale Saint-Thomas		Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Corporation Centre plein air Lac-à-Jim	Paramunicipal	Patrimoine	Interprétation	
Croix du rang 2	Privé	Patrimoine		Bien culturel
Sainte-Hedwidge				
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Sainte-Jeanne-d'Arc				
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipal	Lettres et livres		Bibliothèque
*Moulin de Sainte-Jeanne-d'Arc	Municipal	Patrimoine		Site
Pont Couvert	MT	Patrimoine		Site
Sainte-Monique				
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Oeuvre des loisirs de Sainte-Monique	Paramunicipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Sainte-Rose-du-Nord				
Artisanat indien et local	Privé	Métiers d'art		Boutique
Bibliothèque affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Musée de la Nature	Privé	Patrimoine		Musées
Shipshaw				
Bibliothèque A affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Bibliothèque B affiliée au CRSBP (Comité)	Municipale	Lettres et livres		Bibliothèque
Chorale Le Cœur de l'Amitié	Privé	Arts d'interprétation	Musique	Chorale
Corporation du Centre communautaire	OSBL	Équipement		Organisme



Annexe 4

Dépenses culturelles brutes et nettes des municipalités par habitant 1991-1993

Albanel		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	2,90 \$	3,30 \$	4,84 \$
	Nettes	2,90 \$	3,30 \$	4,84 \$
Alma		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	33,12 \$	35,57 \$	37,42 \$
	Nettes	22,51 \$	24,16 \$	25,36 \$
Bégin		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3,37 \$	3,69 \$	3,83 \$
	Nettes	3,37 \$	3,69 \$	3,83 \$
Canton-Tremblay		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
	Nettes	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Chambord		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	7,98 \$	8,02 \$	6,55 \$
	Nettes	7,98 \$	8,02 \$	6,55 \$
Chicoutimi		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	38,69 \$	42,47 \$	41,00 \$
	Nettes	36,91 \$	39,97 \$	38,70 \$
Delisle		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	7,64 \$	8,03 \$	9,21 \$
	Nettes	6,83 \$	7,16 \$	8,22 \$
Desbiens		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	46,54 \$	58,20 \$	42,68 \$
	Nettes	45,89 \$	57,10 \$	41,37 \$
Dolbeau		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	15,80 \$	19,01 \$	19,88 \$
	Nettes	15,80 \$	19,01 \$	19,88 \$
Ferland et Boilleau		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3,04 \$	3,66 \$	3,76 \$
	Nettes	3,04 \$	3,66 \$	3,76 \$

Dépenses culturelles brutes et nettes des municipalités par habitant 1991-1993

Girardville		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	6.04 \$	6.80 \$	6.64 \$
	Nettes	6,04 \$	6,80 \$	6,64 \$
Hébertville		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	15.00 \$	16.60 \$	11.48 \$
	Nettes	11,36 \$	12,02 \$	11,48 \$
Hébertville-Station		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3.57 \$	3.87 \$	4.57 \$
	Nettes	3,57 \$	3,87 \$	4,57 \$
Jonquière		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	33.05 \$	34.38 \$	34.93 \$
	Nettes	29,59 \$	31,27 \$	31,73 \$
L'Anse-Saint-Jean		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	5.29 \$	5.86 \$	5.63 \$
	Nettes	5,29 \$	5,86 \$	5,63 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3.71 \$	4.50 \$	5.93 \$
	Nettes	3,71 \$	4,50 \$	5,93 \$
La Baie		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	112.78 \$	116.40 \$	104.77 \$
	Nettes	66,03 \$	58,34 \$	35,47 \$
La Doré		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	10.88 \$	13.46 \$	16.50 \$
	Nettes	10,88 \$	13,46 \$	14,10 \$
Labrecque		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	6.56 \$	7.72 \$	8.06 \$
	Nettes	6,56 \$	7,72 \$	8,06 \$
Lac-à-la-Croix		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	8.55 \$	13.94 \$	11.49 \$
	Nettes	8,55 \$	13,94 \$	11,49 \$

Dépenses culturelles brutes et nettes des municipalités par habitant 1991-1993

Lac-Bouchette		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3.95 \$	5.24 \$	5.93 \$
	Nettes	3,95 \$	5,24 \$	5,93 \$
Lac-Kénogami		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	5.28 \$	5.34 \$	6.47 \$
	Nettes	5,28 \$	5,34 \$	6,18 \$
Lamarche		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	10.61 \$	12.01 \$	20.04 \$
	Nettes	10,61 \$	12,01 \$	20,04 \$
Larouche		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	9.51 \$	9.57 \$	10.57 \$
	Nettes	9,51 \$	9,57 \$	10,57 \$
Laterrière		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	19.96 \$	19.98 \$	22.08 \$
	Nettes	17,45 \$	17,60 \$	18,20 \$
Métabetchouan		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	22.95 \$	17.29 \$	18.87 \$
	Nettes	22,95 \$	17,29 \$	18,87 \$
Mistassini		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	11.66 \$	14.63 \$	8.41 \$
	Nettes	10,71 \$	7,08 \$	6,58 \$
Normandin		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	18.25 \$	16.84 \$	18.72 \$
	Nettes	13,97 \$	11,48 \$	13,62 \$
Notre-Dame-de-Lorette		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	7.47 \$	8.24 \$	9.48 \$
	Nettes	7,47 \$	8,24 \$	9,48 \$
Péribonka		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	24.71 \$	18.70 \$	26.46 \$
	Nettes	24,71 \$	18,70 \$	26,46 \$

Dépenses culturelles brutes et nettes des municipalités par habitant 1991-1993

Petit-Saguenay		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3.94 \$	5.33 \$	5.88 \$
	Nettes	3,94 \$	5,33 \$	5,88 \$
Rivière-Éternité		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.86 \$	4.47 \$	5.29 \$
	Nettes	4,86 \$	4,47 \$	5,29 \$
Roberval		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	30.03 \$	33.38 \$	29.60 \$
	Nettes	26,81 \$	28,26 \$	25,25 \$
Saint-Ambroise		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	9.55 \$	22.83 \$	21.89 \$
	Nettes	8,35 \$	14,28 \$	8,40 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3.60 \$	3.21 \$	3.74 \$
	Nettes	3,60 \$	3,21 \$	3,74 \$
Saint-Augustin		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.87 \$	5.56 \$	3.96 \$
	Nettes	4,87 \$	5,56 \$	3,96 \$
Saint-Bruno		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	7.29 \$	7.80 \$	8.28 \$
	Nettes	6,85 \$	7,34 \$	7,71 \$
Saint-Charles-de-Bourget		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	8.47 \$	9.45 \$	10.32 \$
	Nettes	8,47 \$	9,45 \$	9,42 \$
Saint-David-de-Falardeau		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	2.80 \$	3.39 \$	3.36 \$
	Nettes	2,78 \$	2,86 \$	3,32 \$
Saint-Edmond		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	6.03 \$	4.49 \$	6.41 \$
	Nettes	6,03 \$	4,49 \$	6,41 \$

Dépenses culturelles brutes et nettes des municipalités par habitant 1991-1993

Saint-Eugène		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	6.23 \$	6.17 \$	4.75 \$
	Nettes	6,23 \$	6,17 \$	4,75 \$
Saint-Félicien		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	35.77 \$	39.13 \$	41.15 \$
	Nettes	29,55 \$	31,98 \$	34,36 \$
Saint-Félix-d'Otis		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3.60 \$	3.96 \$	13.59 \$
	Nettes	3,60 \$	3,96 \$	13,59 \$
Saint-François-de-Sales		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.20 \$	4.60 \$	4.82 \$
	Nettes	4,20 \$	4,60 \$	4,82 \$
Saint-Fulgence		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.94 \$	9.72 \$	13.79 \$
	Nettes	4,94 \$	9,72 \$	13,79 \$
Saint-Gédéon		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.26 \$	4.92 \$	4.29 \$
	Nettes	3,72 \$	4,36 \$	4,29 \$
Saint-Henri-de-Taillon		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.26 \$	4.98 \$	3.80 \$
	Nettes	4,26 \$	4,98 \$	3,80 \$
Saint-Honoré		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.74 \$	4.77 \$	5.86 \$
	Nettes	4,74 \$	4,77 \$	5,86 \$
Saint-Ludger-de-Milot		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	8.05 \$	8.82 \$	4.48 \$
	Nettes	8,05 \$	8,82 \$	4,48 \$
Saint-Méthode		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	10.56 \$	21.69 \$	15.40 \$
	Nettes	10,56 \$	21,69 \$	15,40 \$

Dépenses culturelles brutes et nettes des municipalités par habitant 1991-1993

Saint-Nazaire		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	1.78 \$	1.88 \$	2.39 \$
	Nettes	1,68 \$	1,78 \$	2,24 \$
Saint-Prime		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	8.25 \$	16.98 \$	7.38 \$
	Nettes	8,25 \$	16,98 \$	7,38 \$
Saint-Stanislas		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	3.67 \$	4.08 \$	4.29 \$
	Nettes	3,67 \$	4,08 \$	4,29 \$
Saint-Thomas-Didyme		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.81 \$	5.34 \$	5.72 \$
	Nettes	4,81 \$	5,34 \$	5,72 \$
Sainte-Hedwidge		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	2.36 \$	3.24 \$	2.90 \$
	Nettes	2,36 \$	3,24 \$	2,90 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	9.21 \$	12.32 \$	13.04 \$
	Nettes	4,64 \$	8,20 \$	7,70 \$
Sainte-Monique		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	9.12 \$	9.22 \$	9.25 \$
	Nettes	9,12 \$	9,22 \$	9,25 \$
Sainte-Rose-du-Nord		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	4.31 \$	11.43 \$	8.54 \$
	Nettes	4,31 \$	7,90 \$	5,01 \$
Shipshaw		<u>1991</u>	<u>1992</u>	<u>1993</u>
	Brutes	11.70 \$	11.22 \$	11.50 \$
	Nettes	11,52 \$	11,00 \$	11,32 \$



Annexe 5

Liste des municipalités par MRC

■ *MRC de Lac-Saint-Jean-Est*

Alma
Delisle
Desbiens
Hébertville
Hébertville-Station
L'Ascension-de-Notre-Seigneur
Labrecque
Lac-à-la-Croix
Lamarche
Métabetchouan
Saint-Bruno
Saint-Gédéon
Saint-Henri-de-Taillon
Saint-Ludger-de-Milot
Saint-Nazaire
Sainte-Monique

■ *MRC de Maria-Chapdelaine*

Albanel
Dolbeau
Girardville
Mistassini
Normandin
Notre-Dame-de-Lorette
Péribonka
Saint-Augustin
Saint-Edmond
Saint-Eugène
Saint-Stanislas
Saint-Thomas-Didyme
Sainte-Jeanne-d'Arc

■ *MRC du Domaine-du-roy*

Chambord
La Doré
Lac-Bouchette
Roberval
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean

Saint-Félicien
Saint-François-de-Sales
Saint-Méthode
Saint-Prime
Sainte-Hedwidge

■ *MRC du Fjord-du-Saguenay*

Bégin
Canton-Tremblay
Chicoutimi
Ferland et Boilleau
Jonquière
L'Anse-Saint-Jean
La Baie
Lac-Kénogami
Larouche
Laterrière
Petit-Saguenay
Rivière-Éternité
Saint-Ambroise
Saint-Charles-de-Bourget
Saint-David-de-Falardeau
Saint-Félix-d'Otis
Saint-Fulgence
Saint-Honoré
Sainte-Rose-du-Nord
Shipshaw

Liste des municipalités par catégories

Catégorie 1

Bégin
Ferland et Boilleau
Lac-à-la-Croix
Lamarche
Notre-Dame-de-Lorette
Péribonka
Petit-Saguenay
Rivière-Éternité
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean
Saint-Augustin
Saint-Charles-de-Bourget
Saint-Edmond
Saint-Eugène
Saint-Félix-d'Otis
Saint-François-de-Sales
Saint-Henri-de-Taillon
Saint-Ludger-de-Milot
Saint-Stanislas
Saint-Thomas-Didyme
Sainte-Hedwidge
Sainte-Monique
Sainte-Rose-du-Nord

■ *Catégorie 2*

Albanel
Chambord
Desbiens
Girardville
Hébertville
Hébertville-Station
L'Anse-Saint-Jean
L'Ascension-de-Notre-Seigneur
La Doré
Labrecque
Lac-Bouchette
Lac-Kénogami
Larouche
Saint-David-de-Falardeau
Saint-Fulgence

Saint-Gédéon
Saint-Méthode
Saint-Nazaire
Sainte-Jeanne-d'Arc

■ *Catégorie 3*

Canton-Tremblay
Delisle
Laterrière
Métabetchouan
Normandin
Saint-Ambroise
Saint-Bruno
Saint-Honoré
Saint-Prime
Shipshaw

■ *Catégorie 4*

Dolbeau
Mistassini
Roberval
Saint-Félicien

■ *Catégorie 5*

Alma
Chicoutimi
Jonquière
La Baie